

Le drame du Karabakh

Premier conflit « inter-ethnique » de la perestroïka, le Karabakh a servi, voici quatre ans, de détonateur à l'émancipation du peuple arménien, entraînant celle des autres nations de l'ex-URSS. Mais le conflit lui-même, loin de se résoudre, s'est mué en une guérilla permanente qui, pogroms aidant, a fini par regrouper les Arméniens d'Azerbaïdjan à l'intérieur d'un espace clos propice au passage à une vraie guerre de positions. Avant le putsch d'août, l'armée soviétique assistait les nouvelles forces azerbaïdjanaises dans leurs opérations visant à récupérer des villages sur la nouvelle « ligne de front ».

Après le putsch, l'armée, passée du côté de M. Eltsine, s'intervenait plus, et les « fédérés » arméniens, plus motivés, ont pu reprendre une trentaine des villages perdus. Ces derniers jours, le président Moutalibov, ex-dirigeant du PC qui s'est proclamé commandant en chef des armées en Azerbaïdjan, poussé par l'opposition qui réclame sa tête s'il ne parvient pas à « libérer » le Karabakh, a dû ordonner des contre-offensives. Il dispose de forces encore disparates - volontaires du Front populaire, forces spéciales de la police et embryon d'armée nationale - mais leurs équipements, saisis sur les stocks de l'ex-armée soviétique, s'accroissent régulièrement.

En face, les quelque cent cinquante mille Arméniens du Karabakh - dont la moitié vivent à Stepanakert - sont condamnés si l'Azerbaïdjan, avec ses sept millions d'habitants, se mobilise réellement pour les déloger. Tout le monde le sait, même si la résistance acharnée des Arméniens du Karabakh, aidés en sous-main par les voisins d'Erevan, leur permet encore de tenir.

Pour la première fois, le président Boris Eltsine vient d'évoquer à Washington les appels lancés depuis des mois par les Arméniens, qui souhaitent l'envoi de « casques bleus » ou au moins d'observateurs de l'ONU. Mais le dirigeant azerbaïdjanais, qui a été obligé d'accepter une prochaine mission d'enquête de la CSCE, à laquelle son pays vient d'être admis, s'il semble prêt à accepter des « observateurs de l'ONU », ne veut absolument pas entendre parler de « casques bleus ». Il a répété à Davos ce week-end.

L'idée de l'Etat-nation, dotée d'un « territoire », est une cause pour laquelle on est prêt à tuer et à mourir, sans doute dans le Caucase plus qu'ailleurs. Dans le cas du Karabakh, le conflit éprouve aussi dangereusement les clivages entre les Etats « européens » et « musulmans » de l'informelle Communauté des Etats indépendants, déjà très menacée. Et, pourtant, malgré les sirènes de la Russie « démocratique » qui prônent l'abandon du Caucase, M. Eltsine a fait savoir la semaine dernière qu'il était prêt à envisager une nouvelle action diplomatique, avec tout volontarisme de la communauté internationale, pour tenter d'apaiser la situation.

Prudemment, la Turquie s'est déjà proposée. L'Arménie souhaiterait que la France joue le rôle. Malgré les grands risques d'échec, si tous les mots prononcés à Prague ou à New-York ont un sens, il faudrait répondre positivement à la proposition de la Russie, dont l'armée, même en cours de retrait, reste la principale force sur le terrain.

M0147 - 0204 0 - 6,00 F

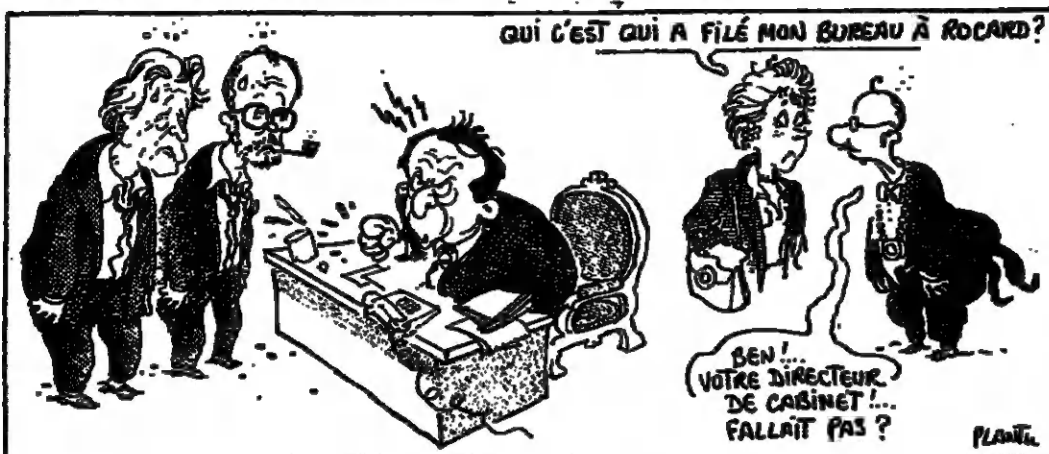


Les prolongements politiques de l'affaire Habache

De nombreux socialistes souhaitent un changement de gouvernement

Les conditions du séjour en France de M. Habache, chef du Front populaire de libération de la Palestine, qui a quitté Paris pour Tunis samedi 1^{er} février dans l'après-midi, alimentent un débat sur l'exercice de l'autorité au sommet de l'Etat. M. Giscard d'Estaing a demandé, dimanche, la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections législatives en même temps que les élections régionales et cantonales, en mars. Les socialistes réclament,

aux aussi, une initiative plus ample que la démission de quelques hauts fonctionnaires. M. Rocard estime qu'une « responsabilité politique éminente » est engagée par cette affaire et que la solution adoptée n'est pas « satisfaisante ». M. Bartolone, proche de M. Fabius, évoque un changement de gouvernement et avance le nom de M. Bérégovoy pour diriger une nouvelle équipe, capable de créer un véritable choc psychologique et idéologique.



■ « La manœuvre de la tortue » par ALAIN ROLLAT
■ « La brèche présidentielle » par PATRICK JARREAU
■ Un entretien avec M. Ibrahim Souss propos recueillis par JEAN GUEYRAS
■ Les Palestiniens dénoncent une crise préfabriquée

■ Les critiques de la presse israélienne contrastent avec la discrétion du gouvernement par PATRICE CLAUDE Page 32
■ « Le parler rude » par PIERRE GEORGES Page 31

Le Front national vingt ans après

I. - Vaincre la peur

par Alain Rollat

1972 : création du Front national. 1992 : le FN est un élément obsédant du débat politique. En deux décennies, son chef est passé de la marginalité groupusculaire à une présence qui hante les démocrates, de droite ou de gauche. Cette ascension, facilitée par la médiatisation spectaculaire, le schématisation et la personnalisation de la vie publique, est un fait. Si l'on veut comprendre le caractère en vérité antinational des méthodes, des thèses et des « solutions » de ce Front aux références inacceptables, il faut commencer par le connaître, le décrire, montrer ses dirigeants et ses réseaux à l'œuvre. Le Monde, dont les valeurs, fondatrices et actuelles, sont à l'opposé de celles du FN, commence une enquête en forme de radiographie. Elle durera toute la semaine. Avec un but : informer pour mieux combattre. Br. F.

Faut-il avoir peur de M. Jean-Marie Le Pen ? Il ne faut pas en avoir peur parce que son parti appartient au passé et est déjà condamné à y retourner sous certaines conditions.

Le Front national a été créé, il y a bientôt vingt ans, le 5 octobre 1972, sous la forme d'une « fédération unitaire nationaliste », par un quatuor hétéroclite composé de revanchards de l'Algérie colonisée et de nostalgiques de la France rabougrie de Vichy. L'objectif avoué de ses principaux fondateurs, les dirigeants du mouvement Ordre nouveau, qui avaient pris, en 1969, le relais de l'activisme d'Occident, dissous en 1968 pour cause de violence, et qui scandalisaient déjà « La France aux Français ! » en voulant Jean-Paul Sartre au peloton d'exécution, était de renouer avec les méthodes des ligueurs de 1934, en remédiant à leurs « insuffisances »,

pour essayer de renverser la République. Ils voulaient constituer « un parti nationaliste révolutionnaire qui soit un parti de masse ». Leur programme exprimait ouvertement leur idéologie puisqu'il faisait référence à la fois au « modèle » néo-fasciste du Mouvement social italien (MSI), qui s'enorgueillissait alors de disposer d'un groupe de cinquante-six députés post-mussoliniens, et au Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, l'ancien métallo communiste converti au national-socialisme sous l'Occupation. Le Front national empruntait au MSI sa structure et son emblème. Chacun de ses militants fut prié de se soumettre à la discipline du PPF : « Tu dois tout au parti, le parti ne te doit rien. »

Lire la suite et le reportage de CORINE LESNES et DANIELE ROUARD page 12

Sous la direction d'André Corvisier

HISTOIRE MILITAIRE DE LA FRANCE

Tome 1 : Des origines à 1715.

Sous la direction de Philippe Contamine



Ce premier volume, qui embrasse plus de douze siècles, est une histoire générale de la France sous son aspect militaire, et donc, en un sens, une histoire de l'identité française.

Ouvrage relié pleine toile, 648 pages hors texte - 550 F
Prix de lancement jusqu'au 31 03 92 - 495 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Les « prisonniers » haïtiens de Guantanamo

Les boat people qui craignent d'être rapatriés s'entassent sur la base américaine de Cuba

GUANTANAMO

de notre envoyé spécial

Le choc est trop violent : la jeune journaliste de « Eye-witness News », une émission d'informations télévisées largement diffusée aux Etats-Unis, ne peut s'empêcher d'évoquer à haute voix la traite des esclaves. Sur le pont du Bear, l'un des bateaux de la garde côtière américaine mobilisés pour tenter de stopper l'exode des boat-people haïtiens, près de cinq cents réfugiés (sur les quelque 12 000 hébergés à la base navale de Guantanamo) sont entassés comme du bétail, en attendant d'être fixés sur leur sort.

La Cour suprême a cassé, vendredi 31 janvier, une précédente décision de justice interdisant leur rapatriement forcé. Malgré la bêche jaune vendue au-dessus du bâtiment, le pont est transformé en étable par le soleil tropical. Des cordages délimitent la périmètre affecté aux Haïtiens. De l'autre côté, deux matelots font circuler des gobelets d'eau tiède.

« Si on ne les avait pas rapatriés, ces gens allaient périr. Leur vol était surchargé et ils n'avaient pas assez de provisions pour la traversée », affirme le capitaine

Les, qui commande le Bear. Depuis quatre jours, son navire, transformé en hôtel flottant, est à quel dans la vaste baie de Guantanamo, la base américaine en terre cubaine, située à 750 km à l'est de La Havane. Tous les matins, les avions des garde-côtes survolent le passage au Vent, entre Cuba et Haïti, à la recherche des réfugiés. Ils sont rapatriés par les navires américains et leurs petits voiliers sont incendiés en mer. Au cours du week-end, environ 350 d'entre eux ont été ramenés à Port-au-Prince.

Sur le pont du Bear, les Haïtiens se bousculent pour raconter leurs mésaventures. « Je suis marron (dans la clandestinité) depuis le 30 septembre (date du coup d'Etat militaire). Les militaires ont tué un de mes frères », affirme Joseph Sainté, un pêcheur de trente-quatre ans, qui brandit une photo plastifiée du président Jean-Bertrand Aristide. Enjambant une femme à demi-nue, qui élève son bébé, Harard Jabrun veut lui aussi prouver qu'il est bien réfugié politique.

JEAN-MICHEL CAROIT
Lire la suite page 4

L'ÉCONOMIE

Faut-il vendre Thomson Electroménager ?

Lave-linge et congélateurs font pâle figure à côté des centrales nucléaires dans le nouveau colosse Thomson-CEA. Faut-il pour autant couper la petite branche et abandonner un secteur qui marche ?

Bouygues inattendu

Le roi du béton et patron de TF1 devient producteur de cinéma. Pour des films qu'il aime : ceux de Maurice Pialat, Pedro Almodovar, David Lynch, les frères Coen...

Exporter en Allemagne

A Cologne, le poste d'expansion économique française guide les futurs exportateurs, pas à pas. Non sans succès.

Avec la chronique de PAUL FABRA le dossier sur la CNUCED, les rubriques « A travers les revues », « Mode d'emploi », et la page « Conjoncture », pages 33 à 44

ESPACE EUROPÉEN

■ Lune de miel entre le Portugal et la Communauté
■ Une présidence studieuse
■ La portugal des oubliés de la croissance
■ Tribune : « Faut-il la doctrine nucléaire gaulliste ? »
■ Un entretien avec le chef de l'administration chargée des archives de la Stasi. pages 11 à 13

DÉBATS

Un entretien avec l'historien Jacques Le Goff, l'un des hommes-clés des recherches françaises en sciences sociales. page 2

DÉBATS

Un entretien avec Jacques Le Goff

« L'intégrisme est, avec le racisme, la plus grande menace de notre époque »

« Vous avez été au centre de ce qu'on appelle l'école historique française. On dit que cette école est aujourd'hui en crise. Quel est votre diagnostic ? »

« Je suis assez optimiste. Précisons d'abord : il n'y a jamais eu, fort heureusement, une école qui aurait acquis le monopole de la recherche en histoire dans notre pays. Mais il y a eu, c'est vrai, autour de la revue *Annales*, créée en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre, une confluence d'historiens attirés par le programme scientifique et par les nouveaux champs de recherches proposés par la revue. Et, pendant près de cinquante ans, l'esprit des *Annales*, ce qu'on a nommé plus récemment la « nouvelle histoire », a orienté l'essentiel de la recherche et de la production historiques. »

« Il est tout à fait naturel qu'après un demi-siècle de travaux, si nombreux, si féconds, un mouvement critique se manifeste, qu'une réflexion s'organise pour faire le bilan des acquis et penser dans quelles voies nouvelles on pouvait s'engager. Les *Annales* elles-mêmes ont entamé un débat autocritique en 1989, dans un numéro spécial pour le soixantième anniversaire de la revue. S'il y a bien une « crise », elle est remise en cause, elle exprime le mouvement naturel d'une science qui ne s'endort pas sur ses acquis, si considérables soient-ils. »

« Mais la crise de la « nouvelle histoire » s'est aussi exprimée par un certain nombre de « retours » : à l'histoire-récit, à la biographie, à l'événement, à l'histoire politique surtout qui avait été tenue en lisière par les *Annales* au profit de l'histoire économique et sociale. »

« L'expression de « retours » est très ambiguë. On en parle comme du retour à une conception du passé qui aurait été soit supprimée, soit comprimée par la « nouvelle histoire ». Mais Hérodote le disait déjà : « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve ». Il n'y a jamais de vrai retour dans l'histoire. Ce qui existe aujourd'hui, c'est la possibilité de traiter d'une meilleure façon des secteurs de la recherche historique qui s'étaient plus ou moins taris dans le passé. »

« Prenez l'événement. Son caractère superficiel avait beaucoup frappé les fondateurs des *Annales*. Maintenant, nous savons que pour comprendre et pour expliquer l'événement il faut le considérer comme la pointe de l'iceberg, et que c'est par tout l'iceberg qu'il faut l'expliquer. A cet égard, il y a eu dans la production historique française un livre exemplaire, c'est le *Dimanche de Bouvines*, de Georges Duby. Duby a montré comment une date, le dimanche 27 juillet 1214, comment un événement appartenant à cette histoire-batailles qui était

Jacques Le Goff, soixante-huit ans, est l'un des maîtres de l'histoire médiévale, qu'il a profondément renouvelée par l'intérêt porté aux aspects économiques, sociaux, religieux et culturels de cette époque. Marchands et banquiers du Moyen Âge (1956), les Intellectuels du Moyen Âge (1957), le Moyen Âge (1962), la Civilisation de l'Occident médiéval (1964), Das Hochmittelalter (1965), Pour un autre Moyen Âge (1978), la Naissance du purgatoire (1981), l'Apogée de la chrétienté (1982), l'Imaginaire médiéval (1985), la Bourse et la Vie (1986) marquent les étapes de cette recherche.

Mais Jacques Le Goff est aussi l'un des hommes-clés des recherches françaises en sciences sociales. Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études en 1960, il a été président de la prestigieuse VI^e section, devenue sous son mandat Ecole des hautes études en sciences sociales, de 1972 à 1977. Il est aussi codirecteur des *Annales*, revue fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre, qui a été la for de lance et le lieu de rassemblement de ce qu'on a appelé la « nouvelle histoire ».

Le Goff a publié un certain nombre de textes sur les nouveaux objets et les nouvelles méthodes de l'histoire - Histoire et mémoire, 1988 - et dirigé ou codirigé de nombreux ouvrages collectifs : Faire de l'histoire (avec Pierre Nora), Histoire de la France religieuse, la Nouvelle Histoire, Hérésie et sociétés dans l'Europe préindustrielle. Il est également le directeur d'une collection actuellement en préparation sur l'histoire de l'Europe et dont les volumes paraîtront dans les différentes langues de la Communauté européenne. Jacques Le Goff s'est vu attribuer en 1991 la médaille d'or du CNRS.



détestée par les *Annales*, ne pouvait se décrire et s'expliquer qu'en comprenant l'évolution d'ensemble de la société. Et il l'a démontré selon l'esprit des *Annales*.

« Vous-même, vous écrivez une biographie. »

« Si je la fais, c'est que j'ai le sentiment de ne changer ni mes méthodes ni ma pensée historique. On peut, à travers une biographie de saint Louis - sur qui nous possédons un dossier suffisant, exceptionnel pour le Moyen Âge - mettre en œuvre toutes les nouvelles ressources de l'histoire. Ce « retour » peut être un enrichissement, un renouvellement. Mais le plus important, c'est le renouveau de l'histoire politique. »

« Cette histoire, nous savons maintenant, en gros, comment la faire. Nous savons d'abord que ce n'est pas une histoire des événements politiques, que ce n'est pas purement une histoire des institutions, mais que c'est une histoire du pouvoir. Et nous savons que, y compris des formes que les historiens du passé ignoraient et dont nous savons désormais qu'elles sont très importantes, comme les formes symboliques par exemple : tout ce qui est « oriflammes », tout ce qui est « gestes » et qui n'est pas seulement des expressions du pouvoir mais instrument de son exercice, et ce en restant des historiens différents des politologues. »

« Mais si je regarde néanmoins avec réserve ces « retours », c'est que, dans certains cas, il y a tendance à en faire de véritables retours au passé. Certains pensent et font ce que pensaient et faisaient ces érudits de la Restauration, après la Révolution française, qui n'avaient,

comme on l'a dit, rien appris et rien oublié. Il faut que nous soyons attentifs. L'idée que les *Annales* ont gagnée est fautive. Je suis, en histoire comme ailleurs, très pluraliste, mais quelques combats essentiels qui ont été livrés par le milieu des *Annales* sont aujourd'hui l'objet de contre-attaques auxquelles il faut prendre garde. Parce que nous retournerions à une histoire enfermée en elle-même, pauvre, et en définitive expliquant peu de chose. »

« Cela dit, je trouve excitant cet état d'ébullition. Et étonnant le nombre et la qualité des jeunes historiens qui ne sont pas les héritiers précis d'une tradition, mais qui sont intelligents, qui veulent comprendre et ne pas céder à la mode. Je suis donc prudent : je « veille », j'observe ; mais je suis optimiste. »

« Derrière quelques mouvements spectaculaires, c'est plutôt la déchristianisation qui se poursuit »

« Ce que vous dites des phénomènes de « restaurations » dans le domaine de l'histoire ne pourrait-il pas s'appliquer plus largement à la société dans laquelle nous vivons ; et en particulier à ce qui se passe dans le « retour » du religieux ? »

« Effectivement. Ce phénomène m'intéresse comme homme de notre époque, et il m'intéresse comme historien. D'ailleurs, je n'ai jamais séparé l'exercice de mon métier du reste de ma vie. Mais là encore, j'assiste à des mouvements complexes dont la signification et l'importance me laissent hésitant entre les aspects positifs et des aspects inquiétants. Ce qu'on appelle d'un mot facile l'intégrisme (on met dans le même sac des choses qui, je crois, ne devraient pas l'être) est avec le racisme la plus grande menace de notre époque. Je le prends ici d'un point de vue purement intellectuel, en laissant de côté ce que cela peut signifier dans le domaine proprement religieux, social et politique. »

« L'intégrisme se fonde sur une mise en action de la littéralité des textes sacrés ou des traditions. Or une des voies essentielles du progrès dans les diverses sociétés - et en particulier dans la société occidentale dont cela a été une des sources de succès - c'est l'éloignement du sens littéral par des interprétations. Cela a été l'un des grands travaux du Moyen Âge, qui fut une époque fondamentale de créativité et de progrès, même si, par ailleurs, on fut évidemment une époque dure et difficile. Le christianisme médiéval s'est livré à une lecture de l'écriture qui en retenait quatre sens, le sens littéral n'étant que l'un d'entre eux. D'autre part, il a eu cette volonté de mettre en acte, intellectuellement et spirituellement, dans la société, la phrase de saint Paul : « La lettre tue mais l'esprit vivifie. »

« L'intégrisme, c'est la régression à partir de ce point. Quand il y a un texte, d'une façon ou d'une autre, on le prend au pied de la lettre - je le dis par exemple à mes amis juifs - il y a des dangers terribles. La liturgie évolue plus lentement que le reste, et c'est normal : elle est une sorte de mise en scène de la mémoire ; elle répète ce qu'il y a eu au début. Mais

elle doit elle aussi évoluer. Le malheur est que l'intégrisme n'est nul part plus violent que dans les pays musulmans où il devient le véhicule de mécontentements profonds - et tout à fait justifiés - qui lui donnent une forme extraordinaire. »

« Le christianisme a réussi son insertion dans l'Histoire. Dès le début, il s'est posé en religion ancrée dans l'Histoire ; et c'est aussi une des raisons du succès de l'Occident. C'est ce qui lui fournissait son armature intellectuelle et spirituelle et qui lui permettait, en même temps, d'évoluer. Le Coran permet-il cet ancrage ? Je ne suis pas un spécialiste, mais je le lis ; j'interroge mes amis islamistes et musulmans. J'en trouve, et non des moindres, qui sont persuadés que le Coran peut suivre des évolutions qu'il faut souhaiter originales qui iraient vers l'affirmation du primat du sens sur la lettre et vers une certaine séparation du religieux et du reste, que nous avons appelé laïcité. Je dis bien : « une certaine séparation » : elle ne fera pas dans le monde musulman comme elle s'est faite dans le monde chrétien, et nous devons nous garder d'imposer nos modèles : ces tentations sont mortelles. »

« Mais dans l'Europe chrétienne, et notamment dans l'Europe catholique, il existe aussi un mouvement qui n'est pas uniquement « intégriste » et qui se présente comme une reconquête spirituelle de la société. »

« Il y a un retour du spirituel qui est un vrai renouvellement, et d'autres tendances qui sont des résurgences qui en viennent jusqu'à nier la séparation du religieux et du laïque. Mais ces phénomènes sont assez limités. J'ai l'impression que, derrière quelques mouvements spectaculaires, c'est plutôt la déchristianisation qui se poursuit. D'autre part, la grande majorité de l'Eglise catholique, dans ses prêtres, dans ses pasteurs, dans ses fidèles, n'accepte plus certaines choses : voyez l'initiative du cardinal Decourtray à propos de l'affaire Touvier. C'est quand même extrêmement rassurant une chose pareille. »

« Il est important aussi, pour un historien d'une époque baignée de religion et dans laquelle le papauté a joué un tel rôle, de voir ce qui se passe au sommet de l'Eglise. Je crois qu'il serait très injuste de faire de Jean-Paul II purement et simplement un pape réactionnaire. Il veut rendre confiance aux catholiques, c'est parfaitement légitime, et je dirais que c'est bon pour tout le monde. Des gens frustrés, ça n'est jamais sain dans une société. D'autre part, il va très largement vers une internationalisation réelle du catholicisme, vers une déseuropéanisation qui est aussi une excellente chose. »

« Néanmoins, il y a dans le domaine géographique et culturel qui est le sien un certain prosélytisme assez agressif - on le voit dans ses rapports avec le monde orthodoxe - qui risque de gripper le mouvement œcuménique. Enfin, il donne beaucoup d'écarts aux positions traditionnelles de l'Eglise vis-à-vis des femmes et des problèmes sexuels. Ces positions me paraissent extrêmement dangereuses. Tant que les femmes demeureront esclaves du ministère de l'Eglise catholique, elle demeurera une institution du passé. »

« L'effondrement du marxisme, d'une part, les injustices et les exclusions croissantes et planétaires du libéralisme, d'autre part, ne vous paraissent-elles pas redonner une chance à la doctrine sociale de l'Eglise ? »

« Il n'y a pas de doctrine sociale de l'Eglise. De bons historiens ont parlé d'une doctrine sociale de

l'Eglise au treizième siècle, on a trouvé une doctrine sociale chez saint Thomas d'Aquin, ou plus récemment à partir de l'encyclique *Rerum Novarum*. Cela ne fait pas une doctrine. J'ajouterais qu'il ne doit pas y en avoir. Mais il est souhaitable que l'Eglise formule un certain nombre de principes religieux, qui relèvent d'elle et qui doivent servir dans la société. »

« En ce domaine, je constate plutôt une carence : il y a un phénomène à l'égard duquel elle devrait avoir ses positions puisqu'elle a dans ses textes fondamentaux, dans ses origines, dans sa nature, de quoi dire quelque chose, c'est l'argent. Mais, en dehors de propositions générales, elle ne s'exprime pas là-dessus, pas plus qu'au Moyen Âge. Elle oscille entre une dénonciation frénétique et obédissante et une véritable démission. Il est vrai que le protestantisme n'a pas fait mieux. Mais ne parlons pas de « doctrine sociale » qui relève des illusions confessionnelles d'un certain nombre de laïques catholiques du dix-neuvième siècle, très bien intentionnés par ailleurs. »

« Les sociétés paraissent pourtant avoir besoin de projets précis autour desquels elles s'unissent. »

« Il y a, dans l'histoire de l'Occident, un événement que je considère comme extrêmement positif, c'est la naissance de la Réforme, du protestantisme, au seizième siècle, parce que justement c'est la fin de l'unité. La contradiction, la multiplicité, l'antagonisme, ce sont des choses qu'il faut accueillir sereinement. Il n'y a pas en histoire de progrès absolu. J'ai été de ceux qui

« Il y a des périodes de mutation dans lesquelles il vaut mieux ne pas avoir de grand projet »

voyaient en Fidel Castro un des symboles de la lutte pour l'indépendance et la liberté ; j'ai été de ceux qui ont milité pour la décolonisation et qui ne le regrettent pas. Aujourd'hui, Fidel Castro est devenu un des derniers tyrans et parmi les plus ignobles, et je suis attristé de voir ce que sont devenus les anciens pays colonisés. »

« Dans les pays de l'Est, il ne fallait pas davantage s'attendre à ce que tout satisfasse ce que nous croyons être une certaine morale politique et sociale. Prenez la Pologne, qui est si difficile à comprendre, même pour quelqu'un comme moi qui y a de nombreux et proches contacts. Il y a d'abord une donnée fondamentale, le poids d'une crise économique vraiment terrible qui se combine avec d'autres crises qui ne sont pas moins terribles. Il y a au moins vingt ans, mon ami Geremek m'avait dit : « Tu sais, ce qui va être vraiment dramatique, ce sont les problèmes de la pollution. » Et je dois avouer qu'à ce moment-là j'avais trouvé curieux, incongru, qu'il me parle de pollution alors que les problèmes politiques étaient si importants. Il voyait beaucoup plus loin et plus profond que moi. »

« C'est vrai que c'est, en Pologne, un problème épouvantable qui réclame des moyens financiers considérables qu'il n'a pas. Il faut

qu'ils fassent des choix. Le peu d'argent dont ils disposent, ils doivent l'employer à quoi : aux hôpitaux ? au lancement de l'économie ? aux salaires ? à la lutte contre la pollution ? à l'enseignement ? à la recherche ? Le chercheur que je suis s'émeut lorsqu'on supprime les crédits à la recherche en sciences sociales ; mais dans le cas polonais, le court terme a une tendance légitime à l'emporter. »

« Et puis, il y a la volonté parfois naïve de se comporter en démocrates. Lorsque j'étais à Varsovie avec Badinter et Martini, il y a un peu plus d'un an, je me souviens qu'ils disaient à nos amis polonais que c'était une folie d'instaurer la proportionnelle pure dans les élections. Mais ils nous répondaient : « Vous, vous avez assez d'expérience démocratique pour refuser la proportionnelle pure tout en étant considérés comme des démocrates. Mais nous, nous sommes obligés de passer par cette épreuve si nous voulons que notre volonté démocratique soit crédible. » Le résultat est une Diète ingouvernable. »

« Néanmoins, vous vous refusez à céder au pessimisme. »

« Les porte-parole de la sinistra me paraissent de sinistres imbéciles. Il n'y a derrière leur attitude aucune analyse vraiment sérieuse. Les situations que nous vivons, nous en avons connu je ne sais combien dans l'histoire. On a toujours tenu des propos catastrophistes ; le Moyen Âge en est plein : le millénarisme, l'arrivée de l'antéchrist, la fin du monde. Il y a une idée du destin, à droite comme à gauche, qui est une des idées les plus pernicieuses et les moins justifiées par l'analyse des situations que je connaisse. »

« Qu'on sache d'abord un peu de l'histoire. Ça ne guérit pas de tout, ce n'est pas avec l'histoire qu'on va gouverner ; mais c'est quand même avec l'histoire et la réflexion historique que l'on peut mieux comprendre les choses. Si, par exemple, on donnait aux journalistes qui ont à analyser et à faire comprendre des documents, des images, un peu de formation dans la critique historique, ce ne serait pas si mal. »

« Vous êtes le directeur d'un grand projet éditorial, d'une histoire de l'Europe dont les volumes paraîtront simultanément dans les différentes langues européennes. L'Europe vous paraît-elle un projet politique capital ? »

« Il faut être nuancé, à la limite de ce que nous savons en histoire. Il y a des périodes de mutation, comme celle que nous vivons, dans lesquelles il vaut mieux ne pas avoir de grand projet. Parce qu'il est très difficile de prévoir l'avenir pour ne pas risquer, si l'on s'engage dans un projet, d'empêcher d'apparaître les multiples potentialités qui sont à l'œuvre. Mais, d'autre part, je crois que la construction de l'Europe est quelque chose de passionnant qui réclame l'engagement personnel de chacun. C'est une respiration de l'histoire. »

« Il y avait au Moyen Âge une unité spirituelle représentée par le christianisme qui n'a pas empêché l'éclatement des formes nationales de vie collective. Cette unité spirituelle de l'Europe, elle existe sous la forme d'un héritage : la pensée scolastique médiévale, l'humanisme, les Lumières, d'autres mouvements artistiques et intellectuels comme, récemment, le surréalisme. Mais, à partir de l'effort pour ressaisir cet héritage, il faut construire quelque chose de nouveau. Ce bien du passé et de la création est très excitant. »

« Vous pensez à une grande Europe, celle qui engloberait les pays de l'Est ? »

« Ce que l'Europe dite de l'Est a de commun avec l'Europe occidentale est plus fort que ce qu'elle a de différent. Mais il ne faut pas se dissimuler les difficultés. Certaines tiennent à l'histoire, au passé : la grande frontière entre l'Ouest et l'Est qui a été aussi, en gros, la frontière entre l'Europe communiste et non communiste est la frontière historique entre le monde chrétien, latin, romain et le monde grec, orthodoxe. C'est une frontière très ancienne et qui recouvre des différences culturelles importantes. Il faudra qu'on la colmate, cette frontière. »

« D'autre part, nous assistons à deux mouvements inverses : l'Ouest est à la recherche de la fédération, de l'union sinon de l'unité ; l'Europe centrale et orientale aspire, au contraire, à la fragmentation. Mais il n'y a pas de fatalité historique ; rien ne se fait sans engagement, rien ne se fait sans lutte. »

Propos recueillis par PIERRE LEPAPE

Michel Braud

LA TENTATION DU SUICIDE

dans les écrits autobiographiques

La tentation du suicide, pour celui qui se penche sur son existence, est le point extrême de l'imaginable, le repère dernier au-delà duquel il ne lui est plus possible de se projeter.

Collection « Perspectives Critiques » dirigée par Roland Jaccard - 304 pages - 17,5 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ETRANGER

YUGOSLAVIE : après trois jours de laborieuses négociations

La présidence fédérale n'a pas convaincu les Serbes de Croatie d'adopter le plan de paix de l'ONU

Les responsables de la Krajina (enclave serbe du sud-ouest de la Croatie) ont démenti, lundi matin 3 février, avoir accepté le plan de paix de l'ONU, comme l'avait annoncé, la veille au soir, la présidence yougoslave réduite à présent à la Serbie et à ses alliés. Celle-ci, après une réunion marathon de trois jours, avait affirmé avoir obtenu le feu vert de tous les Serbes de Croatie pour le déploiement de quelque dix mille « casques bleus » des Nations unies.

BELGRADE

de notre correspondant

La Serbie et la présidence yougoslave semblaient enfin avoir convaincu les dirigeants serbes de la Krajina (sud-ouest de la Croatie) d'accepter le plan de paix des Nations unies prévoyant notamment le déploiement de « casques bleus » dans les enclaves serbes de Croatie. Chargé au sein de l'ONU des opérations de maintien de la paix, M. Marrak Gouding avait tenté en vain lors de sa visite en Yougoslavie la semaine dernière de persuader le leader de la Krajina, M. Milan Babic d'adhérer à ce plan de paix approuvé au début de l'année par la Serbie, la Croatie et l'armée yougoslave. Mais les Etats-Unis avaient explicitement demandé, mercredi 29 janvier, aux autorités de Serbie d'agir de façon concrète pour prouver leur volonté de soutenir au plan

des Nations unies et à la conférence européenne pour la paix en Yougoslavie.

Vendredi 31 janvier, la présidence yougoslave, restreinte à la Serbie et au Monténégro, convoquait donc une réunion avec les dirigeants serbes de Croatie, les leaders serbes de Bosnie-Herzégovine ainsi que les membres des « gouvernements » autonomistes des enclaves serbes de Croatie (Krajina, Slavonie occidentale et orientale) et les élus locaux des districts de Croatie à majorité serbe. L'objectif était d'amener la Krajina à accepter le plan Vance et éliminer ainsi le dernier obstacle au déploiement des « casques bleus ».

La tâche était extrêmement difficile. Samedi, M. Milan Babic, président de la République serbe de Krajina autoproclamée en décembre dernier, avait convoqué son gouvernement et rejeté à nouveau le plan des Nations unies. Il réclamait certaines modifications : notamment qu'il soit bien précisé que la « République serbe de Krajina » ne fait pas partie de l'ONU puisque « le peuple serbe de cette République a décidé lors du référendum du 12 mai 1991 de demeurer dans un Etat commun avec la Serbie, le Monténégro et tous les peuples qui le souhaitent ».

Autre exigence : les forces de paix de l'ONU doivent être déployées le long de la ligne de démarcation entre les deux parties belligères et non sur l'ensemble du territoire. Ils s'opposent enfin au désarmement des milices serbes de Krajina et au retrait de l'armée yougoslave de la

région. Après une nouvelle série de négociations laborieuses, la présidence serbo-yougoslave affirmait dans un communiqué officiel, publié dans la soirée de dimanche, que les conditions nécessaires au déploiement des forces de paix de l'ONU étaient désormais remplies : toutes les parties concernées ont accepté le plan de M. Cyrus Vance et coopéreront avec les « casques bleus ». Ces pourparlers s'étaient tenus en l'absence de M. Milan Babic, remplacé par le président du Parlement de Krajina, M. Paspalj qui avait en fait refusé de participer à l'ONU. Par ailleurs, la présidence engageait, en sa qualité de commandant suprême des forces armées, à protéger le peuple serbe des trois enclaves contre d'éventuelles attaques des forces croates si les unités de l'ONU ne le faisaient pas.

« Complot » et « sacrifice »

L'absence de M. Babic lors du revirement de la Krajina reste pour le moment inexplicable. On peut cependant imaginer que M. Babic, humilié d'avoir dû céder après avoir montré tant de fermeté, a préféré désigner l'un de ses collaborateurs pour négocier avec la présidence. Dans la journée de dimanche, M. Babic ne semblait en effet nullement disposé à faire des concessions. « La présidence nous force à accepter un plan qui conduit le peuple serbe à sa perte », il reconnaissait avoir reçu des menaces de la part des dirigeants serbes et des membres

de la présidence. Pour ajouter : « J'ai l'impression que quelqu'un a comploté contre nous et décidé de nous sacrifier en nous séparant du reste du peuple serbe ».

Le déroulement de cette session de trois jours confirme l'existence de profondes divergences entre la Serbie et la Krajina ainsi qu'entre M. Slobodan Milosevic, le président serbe, et M. Milan Babic. Lorsque le plan de M. Vance avait été accepté par la Croatie, la Serbie et l'armée fédérale, les leaders des enclaves serbes de Croatie avaient immédiatement réagi, estimant qu'ils étaient « trahis » et qu'ils avaient « servi de monnaie d'échange ». Après avoir à peine défendu les Serbes de la Croatie, M. Milosevic est désormais conscient qu'il ne peut pas continuer la guerre, pour des raisons économiques et parce que les réserves de Serbie répondent de moins en moins à l'appel de mobilisation. A partir de janvier, M. Milosevic a donc joué la carte de la paix et accepté le plan de paix de l'ONU. Il tente ainsi de récupérer la confiance de la Serbie qui condamne de plus en plus ouvertement la guerre. Il pourrait même, comme l'avance le quotidien Politika, aller plus loin en reprenant, à sa façon, l'une des revendications de l'opposition, à savoir la création d'une Serbie souveraine et indépendante. Une Serbie pour qui il revendiquerait, à l'instar de la Russie, l'héritage de la Yougoslavie.

FLORENCE HARTMANN

ITALIE : le président Cossiga a dissous les Chambres

Les élections législatives auront lieu les 5 et 6 avril

Le président de la République italienne, M. Francesco Cossiga, a confirmé, dimanche 2 février, que les élections législatives auront lieu les 5 et 6 avril. Le nouveau Parlement devrait élire un nouveau président de la République début juillet.

ROME

de notre correspondant

Beaucoup de bruit pour rien : après des semaines d'agitation, de polémiques et parfois même d'échanges de coups assez bas, la dixième législature italienne est morte, dimanche, de sa belle mort, ou presque. Et dans son discours télévisé à la nation, le jour même, il n'est plus resté au président de la République, M. Francesco Cossiga, qu'à donner une dernière « chiquenarde » pour clôturer le processus de cette mort cent fois annoncée en prononçant la dissolution officielle des Chambres.

Les élections législatives, a confirmé le président, auront lieu les 5 et 6 avril prochains. Le nouveau Parlement sera convoqué le 23 avril. A lui, ensuite, d'être un président de la République pour le début du mois de juillet. En attendant tout reste en place mais fonctionne au ralenti. Et si, à l'évidence, il n'est plus question de légiférer que dans des cas d'extrême urgence, tant les sénateurs et les députés que le président du conseil, M. Giulio Andreotti, qui vient d'accomplir sa sixième prestation à ce poste, ne partiront effectivement que le 23 avril.

L'appel

« au pacte national »

Pour la première fois en vingt-cinq ans, remarquent les exégètes des crises politiques italiennes, une législature est donc, à deux mois près (elle aurait dû s'achever en juin), parvenue à son terme. Un record de « stabilité » à bien des égards, car seuls trois présidents du conseil se sont succédés au cours de cette législature, et le dernier gouvernement, celui de M. Andreotti, formé le 23 juillet 1989, seulement remanié le 18 avril 1991, a connu,

selon les canons italiens, une belle longévité.

Pas de crise donc, mais peut-être quelques incertitudes sur les mois à venir. Une impression accentuée par l'attitude et les paroles mêmes de M. Cossiga qui, se posant à nouveau en « garant de la Constitution », a vivement dénoncé la crise de « légalité » que traverse le pays, pris en otage par la criminalité et la dépréciation des valeurs italiennes, ainsi que l'autre crise – de « légitimité » – cette fois – qui touche, elle, les institutions. Le président qui, lui, assumera « pleinement ses fonctions », serait-il tenté d'en profiter pour accélérer certaines réformes qu'il juge indispensables, presque par-dessus la tête des élus ?

S'adressant directement aux citoyens, il a lancé un appel à un « pacte national » fondé sur les valeurs de la Constitution de 1948 : « Le moment magique est venu de réformer, y compris moralement, notre système, a-t-il expliqué, les Chambres sont dissoutes car les réformes constitutionnelles ne pouvaient plus être faites ni discutées au Parlement ». C'est la fin d'une époque, celle de la guerre froide, a encore souligné M. Cossiga, avant – ballon d'essai – de faire, à mots à peine couverts, l'éloge des référendums constitutionnels en cours.

Il s'agit de neuf propositions, dont plusieurs ont dépassé les cinq mille signatures requises pour être présentées, et qui doivent être prochainement examinées par le Conseil constitutionnel. Ces propositions, reflet du désintérêt des citoyens pour leurs institutions et de leur manque de confiance en elles, ne peuvent que viser à abroger des lois existantes, selon la Constitution. Elles ont pour objet, entre autres, de réformer le Sénat et à modifier le mode de scrutin des élections municipales pour donner plus de pouvoirs aux élus locaux. Seront-elles bientôt soumises au vote ? « Citoyens et citoyennes d'Italie, dans l'exercice de votre droit souverain de vote, vous serez appelés à tracer, si vous le voulez, le chemin des réformes », a conclu le président...

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Accords sur le retrait des troupes ex-soviétiques de Lituanie et de Lettonie

Après des négociations à Vilnius et Riga, une délégation russe conduite par le vice-premier ministre, M. Sergueï Chakhrat, a accepté, samedi 1^{er} février, le début du retrait des anciennes troupes soviétiques de Lituanie à compter du mois de février, ainsi que de Lettonie, à partir du mois de mars. Mais les dates d'achèvement de ces retraits n'ont pu être fixées. En revanche la délégation russe, qui s'est ensuite rendue à Tallin, n'a pu parvenir, dimanche 2 février, à un accord sur le retrait des troupes d'Estonie. Selon l'agence Balthaz, cet échec est dû à une « différence d'approche » entre les deux parties ainsi qu'à l'absence de mandat précis de la délégation estonienne en raison de la démission récente du premier ministre.

Les anciennes forces armées soviétiques stationnées dans les pays baltes, évaluées à près de 400 000 hommes, étaient passées sous juridiction russe en vertu d'un récent décret du président russe Boris Eltsine. — (AFP, Reuters)

o BELGIQUE : impasse dans la crise ministérielle. — Après l'échec de la tentative de M. Melchior Wathelet, quarante-deux ans, social-chrétien francophone, de former un gouvernement, le roi Baudouin a confié, dimanche 2 février, une tâche « d'intermédiaire » à une personnalité social-chrétienne flamande, M. Jean Luc Dehaene, cinquante ans, vice-premier ministre du gouvernement sortant. — (Corbis)

o IRLANDE DU NORD : attentats en série. — Un chauffeur de taxi catholique a été tué par balles, dimanche 2 février, dans le nord de Belfast, en Irlande du Nord. L'auteur présumé a été arrêté par la police. Samedi, des engins incendiaires ont explosé sans faire de victimes. Dans un grand magasin de Belfast, deux autres bombes ont provoqué des dégâts matériels dans deux grands hôtels de la capitale de l'Ulster. Un commando de l'IRA, a attaqué un poste militaire britannique à Cullinstown, dans le sud de la province. L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a réaffirmé qu'elle continuait la lutte armée jusqu'au départ des troupes britanniques. — (AFP, Reuters)

o ROUMANIE : dernier meeting de l'opposition avant les élections locales. — Lors du dernier rassemblement de l'opposition, à Bucarest, avant les premières élections locales libres du 9 février prochain, quelques milliers de manifestants ont demandé la démission du président roumain, M. Ion Iliescu. Ce rassemblement était organisé par quatre partis d'opposition réunis au sein de la Convention démocratique, qui a fait campagne contre le Front de salut national, au pouvoir. — (Reuters)

POLOGNE

La Diète qualifie d'« illégale » l'instauration de l'état de guerre en 1981

La Diète (chambre des députés) polonaise a adopté, samedi 1^{er} février, à l'issue d'un débat houleux, une résolution qualifiant d'« illégale » l'instauration, en 1981, de l'état de guerre en Pologne, ouvrant ainsi la voie à un éventuel procès de son auteur, le général Wojciech Jaruzelski et de son équipe. Dans cette résolution, adoptée par 226 voix, contre 6 et 38 abstentions, les députés ont décidé de mettre sur pied une commission parlementaire extraordinaire, chargée notamment de « déterminer la responsabilité de personnes ayant préparé et appliqué » à l'époque la loi martiale.

La commission doit également « examiner la possibilité de dédommager les citoyens ayant été victimes pour des raisons politiques » de la loi martiale. Instauré contre le syndicat Solidarnosc le 13 décembre 1981, l'état de guerre avait permis l'arrestation de plusieurs milliers de dirigeants syndicaux, le maintien des communistes au pouvoir à Varsovie et un coup de frein aux réformes démocratiques en Pologne. La loi martiale a été levée en 1983, mais nombre de ses dispositions et de ses institutions ont survécu jusqu'en 1989. — (AFP)

La première Miss Albanie est une chômeuse

Une chômeuse âgée de dix-neuf ans, Valbona Selimiani, est devenue, samedi, 1^{er} février, la première Miss Albanie de l'histoire. L'ancien régime communiste considérait en effet ce genre de manifestation comme décadent. La compétition s'est déroulée dans la palais des Congrès, là où se tenaient auparavant les réunions du Parti communiste. Les billets avaient été vendus longtemps à l'avance, mais, pour éviter une assistance exclusivement masculine, seuls les couples étaient admis. — (A.P.)

Espagne : mobilisation contre la violence de l'ETA 25 000 personnes ont manifesté à Bilbao pour appeler l'organisation séparatiste basque à cesser la lutte armée

BILBAO

de notre envoyé spécial

La place de la Mairie n'était pas assez grande. Le peuple de Navarre était bondé. La foule descendait dans les rues de la capitale de la Biscaye – butoir sur le trop-plein. Les derniers milliers de manifestants pour le retour de la paix au Pays basque sont restés bloqués dans la rue de Buenos-Aires et dans l'arrière principale, la Gran Vía. Il était impossible pour eux d'entendre le message délivré par le mouvement organisateur, Geste pour la paix, qui a lancé un appel à l'ETA, le mouvement séparatiste basque, pour qu'il cesse la lutte armée, et qui a

demandé aux « responsables politiques l'instauration d'un compromis en faveur de la construction d'une convivialité pacifique basée sur une volonté démocratique ».

Ce message, les manifestants en connaissaient déjà la teneur. Ils étaient venus pour cela, samedi 1^{er} février. Pour que cesse la violence, pour que la liste des presque neuf cents victimes depuis le début du conflit, en 1968, ne s'allonge pas encore et pour que de nouveaux noms ne s'ajoutent pas aux cinquante-sept tués depuis le début de 1991. « Le chemin qui reste à faire ne sera pas facile », a reconnu M^{me} Maria Gujardo, porte-parole du mouvement, affirmant ensuite que

« selon toutes les prévisions, l'année 1992 peut être marquée par une importante augmentation des actions terroristes ».

Il fallait donc démontrer qu'il existe en Euskadi (Pays basque) un important courant d'opposition à la violence politique. Près de trente mille personnes ont marché en silence, soudées derrière une seule banderole : « C'est maintenant l'heure de vivre en paix ». Pas de slogans, ni de récriminations, juste un cortège familial, tranquille et digne, venu dire : « Désormais, ça suffit ». Le centre-ville s'est arrêté pour écouter cette protestation saluée par les applaudissements des passants et troublée par le seul bruit d'un hélicoptère de la police.

rassemblent en silence pendant quinze minutes dans les quartiers, les villages, les entreprises, les collèges, pour protester contre le mépris de la vie et des droits de l'homme.

Geste pour la paix a pour objectif de mobiliser l'opinion en faveur de la paix dans tous les recoins d'Euskadi (appellation culturelle de l'Euskadi), chaque fois que celle-ci est mise en échec. Des milliers de lettres, avec pour thème « Maintenant, je ne me tais plus » ont été envoyées à la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA, par les enfants des écoles, le 30 janvier, journée mondiale de la paix. « La mur de la peur et de l'indifférence est désormais brisé. Nous sommes dans la rue », clame l'un des participants. Un sentiment de victoire, celui d'avoir concrétisé, par ce rassemblement, l'opinion d'une majorité, jusqu'à présent silencieuse par peur de s'exprimer à l'encontre d'un courant censé représenter l'aspiration profonde de tout le Pays basque.

Un mouvement de bascule s'est-il opéré au sein de la population ? Herri Batasuna ne nie pas, selon M. Jon Idigoras, porte-parole de la coalition, que cette manifestation « témoigne des désirs d'une partie du peuple basque, mais qu'heureusement il ne s'agit pas des aspirations de la majorité d'obtenir une paix digne pour Euskal Herria ». Pour lui, ce rassemblement « est un acte contre ceux qui défendent le droit à l'autodétermination, contre ceux qui jamais n'ont identifié la paix avec la reddition ». « La paix, d'accord, mais par la négociation », dit, de son côté, M. Karmelo Landa, député européen d'Herri Batasuna.

Une vaste campagne sur le thème « La paix est possible » a été lancée par cette coalition, souvent considérée comme l'aile politique de l'ETA. Pour faire pièce aux pacifistes, une contre-manifestation a été prévue samedi 8 février, afin de démontrer que le courant indépendantiste a encore un large soutien dans la population.

MICHEL BOLE-RICHARD



ANNE-LAURE ANGOUVENT

HOBBS OU LA CRISE DE L'ÉTAT BAROQUE

Le Léviathan est l'une des théories de l'Etat moderne les plus percutantes de la politique. Une nouvelle hypothèse est son inscription, par des principes politiques et juridiques, dans une perspective philosophique, psychologique et esthétique du baroque.

Collection « Questions » dirigée par Blainville Barre-Kriegel 256 pages - 133 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AMÉRIQUES

Les prisonniers haïtiens de Guantanamo

Suite de la première page

Il dépose un certificat signé par le maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, attestant qu'il est délégué du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), formation qui a soutenu la candidature du père Jean-Bertrand Aristide dans le village de Petit Trou de Nippes, à 150 kilomètres à l'ouest de Port-au-Prince.

La plupart des réfugiés ont un document, un bulletin de vote ou une photo pour convaincre les fonctionnaires américains des services d'immigration qu'ils sont persécutés depuis le coup d'État qui a renversé le président Aristide. Jusqu'à présent, les autorités américaines ont accepté les arguments de moins d'un réfugié sur trois. Les heureux élus sont transférés par avion à Miami, où, avec l'aide d'un service juridique mis en place par l'église catholique, ils sont autorisés à présenter une demande d'asile politique.

« Un problème politique »

Les réfugiés du Béar peuvent encore espérer. Leur cas n'a pas encore été examiné par les autorités américaines, débordées par le flot de moins d'un réfugié sur trois. Les heureux élus sont transférés par avion à Miami, où, avec l'aide d'un service juridique mis en place par l'église catholique, ils sont autorisés à présenter une demande d'asile politique.

D'autres militaires américains ne cachent pas leur malaise. « Personnellement, je pense qu'ils ne devraient pas être rapatriés. Quand on voit tout ce que notre pays dépense, on pourrait bien absorber huit ou dix mille réfugiés », confie le lieutenant Dorian Benson, un jeune aviateur noir. Un quartier-maître s'interroge : « Et s'ils sont persécutés à leur retour en Haïti, on ne pourra les laisser se faire tuer comme ça, il faudra monter une opération pour les protéger. »

A proximité du camp Mac Calla, où sont parqués, derrière des barbelés, les Haïtiens déclarés réfugiés économiques - et de ce fait promis à un prochain rapatriement - une compagnie de la police militaire équipée de pancartes anti-émeute est prête à intervenir. Dans le vaste hangar

bons », dit le commandant Gordon Hume, responsable des relations avec la presse. Les militaires montrent leur nervosité, alors que nous insistons pour entrer dans le camp Mac Calla. « Il s'agit de migrants et non de réfugiés », corrige d'un ton péremptoire le commandant Brophy, qui a la responsabilité du camp. Les tentes kakis s'alignent à perte de vue, plantées dans la poussière, sous le soleil brûlant.

« Nous sommes traités comme des criminels »

Les Haïtiens se précipitent vers les journalistes. « Depuis trois mois, nous n'avons aucun contact avec l'extérieur. Nous sommes prisonniers. Pourquoi les blancs américains nous traitent-ils comme des criminels, alors qu'ils accueillent les Cubains qui partent en



d'aviation désaffecté qui sert de centre de triage, près d'un millier d'Haïtiens attendent qu'on statue sur leur sort. Comme aux nouveaux-nés dans les maternités, on leur attache un bracelet en plastique autour du poignet : c'est le numéro qui permet aux militaires américains de les identifier.

« Surtout ne leur donnez rien, pas de cigarettes, pas de bon-

bateau, comme nous. Ils oublient que nous les avons aidés à conquérir leur indépendance », s'exclame M. Jean-Baptiste Temilior, un commandant de quarante-sept ans, qui affirme être menacé de mort s'il est renvoyé en Haïti.

Beaucoup se plaignent du commandant du camp, « un sadique qui nous méprise », selon Yonel Métauer, un jeune étudiant de vingt-deux ans, pourtant choisi par les autorités américaines comme « leader » pour organiser l'interdiction. La nuit, les tirs d'interdiction, à proximité des tentes, effraient les réfugiés, dont beaucoup ont été traumatisés par les massacres en Haïti. Jules Evens, un jeune de Saint-Marc, affirme avoir été emprisonné pendant cinq jours pour avoir refusé de ramasser des ordures. « Les Américains ne parlent que de nous renvoyer en Haïti ou au Surinam, alors que nous avons risqué notre vie pour obtenir l'asile dans un pays démocratique », ajoute-t-il.

Jean-Louis Siméon, un autre jeune, acquiesce : « Au lieu de nous traiter comme des chiens, les Américains feraient mieux de nous entraîner. Alors on pourrait rentrer en Haïti pour éradiquer le mal. » Praticiquement tous se déclarent prêts à retourner à Haïti à deux conditions : que le président Aristide revienne et que l'armée soit nettoyée.

A Miami, la communauté haïtienne s'est mobilisée contre la décision de la Cour suprême. Plusieurs centaines de manifestants ont défilé « le racisme de l'administration Bush ». « La justice américaine a montré qu'elle était aux ordres du pouvoir exécutif : la liberté et la démocratie sont réservées à une catégorie bien déterminée d'individus », souligne Marcus Garcia, un journaliste qui anime une émission en créole à Miami.

Dans un éditorial publié dimanche et intitulé « Opération bouclier raciste », le *Miami Herald* stigmatise également la politique immorale et raciste de l'administration Bush. Le courrier des lecteurs atteste cependant que beaucoup de Floridiens, inquiets par la récession et le Sida - longtemps associé aux Haïtiens par la presse américaine - ne partagent pas ce point de vue.

JEAN-MICHEL CAROIT

SALVADOR

Des cérémonies ont marqué la fin officielle de la guerre civile

Les Salvadoriens ont mis fin officiellement à douze années de guerre civile, à l'occasion de plusieurs cérémonies qui ont marqué l'entrée en vigueur, samedi 1^{er} février, d'un cessez-le-feu supervisé par l'ONU. Les dirigeants de la guérilla, parmi lesquels MM. Joaquín Villalobos, Shafick Handal, Eduardo Sanezo et Francisco Jovel, tout juste rentrés d'exil, se sont trouvés aux côtés des généraux de l'armée, au pied d'un monument formé d'un globe terrestre surmonté d'un Christ - le « Sauveur », qui a donné son nom à ce petit pays de près de six millions d'habitants. Autre scène étonnante : l'ambassadeur des États-Unis, M. William Walker, a donné une

accolade au « commandante » Villalobos, ennemi juré de Washington.

Le principal dirigeant du Front Farabundo Martí pour la libération nationale a mis en garde ceux qui « voient dans les accords de paix la poursuite de la guerre par d'autres méthodes ». Invitant ses partisans à rechercher la « concertation » pour favoriser la réforme agraire, il a déclaré que le FMLN, qui se transformera bientôt en parti politique, « continuera de défendre les intérêts des pauvres » mais dans le cadre d'une « révolution qui ne divise pas la nation ». Rompant avec les discours marxistes passés, les « commandantes » se sont prononcés « pour la

libre entreprise, à condition que ce modèle ne profite pas qu'aux riches ».

De son côté, le président Alfredo Cristiani a appelé ses concitoyens à un « gigantesque effort moral et spirituel » pour réussir la reconstruction. Une « flamme éternelle » de la paix a été allumée au son de l'hymne à la joie. Depuis la signature des accords de paix, le 16 janvier, le climat a changé du tout au tout dans ce petit pays : les quelque 6 800 guérilleros, sortent progressivement de la clandestinité, misant sur le succès du processus de « réconciliation nationale ».

Le parcours d'un Français dans la guérilla

SAN-JOSÉ-LAS-FLORES

de notre envoyé spécial

« Miguel » ne se cache plus : il a troqué son treillis pour un short vert fluo. Au milieu des guérilleros aux traits indiens, pour la plupart adolescents, ce grand gaillard de vingt-cinq ans, qui vivait jusqu'alors dans la clandestinité, ne passe pas inaperçu sur le terrain de football du village de San-José-Las-Flores, un des bastions de la guérilla salvadorienne dans le département de Chalatenango.

Connu comme « le gars au Dragonov », ce jeune Français originaire de Bayonne doit sa notoriété auprès de ses compagnons d'armes à son habileté dans l'utilisation de ce fusil soviétique, équipé d'un viseur télescopique. Car ce bachelier, qui a acquis sa formation militaire au cours de cinq années passées en Afrique et en Nouvelle-Calédonie dans le 2^e régiment d'infanterie de marine, est un tueur d'élite dont les talents ont été largement utilisés depuis son engagement, il y a un an, au sein du Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN).

« J'ai fait mouche près de deux cents fois. Et, généralement, les soldats étaient pris de panique,

lorsqu'ils voyaient un des leurs abattu par un Dragonov, précis jusqu'à un kilomètre. Ils ne savaient pas où se trouvait le franc-tireur et cela suffisait à désorganiser leur offensive. » La match de football est interrompu et tous les joueurs, en pantalon vert olive, écoutent avec curiosité celui qui a quelques difficultés à trouver ses mots en français. « Je ne me considère absolument pas comme un mercenaire, je ne reçois d'ailleurs aucun salaire », insiste « Miguel », qui s'appelle en fait Didier mais préfère ne pas donner son nom complet tant que la paix n'est pas totalement installée au Salvador. « J'ai quand même tendance à croire que nous nous dirigeons vraiment vers la fin de la guerre », ajoute-t-il.

« Peut-être demain le Guatemala »

« Miguel » a découvert le Salvador par hasard lors d'une tournée, il y a deux ans, du « comité de solidarité » de Bordeaux qui s'était déplacé à Bayonne pour recueillir des fonds en faveur du FMLN. « Lors de mes séjours en Afrique, dit-il, j'ai découvert les différences sociétales entre les pays riches et pauvres. Je n'appartiens à

aucune organisation politique et je me considère encore aujourd'hui comme un anarchiste : le pouvoir est synonyme de corruption, de trahison plus encore que de lâcheté. Alors, pourquoi pas le Salvador ? Et peut-être demain le Guatemala... »

Quelques jours avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, son groupe s'était déjà replié dans une des quinze zones où les quelque 6 800 guérilleros se maintiennent jusqu'à leur désarmement complet, le 31 octobre, sous la protection des observateurs des Nations unies.

Dans tous ces villages entourés de montagnes peñées par le désarmement et la saison sèche, les paysans sont conscients que « le FMLN a gagné la guerre », d'autant plus que l'armée est devenue invisible et a commencé à se regrouper dans ses casernes, conformément aux accords de paix. Dans ce climat de réconciliation, quelques signes de mauvaise humeur sont cependant à relever : l'« armée secrète de salut national » (la « force anticomuniste salvadorienne ») continue d'envoyer des menaces de mort aux militaires liés à la guérilla.

BERTRAND DE LA GRANGE

A TRAVERS LE MONDE

GÉORGIE

L'héritier du trône n'est pas prêt à revenir dans son pays

Georges de Bagration, héritier du trône géorgien, a déclaré, samedi 1^{er} février, que ni lui ni son fils, Irakli, ne reviendraient en tant que roi dans l'ancienne République soviétique tant que la situation politique n'y aurait pas changé. Il est « impensable que moi ou ma famille retournions en Géorgie pour le moment et que l'un de nous occupe le trône tant qu'il n'y aura pas eu un Parlement démocratiquement élu », a-t-il déclaré. Vendredi, des journaux espagnols avaient rapporté que deux dirigeants politiques géorgiens, Mikheil Gorbounov et Temur Iordaniashvili, allaient venir en Espagne pour offrir le trône à Irakli, âgé de 19 ans (*Le Monde* des 2 et 3 février). La monarchie géorgienne est tombée il y a cent quatre-vingt-dix ans, lorsque le pays fut annexé par l'empire russe.

Dimanche, des affrontements entre forces de l'ordre et partisans du président déchu Zviad Gamsakhourdia ont fait un mort et seize blessés lors d'une manifestation dans la capitale géorgienne, Tbilissi. - (Reuters).

IRAK

Les Kurdes ont « suspendu » les négociations avec Bagdad

Les négociations irako-kurdes sur l'autonomie du Kurdistan sont « suspendues » en raison du « blocus économique » imposé par les autorités de Bagdad dans le nord du pays, a déclaré M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Il a précisé que le Front du Kurdistan (FK, coalition de huit partis d'opposition) avait décidé la semaine dernière de ne plus envoyer de délégation à Bagdad pour négocier l'autonomie tant que les autorités irakiennes n'auraient pas levé le blocus, dont l'instauration a été démentie par Bagdad. Ces nég-

ciations « ne sont pas terminées », a-t-il cependant ajouté.

La réduction depuis octobre dernier du passage des dernières unités de contrôle de l'armée irakienne se traduit par une pénurie en produits pétroliers et une escalade des prix sur les marchés, a-t-on constaté. Selon les observateurs internationaux installés en Irak du Nord (sous le contrôle des peshmergas, les combattants kurdes), cette réduction serait de 90 %. M. Barzani a toutefois réaffirmé la volonté du FK de « résoudre pacifiquement » la question pour une « autonomie dans les limites des frontières de l'Irak pour laquelle tous les partis du Front sont d'accord ». - (AFP.)

TCHAD

Nouveaux troubles dans la région du lac Tchad

La radio tchadienne a annoncé, samedi 1^{er} février, que l'armée nationale avait « mis en échec une agression » des rebelles fidèles à l'ancien président Hissène Habré, trois jours plus tôt, dans la région du lac Tchad. Selon une source proche de la présidence de la République, cette attaque a été menée par environ quatre cents hommes, dans la petite localité de Tchoukou-Hadjer, une presqu'île sur le lac Tchad, à la frontière avec le Niger et la Libye. A Lagos, un porte-parole du Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD), coalition formée d'anciens partisans de M. Hissène Habré et des Forces armées occidentales, a indiqué que l'armée tchadienne avait attaqué ses positions à deux reprises au cours de la semaine, laissant « trois cents à quatre cents morts » dans les affrontements.

D'autre part, une délégation conduite par le secrétaire d'État à l'Intérieur s'est rendue samedi dans la préfecture du Guera, au centre du pays, afin de « clarifier la situation ». Des groupes armés se réclamant de l'ancien vice-président du mouvement patriotique du salut (MPS, ou pouvoir) ont été signalés dans la région. - (AFP, AP.)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.306F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cro, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : 46-62-46-71 - Société Mille
de la SARL Le Monde et de Mille et Mille Europe SA.

Imprimerie
du « Monde »
112, r. M. Grangebois
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 750 201 MON D1
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...

Emplois d'avenir : LANGUES ÉTRANGÈRES exigées !

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

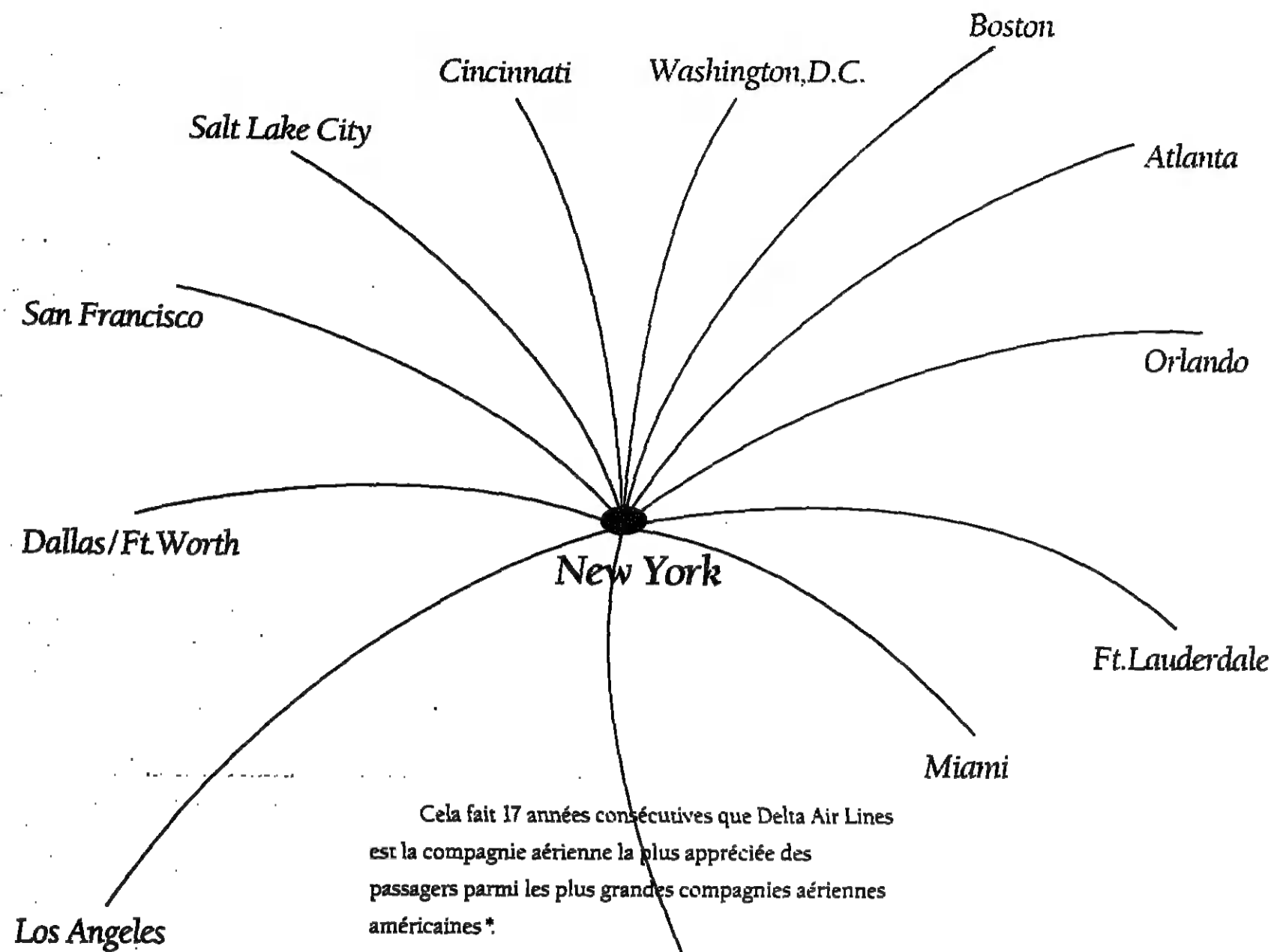
Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires.

INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Sco 5259, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88 +

Maintenant, la meilleure compagnie aérienne des Etats-Unis est aussi la meilleure vers les Etats-Unis.



Cela fait 17 années consécutives que Delta Air Lines est la compagnie aérienne la plus appréciée des passagers parmi les plus grandes compagnies aériennes américaines*.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de vous faire profiter encore plus de notre incomparable service.

En effet, suite à l'élargissement de notre réseau international, vous avez désormais la possibilité de voyager en vol non-stop de Paris-Orly ou de Nice à New York, et vers plus de 250 autres destinations américaines (dont, bien sûr, des vols non-stop vers les 11 villes les plus importantes).

Delta vous propose également des vols quotidiens non-stop de Paris-Orly vers Atlanta et Cincinnati.

Aucun autre réseau de compagnie aérienne n'offre un si large éventail de destinations vers les Etats-Unis.

Et comme nous vous offrons aussi des facilités de douane et d'immigration au Centre de Vol Delta de l'aéroport JFK de New York, vous ne risquez pas d'arriver aux Etats-Unis dans n'importe quel état.

Pour vos réservations ou de plus amples informations sur le meilleur moyen d'aller aux USA, contactez votre agent de voyages ou appelez delta à Paris au (1) 47 68 92 92, à Nice au numéro vert: 05 35 40 80, ou tapez 3615 GO U.S mot clé: DELTA.

DELTA AIR LINES
* L'Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.*

* Statistiques de l'US Department of Transportation. © 1992 Delta Air Lines, Inc



DIPLOMATIE

Le sommet de Camp David

Les Américains accueillent avec prudence les initiatives de M. Eltsine

M. Boris Eltsine est rentré dimanche 2 février à Moscou au terme d'une tournée de quatre jours en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada. Le point fort de ce périple a été, samedi, le sommet «informel» de Camp David où a été proclamée une relation d'amitié américano-russe destinée à remplacer celle qui unissait déjà les États-Unis et l'URSS de M. Gorbatchev. Cependant, les Américains accueillent avec prudence les initiatives du président russe.

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

Boris Eltsine était myonant, et George Bush satisfait : «C'est l'aboutissement d'une ère nouvelle», le «début d'une nouvelle relation» entre Washington et Moscou, comme l'a déclaré le président américain après ses trois heures d'entretien avec le président russe à Camp David. A vrai dire, l'expression a déjà beaucoup servi, d'abord aux

présidents Reagan et Gorbatchev, puis à M. Bush et Gorbatchev, pour saluer les grandes perches sur le désarmement, la fin de la guerre froide, la désintégration du camp socialiste, les réformes démocratiques en URSS... La «nouvelle» n'en est pas moins réelle : cette fois, c'est Boris Eltsine, un président élu, qui se tenait au côté du président américain, et il représentait une Russie «démocratique», et non plus une Union soviétique encore tout encombrée de totalitarisme. On a célébré l'événement par une «déclaration russo-américaine» (lire ci-dessous).

M. Eltsine, qui avait fortement poussé pour l'adoption de ce texte, est même allé plus loin : «Maintenant, nous sommes des alliés.» Mais M. Bush, lui, a évité d'employer le terme, et d'une manière générale, les Américains ont paru un peu sur la réserve face à un président russe qui manifestait un enthousiasme de néophyte : n'avait-il pas déclaré il y a quelques mois que la Russie souhaitait adhérer à l'OTAN, suscitant une réaction embarrassée des Occidentaux et carrément négative de ses partenaires d'Ukraine et de Biélorussie ?

D'ailleurs, à peine M. Eltsine

était-il parti que certains coups de son fait entendre côté américain : le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, expliquait que les États-Unis n'avaient pas l'intention d'accepter de réduire à 2 500 le nombre de leurs têtes nucléaires, comme l'avait proposé le président russe, et l'ambassadeur américain à Moscou, M. Robert Strauss, déclarait sans gentillesse excessive que les réformes économiques russes étaient «plus courageuses que cohérentes».

Il n'empêche que M. Eltsine a eu ce qu'il voulait et qu'il a été traité en digne successeur de Mikhaïl Gorbatchev. Que le rituel ait paru passablement écoulé n'a visiblement rien enlevé à son plaisir. «George» et «Boris» s'appellent désormais par leurs prénoms, proclamant leur «amitié» et se font la courtoisie échelle à grands coups de compliments : M. Eltsine y est allé particulièrement fort en se déclarant «extraordinairement impressionné» par «la sagesse et les qualités exceptionnelles de George Bush, comme homme et comme politicien». Bonheur supplémentaire : l'entrevue coïncidait avec le sixième et unanime anniversaire du président russe, qui ne pouvait rêver de plus

beau cadeau. Il en a pourtant eu quelques autres des «bottes texanes», faites spécialement par le bottier de M. Bush : un ceinturon, orné des drapeaux des deux pays...

Il y eut aussi la rencontre traditionnelle avec les dirigeants du Congrès, à l'ambassade russe, et même un petit bain de foule sur le Mall, au cœur de Washington, histoire de montrer que M. Gorbatchev n'était pas le seul à pouvoir recueillir les applaudissements et serrer la main des badauds. Bref, M. Eltsine avait tout pour être satisfait, et il l'a dit dès son arrivée à Moscou à l'issue d'un voyage «riche en résultats».

Les limites de l'exercice

Bien sûr, pour lui, comme naguère pour M. Gorbatchev, un «accords» sur la scène internationale, si utile et agréable qu'il puisse être, ne saurait faire oublier tout le reste, le chaos intérieur et les tiraillements de plus en plus violents qui secouent la Communauté : le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, n'a même pas attendu le retour de M. Eltsine pour expliquer que le président russe n'avait aucun titre pour proposer de son propre chef la réduction d'armes nucléaires qui sont «communautaires» et non pas russes.

Quelles que soient les limites de l'exercice, M. Eltsine a pris goût aux sommets : c'est à nouveau lui qui viendra aux États-Unis pour une «visite d'État» prévue dans le courant du premier semestre, alors que M. Bush lui rendra la politesse dans la seconde moitié de l'année.

Ce sera l'occasion d'essayer de traduire en décisions concrètes les promesses unilatérales de bonnes intentions en matière de désarmement. On en a, bien sûr, parlé à Camp David, mais sans qu'il en soit sorti rien de bien précis. C'était attendu : l'entrevue n'avait pour objet ni de conclure un accord ni même d'amorcer une négociation proprement dite sur les impressionnantes propositions de réduction des arse-

naux atomiques aujourd'hui sur la table. Les suggestions formulées de part et d'autre sont des plus générales et unanimement qualifiées d'«historiques». Mais tout se passe comme si le «processus de désarmement» souffrait actuellement de ce trop-plein de bonne volonté.

Les initiatives unilatérales se suivent à un rythme tel qu'elles paraissent, pour l'heure, avoir beaucoup plus de portée politique que pratique. Les deux présidents ont reconnu qu'il fallait sortir de cette inflation de déclarations pour entrer dans une phase plus opérationnelle. Ils sont convenus que le moment était venu de faire appel aux spécialistes : même si M. Bush et Eltsine ne veulent pas que le désarmement s'enlise dans d'épuisantes négociations du type de celles qui se sont prolongées pendant des années à Genève. «Nous n'avons discuté ni des catégories ni des quantités d'armements concernés. Nous avons décidé que nous allions laisser les experts en débattre en détail», a dit le président américain. Dès le 14 février, M. James Baker, le secrétaire d'État, retournera à Moscou pour tenter de fixer avec les Russes un nouveau «format» de négociation sur le désarmement.

A ce jour, l'état des pourparlers est des plus confus. L'accord START, signé en juillet mais toujours pas ratifié, portait des 11 000 ogives à la disposition de chacun des deux camps pour ramener l'arsenal américain à 8 600 têtes et celui des Soviétiques à 6 900. Fin septembre, dans la foulée du coup d'État avorté à Moscou, M. Bush propose, unilatéralement, de nouvelles coupes, et M. Gorbatchev en fait de même une semaine plus tard. Mais l'arrêt de leurs initiatives négatives est à peine achevé que l'URSS est démantelée et M. Gorbatchev prié de quitter le Kremlin.

Au début de la semaine dernière, M. Bush reprend l'initiative et propose d'amputer encore les stocks d'ogives des uns et des autres pour les ramener, cette fois, à 4 700 unités chacun. Il suggère que les deux parties se délassent de leurs missiles au sol à

l'été multiples (MIRV), secteur où les Russes ont l'avantage, en échange d'une réduction d'un tiers des missiles de la flotte sous-marine américaine, point fort du dispositif stratégique des États-Unis. M. Eltsine lui a répondu en disant qu'il acceptait «favorablement» ces suggestions, mais il s'est bien gardé d'être plus spécifique, sinon pour avancer son idée d'une réduction radicale à 2 500 ogives.

Les positions sont encore plus floues quand on aborde le volet de la défense anti-missiles. Dans son intervention à l'ONU, le président russe avait proposé un «système commun de défense globale» qui, en d'autres termes, aurait pu plaire aux Américains : c'est l'idée développée, il y a près de dix ans, par M. Ronald Reagan avec son initiative de défense stratégique (IDS). Pourtant, M. Bush n'a guère montré d'enthousiasme. Prudent, sinon défiant, il a souligné qu'«aucune décision n'avait été prise» et s'est borné à proposer la création d'un «centre de recherches commun» pour employer les quelques deux mille à trois mille spécialistes atomiques soviétiques qui risquent bientôt de se trouver au chômage.

Cela ressemble plus à une façon de détourner l'attention qu'à une réponse à M. Eltsine. Explication du *New York Times* : maintenant que les Russes sont prêts à discuter de l'IDS, les États-Unis sont plus réticents et «excluent tout transfert de leurs secrets en matière de technologie antimissile», domaine où ils ont acquis un avantage considérable.

La prudence est d'autant plus compréhensible que, en ce moment, M. Eltsine lui-même, un retour à la «course aux armements» n'est nullement exclu. Il est même inévitable, s'il affirmé, si les Occidentaux ne viennent pas d'urgence au secours de l'économie, et donc de la démocratie russe. Cela ne l'a pas empêché d'ajouter, dans un style très gorbatchevien, qu'il n'était pas venu «tendre la main» mais proposer une «coopération».

ALAIN FRACHON
et JAN KRAUZE

La déclaration conjointe

«Les relations entre la Russie et les États-Unis seront caractérisées par l'amitié et le partenariat»

Selon la déclaration conjointe des présidents Boris Eltsine et George Bush, rendue publique samedi 1^{er} février à Camp David (Maryland), aussitôt après leur rencontre «informelle», «la Russie et les États-Unis ne se considèrent plus comme des ennemis potentiels. Leurs relations seront caractérisées par l'amitié et le partenariat, fondées sur la confiance mutuelle, le respect et l'engagement communs pour la démocratie et la liberté économiques». Les deux pays s'engagent en outre à «prendre des mesures

pour réduire [leurs] arsenaux nucléaires», mais ne précisent ni le détail ni le calendrier de ces mesures. «L'ouverture et la transparence devraient caractériser les relations entre nos peuples et nos gouvernements», poursuit cette déclaration.

Les deux présidents se déclarent également prêts à «promouvoir activement le commerce libre, les investissements et la coopération économique entre [les] pays», et à défendre les «valeurs partagées de la démocratie : l'État de droit, le respect des droits de l'homme, y compris des droits des minorités, le

respect des pratiques et des changements positifs autour du monde».

Ils souhaitent en outre «prévenir la prolifération des armes de destruction massive et des technologies qui y sont associées, et empêcher la dissémination des armes conventionnelles avancées sur la base de principes à fixer d'un commun accord». Ils veulent enfin «régler les conflits de manière pacifique et lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue et la dégradation de l'environnement». — (AFP.)

ASIE

CHINE : en faisant sa première réapparition en public depuis un an

M. Deng Xiaoping cherche à donner un coup de fouet aux réformes économiques

Alors que le vieux M. Deng Xiaoping a fait sa première apparition en public depuis un an, le dernier grand pays du monde à se réclamer encore de Karl Marx émet, à l'occasion de la fête traditionnelle du Nouvel An lunaire — qui tombe le 4 février — des signaux mixtes sur son évolution future, qui témoignent des incertitudes entourant la crise de succession.

PÉKIN

de notre correspondant

M. Deng Xiaoping, qu'on n'avait pas vu en public depuis un an — lors de sa brève apparition télévisée pour la même fête, en février 1991 — a refait surface de manière spectaculaire pour les seuls spectateurs de l'extérieur (les médias officiels n'en ont pas parlé sur le moment). Il a entrepris une tournée dans les Zones économiques spéciales (SEZ) de Chine du Sud qu'il avait fondées. Objet de l'exercice : démontrer que le patriarcat, en dépit de ses quatre-vingt-sept ans sonnés, est toujours le plus influent des gérontes de la Longue marche qui régnent en coulisses, et qu'il n'a rien passé de compromis avec les plus conservateurs d'entre eux sur ses plans de développement du pays par l'ouverture sur le monde extérieur.

Ainsi a-t-il égrené, au cours de sa visite à Shenzhen et à Zhuhai, près de Hongkong, des phrases à la gloire des zones pionnières dans l'introduction d'éléments de capitalisme au sein du système planifié : bourses d'action, gestion moderne des entreprises...

«Papa va bien»

M. Deng s'était fait accompagner par d'autres dignitaires, de manière à présenter une image d'homogénéité politique qui manquait passablement au pouvoir ces derniers temps. Le résultat, crucial

pour le vieux dirigeant, a été immédiat sur la Bourse de Hongkong, qui a aussitôt repris plusieurs points alors qu'elle faiblissait ces derniers temps en raison des multiples différends apparus entre la colonie britannique et le régime communiste. Pour les SEZ de l'ensemble du pays, soumises depuis des mois au chaud et au froid de Pékin, ce conclave des vieillards représente un sérieux coup de fouet légitimant toutes les audaces en matière d'économie.

Mais le revers de cette médaille comporte des points sombres. D'une part, la fiction selon laquelle une véritable relève s'est opérée et déjà à l'œuvre, est battue en brèche par le fait que tout repose encore sur la santé physique d'un homme aussi âgé. Les photographies distillées auprès de la presse procommuniste de Hongkong montrent un M. Deng apparemment en bonne forme confirmant, au moins pour le moment où elles ont été prises, les dires de ses enfants, qui insistent auprès de tous leurs interlocuteurs étrangers sur le fait que «papa va bien».

Ce déplacement souligne, à contrario, que la guerre de succession bat son plein alors que le PC chinois doit se doter, lors de son quatorzième congrès à la fin de l'année, d'une nouvelle équipe dirigeante. Ce fait est réhaussé par l'absence de M. Chen Yun, grand censeur des initiatives de M. Deng en matière d'économie, qui passe pour avoir décliné une invitation du patriarcat à participer à la réunion de fin janvier.

En outre, le volume considérable de propagande déployé autour de la performance diplomatique de M. Li Peng, le premier ministre en tournée en Europe et aux Nations unies ces derniers jours, ravive la bagarre des clans. Le regain de stature internationale dont M. Li Peng bénéficie le renforce face à ceux qui auraient souhaité le voir passer la main au terme de son mandat — qui expire en mars 1993 — au profit d'un homme moins marqué par la répression de 1989.

A moins d'en profiter pour le nommer à un poste plus honorifi-

que en remplacement, par exemple, du président de la République, le général Yang Shangkun, âgé de quatre-vingt-quatre ans et déjà empêché à deux reprises ces derniers temps de remplir ses fonctions officielles en raison de problèmes de santé. Les mois qui mènent au congrès du parti diront si l'on s'achemine vers cette solution.

Taiwan
mis en garde

La même ambiguïté caractérise les messages adressés par les dignitaires du régime à l'intention des «compatriotes» de l'extérieur, en particulier de Taiwan et Hongkong. Un autre grand vieillard, M. Li Xiaonian, président de l'équivalent chinois des organes de «front uni» paracomunistes, a profité du Nouvel An lunaire pour se livrer à une diatribe virulente contre «les forces réactionnaires qui se reposent sur des pouvoirs et la presse de l'étranger pour œuvrer à l'indépendance de Taiwan».

Il a fustigé les «insultes étrangères» auxquelles a été soumise la Chine dans son histoire, et pressé le parti nationaliste, au pouvoir à Taiwan, de se déclarer d'accord pour engager dès à présent un processus de réunification. Cet appel, auquel ont fait écho plusieurs autres dirigeants de Pékin, témoigne de l'inquiétude du régime communiste devant une indépendance de facto de l'île nationaliste qui se renforce avec son succès économique.

Au cours de sa tournée, qui l'a également mené à Tianjin et Shanghai, M. Deng a rendu visite à plusieurs unités militaires dans un geste qui vise non seulement à raffermir le soutien de l'armée à son œuvre réformatrice mais aussi à souligner le côté martial du régime. Le trône communiste n'entend pas permettre au capitalisme économique de corrompre l'idéal d'unité politique qu'il incarne. Ou, du moins, fera-t-il tout ce qui est en son pouvoir pour s'opposer à cette tendance.

FRANCIS DERON

Pour que
vous
exportiez
vos
compétences,
l'Acife
importe
les faits.

Accueil et Informations
des Français à l'Étranger
30, rue La Pérouse
75446 Paris
Tél. (1) 40 66 60 79
(1) 40 66 60 20



PUBLICATIONS
ACIFE
LE BON DEPART

Vous partez informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire combien vous paierez d'impôts sur place ! Protection sociale, coût de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports : tous les faits concrets sont dans les monographies de l'Acife.

Réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères, ces monographies vous informent précisément sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, à l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livret du Français à l'Étranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acife est la clef d'une expatriation réussie.

Pour plus d'informations, tapez 3615 coda AT Acife.

AFRIQUE

COTE-D'IVOIRE

Le climat politique s'est brusquement détérioré

L'université d'Abidjan est fermée pour quarante-huit heures, lundi 3 et mardi 4 février, après les incidents de jeudi et vendredi sur le campus où, à l'initiative de la Fédération étudiante et scolaire de Côte-d'Ivoire (FESCI), dissoute par le gouvernement, les cours avaient été interrompus et une dizaine de voitures incendiées (le Monde du 1^{er} février).

ABIDJAN
correspondance

La décision de fermer pour deux jours l'université d'Abidjan, annoncée dimanche soir par un bref communiqué à la télévision, a été prise le jour du départ du président Houphouët-Boigny, qui s'est envolé pour Paris à bord d'un Concorde d'Air France affrété spécialement. Le chef de l'Etat ivoirien devait assister, lundi, au siège de l'UNESCO, à la remise du Prix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix à MM. Nelson Mandela et Frederik De Klerk.

Le président prend ainsi ses précautions, à la veille d'une semaine qui s'annonce mouvementée. La FESCI, proche de l'opposition, a en effet lancé une grève à l'université, dans les lycées et collèges, à compter de lundi et jusqu'au samedi 8 février, et a appelé les étudiants à manifester mercredi.

Le principal parti d'opposition, le Front populaire ivoirien (FPI), a invité ses militants à descendre dans la rue samedi, et lancé un véritable ultimatum au gouvernement.

Le FPI donne une semaine au pouvoir pour qu'il prenne des sanctions contre les coupables de l'intervention de l'armée dans une cité universitaire, dans la nuit du 17 au 18 mai 1991 (le Monde du 31 janvier), et exige la démission de cinq ministres qui ont « menti ».

Devant cinq mille personnes rassemblées dans un stade poussiéreux de la banlieue d'Abidjan, M. Laurent Bagbo, le dirigeant du FPI, s'est montré menaçant. « Si nos exigences, qui sont un minimum, ne sont pas prises en compte, a-t-il averti, il n'y aura plus de paix sociale pour toujours en Côte-d'Ivoire. » Les autres partis de l'opposition, rassemblés dans le Col-

lef des huit, ont exigé, samedi, « la démission du gouvernement, qui s'est discrédité en niant ni en bloc les faits établis par la commission d'enquête ».

Cette brusque détérioration du climat politique résulte du refus catégorique du président Houphouët-Boigny de sanctionner le chef d'état-major de l'armée, le général Robert Guéi, présenté comme l'un des principaux responsables de l'intervention violente des militaires à la cité universitaire de Yopougon par la commission d'enquête nationale mise en place par le chef de l'Etat lui-même.

JEAN-KARIM FALL

TUNISIE

La Ligue des droits de l'homme proteste contre l'interpellation de son président

TUNIS

de notre correspondant

Le comité directeur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) a protesté, samedi 1^{er} février, contre l'interpellation, la veille, de son président, M. Moncef Marzouki. Il avait été interrogé, pendant trois heures, sur des déclarations (non diffusées) qu'il aurait faites à une radio américaine et sur des prises de position relatives aux libertés individuelles et publiques en Tunisie, exprimées dans des com-

muniés de la Ligue. Cette interpellation, selon le communiqué de la LTDH, « a traduit l'existence d'une crise de confiance qui, au bout du compte, sert ceux qui ne sont pas convaincus du processus démocratique et du changement ». Le comité directeur réaffirme sa « volonté de poursuivre la défense des droits de l'homme en toute autonomie dans le cadre du dialogue avec le pouvoir ».

M. D.

La visite de M^{me} Edwige Avice au Mozambique et en Namibie

La France marque son intérêt pour une Afrique australe en pleine mutation

Le ministre français de la coopération, M^{me} Edwige Avice, a regagné Paris, dimanche 2 février, à l'issue d'un voyage officiel d'une semaine au Mozambique et en Namibie. Reçue à Maputo par le président mozambicain, M. Joaquim Chissano, M^{me} Avice a participé à la douzième Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) : elle a également visité le complexe hydroélectrique de Cahora-Bassa, dans le nord-ouest du pays. A Windhoek, le ministre a notamment rencontré le président namibien, M. Sam Nujoma, et le premier ministre, M. Hage Geingob.

WINDHOEK

de notre envoyée spéciale

Ce voyage, qui survient moins de quinze jours après une visite officielle de M^{me} Avice en Angola, marque le nouvel intérêt de la France à l'égard d'une Afrique australe en pleine mutation. En mars 1990, les changements politiques spectaculaires en Afrique du Sud ont conduit à la proclamation de l'indépendance de la Namibie. A peine un an plus tard, la signature des accords d'Esstori, au Portugal, marquait la fin de la guerre civile angolaise.

En Italie se poursuivent - certes laborieusement - les pourparlers de paix entre les représentants du gouvernement de Maputo et les rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO). Enfin, en Zambie, les premières élections

pluralistes ont mis un terme, en 1991, à la longue carrière du président Kenneth Kaunda qui, désavoué par les urnes, a accepté de lâcher les rênes du pouvoir.

Cette nouvelle donne politique devrait contribuer à accélérer le processus d'intégration régionale, dont la SADCC reste théoriquement le « noyau », estime M^{me} Avice. Compte tenu du potentiel économique de nombreux pays de la zone, « l'Afrique australe constitue un rôle de développement à elle toute seule », souligne le ministre français.

Pas de compétition « mal fondée »

L'avenir de la SADCC n'en reste pas moins problématique. L'Afrique du Sud, devenue « fréquente-ble » depuis la mise en place de réformes visant à abolir l'apartheid, ne semble en effet pas pressée d'intégrer la SADCC. Pretoria « n'a pas envie de jouer à l'américain dans la zone », résume ironiquement M^{me} Avice.

Surround, l'énorme coût social que vont représenter les changements politiques en Afrique du Sud risque de limiter ses forces. Ce pays va certes jouer un rôle de locomotive dans le développement régional, mais de locomotive quelque peu essouffée. La mobilisation des Occidentaux, en particulier de l'Europe, n'a donc rien d'accidentel, ni de superflu.

La présence de la France reste modeste en Afrique australe. A dominante anglophone, Modeste, et frappée, reconnaît M^{me} Avice, d'une « forte ambiguïté ». La francophilie que manifestent les gouvernements de l'Angola, du Mozambique ou de la Namibie

« s'explique largement par le fait que nous n'avons pas été les colonisateurs », précise-t-elle.

Pas question, pour la France, d'abuser de cette image positive à moitié méritée. « Il est inimaginable que la Namibie puisse se passer de l'Allemagne. De même, les pays lusophones comme l'Angola ou le Mozambique ne peuvent pas se passer du Portugal. Il n'est pas dans nos intentions de nous lancer dans une compétition mal fondée », insiste le ministre. Et pas question surtout de « lâcher » l'Afrique francophone, où « nous sommes encore souvent les seuls à intervenir ».

Cette intervention reste d'autant plus cruciale - et délicate - que de nombreuses anciennes colonies françaises connaissent depuis deux ans de profonds remous. « Le discours du président Mitterrand à La Baule [lors du sommet franco-phonie, en juin 1990] a eu l'immense mérite d'attirer l'attention sur ce qui allait inévitablement se produire en Afrique », estime le ministre, réaffirmant implicitement l'idée d'un quelconque « diktat démocratique » lancé aux pays africains.

« Nous ne sommes pas naïfs », conclut M^{me} Avice. Nous savons qu'il peut y avoir des retours en arrière. Nous savons aussi qu'il existe aujourd'hui un certain nombre de gens représentant des forces montantes et qui veulent le pouvoir. Cela peut être positif, mais aussi négatif. Le terme « démocratie » peut parfois servir à oublier des querelles ethniques que nous n'avons pas cautionnées. La France, dans tous les cas, doit garder sa liberté d'initiative ».

CATHERINE SIMON

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : MM. De Klerk et Mandela à Paris. - Le président sud-africain Frederik De Klerk et le chef du Congrès national africain (ANC) Nelson Mandela, devaient recevoir, lundi 3 février, au siège de l'UNESCO à Paris, le « Prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix », qui récompense « leur contribution déterminante à la réconciliation des différentes composantes de la population d'Afrique du Sud ». Les deux hommes, qui ont participé au symposium international de Davos, en Suisse, devaient également être reçus par le président François Mitterrand.

BANGLADESH : trois ans de prison pour l'ex-président Ershad. - Le général Hossain Mohammad Ershad a été condamné, lundi 3 février, par une cour spéciale à trois ans de prison pour corruption, a-t-on annoncé de source judiciaire. L'ancien président, qui avait pris le pouvoir en 1982 lors d'un coup d'Etat avant d'être déposé en décembre 1990 par un soulèvement populaire, avait déjà été condamné l'an dernier à dix

ans de prison pour détention illégale d'armes. - (AFP)

CAMEROUN : les affrontements de Kousséri auraient fait plus de cent morts. - Les affrontements qui ont eu lieu mercredi 29 et jeudi 30 janvier entre deux tribus musulmanes rivales, à Kousséri, dans le nord du Cameroun (le Monde du 1^{er} février), ont fait plus de cent morts, selon diverses sources interrogées sur place. Des témoins ont rapporté que les militaires ont ouvert le feu sur les adversaires qui se battaient à l'aide de flèches et de lances. - (AFP)

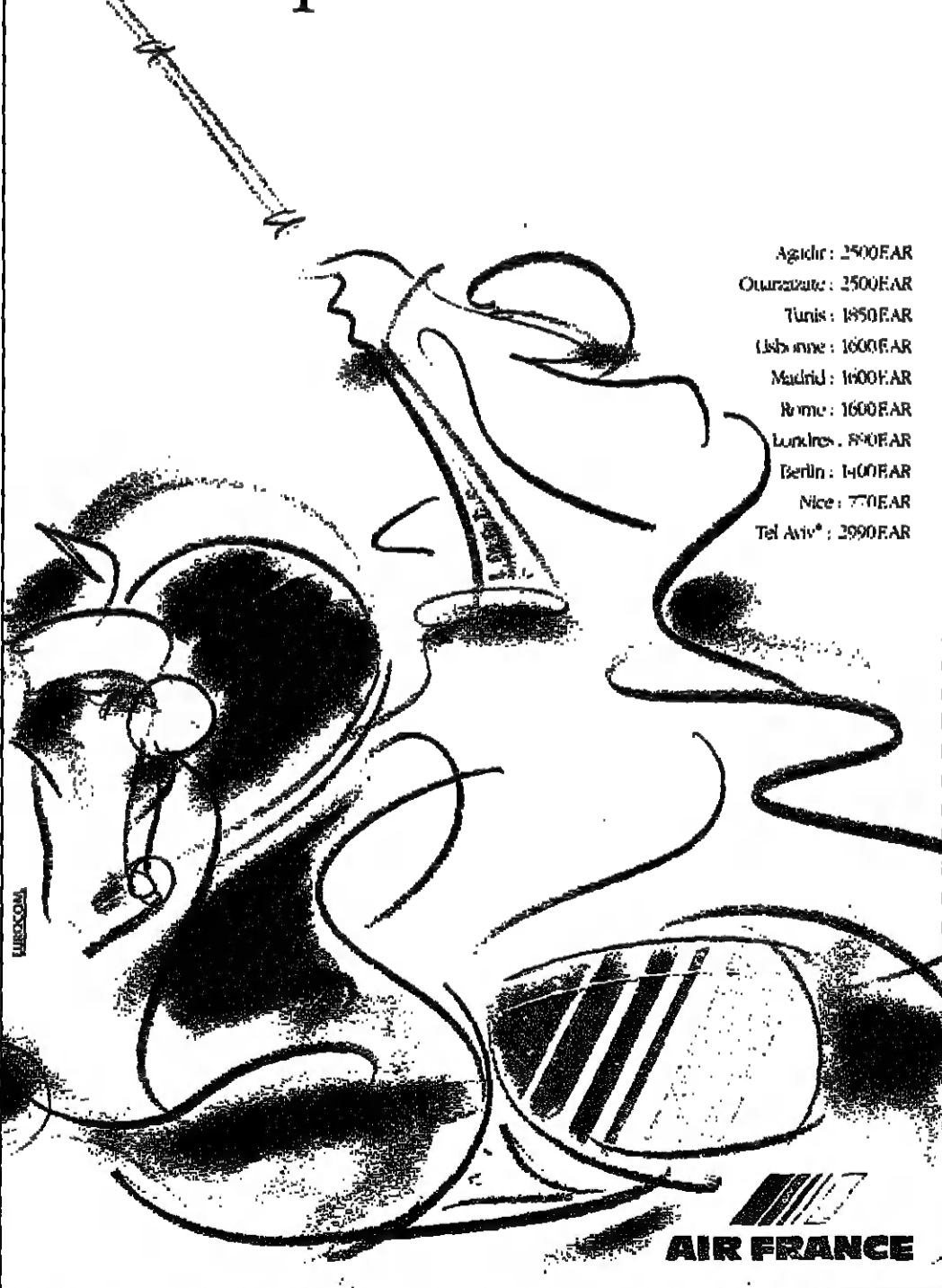
JAPON : le ministre des PTT reconnaît avoir reçu de l'argent de parents d'élèves. - Le ministre japonais des postes et télécommunications, M. Hideo Watanabe, a reconnu, lundi 3 février, devant la Diète, qu'il avait reçu de l'argent de parents d'élèves en échange d'informations sur les résultats de leurs enfants à des examens universitaires. Il s'est refusé à préciser combien d'argent il avait reçu, se contentant d'indiquer qu'il s'agissait de « petites sommes » qui ont été « utilisées convenablement », sans enfreindre la loi. - (AFP)

NIGER : fermeture de la frontière avec l'Algérie. - Le ministre nigérien de l'intérieur a décidé, « pour des raisons de sécurité », d'interdire, à compter du 1^{er} février, l'entrée dans le pays par

le poste-frontière d'Assamaka (800 kilomètres au nord-est de Niamey). Cette décision, qui équivaut à une fermeture de facto de la frontière avec l'Algérie, fait suite à l'intensification de la rébellion touareg dans le nord du pays. - (AFP)

Premières manœuvres militaires entre la France et les Emirats arabes unis. - Environ cinq cents hommes de la Force d'action rapide (FAR), avec leurs matériels transportés sur place par le bâtiment *Foudre*, participeront à des manœuvres, du 22 au 27 février, avec des unités des Emirats arabes unis (EAU), sous la responsabilité du vice-amiral Gérard Gazzano, commandant les forces maritimes en océan Indien. Cet exercice, baptisé « Petit renard », est le premier du genre entre les deux pays. Pendant la guerre du Golfe, l'armée française avait déployé un détachement dans les EAU, qui ont fait appel à des industriels français pour leurs armements. Cet exercice met en œuvre des éléments blindés de la 6^e division légère blindée (DLB), de Nîmes, et des hélicoptères de la 4^e division aéromobile (DAM), de Nancy. Outre des navires de la flotte de l'océan Indien, des avions d'attaque Jaguar participent à l'opération. La plupart de ces formations avaient constitué la division « Daguet » détachée par la France dans la guerre du Golfe.

Marrakech: 2500 F.A.R. Embarquement immédiat



Agadir: 2500FAR
Ouarzazate: 2500FAR
Tunis: 1850FAR
Lisbonne: 1600FAR
Madrid: 1600FAR
Rome: 1600FAR
Londres: 890FAR
Berlin: 1400FAR
Nice: 770FAR
Tel Aviv: 2990FAR

AIR FRANCE

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Tarif non valable du 19 février au 8 mars 1992 et du 1^{er} avril au 7 avril 1992.

Renouvel
afrique
asie

En vente dans tous les kiosques

ALGERIE
Echec à l'Etat indigéniste
Le impératif d'écarter d'une élite d'arabes

Et des arabes sur le Congo, le Côte-d'Ivoire, l'Éthiopie, l'Afrique du Sud, le Tchad, le Zaïre, l'Angola, la Mauritanie, les Seychelles, le Yémen, la Libye, la Russie, le Soudan, la Roumanie, la Turquie, les îles, le football, et notre concours CAN 92.

Spécimen sur demande
3, rue de Metz
75010 Paris

ADMISSIONS SUR
DEUG, LICENCE
ou MAÎTRISE

■ HEC-ESCP-ESC
■ ESCP
■ ESSEC-ESCL
■ SCIENCES-PO
■ CFFPA

ipesup
LA PRÉPARATION AU SUCCÈS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE
16-18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - Tél: (1) 43.25.63.30

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.P.
SAN FRANCISCO

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco,**
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept : une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillet, 75116 Paris
Tél: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en A&E : AHA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

Le retour à Tunis du chef du FPLP n'a pas enrayé la crise politique

Le départ de M. Georges Habache du territoire français, samedi 1^{er} février, peu avant 18 heures, n'a pas mis fin à la grave crise politique que les conditions de son arrivée, mercredi 29 janvier, ont créées. Dans un communiqué, publié samedi après-midi, le ministère de l'intérieur a expliqué : « Georges Habache n'est l'objet d'aucun mandat, ni national ni international. Il n'existe plus aucune raison juridique pour la retenir sur le territoire national ». Ce texte ajoute que la levée de la garde à vue, décidée samedi à 2 heures, par le juge Bruguière avait provoqué « une situation juridique nouvelle (...) Les autres vérifications concernant sa situation ont été faites ». Si les réactions de gouvernements étrangers restent prudentes, la presse internationale se montre fort sévère avec le pouvoir français. L'opposition,

bien entendu, s'est saisie de cette occasion pour renforcer ses critiques. M. Giscard d'Estaing, assimilant la situation actuelle à mai 1968, estime que la seule solution est une dissolution de l'Assemblée nationale. Dans les couloirs du comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi à Paris, les critiques du fonctionnement du gouvernement ont aussi été fort vives, même si M. Laurent Fabius a souligné que le gouvernement « avait eu raison de prendre [des] sanctions avec fermeté et rapidité ».

Mais M. Michel Rocard, intervenant dimanche soir sur TF1, s'est montré particulièrement sévère avec les responsables de cette affaire, qu'il a qualifié de « gravissime », estimant que MM. Dumas et Marchand devraient démissionner de leur fonction ministérielle. Seul M. Jack Lang, intervenant sur RMC, a

estimé que l'affaire était close. Pour sa part, M. Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement a déclaré, dimanche 2 février « au Grand Jury RTL-le Monde » : « Le gouvernement veut savoir, il veut savoir si, quelque part, il s'est trouvé quelqu'un, disons des forces qui auraient souhaité compromettre le rôle de la France au Moyen-Orient ». Les suites diplomatiques et politiques de ce dossier ont été abordées à l'Elysée, lorsque M. François Mitterrand a reçu, pendant une heure et vingt minutes, samedi en milieu d'après-midi, M^{me} Edith Cresson, qui avait renoncé au déplacement qu'elle devait faire au séminaire international de Davos. Le chef de l'Etat a aussi reçu, quelques instants après le départ du premier ministre, M. Philippe Marchand. Après une demi-heure d'entretien,

le ministre de l'intérieur a quitté le palais de l'Elysée par une porte latérale. Le ministre des affaires étrangères devait, lui, s'expliquer, lundi 2 février dans l'après-midi, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale réunie pour l'occasion. Quant à M^{me} Georgina Dufico, elle devait rendre compte de son action dès lundi matin devant l'instance de direction de la Croix-Rouge.

M. François Mitterrand aura peut-être l'occasion de tirer les leçons de cette affaire au cours du voyage qu'il doit effectuer, mardi après-midi 4 février, dans le Marais poitevin, voyage où il était prévu qu'il soit accompagné par M. Marchand, tête de liste socialiste aux élections régionales en Charente-Maritime, le département voisin.

M. Rocard : « Ce n'est pas une solution satisfaisante »

M. Rocard s'est montré particulièrement sévère sur l'affaire Habache, dimanche 2 février, à 7 sur 7, sur TF1. Comme Anne Sinclair lui demandait si le départ du leader palestinien était la seule solution, il a répondu : « Le mal étant fait, je ne peux pas dire que c'est une solution satisfaisante, ce n'est pas possible. Cet homme ne devait pas mettre les pieds sur le territoire français, et c'est une faute. Une fois qu'il était là, on pouvait tenir le discours de l'accueil humanitaire (...). Cela aurait eu de la noblesse, cela exigeait que ce discours soit complètement homogène et que toutes les décisions soient prises en fonction de cette présentation (...). Je la crois mauvaise (...). C'est une très mauvaise décision, et ce qui s'est passé ne me paraît pas bien régler le problème ».

Précisant son analyse, l'ancien premier ministre a ajouté : « De deux

choses l'une, ou bien les ministres étaient au courant, auquel cas c'était à eux de payer le prix des risques pris, ou bien il ne l'étaient pas et, d'une certaine façon, c'est pire (...). Quand nous avons eu cette histoire des figurants dans un meeting (...), j'étais en fonction, à Matignon : il était encore beaucoup plus évident que dans l'affaire Habache que le malheureux M. Stirm ne savait rien ; néanmoins il était clair, il ne l'a pas discuté un instant, que c'était sa responsabilité politique qui était engagée. J'ajouterais que la fonction publique ne peut pas être prétendue de la sorte : elle est faite pour donner des avis. L'Etat marche si les fonctionnaires reçoivent des ordres clairs et si le politique prend ses risques et les paie. Il me semble que nous ne sommes pas au bout de cette affaire. Je ne peux pas me déclarer satisfait. Il y a une responsabilité politique

éminente derrière cette faute ». Anne Sinclair lui ayant également demandé s'il était possible que les ministres n'aient pas été au courant, M. Rocard a répondu : « Cela peut arriver, c'est vraiment très invraisemblable, mais cela peut arriver ». Et à propos du mot démission, il a souligné qu'un « homme politique responsable » ne devait pas « employer ce mot comme menace, comme chantage : cela ne peut être que l'objet d'un acte ». Enfin, il a fait remarquer : « On ne peut pas extraire une affaire momentané du contexte dans lequel elle s'est produite, et il est exact que l'actuel gouvernement, le président de la République, les forces socialistes, le mouvement socialiste n'ont pas le vent dans les voiles (...). Je fais tout de même le pronostic que, même dans une meilleure période, cette affaire aurait été jugée gravissime, ce qu'elle est ».

M. Giscard d'Estaing réclame des élections législatives anticipées

Président, dimanche 2 février à Bordeaux, les Assises de la démocratie locale de l'UDF, M. Giscard d'Estaing a réclame des élections législatives anticipées pour « sortir la France de l'enlèvement ». En attendant, l'UDF entend démontrer lors des élections régionales et cantonales prochaines qu'elle est prête pour l'alternance.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

L'UDF avait invité l'UDF. Lancée voici dix ans par MM. Jean François-Poncet et François Bayrou pour un regroupement régional de toutes les forces non RPR de l'opposition, l'Union pour le développement de l'Aquitaine, revendiquant deux mille élus, semble curieusement, à l'approche des prochaines élections régionales, retrouver une nouvelle vigueur. Elle fut en tout cas un hôte parfait pour ces assises de la démocratie locale, imaginées par l'UDF en guise de coup d'envoi pour la campagne électorale de mars. Ce dimanche fut l'occasion d'un triple anniversaire. Les soixante-six ans de M. Giscard d'Estaing, fêtes en présence de M. Jacques Chaban-Delmas, dont l'assiduité parut trahir au cours de cette journée quelque tracasserie pour l'héritage aquitain du RPR.

Pour lui être agréable, M. François Bayrou sut trouver la meilleure référence en venant rappeler que cette journée pouvait également commémorer le bicentenaire de la levée en 1792 des Girondins contre les excès de la Révolution. Les Girondins de l'opposition partant faire un sort aux montagnards socialistes, l'image ravit effectivement M. Giscard d'Estaing, n'imaginant pas que ce combat puisse se terminer dans les caves de Saint-Emilion. Pour les plus jeunes, le président de l'UDF n'a pas hésité encore à comparer la situation du moment à la crise de 1968. Car, évidemment, l'affaire Habache fut par tous déplorée, comme venant parfaire la démonstration de la faillite morale du pouvoir socialiste.

« Quelle folle semaine », s'est ému M. Jean François-Poncet, confiant qu'en tant qu'ancien locataire du Quai d'Orsay, il ne comprenait plus rien à la situation. M. Pierre Méhaignerie, l'heure approche où le président de la République n'aura plus d'autre choix que de provoquer des élections législatives dans le pays. « Après avoir bien précisé qu'il y avait réfléchi », M. Giscard d'Estaing, tellement désireux d'offrir au pouvoir « une issue de secours », allait reprendre cette idée d'une façon plus pressante encore et

plus pragmatique. « Notre pays est comme abandonné, expliqua-t-il. Il offre le spectacle douloureux d'une crise politique qui n'en finit pas, sans direction sans majorité, et qui nous déconsidère à l'extérieur (...). Va-t-on laisser la France s'enliser encore davantage et vivre au jour le jour, sans majorité présidentielle dans le pays et sans majorité gouvernementale au Parlement ? » J'y ai réfléchi, ajoutait-il d'ailleurs. Il me semble que la meilleure solution, c'est le retour devant les électeurs, selon la tradition républicaine. C'est ce que le général de Gaulle a décidé pour mettre fin au trouble engendré par les événements de mai 1968. » M. Giscard d'Estaing a suggéré à M. Mitterrand de « faire coïncider, comme en 1986 » élections régio-

nales et législatives. Certains de ses amis étaient sceptiques. Mais au terme de cette journée, M. Giscard d'Estaing affirmait que pour l'intérêt du pays — et non évidemment le sien — il n'y avait pas d'autre moyen. « C'est comme pour les ussés, nous confia-t-il, quand ils sont usés, ils sont usés ».

Car cette journée fut également l'occasion de fêter un troisième anniversaire : dix ans de décentralisation. Seule concession au socialisme des années 80, l'UDF en reconnaît aujourd'hui les bienfaits. Elle demande même qu'on aille plus loin pour « une transmission hardie des responsabilités ».

DANIEL CARTON

M. Lang : « En rester là »

Le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, qui était, dimanche 2 février, l'invité du « Forum RMC-l'Express », a notamment déclaré :

« Une erreur a été commise par un certain nombre de hauts responsables du ministère des affaires étrangères et du ministère de l'intérieur. Cette erreur est un manquement à un certain nombre de règles. M^{me} Cresson, d'abord, a réagi avec rapidité et fermeté : elle a demandé que des sanctions soient prises à l'égard de ces hauts responsables — on a dit lempistes, non, c'était des personnalités d'un haut rang. Pourquoi ces personnes ont-elles été atteintes par ces sanctions ? Parce qu'elles étaient informées de cette demande de M. Habache et ont commis la faute politique et administrative de ne pas informer leurs supérieurs hiérarchiques, les responsables politiques et de décider eux-mêmes, tout seuls, sur un sujet aussi grave, d'accorder cette autorisation d'entrer en France. Et puis, deuxième réaction de l'Etat, la justice s'est saisie de l'affaire, un juge indépendant, courageux, qui n'est pas suspect de complaisance. Et le juge, en toute souveraineté, a décidé de lever la garde à vue. Dans ces conditions, M. Habache s'est trouvé libre de ses mouvements et libre de quitter le territoire français. Donc, même s'il y a eu erreur, rade, ensuite, l'appareil d'Etat, contrairement à ce qui a été dit, a fonctionné normalement. »

M. Lang a ajouté, à propos

des réactions suscitées par l'affaire :

« Au-delà de tout ça, que veut-on ? On veut mettre en cause le gouvernement. Quel tintamarre ! Parfois, depuis deux jours, il y a une sorte d'enflure, de disproportion entre la réalité des faits, que je ne sous-estime pas, et toute l'orchestration organisée autour par l'opposition, par les médias ! Tout de même ! Mettons les choses en perspective : rappelez-vous des événements plus graves qui se sont déroulés sous des gouvernements antérieurs et qui n'ont pas donné naissance à la moindre sanction à l'égard du moindre responsable : le massacre d'Ouvéa, il y a eu morts d'hommes tout de même. Un gouvernement qui, pour des raisons électorales, prend le risque de la mort de gendarmes et de civils, qui a été sanctionné ? M. Pasqua ? M. Pons ? M. Chirac ? Quel haut fonctionnaire a été sanctionné ? Personne ! Et je pourrais évoquer toute une série d'affaires qui n'ont donné naissance à aucune sanction d'aucune sorte : Ben Barka, les diamants, Abou Daoud, les avions renfloués, le grotesque couvrenement de Bokassa. Au cours de ces périodes, regardez la presse de l'époque, faites-vous passer des cassettes des télévisions, la silence ou la timidité de certains médias étaient parfois assourdissants ! Ou étourdissants. »

M. Lang a conclu, sur ce point : « L'affaire doit, à mon avis, en rester là. »

M. Rouyer, conseiller diplomatique de M. Marchand, « démissionné »

Troisième départ au cabinet du ministre de l'intérieur

L'affaire Habache est un véritable séisme pour le cabinet du ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand. Outre son directeur, M. Christian Vigouroux, maître des requêtes au Conseil d'Etat, et le conseiller technique chargé des questions de police, M. Patrice Berguignon, préfet, le conseiller diplomatique, M. Christian Rouyer, a également été prié de donner sa démission à la demande de l'hôtel Matignon.

Diplomate détaché au cabinet du ministre de l'intérieur, M. Rouyer avait logiquement été averti par son administration de tutelle, le Quai d'Orsay, lundi soir 27 janvier, de l'arrivée éventuelle de M. Georges Habache en France.

Contrairement à l'éviction du préfet Berguignon, qui était l'émigration giscardienne pour les dossiers policiers (le Monde du 2 février), le départ du conseiller diplomatique est directement lié aux dysfonctionnements apparus aux sommets de l'Etat.

E. In.

[Né le 30 janvier 1950 à Saint-Mandé (Val-de-Marne), M. Christian Rouyer, conseiller des affaires étrangères, est diplômé d'études supérieures en droit public et international, et ancien élève de l'ENA. Premier secrétaire au Consulat en janvier 1984, conseiller économique et financier près du gouvernement marocain à Berlin en décembre 1985, il avait été détaché au cabinet du ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, en avril 1991.]

Dans la presse étrangère

La presse britannique traîne dans la ridicule les autorités françaises. Pour le Daily Telegraph, « la pitoyable affaire Habache incarne la décomposition du régime Mitterrand » tandis que, selon l'Independent, « le désastre Habache est le dernier et le pire exemple de l'inertie gouvernementale ». Même tonalité dans les médias italiens. Le gouvernement français « est dans les cordes », estime la Repubblica alors que la Stampa s'interroge sur la sincérité du chef de l'Etat : « Tout s'est-il vraiment déroulé à son insu ? »

La presse arabe donne, elle, libre cours à sa colère. Le quotidien libanais El-Diyar estime que « la France libre est morte sur le lit de Georges Habache ». Le journal de Bahrein Akhbar El-Khalef dénonce « le men-

songe de l'amitié pour les Arabes longtemps affichée par la France » et « l'ampleur de l'infiltration sioniste ».

Les médias maghrébins ne sont pas beaucoup plus tendres pour Paris. Le quotidien algérien El Moudjahid évoque « la France, terre d'asile, qui envoie sa police encercler la chambre d'un vieil homme malade ». El Watan juge « qu'il est facile de s'acharner sur un peuple qui n'a rien à offrir, sauf son désespoir, et sur ses dirigeants ». Itihad El Ichiraki, l'organe des socialistes marocains s'étonne, quant à lui, du « scandale » ainsi créé, « surtout lorsque l'on sait que le premier ministre israélien, recherché théoriquement pour attentat terroriste, est reçu avec tous les honneurs en France ».

« Lamentable »

M. Valéry Giscard d'Estaing a réagi pour la première fois, dimanche 2 février à Bordeaux, sur l'affaire Habache. « La qualification de « lamentable », l'ancien président de la République a déclaré :

« Ces circonstances incroyables illustrent tous les signes de la crise actuelle : l'absence de respect de toute règle et la désorganisation de notre pays. La France devait-elle accueillir cet homme connu dans le monde entier pour son activité de terroriste ? On nous parle de raisons humanitaires. C'est une supercherie. J'ai trouvé choquant l'emploi de ce mot si noble dans cette pénible circonstance. Pour quelle autre personne, vivant en Tunisie et menacé de troubles cérébraux, aurait-on mobilisé un avion spécial et organisé son accueil dans un de nos meilleurs hôpitaux ? Quant à son état de santé, on nous apprend qu'il lui interdirait de répondre aux questions du juge d'instruction, mais qu'il lui permet d'être reçu par Yasser Arafat sur son retour de Tunisie. Comment s'étonner dans ces conditions que les gens refusent désormais de croire et de respecter les déclarations des hommes politiques ? Pour entrer par nos ambassades. Qui a donné un visa d'entrée à Georges Habache et qui a donné à la police de l'air et des frontières l'ordre de le laisser passer ? L'accès de notre territoire est surveillé. Je raconte dans mon dernier livre, comment, en 1978, le simple survol de la Corse par un avion trans-

portant Boumediène exigeait une autorisation qui remontait, par une filière normale, jusqu'à l'Elysée. (1) Comment se fait-il que notre territoire ne soit pas protégé ? Et enfin, qu'il dirige notre pays ? On décide la démission, c'est-à-dire on réécrit le filmage de quelques fonctionnaires. Qui sont-ils ? Deux d'entre eux sont des directeurs de cabinet de ministres, c'est-à-dire ni des lampistes ni des hauts fonctionnaires, mais des collaborateurs personnels, qui n'agissent que dans le cadre étroit des instructions qu'on leur donne et dans le limite des pouvoirs que leur ministre leur confie. La responsabilité politique, fondement de la démocratie, a-t-elle encore un sens chez nous ? »

Interrogé, d'autre part, sur le précédent de « l'affaire Abou Daoud » de janvier 1977, pendant son septennat, M. Giscard d'Estaing nous a déclaré « qu'il n'y avait aucun rapport ». « M. Abou Daoud, a-t-il précisé, n'était pas justiciable de la justice française. Il n'existait aucun document juridique de droit français contre lui. Toute notre action a été de dire aux Allemands : nous attendons votre demande d'extradition. Pour des raisons qui leur appartiennent, les Allemands n'en ont pas voulu (...) Faire aujourd'hui un parallèle avec cette affaire, c'est vouloir noyer le poisson. »

(1) M. Giscard d'Estaing évoque ce fait dans le prologue du second tome de ses souvenirs *Le Pouvoir et la Vie*. Editions Compagnie 12, mai 1991.

Proche de M. Fabius M. Bartolone avance le nom de M. Bérégovoy pour diriger une nouvelle équipe gouvernementale

M. Claude Bartolone, membre du secrétariat national du PS, proche de M. Laurent Fabius, déclare, dans un entretien publié lundi 3 février par le Quotidien de Paris, qu'une « simple modification gouvernementale ne [lui] semble pas la bonne réponse » après l'affaire Habache.

« Nous avons besoin d'un véritable choc psychologique et idéologique. Il ne faut pas que les Français aient la même impression que la dernière fois, lorsqu'ils ont décou-

vert que le gouvernement Cresson était un gouvernement Rocard sans Rocard », explique M. Bartolone, qui estime que « M. Jacques Delors est certainement un bon candidat », mais ajoute : « Il y en a d'autres. Je pense à M. Pierre Bérégovoy, notamment. »

Le remplacement de M. Rocard, en mai 1991, « n'a peut-être pas correspondu au renouvellement [qu'il attendait] en termes de discours et d'action ».

alternatives ÉCONOMIQUES

février 92

ÉNERGIE, DÉCHETS : la croissance propre

JEUX OLYMPIQUES : la Savoie fait ses comptes

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

EN KIOSQUE 18 F

HABACHE

La brèche présidentielle

par Patrick Jarreau

Faudrait-il un jour dater de l'affaire Habache le début de la campagne présidentielle ? Plus sûrement que le faux pas de M. François Mitterrand lors de la tentative de coup d'Etat à Moscou, le 19 août dernier — mais venant s'ajouter à cette première alerte, — la façon dont le chef de l'Etat a réagi à l'annonce du séjour en France du chef du « front du refus » palestinien aux négociations ouvertes à Madrid place les Français devant un constat simple : crise de l'autorité au sommet de l'Etat.

En août dernier, déjà, c'était M. Valéry Giscard d'Estaing qui avait pointé du doigt la bête présidentielle, matérialisée par la lecture que M. Mitterrand avait faite, à la télévision, de la lettre qu'il venait de recevoir du chef des putschistes de Moscou. Cette fois, c'est encore l'ancien président de la République qui, de qualité, interpelle son successeur en l'invitant à mettre en jeu la légitimité majoritaire par la dissolution de l'Assemblée nationale. Toutefois, en évoquant ce moyen plutôt que de parler de démission du chef de l'Etat, M. Giscard d'Estaing ménage l'avenir : si M. Mitterrand suivait la ligne de conduite que le président de l'UDF lui suggère, elle le conduirait à accepter une nouvelle cohabitation, au-dessus de laquelle il irait lui-même en demandant au pays de lui donner une autre majorité de gouvernement. Le partenaire de cette cohabitation pourrait être, alors, M. Giscard d'Estaing, pour qui le chemin du retour à l'Elysée passe par le poste de premier ministre.

La « question présidentielle » a été posée de manière plus significative encore par M. Michel Rocard, qui est entré dans le jeu, dimanche, en mettant en cause la « responsabilité politique éminente » impliquée, selon lui, par l'affaire Habache. Cette responsabilité, M. Rocard demande aux deux ministres désignés par le licenciement de leurs collaborateurs de bien vouloir l'assumer, mais il est, naturellement, le dernier à pouvoir feindre d'ignorer que l'un de ces ministres est M. Roland Dumas, dont l'action ne peut être contestée

sans que l'autorité du chef de l'Etat en subisse le contrecoup. « Mesquin », a aussitôt commenté, en privé, M. Mitterrand. C'est le genre d'appréciation que lui a toujours inspiré M. Rocard lorsqu'il tenta de prendre pied sur le terrain présidentiel.

Ce que M. Mitterrand ne peut nier, cependant, c'est qu'il a lui-même ouvert la brèche dans laquelle M. Rocard s'est légitimement avancé. Le « candidat virtuel » ne fait que son devoir lorsqu'il affirme, simplement, son existence en tant que tel. Les socialistes, qui ont eux-mêmes souligné, samedi, en marge de la réunion de leur comité directeur, qu'ils sont « dans la nasse », comme l'a dit M. Laurent Fabius, et que des « décisions politiques » sont nécessaires, selon les termes de M. Jean La Gorce, ne peuvent faire grief à M. Rocard de s'employer à préserver leurs chances de proposer au pays un choix lorsque le jour en sera venu. Au surplus, l'ancien premier ministre « viré » en mai 1991 peut à bon droit se présenter comme la première victime d'une reprise en main présidentielle dont les effets, au jour d'aujourd'hui, sont pour le moins problématiques. « Une fois de plus, comme très souvent, je me sens majoritaire en France », a-t-il dit : l'Etat était déjà lorsqu'il lui avait été demandé de laisser la place à M. Edith Cresson.

Indépendamment des mystères que recèlent, en elles-mêmes, les conditions de l'arrivée en France de M. Georges Habache, les initiatives de M. Mitterrand ne sont pas allées dans le sens d'une clarification. La première ligne de défense du pouvoir — le dirigeant palestinien a été accueilli pour des raisons humanitaires, ce qu'attestait sa prise en charge par la Croix-Rouge — a été anéantie par le chef de l'Etat lui-même, qui, d'Oman où il était en visite officielle le 30 janvier, lui a substitué une seconde : M. Habache, a-t-il dit, est à la disposition de la justice. Le soir même, le président de la République, en sanctionnant les collaborateurs des ministres de l'in-

térieur et des affaires étrangères, et l'un de ses propres conseillers (M. Georges Duflo), adoptait une troisième ligne de défense, confirmée vendredi par un jugement alarmant — « ils sont tous fous » — et consistant à considérer que l'affaire était une inépuisable, à laquelle il n'y avait plus qu'à mettre fin par le renvoi pur et simple de M. Habache dans ses foyers.

Privée de toute logique si l'on en juge par le traitement que lui a appliqué M. Mitterrand, l'affaire Habache est devenue un buisson d'interrogations sur la manière dont le pays est gouverné et sur l'existence d'une autorité réelle au sommet de l'Etat. Les socialistes, qui, selon le mot de l'un d'eux, « ne tournent plus le bouton de la radio sans une certaine appréhension », implorent le président de la République de bien vouloir rétablir une pratique gouvernementale fiable, autrement dit, à leurs yeux, une nouvelle équipe. Les résultats du second tour de l'élection partielle du Nord, où le candidat du Front national a gagné 1 700 voix et 7 points de pourcentage par rapport au premier tour, sont à pour démontrer que le vote protestataire progresse et que le problème posé risque d'être de plus en plus celui de la « gouvernabilité » du pays, comme dirait M. Rocard. M. Mitterrand déclarera-t-il d'y répondre tant qu'il en a encore quelques moyens ?

Un démenti de M. Pissani. — M. Edgar Pissani a démenti, lundi 3 février, l'information diffusée par Europe 1 selon laquelle il aurait joué un rôle dans le transfert en France de M. Georges Habache. « J'ai appris cette affaire, comme les autres, par la radio. Je n'y ai été mêlé en aucune façon. Je démens sans risque d'être à mon tour démenti », a affirmé l'ancien ministre. Europe 1 avait notamment mis en cause M. Pierre Musin, un ancien collaborateur de M. Edgard Pissani.

A l'Elysée

La manœuvre de la tortue

L'une des règles fondamentales de l'art de gouverner recommande à tout chef d'Etat débordé, assailli, acculé à la défensive, de ne surtout pas reculer davantage mais, au contraire, de faire front en essayant de prendre ses adversaires à contre-pied, c'est-à-dire en faisant exactement le contraire de ce qu'ils espèrent.

On le sommit de révoquer le ministre de l'intérieur et celui des affaires étrangères, on lui recommandait, à l'intérieur même du Parti socialiste, d'en profiter pour changer de premier ministre, on lui conseillait même, à droite, en faisant semblant de s'apitoyer sur son sort, de dissoudre sur-le-champ l'Assemblée nationale, voire — comme l'avait demandé M. Philippe de Villiers — qui ne rate jamais l'occasion de se distinguer de quitter sans délai l'Elysée. Le président de la République, sa colère passée, a décidé d'opter résolument pour la contre-offensive.

Les déclarations faites, dimanche 2 février, sur RMC, par le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, traduisaient bien, très fidèlement, les directives présidentielles : l'affaire Habache doit être considérée comme close. M. François Mitterrand, qui s'est toujours refusé à céder aux injonctions, a personnellement donné la consigne à M. Lang avec lequel il s'était auparavant entretenu. Pas question, a-t-il souligné, de donner le gouvernement en pâture à l'opposition. Toute autre concession, après les sanctions infligées à M. Georges Duflo et aux collaborateurs les plus directs de MM. Philippe Marchand et Roland Dumas, équivaudrait à un aveu de culpabilité et d'impuissance.

Bien que M. Cresson n'ait pas attendu l'affaire Habache pour réclamer la tête du ministre de l'intérieur, M. Mitterrand préfère,

pour l'instant, faire mine de ne manifester aucune défiance vis-à-vis de celui-ci et ce faux-semblant résulte d'une analyse politique. Le président de la République sait fort bien, en effet, que le limogeage de M. Marchand ne suffirait pas, de toute façon, à mettre un terme à la crise. Comment sacrifier M. Marchand sans mettre aussi M. Dumas sur la sellette ?

A fortiori, M. Mitterrand a estimé que les autres options concevables comportaient beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages. Comment mettre en cause, le cas échéant, deux ministres aussi politiques que le ministre de l'intérieur et le ministre des affaires étrangères et prétendre, en même temps, décharger le premier ministre de toute responsabilité ? Et comment nommer un nouveau chef de gouvernement sans paraître s'auto-amnistier ?

Deux références

Au nombre des facteurs qui ont conduit le chef de l'Etat à adopter ainsi la manœuvre romaine de la tortue, qui consiste, dans l'art militaire, à former le carré et à s'enfermer dans une caparace pour résister aux projectiles, le chef de l'Etat a également retenu les difficultés électorales supplémentaires qu'entraînerait pour le Parti socialiste et pour la majorité présidentielle, en cas de resserrement de l'équipe de M. Cresson, l'éventuel départ du gouvernement de plusieurs ministres qui doivent conduire des listes pour les régionales du 22 mars. Pourraient être théoriquement concernés, dans un tel cas de figure, outre M. Marchand, chef de file socialiste en Charente-Maritime, des hommes comme MM. Lionel Jospin, Jean-Louis Bianco, Michel Delebarre, Pierre Joxe, Louis Mermaz, Louis Le Penec, Michel Sapin, Jean-

Pierre Soisson, Jean-Marie Rausch, M. Elisabeth Guigou, etc. Pas question donc, en principe, d'immoler qui que ce soit pour faire le jeu de l'opposition.

Si le président de la République ne change pas d'avis — et si les ministres les plus touchés par l'affaire Habache ne « craquent » pas — il n'y aura donc pas de remaniement avant les élections.

La tonalité des propos du porte-parole du gouvernement renvoie d'ailleurs à deux précédents qui montrent que M. François Mitterrand s'inspire, en la circonstance, à la fois de Charles de Gaulle et de Valéry Giscard d'Estaing.

Après l'affaire Ben Barka, en 1965, non seulement le général de Gaulle avait plaidé l'ignorance mais il avait contre-attaqué en stigmatisant « les frénétiques offensives » tendant à « ébranler l'opinion contre les pouvoirs publics » et à donner à l'« exploitation de l'affaire » (l'enlèvement du chef de l'opposition marocaine) « une dimension et une portée sans aucune proportion avec ce qu'elle fut réellement ». Il avait aussi reproché à « trop de journaux » d'avoir « au-dessus et au-dessous, desservi l'honneur du navire ».

Après l'affaire Abou Daoud (la libération du dirigeant palestinien réclamé par la justice allemande et les autorités israéliennes), en janvier 1977, M. Giscard d'Estaing, pour sa part, avait fustigé les « donneurs de leçons » et protesté contre ce qu'il avait appelé « une campagne d'insultes » en soulignant que la politique étrangère de la France « ne se fait pas et ne se fera pas dans les salles de rédaction ».

Comme disait l'inventeur romain de la tortue : « Nil novi sub sole... »

A. R.

IL Y A TROP À FAIRE POUR QUE NOUS NE CHERCHIONS PAS À FAIRE PLUS.

FAIRE PLUS, ALORS QUE LA LOI DU MARCHÉ FREINE LE LOGEMENT SOCIAL ? LES OFFICES PUBLICS D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ET LES OFFICES PUBLICS D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION* ONT ÉTÉ CRÉÉS POUR CELA ! POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES HABITANTS, DANS LES VILLES, DANS LES BOURGS. AUJOURD'HUI, CES BESOINS S'AMPLIFIENT, LA DEMANDE D'HABITATION DEVIENT REVENDICATION POUR L'HABITAT.

LE LOGEMENT SOCIAL EST D'INTÉRÊT NATIONAL, MAIS LES COMMUNES, LES DÉPARTEMENTS SONT EN PREMIÈRE LIGNE. LES OFFICES NE SONT-ILS PAS NATURELLEMENT, AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES, LES ACTEURS DES POLITIQUES LOCALES DE L'HABITAT ? L'HABITAT EST NOTRE NIETIER. NOUS EN FAISONS NOTRE SIGNATURE.

* Les Offices tiennent leur assemblée générale à St-Etienne du 5 au 7/02/92.

LES OFFICES DE L'HABITAT NOUS AMÉNAGEONS L'ESPACE SOCIAL

Fédération Nationale des OPHLM et OPAC - Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer Modéré

hlm

L'AFFAIRE HABACHE

Un entretien avec M. Ibrahim Souss

«Le moment était mal choisi alors que la politique française est en pleine ébullition» nous déclare le délégué général de Palestine en France

Délégué général de Palestine en France, M. Ibrahim Souss, qui a joué un rôle important auprès de M. Georges Habache durant le séjour de ce dernier à Paris, nous a accordé un entretien au cours duquel il a notamment souligné qu'à son avis le dirigeant palestinien n'aurait pas dû faire le déplacement dans des circonstances où la politique française est en pleine ébullition.

«Il y a quelque chose de mystérieux dans cette affaire. Qui a prévenu des journalistes du départ du dirigeant palestinien pour Paris, alors qu'un tel voyage aurait dû être organisé dans la plus grande discrétion?»

«C'est à eux qu'il faut poser cette question. Mais la visite n'était pas forcément secrète. Lorsqu'on soigne un homme comme M. Habache ou un autre dirigeant de cette envergure dans un hôpital en plein centre de Paris, on ne peut observer le secret. Je suppose donc que les journalistes ont bien fait leur travail. M. Habache est parti de Tunis au sud et au vu de tout le monde. Il y avait même un comité à l'aéroport pour le saluer.

«Le fait de ne pas observer la discrétion ne comportait-il pas de risques?»

«En juillet dernier, sa femme et ses filles, en visite privée à Paris, ont demandé si M. Habache pouvait se faire soigner à Paris. Il avait déjà été victime d'une attaque cérébrale, il y a quelques années. J'ai émis un avis négatif, pour des raisons de sécurité. Il y a une dizaine de jours, il a été victime d'une nouvelle congestion cérébrale, certes mineure, mais qui a affecté son élocution qui est plus lente. A Tunis, on lui a dit que les services neurologiques de certains hôpitaux français étaient à la pointe dans ce domaine. Il a en conséquence demandé au Croissant-Rouge palestinien d'assurer son transfert à Paris. Le CRP n'y a vu aucun inconvénient, car d'autres dirigeants palestiniens sont venus se faire soigner à Paris où y ont séjourné en privé, depuis de longues années, sans qu'il y ait eu d'histoires.

«Pourquoi a-t-on commencé à dire à Tunis que son état était extrêmement grave et qu'il était peut-être en danger de mort?»

«C'est le fait d'une certaine presse qui a monté l'affaire en épingle. Pour notre part, nous avons dit qu'il avait été victime d'une congestion cérébrale qui nécessitait des soins importants, des recherches cliniques par des professeurs spécialisés. Il a des problèmes neurologiques et cardiaques. Il peut parler, mais difficilement.

«Quand avez-vous été prévenu personnellement de son arrivée? Avez-vous alors contacté des personnalités françaises et à quel niveau?»

«Vingt-quatre heures avant son arrivée à Paris dans la soirée de mercredi. Je n'ai contacté aucune personnalité, supposant que l'affaire avait été arrangée avec le plus grand soin par Tunis qui m'a dit que tout avait été réglé avec la Croix-Rouge française et M. Georgina Dufoux. J'ai donc supposé que la présidence de la Croix-Rouge française avait fait tout le nécessaire.

«Avez-vous donc trouvé normal qu'un tel voyage soit entouré d'une telle publicité?»

«Je ne trouve jamais normal que l'on voyage sans le maximum d'organisation et de sécurité. Je l'ai fait savoir à plusieurs reprises, quand mon avis a été demandé. Cette fois-ci, personne ne m'a rien demandé. Le Croissant-Rouge palestinien a cru bon de faire ça de son propre chef. Que voulez-vous que je fasse? Mais n'oubliez pas que M. Habache n'est pas la seule personnalité qu'on accuse de «terrorisme» à venir à Paris. M. Shamir y a fait de nombreux séjours et personne ne s'en est inquiété, alors que, selon ses propres dires, il a été un terroriste et qu'il fait l'objet d'un mandat international depuis 1948. Je dois quand même reconnaître que le moment de cette hospitalisation était mal choisi, pour cause de raisons ayant trait à la politique intérieure française: nous sommes à la veille d'élections régionales et certains hommes politiques ont trouvé bon de l'exploiter à des fins électorales. Israël, pour sa part, y a trouvé une occasion en or pour tenir l'image du Palestinien devant l'opinion publique française, faire resurgir l'histoire

du terrorisme palestinien et faire oublier qu'il pratique une politique de terrorisme d'Etat dans les territoires occupés.

«Certains affirment que l'OLP et M. Arafat ne seraient pas mécontents de la mésaventure qui est arrivée à M. Habache, un des adversaires d'une solution négociée du problème palestinien.

«Ce sont les fantasmes de certains qui veulent porter atteinte à l'image de l'OLP. Yasser Arafat a été consulté par le Croissant-Rouge palestinien et a donné un avis favorable au sujet du voyage de M. Habache à Paris, puisqu'il ne pensait pas qu'il y aurait des complications étant donné que d'autres l'ont précédé dans la capitale française. Mais, quand l'affaire a éclaté, il a été extrêmement inquiet. Je l'ai eu au téléphone à plusieurs reprises et il m'a dit qu'il fallait faire quelque chose pour résoudre ce problème. Les relations entre les deux dirigeants palestiniens sont excellentes. Tout le monde sait que M. Habache appartient à l'opposition à l'intérieur de l'OLP, mais il a approuvé la décision de participer au processus de paix. Donc, il n'y a pas de règlement de comptes comme l'affirme une certaine presse.

«Il n'empêche que M. Habache est, pour un grand nombre d'Occidentaux, le père du terrorisme. Comment donc avez-vous pu croire que son arrivée en France se déroulerait sans histoires?»

«J'ai vu dans les médias en France des choses scandaleuses. On lui attribue des attentats comme ceux de Copernic et de la rue des Rosiers, alors qu'il n'y est pour rien. On a dit qu'il a été le premier à détourner des avions alors que les Cubains l'ont précédé dans ce domaine. N'oublions pas qu'à l'époque où les juifs pratiquaient le terrorisme, les frères palestiniens comme Habache n'étaient pas encore nés dans la vie politique. C'est vrai qu'il ne fallait pas qu'il vienne à Paris dans une conjonction politique française en pleine ébullition. Les Palestiniens ont dû réfléchir deux fois à cela, mais les relations franco-palestiniennes étant ce qu'elles sont, c'est-à-dire bonnes, on pensait que l'aval de la Croix-Rouge française signifiait qu'il n'y aurait pas de problèmes.

«N'aurait-il pas mieux valu

demandeur une autorisation en règle aux autorités politiques françaises?»

«Nous avons cru que la Croix-Rouge française avait fait son travail, puisqu'il y a eu un feu vert qui a été donné, puisque le service



des voyages officiels a été prévenu et les visas octroyés. Nous avons donc supposé que tout était en ordre.

La page est tournée

«M. Habache était-il déjà venu en France?»

«Jamais.

«M. Habache a dit que son mari n'était pas vraiment malade, mais qu'il était venu pour consultations. Cela ne contredit-il pas d'autres déclarations alarmistes d'origine palestinienne?»

«M. Habache a voulu rassurer l'opinion publique palestinienne en signifiant qu'il n'était pas mourant, mais seulement sérieusement malade.

«N'y a-t-il pas en Tunisie des hôpitaux spécialisés et des médecins compétents?»

«Ce sont les médecins tunisiens qui lui ont conseillé de se rendre à Paris en affirmant que leurs confrères français étaient, dans le domaine de la neurologie, à la pointe de la technologie.

M. Habache est très soucieux de son état et a suivi leur conseil. D'ailleurs le professeur Boudarias, qui l'a soigné à l'hôpital Henry-Dunant, est une sommité dans ce domaine. Il lui a donné un traitement à suivre.

«Étes-vous déçu de la réaction de l'opinion publique française?»

«L'opinion publique française n'a pas réagi d'une manière défavorable aux Palestiniens. Pendant les premières vingt-quatre heures de son arrivée à Paris, M. Habache a été normalement soigné à l'hôpital et personne ne s'en est inquiété. Ce n'est que tard dans la soirée de jeudi que la campagne de dénigrement lancée par quelques hommes politiques a été déclenchée. Les propos incendiaires du ministre israélien des affaires étrangères ont contribué à jeter de l'huile sur le feu. Pourtant la disproportion est grande entre la campagne orchestrée autour de ces faits et les faits eux-mêmes.

«Pourrait M. Shamir, a semblé-t-il, vouloir dépassionner le débat par ses propres modérés.

«Oui, une fois qu'il était parvenu à ses fins, il a cherché à faire passer les Palestiniens dans l'opinion publique française et faire oublier ce que les Israéliens font dans les territoires occupés. Pourquoi aller plus loin?»

«Croyez-vous qu'après cette affaire les relations franco-palestiniennes seront les mêmes?»

«Je l'espère. La page est maintenant tournée. Nos relations sont basées sur des considérations plus sérieuses que celles que j'appellerai de simples péripéties. Certes, le juge Bruguière a fait son travail dans la plus grande courtoisie et la plus grande rigueur, je n'ai rien à dire là-dessus. Mais nous n'avons pas à nous plaindre du traitement auquel nous avons eu droit, et je profite de l'occasion pour répondre à ceux qui se sont interrogés sur mon rôle dans cette affaire. J'ai été poncé par un double souci. Le premier est humanitaire: aider un homme sérieusement malade et m'assurer qu'il soit soigné dans la paix et la tranquillité. Le deuxième: sauvegarder les relations franco-palestiniennes si nécessaires au bon déroulement du processus de paix engagé à Madrid.

Propos recueillis par JEAN GUYERAS

Les Palestiniens dénoncent une « crise préfabriquée »

TUNIS

de notre correspondant

Les Palestiniens étaient encore, dimanche 2 février, en quête d'un pays où M. Georges Habache pourrait suivre un traitement médical après les examens subis en France. En attendant, assurent ses proches, il se repose quelque part entre Tunis et sa banlieue, chez l'un de ses amis.

Le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) serait encore « très fatigué ». Mais, son état de santé ne nécessite pas, du moins pour le moment, une réhospitalisation à la clinique Tawfik où il avait été transporté, lundi dernier. Selon des sources médicales tunisiennes, c'est après l'examen qu'il y avait subi que le Croissant-Rouge palestinien s'était décidé à faire appel à la Croix-Rouge française. Non seulement M. Habache souffrait d'une hémiplegie du côté droit, mais il était tombé dans le coma pendant environ deux heures. Cette perte de connaissance, qui pouvait se répéter, aurait décidé ses proches à demander son transfert en France.

Le retour à Tunis du dirigeant palestinien, samedi en fin d'après-midi, a été entouré du même secret que celui observé, l'avant-veille, lors de son départ pour Paris. En fait, depuis l'annonce de la levée de la garde à vue de M. Habache, il avait été décidé que celui-ci reviendrait en Tunisie. C'est par mesure de sécurité, dans le seul but de brouiller les pistes, qu'il avait été question, tour à tour, d'Alger, d'Amman et de Damas.

D'où est venue la « fuite »?

Les quelques témoins qui ont pu observer de loin l'arrivée de l'avion spécial frappé aux couleurs algériennes et affrété par l'OLP, ont vu M. Habache en descendre péniblement. M. Yasser Arafat, quelques dirigeants de la centrale palestinienne et l'ambassadeur d'Algérie étaient là pour l'accueillir. De l'aéroport, le secrétaire général du FPLP s'est rendu directement au domicile du représentant à Tunis de son mouvement, dans la banlieue nord de la capitale puis, dans la soirée, il s'est installé très discrètement dans une autre résidence dont le lieu n'a pas été dévoilé.

Pour le moment, l'OLP, plutôt embarrassé par le vol, voudrait rechercher l'apaisement. « L'affaire est close. Le dossier est fermé », a déclaré M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Arafat, habituellement plus prolix. Quant au porte-parole de la

centrale palestinienne, M. Ahmed Abderrahmane, il s'est borné à exprimer « la considération de l'OLP pour la décision française de mettre un terme à cette crise préfabriquée » en laissant M. Habache quitter librement la France, et a souhaité « la poursuite de bonnes relations franco-palestiniennes ».

Nombre de Palestiniens n'en redoutent pas moins, en privé, que cette affaire ne les assombrisse fortement. Pour sa part, le FPLP a démenti catégoriquement l'information publiée, dimanche, par le journal tunisien le *Temps* selon laquelle M. Habache s'était déjà rendu, à plusieurs reprises, en France sous une fausse identité. La nouvelle de l'arrivée à Paris de M. Habache aurait-elle été révélée par une « fuite » venue de Tunis? Cette hypothèse irrite tout particulièrement les dirigeants palestiniens. « C'est un complot sioniste pour porter atteinte à notre cause et à nos relations avec la France », affirment-ils. En tout cas, si l'indiscrétion est d'origine palestinienne, elle ne sert pas objectivement les intérêts de M. Arafat et de ses amis.

MICHEL DEURÉ

Le FPLP dénonce la droite « sioniste » en France

Le Front populaire de la libération de la Palestine (FPLP) a dénoncé, dimanche 2 février, la « fraction sioniste de la droite » française et rendu hommage à la « position humanitaire » des hauts fonctionnaires limogés à la suite de l'hospitalisation de son chef, M. Georges Habache.

Dans un communiqué à Damas, le FPLP, une des trois principales composantes de l'OLP, estime que des dirigeants de droite à Paris portent « la responsabilité du tort causé à la France et à sa réputation, ainsi que les conséquences sur les relations franco-palestiniennes et franco-arabes ». « Ils ont poussé la France à se faire du tort à elle-même, en tant que pays qui soutient la cause des droits de l'homme, et à outrepasser les règles humaines, morales et politiques les plus élémentaires », ajoute le communiqué.

Le mouvement de résistance islamique Hamas, actif dans les territoires occupés par Israël, a de son côté qualifié la position française de « perfide et immorale ». (AFP, Reuters)

« Georges Habache, c'est Moulin et de Gaulle »

Palestiniennes de Paris, Raymonda et Hamida ont pu rendre visite au chef du FPLP. Elles disent leur fascination et leur amertume

«De quel droit? Qui, de quel droit les Français ont-ils jugé Georges Habache? De quel droit ont-ils condamné à une mort certaine cet homme malade qui avait cru en la France? Compréhendez-vous un jour que celui dont les médias ont fait un monstre était le leader le plus noble et le plus respecté du monde arabe? Qu'humilier Habache, c'était humilier la conscience de tout un peuple? Et que personne n'oublie l'affaire Raymonda Hawa Tawil ne crie pas. Sa voix reste de miel, grave, douce et triste; mais son visage palpite. Elle a été les lunettes noires qui l'ont rendue très mystérieuse aux yeux du public de la rue Michel-Ange qui l'a vue successivement entrer et sortir de l'hôpital Henry-Dunant, bouclé par les forces de police. Et ses yeux d'opale dans ce visage si blanc couronné d'un buisson de cheveux roux paraissent soudain transparents, comme l'émotion à fleur de peau.

Cela fait trois jours qu'elle n'a pratiquement pas dormi. Trois jours qu'elle tremble pour Georges Habache dont elle connaissait l'arrivée. Trois jours qu'elle informe, alerte ou rassure, selon les heures, les amis, la famille, les militants, en France, en Tunisie, en Israël. Toute une diaspora pour qui Georges Habache « est plus qu'un symbole: un héros, un espoir ». Dehors, la foule des journalistes et curieux se disperse. Une ambulance est sortie de la cour de l'hôpital, précédée de motards et encadrée de la Mercedes d'Ibrahim Souss et de voitures de la police. Des motos de la télévision ont embayé pour une course folle en direction du Bourget. L'épisode, ce

samedi 1^{er} février à 14 h 45, paraît clos. « Le terroriste a déguerpil » dit galement un photographe en pénétrant dans le café où s'est assise Raymonda Hawa Tawil, en compagnie de son amie, Hamida Na'ana. Toutes deux sont écrivains, mais Raymonda, qui fait partie des proches d'Ibrahim Souss et Yasser Arafat, fut aussi la fondatrice de l'Agence palestinienne de presse.

Les deux femmes, parmi les rares personnes à avoir pu approcher Georges Habache à l'hôpital, sont bouleversées. Alors, elles vont parler: simplement et avec émotion, elles qui n'ont aucun titre sauf leur attachement viscéral à la Palestine, aucune responsabilité politique ou diplomatique qui entraverait leur liberté. Elles disent leur déception vis-à-vis de la France, où toutes deux ont souhaité s'installer, leur dévotion pour Georges Habache, qu'elles magnifient en « artisan de la paix ». On les écoute, avec le sentiment de passer de l'autre côté du miroir.

« Cet homme à moitié mort... »

Hamida, le regard sombre, secoue sans arrêt la tête, consternée: « Comment a-t-on osé? On a tout à la fois menti, trahi, manipulé. On a remis les engagements. Les règles humanitaires les plus élémentaires ont été piétinées. Dans la patrie des droits de l'homme! » « La voie de la paix est en train de s'ouvrir, poursuit tristement Raymonda. Alors pourquoi cette histoire bidon? Et cette surprise feinte

au plus haut niveau? Tout avait été négocié, discuté, garanti, et devait être respecté. Un gouvernement peut donc opérer n'importe quelle volte-face pour tenter de sauver des élections? Il peut mettre la vie d'un homme en péril pour une poignée de suffrages? Par pur opportunisme? »

L'amertume est cruelle. L'impudence plus encore. Raymonda la rousse et Hamida la brune ont surtout l'impression d'un malentendu impossible à dissiper. « Avez-vous vu cet union? Cette ignorance étonnante partagée? Cette harmonie des politiques et des médias? observe la première. Aucune note discordante. Aucune dissidence. Un seul et même discours. Et un mépris constant envers les Palestiniens. » « Personne ici n'a eu la moindre chance de savoir qu'il était vraiment Georges Habache, et nous à moitié mort qui pèsera longtemps sur la conscience de la France, indique la seconde. C'est l'homme qui jouit du plus de crédit parmi tous les intellectuels du monde arabe. C'est un homme de foi. Un chrétien - c'est tout juste si les télévisions ne l'ont pas présenté comme un ayatollah! - un Palestinien chassé de son pays en 1948, dépourvu de ses biens, meurtri à jamais par le massacre de proches. »

Un bruit strident, quelques exclamations de surprise et puis une bousculade autour des barrières de police placées devant l'hôpital Henry-Dunant. Une poignée de photographes issus dans le café bondissent vers la porte en saisissant leur appareil. Trop tard. Un nouveau convoi s'est propulsé hors de la cour, piégeant la plupart des journalistes en remontant à

contre-sens la rue Michel-Ange, et filant, toutes sirènes hurlantes vers Orly, où attend un bi-réacteur blanc. Il est 15 heures. Raymonda ne peut retenir quelques larmes. « Cette mascarade! Cette fuite qui n'est pas une extradition proprement dite mais qui est bien un renvoi... Cela va laisser un impact atroce dans tout le monde arabe. Voyez déjà les premières réactions dans les territoires occupés. Je n'ai aucune confiance. Et je ne crois plus au dialogue avec les civilisations occidentales. Il n'y a que Georgina Dufoux qui ait fait montre de courage et d'humanité. »

« Il ne parle presque pas... »

Terroriste, Georges Habache? Hamida n'hésite pas une seconde. « Alors au sens où Jean Moulin l'a sans doute été. Au sens où un homme de courage et de générosité n'a pu accepter la misère et l'oppression de son peuple. Au sens où la Résistance - les Français le savent bien - ne peut se faire sans la force. La guerre ne se fait pas avec des fleurs. Oui, pour moi, Georges Habache, c'est Moulin et de Gaulle. Des hommes qui ne capitulent pas. » A l'écouter, les dévouements d'avions initiés par le FPLP en 1970 sont un cri de désespoir: « Devant l'indifférence totale de la communauté internationale, il a cherché à rallumer la flamme, nous redonner courage, faire en sorte que la cause du peuple palestinien ne sombre pas dans l'oubli. Ce fut l'épisode des kidnappings d'avions. Le monde entier

soudain a entendu le message. C'est pourquoi, pour nous tous, c'est un symbole de dignité. »

Le regard est brûlant, mais sans défi, hostile ou provocation. Hamida connaît le poids des mots. Et sa parfaite connaissance de notre histoire interdit qu'on édulcorer l'image. Elle a voulu frapper fort. Livrer un sentiment. Et puis donner l'échelle. Habache est une icône. A l'égard des plus grands. Mais qui saurait entendre? « Georges Habache a un peuple qui le vénère. Mais il n'a pas de pays, pas de terre... » Les barrières en face de l'hôpital sont peu à peu rangées et l'établissement a recouvert ses portes aux malades. Raymonda jette un regard songeur. « Il était hospitalisé au premier étage, dans une très petite chambre. J'aurais aimé que vous puissiez le voir. Il ne parle presque pas, il ne peut plus le faire. Mais il a ce sourire qui ne le quitte pas. Et parfois, si on lui parle de soutiens et d'amis, quelques larmes perlent aux coins de ses yeux... Cet homme a tous les jours fait du bien. Le voir traiter comme un voyou, un mercenaire ou un bandit, est une ignominie. Cet homme, pour nous, est comme un saint... »

Un saint qui appelle des martyrs. Brusquement, la conversation, jusque-là presque paisible, bascule. Avec la même voix douce, toute de confiance, Raymonda Hawa Tawil confie: « Si quelque chose était arrivé à Georges Habache, vous auriez eu des explosions dans tout Paris. Des jeunes, des militants, sont prêts à mourir pour lui. »

ANNICK COJEAN

POLITIQUE

L'élection législative partielle dans le Nord

La préparation des élections régionales du 22 mars

Le large succès de M. Daubresse n'a pas empêché la progression du FN

M. Marc-Philippe Daubresse (UDF-CDS), maire de Lambresart, a été élu, dimanche 2 février, au second tour de la législative partielle organisée dans la 4^e circonscription du Nord (Lille-ouest, Quesnoy-sur-Deûle) pour pourvoir au remplacement de Jacques Housin, décédé en novembre dernier, député non inscrit, suppléant à l'Assemblée nationale de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. M. Daubresse est sorti largement vainqueur, avec 77,87 % des suffrages exprimés, du duel qui l'opposait au candidat du Front national, M. Nicolas Crochet. Le résultat obtenu par M. Crochet confirme une certaine banalisation du vote d'extrême droite. Son représentant a recueilli 6 447 voix (22,12 %) au second tour contre 4 714 voix (15,71 %) au premier.

LILLE

de notre correspondant

Au lendemain du premier tour de scrutin qui avait vu l'effondrement du Parti socialiste dans cette circonscription, traditionnellement ancrée à droite et considérée comme une « démocratie » locale, les formations s'étaient mobilisées pour « barrer » le Front national. M. Claude Reynaert (PS), qui, sans attendre la moindre consigne de

part, affirmait, le soir du premier tour, qu'il voterait pour M. Daubresse, a suivi sa liste écologiste, tant que celle-ci n'a pas de Génération Ecologie adoptait la même attitude. M. Durieux lui-même a barré la route à M. Crochet, mais il a préféré appeler au rassemblement autour de lui pour des scrutins futurs.

Pour M. Daubresse, la mobilisation n'a pas empêché le candidat du FN de progresser. Avec ses 6 447 voix, M. Nicolas Crochet ne fait certes pas le plein des suffrages qui s'étaient portés sur M. Le Pen au premier tour (7 540 voix), mais il obtient 1 733 suffrages de plus qu'au premier tour. Ses gains se réalisent dans les zones où la progression du FN était la plus forte, dans des secteurs où l'effondrement du PS était d'autant plus favorable à la gauche : ainsi à Saint-André, dont le maire est socialiste, où M. Crochet dépasse les 11 % ; à Marguette, où il a obtenu 27 %, et encore à Comines, où il atteint les 28 %. Sur l'ensemble de la circonscription, le vote global du parti n'a guère varié, passant de 50,23 % à 50,85 %, mais l'inverse

de ce qui s'était passé au premier tour, on a davantage voté dans le canton de Lille-ouest que dans celui de Quesnoy-sur-Deûle. Il est vrai que le second tour de la cantonale partielle, organisée aux mêmes dates que la législative, se révélait un enjeu après le retrait de M. Segard (div. d.), arrivé en tête au premier tour (lire ci-dessous). En outre, si on a compté 390 votants de plus au second tour, on a également décompté 1 250 bulletins blancs ou nuls supplémentaires.

L'opposition n'a pas servi le partielle comme d'un tremplin. M. Jacques Legendre (RPR), maire de Cambrai et élu du RPR-UDF aux régionales, a le Nord, avait le déplacement jusqu'à Lambresart, dimanche soir 2 février. « La victoire est en marche pour la région », affirmait M. Daubresse l'enthousiasme de la soirée.

JEAN-RENÉ LORE

(Né le 1^{er} mai 1933 à Lille (Nord), M. Marc-Philippe Daubresse, a été élu au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais en 1978, député généraliste du RPR-UDF, M. Daubresse, qui avait milité dans le mouvement de la Jeunesse chrétienne, a été élu en 1983 au conseil municipal de Lambresart, où il devient adjoint. Conseiller régional, vice-président de la communauté urbaine de Lille, M. Daubresse (UDF-CDS) est maire de Lambresart depuis le 7 février 1988.)

	1 ^{er} tour	2 ^e tour	1 ^{er} tour	2 ^e tour
Inscrits	63 326	63 324	62 658	62 658
Votants	41 428	43 188	31 477	31 867
Abstentions (%)	34,57	31,79	49,76	49,14
Suffrages exprimés	40 543	41 952	29 997	29 137
Candidats et éligibilités				
Marc-Philippe Daubresse (UDF-CDS)	19 401 (1)	47,85	23 974 (1)	57,14
Nicolas Crochet (FN)	4 203 (2)	10,36	4 714 (2)	15,71
Claude Reynaert (PS)	12 628 (3)	31,14	3 891 (3)	12,97
Yves Le Meur (PC)	4 311 (4)	10,63	3 030 (4)	10,16
Jean-Jacques Lefebvre (Vert)			2 348 (5)	8,49
Régis Dufour-Lafont (GE)			1 752 (6)	5,84

(1) M. Bruno Durieux, UDF-CDS; (2) M. Marie-Danielle Rémy; (3) M. Marie-Cécile Lalonde; (4) M. Marcel Chateau.

M. Le Pen obtient le soutien de M. Médecin et enrôle la fille de l'ancien maire de Nice

M. M. Le Pen, tête de liste du Front national dans les Alpes-Maritimes, a rendu public, samedi 1^{er} février, à Nice, une lettre de M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de la ville, dans laquelle celui-ci appelle à voter en sa faveur pour prouver le complot socialiste (contre moi) et le train d'échouer. M. Le Pen, qui s'est félicité de cet appel, a déjà apprécié, du Front national, a également annoncé la candidature de M. Médecin, treizième position - sur vingt-huit candidats - à la liste de M. Médecin.

NICE

de notre correspondant régional

Deux « méditations » dans la même journée, exploitées séparément en retournant un double bénéfice : Le Pen a habilement manœuvré pour lancer sa campagne dans les Alpes-Maritimes à l'occasion d'une « convention régionale » du FN qui lui a permis, par ailleurs, de présenter l'ensemble des candidats de son parti dans les six départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'ancien maire de Nice justifie sa position : une lettre manuscrite, dix pages, écrite le 15 janvier, à Punta-del-Este, en Uruguay, où il vit en exil depuis septembre 1990. Présentant comme une victime exploitée, le pouvoir socialiste, il dénonce, d'abord, les conditions dans lesquelles il a été condamné, le 1^{er} janvier dernier, à un an de prison pour délit d'ingérence, au cours d'un des derniers procès staliniens, hors la présence de l'accusé, défenseur, devant un tribunal de théâtre politiquement aux ordres (...). Il oppose, ensuite, le silence timoré d'une classe politique, servile par intérêt, à l'attitude de M. Le Pen qui a été le premier à le considérer comme la « victime d'une persécution. Je n'en suis pas surpris, ajoute-t-il, et je reconnais, ici, l'homme tranquille, lucide et coura-

geux dont je m'honore d'être l'ami depuis vingt ans. « Puisque intelligible, vous devez conclure, les Nîçois, les Azuréens, les montagnards des Alpes-Maritimes, qui m'ont toujours soutenu, et qui, je le sais, continueront à m'aimer, ont, pour Jean-Marie Le Pen, l'occasion de prouver, de façon étonnante, le complot socialiste moi est en train d'échouer puisque je gère encore de quelque poids dans la bataille électorale. »

M. Le Pen s'est vivement félicité du soutien de l'homme politique le plus influent de la ville de son département. « Je ne me risquerai, fois, à quantifier le bénéfice électoral qu'il compte en retirer. Parmi les élus du droit du département, la réaction la plus vive a été celle de M. Mouillat, maire (PR) de Cannes, porte-parole de l'UDF, pour qui M. Médecin « a jeté le masque » et « cherche à prendre sa revanche » pratiquant la politique de la terre brûlée. Les Nîçois, a-t-il ajouté, doivent être déçus de voir bruler le Front national de les faire pas à pas laisser manipuler à distance. M. Médecin est parti, abandonnant la ville. Il est mal placé, aujourd'hui,

pour donner, décemment, des consignes de vote crédibles à ses anciens électeurs. M. Bernard Asso, conseiller général (RPR), interprète, lui aussi, le soutien de M. Médecin au FN comme un désir de revanche politique. Celui qui l'on a toujours élu, pendant vingt-cinq ans, pour défendre les intérêts des Nîçois, constate-t-il, a décidé de défendre, aujourd'hui, les intérêts d'un parti, au risque de faire exploser la communauté nîçoise. »

son côté, M. Marine Daugreilh, député (RPR) Alpes-Maritimes, juge « assez drôle de voir ceux qui, en 1989, traitaient Jacques Médecin de Duce, se précipiter maintenant de « aide électorale » à considérer la liste de M. Le Pen. « Celle d'un homme blessé, désespéré », M. Daugreilh s'étonne, par ailleurs, la place « non éligible » réservée sur sa liste, par M. Le Pen, la fille aînée de M. Médecin, M. Marine Catnach, âgée de trente-six ans. Ce qui « prouve » le FN utilise le nom de M. Médecin, façon honteuse. A son sujet, M. Le Pen a indiqué qu'il prenait, ainsi, le parti « de faire passer la moitié de la liste... »

PORTE

Abjurez !

« Si vous voulez Français, a dit, en effet, en parlant de la liste de M. Le Pen, « abjurer votre nationalité d'origine. » Pour lui, le FN devait prendre la forme, devant un tribunal, d'une « affaire officielle de la part de M. Médecin affirmé que, « en M. Médecin, il devenait Français automatiquement, sans savoir, ni le vouloir. »

Jusqu'à présent, l'abjuration n'était conçue que comme la renonciation publique et solennelle à une religion ou à une opinion, mettrait l'abjuration. « Si vous voulez Français, a dit, en effet, en parlant de la liste de M. Le Pen, « abjurer votre nationalité d'origine. » Pour lui, le FN devait prendre la forme, devant un tribunal, d'une « affaire officielle de la part de M. Médecin affirmé que, « en M. Médecin, il devenait Français automatiquement, sans savoir, ni le vouloir. »

Deux cantonales partielles

NORD : canton de Quesnoy-sur-Deûle (2^e tour). Inscr. : 22 304 ; vot. : 12 001 ; abst. : 46,19 % ; suffr. expr. : 4 228. MM. Henri Segard, div. d. m. de Comines, 9 411 voix (99,81 %) ; ELU ; Crochet, FN, 17 (0,18 %).

(Cette partielle était rendue nécessaire par le décès de Jacques Housin (RPR), député non inscrit. Le candidat du Front national, M. Nicolas Crochet, avait été élu au premier tour de scrutin, le 27 janvier 1991, à la place de M. Segard (div. d. m. de Comines). Le Front national avait obtenu 17 voix (0,18 %) et M. Segard, 9 411 voix (99,81 %).

Les résultats du premier tour des cantonales : Inscr. : 22 304 ; vot. : 12 001 ; abst. : 46,19 % ; suffr. expr. : 4 228. MM. Segard, 5 359 voix (44,39 %) ; Nicolas Crochet, FN, 17 (0,18 %). Jean-Jacques Lefebvre, Verts, 1 (0,02 %). Roger Buisson, PC, 1 (0,02 %). De Comines, 1 385 (10,81 %). Didier Fira, PS, cons. mun. de Pâreschies, 1 286 (10,65 %). Marcel Honore, RPR, 1 026 (8,49 %). En 1988, Jacques Housin avait été réélu au premier tour, avec 7 020 voix (62,97 %) contre 2 497 (22,39 %) à M. Crochet. M. Honore, PC, a été élu au premier tour, avec 1 026 voix (9,21 %) contre 1 026 (9,21 %) à M. Crochet. M. Honore, PC, a été élu au premier tour, avec 1 026 voix (9,21 %) contre 1 026 (9,21 %) à M. Crochet.


BAS-RHIN : canton de Bischwiller (2^e tour). Inscr. : 27 551 ; vot. : 14 131 ; abst. : 48,70 % ; suffr. expr. : 13 275. MM. Louis Becker, UDF-CDS, 7 705 voix (58,04 %) ; ELU ; Jean-Luc Hirtler, RPR, m. de Bischwiller, 5 570 (41,95 %).

(Ce siège était vacant depuis le décès de Paul Bauer, sénateur RPR, décédé le 3 novembre dernier, réélu à l'UDF. Bien qu'arrivé en tête au premier tour, M. Jean-Luc Hirtler (RPR), du chef-lieu a été battu par le CDS, M. Louis Becker qui s'était malheureusement mal placé les précédents. Pour ce tour, l'UDF, la participation a été de 41,95 %.

Les résultats du premier tour des cantonales : Inscr. : 27 551 ; vot. : 14 131 ; abst. : 48,70 % ; suffr. expr. : 13 275. MM. Hirtler, 3 751 voix (25,33 %) ; Becker, 7 705 (58,04 %) ; François Schult, FN, 2 132 (14,39 %) ; Denis Hommel, GE, m. de Offenfort, 1 112 (8,27 %). M. Metz, PS, 987 (7,44 %). Spiller, ext. d. r. g., anc. dép., 1 178 (7,95 %). Patrick Hirtler, div. d. m. de Colas, PC, 76 (0,57 %). Paul Kuss, anc. dép., 757 (5,69 %). M. Metz, PS, 987 (7,44 %). Spiller, ext. d. r. g., anc. dép., 1 178 (7,95 %). Patrick Hirtler, div. d. m. de Colas, PC, 76 (0,57 %). Paul Kuss, anc. dép., 757 (5,69 %). M. Metz, PS, 987 (7,44 %). Spiller, ext. d. r. g., anc. dép., 1 178 (7,95 %). Patrick Hirtler, div. d. m. de Colas, PC, 76 (0,57 %). Paul Kuss, anc. dép., 757 (5,69 %).

LIBRE

LE LIVRE DIFFÉRENT D'UN HOMME POLITIQUE DIFFÉRENT.



Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

Une certaine idée de la République m'amène à...

ALBIN MICHEL

M. Michel M. Le Pen. « Je n'aime pas l'insulte, ce n'est pas mon registre. Mais il faut tout de même savoir qui est M. Le Pen et s'en souvenir », a affirmé M. Michel Rocard, dimanche 2 février, à 7 sur TF 1. « Il trouve que je suis le premier homme à l'avoir entraîné devant un tribunal et à l'avoir fait condamner pour fraude électorale, dans une élection professionnelle d'huissiers. C'était en 1992. Il est en exil en Algérie, il a torturé il est milliardaire, mais il y a un doute sur les conditions d'acquisition de sa fortune. Il a eu l'OAS comme ami et comme tuteur, et il vient de recevoir le soutien de M. Jacques Médecin dont chacun sait que c'est un repris de justice condamné, lui, pour fraude personnelle », a ajouté l'ancien premier ministre.

Le Pen a répondu : « M. Edmond Hervé (PS), maire de Rennes et député d'Ille-et-Vilaine, a retiré l'autorisation d'utiliser le nom de la Cité devait avoir lieu, ce lundi soir 3 février, un meeting avec le député général du Front national, M. Bruno Mégret. Le maire de Rennes a motivé sa décision de retrait par le fait « qu'il existe de très sérieuses réserves contre l'ordre public ». Une quinzaine d'organisations, dont la fédération départementale du Parti socialiste, avaient demandé l'interdiction de la réunion. (Corresp.)

M. Antoine Waechter : pas de course au pouvoir

Invité de « L'heure vérité », dimanche 2 février, sur Antenne 2, M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, a affirmé qu'il n'est « pas nécessaire d'avoir une majorité absolue pour gouverner une région ». « Il n'est pas question pour moi de diluer dans quelque majorité », soit si c'est pour faire des compromis sur ce que nous voulons faire. Toute la force de notre démarche réside là. C'est de privilégier les convictions sur une espèce de pouvoir. Le pouvoir n'est pas une fin en soi, il permet de peser sur la réalité des choses. »

A 7 sur 7

M. Rocard : « Pas de politique digne sans une forte référence éthique »

Pour la première fois depuis le départ de l'hôtel Matignon, M. Michel Rocard est intervenu à la télévision, dimanche 2 février, au cours de l'émission « 7 sur 7 ». Il a souligné : « L'élection présidentielle est en principe dans plus de deux semaines. C'est loin. Personne n'est sûr de savoir ce qui se passera. Je ne suis pas chargé de dire ce que je pense et de faire des propositions au Parti socialiste. » Il a aussi souligné qu'il n'y avait pas de « politique digne si elle n'a pas d'abord une forte référence morale, éthique et, sur ce point, depuis longtemps, il y a des malaises dans la société française », ajoutant que la justice n'avait « réussi jusqu'à présent à incriminer, à enrichissement personnel, quatre personnes, MM. Médecin, Farran, Nuclé, Boucheron » alors « nous avons un corps parlementaire (...) qui frise les mille (...). Quatre, il n'y a pas de déshonneur ». Sur le sujet il a conclu « la justice se doit elle-même de témoigner. Français de sa totale impartialité politique. Je suis sûr que cela viendra. »

L'ancien premier ministre a pris au long son intervention distances avec l'action de la sécurité sociale, faisant aussi remarquer que la politique de décentralisation avait été lancée dès novembre 1981 qu'elle impliquait « une extrême attention dans les négociations avec le personnel concerné ». Il a d'ailleurs commencé sa prestation en déclarant : « J'ai un seul objectif : je voudrais l'assurer de ma solidarité politique. Reste que j'avais appris à faire marcher Matignon et j'ai des jugements critiques ici ou là. »

ESPACE EUROPEEN

Lune de miel entre le Portugal et la Communauté

Lisbonne a su profiter de la manne venue de Bruxelles et entend bien rappeler à ses partenaires leur « devoir de solidarité »

Le Portugal assume la présidence de la Communauté du 1^{er} janvier au 30 juin. Il prend son rôle très au sérieux, d'autant qu'il a su profiter de la manne communautaire. Toutefois la croissance économique n'a pas permis de mettre fin aux inégalités (lire page 14 l'article de notre correspondant).

LISBONNE

de notre envoyé spécial

AVANT la fin de l'année, l'escudo aura changé de mécanisme de change du système monétaire européen (SME). D'ailleurs, depuis un mois, sommes de facto dans le système. Ce pronostic, qui volait quelques jours à Lisbonne, un des plus illustres banquiers portugais, même s'il n'est qu'à moitié sérieux, en dit long sur la confiance manifestée par les milieux dirigeants quant aux facultés de développement de leur pays. Et cette aptitude au progrès, un confinement des performances économiques des dernières années, l'attribuent, pour une large part, à leur adhésion à la Communauté, le 1^{er} janvier 1986. « Le bon événement, le bon moment », comme on aime à le dire, « dans les localités les plus éloignées, en raison de l'impact des fonds structurels, les gens ont un lien clair avec l'Union européenne de leurs conditions de vie et leurs aspirations », confirme Manuel Mota, le secrétaire d'État à la planification et au développement régional.

Bref, sur les bords du Tage, la Communauté est populaire, et les Portugais entendent en France, à pro-

pos des relations avec l'Europe de l'Est, « le rôle de l'argent qui remplacerait le rideau de fer » qui sépare l'Est de l'Occident. La Communauté, dont les membres sont limités, n'a rien d'un club à invitation. Lorsque nécessaire, il y a des ans, la misère, presque la famine, régnait dans la région de Setúbal — où, aujourd'hui, Ford Volkswagen s'apprête à produire des voitures qui concurrenceront la Renault Espace — dans l'Alentejo, dans le Nord. Le développement est impressionnant et il faut largement l'imputer à l'effort de la Communauté accompli par la CEE au profit du Portugal comme dans toutes les « périphéries » de l'Europe des Douze, même si certains d'entre eux, telle la Grèce, n'ont pas su en tirer profit.

Priorité à la « cohésion interne »

Cet effort est loin d'être achevé, les Douze s'apprêtent, durant le semestre de la présidence portugaise, à engager la Communauté à consacrer, au cours de la période quinquennale 1993-1997, à l'équipement et à la modernisation des infrastructures d'entre eux. Une mise à niveau qui sera plus importante que la perspective de l'union économique et monétaire (UEM). Aussi, les gouvernements de l'Europe périphérique se suivent et se ressemblent, ils ont tous une grande attention ce thème de la « cohésion économique et sociale », comme on aime à le dire, « l'Union européenne rappelle à l'ordre les partenaires de l'Europe du Nord s'ils tentaient de se retrancher à leur « devoir de solidarité ». « Il y a une responsabilité indiscutable de la Communauté vis-à-vis de l'Europe de l'Est, mais il ne peut pas y avoir de Communauté sans cohé-

sion interne. C'est cela la grande question politique du moment », résume M. Mota.

L'essor qu'il s'agit de consolider est indéniable, même s'il est diffus moins qu'il ne le serait souhaitable au sein de la population : la croissance continue à être supérieure à celle de la CEE, le chômage limité, l'inflation, contre laquelle la lutte se poursuit avec détermination, a déjà été sensiblement réduite. La balance des paiements demeure en équilibre, ce qui est une performance appréciable compte tenu du niveau encore élevé de la hausse des prix et de la surévaluation de l'escudo. « Ces résultats témoignent de l'efficacité de la Communauté », dit-il. « La compétitivité n'est pas uniquement une affaire d'inflation ou de change. Ils ont été acquis alors que nous avons demandé à nos clients importants, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France d'être en peine de vitesse à l'égard du ralentissement de l'activité. Mais, en 1991, en dépit de son environnement relativement peu favorable, nous avons gagné des parts sur le marché de l'Espagne, l'Allemagne », observe M. Tavares Moreira, directeur de la Banque du Portugal.

L'objectif du gouvernement est de faire passer l'inflation — supérieure à 10 % aujourd'hui — à deux points en 1992. Faute de pouvoir recourir davantage à la politique monétaire, déjà utilisée au-delà du raisonnable (les taux d'intérêt bancaires situés facilement au-dessus de 22-23 %), il se doit de porter son effort sur la réduction du déficit des finances publiques. La volonté des pouvoirs publics, selon le gouverneur de la Banque nationale, est de le ramener à 6 % du PIB en 1991 à 4 % en 1992.

La poursuite active du programme de privatisation facilite sans doute cette politique de désinflation. Mais, d'un autre côté, dernière ne peut que peser sur les salaires (qui, dit-on, ont augmenté en moyenne de 14 % en 1991, reflétant ainsi la pénurie de main-d'œuvre qualifiée) et ralentir la réforme des structures qui doit être achevée : l'agriculture représente 20 % de la production active, le déficit en logements, qui contribue au maintien de bidonvilles dans les banlieues de Lisbonne et de Porto, le deuxième ville à demeurer sign.

Afflux d'investissements étrangers

Déclatation de la croissance, pression sur les salaires, structures archaïques : le Portugal qui n'en est pas pour autant atteint par la morosité. Son image d'élève appliqué de la classe européenne le sert, et il le sait. Les investissements étrangers, c'est-à-dire ceux qui proviennent de l'étranger, affluent, contribuant à la croissance et, plus précieusement encore, à la diversification de la production. Au siège de l'Association industrielle portugaise, on ne s'inquiète pas de la mesure de la perspective de la mise en place du marché unique de 1993, mais, revanche, s'y félicite de « la réussite remarquable » obtenue, en grande partie grâce aux investissements étrangers, dans des secteurs comme les composants automobiles et électroniques.

L'intervention omniprésente des fonds structurels européens (8 milliards d'écus, soit 36 milliards de francs depuis la période de pré-adhésion jusqu'à la fin de 1993, principalement orientés vers la modernisation ou tout simplement la création des principales infra-

structures), a contribué à attirer les investisseurs étrangers et donc à les attirer. Le gouvernement entend que cette action de promotion d'accompagnement accomplie par la Communauté soit poursuivie et amplifiée. A Maastricht, les Douze ont pris des engagements dans ce qu'il va falloir maintenant confirmer. Ce sont un des principaux points de ce fameux « paquet Delors II », les propositions de la Commission européenne sur les finances de la Communauté au cours des cinq années à venir qui doivent être présentées aux Douze le 15 février.

Outre la création d'un fonds de cohésion, la Commission envisageait de doubler, au cours de la période à venir, les crédits affectés aux fonds structurels. Il y a de quoi faire rêver M. Mota et ses équipes, qui parlent déjà d'« éligibilité élargie » aux investissements de santé, d'éducation, d'habitat, d'agriculture, d'augmentation des taux d'intervention de la CEE. Dans les provinces, les missions de coordination régionales,

qui s'efforcent de répartir la manne communautaire avec le concours des municipalités, affilient leurs efforts. Le développement a changé, ou du moins les espoirs qu'il suscite. A Évora, capitale de l'Alentejo, hier province de latifundia et de misère, « province rouge » où le Parti communiste tient la majorité des municipalités, le président de la commission de coordination régionale, M. Antonio Carmelo Aires, évoque la nécessité d'une meilleure valorisation de la production agricole (se félicitant au passage des investissements entrepris par le groupe français Roussel), mais il met surtout l'accent sur le développement durable, un développement écologiquement protégé. « Ici, le tourisme de masse n'a pas percé, nous ne tenons pas à ce qu'il percé. »

L'Algarve, une proche « bétonnée », ne constitue évidemment pas le meilleur exemple de découverte, de chasse, d'avenir, essentielles. Pourquoi pas ?

PHILIPPE LEMAITRE

LE MONDE diplomatique

Février 1992

- EUROPE DE L'EST : Quel type de plan Marshall ? par Bernard Cassen. — La Pologne change de cap, par David Warszawski.
- ÉCONOMIE INTERNATIONALE : Alarques globales, mondialisme aveuglement, par Jacques Decornoy. — Sur les ruines du GATT, d'impitoyables conflits d'intérêt, par Frédéric F. Clairmonte.
- VILLES : Guerriers de la paix dans l'enfer new-yorkais, par Ingrid Carlander.
- JEUX OLYMPIQUES D'ALBERTVILLE : Les comptes de la mascotte, par Christian de Brie.
- AMÉRIQUE LATINE : El Salvador sur une guerre oubliée, par Ignacio Ramonet. — Les réfugiés baléares à l'assaut de l'Amérique, par André Corten. — Quelque part au Brésil : Bebedouro et les oranges ont un parfum de prospérité, par Edouard Bailly.
- PROCHE-ORIENT : L'avenir compromis des Palestiniens, par Paul Kessler et Joseph Parisi.
- THÉÂTRE ET POLITIQUE : Donner la parole aux exclus du langage, par Armand Gatti.

En vente chez votre marchand de journaux - F

Une présidence studieuse

LISBONNE

de notre envoyé spécial

En Europe, l'année avance plus vite que les idées des hommes politiques. C'est son bureau du secrétaire d'État à la Mouture, dans les murs sont jusqu'à maintenant réservés à l'élaboration de la présidence portugaise sans s'enfermer dans les débats des discussions bruxelloises. Visiblement il connaît bien les détails techniques, mais il n'entend pas se laisser envahir par eux. Le premier ministre de l'Est va être nommé par les questions de politique internationale, c'est-à-dire par les relations entre la Communauté et les pays tiers, et le Portugal, malgré sa taille modeste et ses moyens limités, voudrait à la fois être présent à la table des négociations et qu'elle se fasse entendre, à l'instar de la Grande-Bretagne.

Le palais Cova da Moura a vu les premiers dirigeants de la révolution du 25 avril. Aujourd'hui il est en pleine restauration, avec ses murs d'anciennes roses bleues. Il a l'avantage d'être situé à quelques centaines de mètres du Palais des Necessidades, siège du ministère des affaires étrangères, qui est un bâtiment distinct, ce qui donne au secrétaire d'État une certaine autonomie plus que symbolique.

Une période charnière

Vitor Angelo Miranda de Castro, secrétaire d'État depuis la création en novembre 1985, quelques mois avant l'entrée formelle du Portugal dans la Communauté, a quarante-cinq ans, c'est un ecclésiastique qui a fait carrière dans les cabinets ministériels et dans les négociations internationales, plus qu'un homme politique. Son administration — légère — s'appuie sur une direction générale qui suit la commission intergouvernementale, fonctionnant un peu comme le secrétariat général du comité intergouvernemental pour les questions de coopération économique européenne (SGCI), que dirigeait Elisabeth Gulgou avant d'être nommée. Devantant un peu la collaboration propre à la « troika » (1), des représentants britanniques sont venus aider les Portugais dans l'accomplissement de leur tâche présidentielle.

« Nous sommes dans une période charnière entre la dynamique communautaire développée depuis les années 80, qui nous a permis d'atteindre l'Acte unique, et l'avenir qui s'est ouvert à Maastricht, avec le redéploiement des ressources de la Communauté et son élargissement », dit Vitor Martins, qui voudrait, par ailleurs, que la présidence portugaise soit utilisée pour améliorer les relations avec le Sud.

Le gouvernement portugais souhaiterait que la première ordonnance de Douze qui aura lieu à Lisbonne à la fin du premier semestre puisse permettre un dialogue communautaire, qui reste dans les limbes. Les exemples de la Yougoslavie et de la République fédérale de l'ex-URSS ne donnent pas une bonne image de la coopération européenne, même si les États membres de la CEE se sont mis d'accord sur une ligne de conduite envers la réunion de Washington sur l'accès à la CEE. La présidence de Lisbonne qui, en mai, fera le point sur les diverses initiatives dans ce domaine devrait permettre de maintenir une certaine cohésion. Vitor Martins espère en tout cas que les contacts permanents entre la présidence et la Commission éviteront les malentendus donnés.

Le Portugal va, en outre, proposer aux Douze une doctrine commune concernant l'élargissement, au sein d'un groupe de travail constitué par les représentants personnels des ministères des affaires étrangères pour qu'ils puissent échanger de l'avis afin d'engager leur pays. Si ce groupe de travail voit le jour et s'il bien sa tâche, les ordonnances de l'État du gouvernement pour proposer, en juin au sommet de Lisbonne, une vision commune de l'élargissement, de son calendrier, de ses conséquences institutionnelles, et

d'éviter le « statu quo » qui a commencé.

L'autre direction dans laquelle la Communauté doit évoluer est la coopération avec les pays tiers, jusqu'à maintenant la Communauté n'a pas assez pris en compte les problèmes de l'Afrique et de l'Amérique latine et les pays du Nord ont une trop tendance à ramener uniquement en termes de concession commerciale. La présidence de Lisbonne doit être l'occasion de définir les priorités, et de faire passer l'aide à l'Est et au Sud, d'une part, les besoins internes du Douze, d'autre part.

Les dirigeants portugais sont bien placés en effet pour parler d'Europe elle-même et des pays du Sud, et ils veulent que



VITOR MARTINS

des moyens supplémentaires soient consacrés aux régions les plus pauvres de la Communauté, afin de permettre la convergence des politiques, indispensables à l'Union économique et monétaire.

Il préconisent notamment une réforme de la politique agricole commune « ni superficielle ni radicale », pour reprendre leur propre expression, qui leur paraît un grand sens à la mesure. Vitor Martins insiste sur l'importance de ces calendriers : « On ne peut pas attendre

comme avant, que les États acceptent une « troika » à terme, signifiant la disparition de l'agriculture en Europe. Il faut accompagner le rapprochement des prix européens et des prix mondiaux avec des mesures sociales, selon un calendrier approprié.

Le « paquet Delors II »

Le credo libéral du gouvernement portugais ne l'empêche pas de souhaiter une politique industrielle à l'échelle européenne, sinon, dit Vitor Martins, « l'industrie ne peut pas survivre ». L'Est et le Sud, d'une part, les besoins internes du Douze, d'autre part, les dirigeants portugais sont bien placés en effet pour parler d'Europe elle-même et des pays du Sud, et ils veulent que

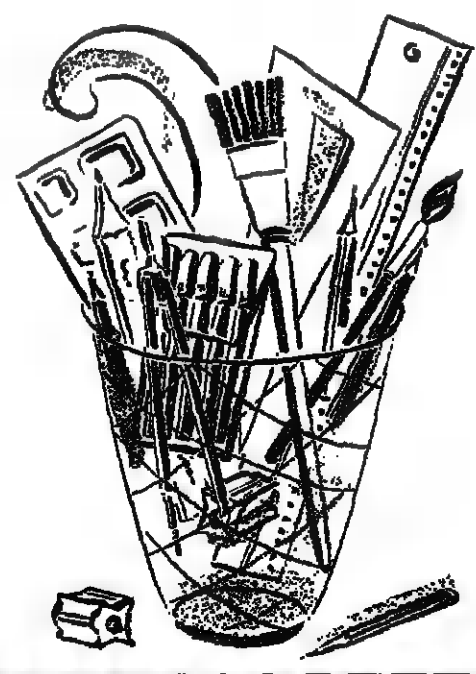
Si les propositions de la Commission sur le paquet Delors II, attendues dans les prochains mois, constituent une base de compromis raisonnable, le gouvernement portugais demandera la convocation d'une réunion intermédiaire entre les réunions traditionnelles de mai et de juin, pour discuter de manière spécifique de ces problèmes.

Tels sont, pendant ces six mois de présidence, les objectifs du Portugal qui, à travers la Grande-Bretagne, regardera traditionnellement à l'« équilibre », mais qui — souligne Vitor Martins — a dans les décisions, prendre des positions plus « européennes » que ses amis de Londres et qui continuera à le faire, parce que Lisbonne ne cesse depuis de se féliciter d'avoir rejoint la Communauté.

DANIEL VERNET

(1) La « troika » est composée des représentants du pays exerçant la présidence, de celui qui l'a précédée et celui qui la suivra. La Grande-Bretagne exercera la présidence au second semestre 1992.

Les fabricants de stylos, gommes, règles, ciseaux, colle, perroquets, pinceaux, aquarelles, crayons de couleurs, agrafeuses, cutters et compas ont le regret de vous annoncer la naissance de...



ESPACE EUROPEEN

REVUE DE PRESSE

L'Europe face au désarmement et à ses « affaires »

Shocking? La Grande-Bretagne, le feu sur sa marine. Après le discours de MM. Eltsine et Bush, « il est temps de penser l'impensable », écrit, dans le *Guardian*, M. William Wallace, un chercheur à Oxford. « La Grande-Bretagne a-t-elle besoin d'une force dissuasion nucléaire indépendante? » La plupart des experts, en faveur d'une dissuasion britannique.

« Maintenir la dissuasion »

Le *Times*, conservateur, est moins offensé. « Les coupes drastiques dans les dépenses militaires annoncées au parlement par George Bush et Eltsine appellent une réponse plus imaginative que celle qu'elles ont reçue à Londres », estime le quotidien. Avant de proposer « d'égaler le nombre des têtes nucléaires [britanniques] à leur niveau actuel afin de maintenir la dissuasion » tout en évitant la répréhensible augmentation de la capacité de frappe à l'heure où les États-Unis et la France réduisent drastiquement les leurs.

Le *Financial Times* rappelle que les « responsables à l'ONU et à l'OTAN ont parfaitement le droit de discuter la poursuite des armements, si elle continue à la vitesse actuelle, elle conduira peu un point où les arsenaux français et britanniques auront un élément qui affectera les décisions américaines et russes ». Et le *FT* propose, à l'aveu « peut-être suggéré par François Mitterrand », la France et la Grande-Bretagne de travailler ensemble dans le domaine nucléaire et au service de l'Europe.

Inquiétudes espagnoles

Il y a d'autres débats, de moindre hauteur, qui prennent des dimensions européennes. Les hommes politiques s'en sentent moins seuls. « En Espagne, par exemple, les expulsions de M. Bossa, le général (belge) aux réfugiés, a suscité d'innombrables réactions », écrit le *Libre Belgique*. Le quotidien bruxellois que, « s'il a pris le risque de proposer aussi musclé, c'est peut-être pour ouvrir la porte à la classe politique plus agressive ». L'ajoute : « L'aveuglement de nos dirigeants et l'autoritarisme de nos dirigeants ont pointé la vue sur tous pour qui les droits de l'homme ne sont pas un sens qui peuvent paraître ».

La presse espagnole s'inquiète de sa part dans « affaires ». Et elle souligne longuement la corruption politique et la corruption économique. Le Parti socialiste ouvrier espagnol, « il est temps de diagnostiquer », le quotidien madrilène, « les problèmes du concubinage », le plus « politique », l'argent, le renoncement aux prétentions d'impunité pour les puissants ».

J.-B. N.

Le Portugal des oubliés de la croissance

L'entrée dans la Communauté a donné un coup de fouet à l'économie mais n'a pas mis fin aux inégalités sociales

LISBONNE

Les discours officiels ont nourri du miracle économique des cinq dernières années. Le Portugal - celui des oubliés de la croissance - a fait grand absent. Et si le premier ministre, M. Cavaco Silva, plaie à répéter qu'il a résolument opposé à une Europe à deux vitesses, les adversaires politiques lui reprochent, au nom de sa philosophie libérale, de ne pas avoir fait du Portugal à deux vitesses.

Des avertissements ont été divers horizons pour dénoncer le laisser-faire du gouvernement, qui se traduit par un décalage des salaires sociaux dans la société ou 55 % de la richesse nationale détenue par 5 % de la population. L'évêque de Setúbal, Mgr Manuel Martins, a dénoncé l'aggravation de la pauvreté et stigmatisé l'indifférence des pouvoirs publics. Dans le discours du Nouvel An, le président Mário Soares n'a pas plus râché sur le sujet. Évoquant le « bas niveau de vie d'une partie significative des Portugais », il a souligné les risques d'une « société dualisée », avec, d'un côté, une « richesse matérielle choquante qui, de façon récurrente, se traduit par une pauvreté matérielle choquante », et, de l'autre, une « pauvreté matérielle choquante, qui se cache honteusement ».

L'explosion de la consommation

Les statistiques ne démentent pas les propos présidentiels. Certes le Portugal a connu cinq années euphoriques consécutives à son entrée, en 1986, dans la CEE sous l'impulsion d'un gouvernement socialiste conduit par Mario Soares. La manne communautaire, qui en 1986 représentait 1 % du PIB,

atteindra l'année prochaine 4,3 %. Le taux de croissance a oscillé entre 4 % et 4,5 %, avec un taux de chômage à l'ordre de 4 %, correspondant à une situation de quasi-plein-emploi.

L'ensemble, le niveau de vie des familles s'est amélioré. Mais une enquête de l'Institut national de la statistique (INS), le revenu annuel des familles a passé de 1986-1991 à 1989-1990 de 244 643 (9 000 francs) à 277 664 escudos (50 000 francs), ce qui représente une augmentation en termes réels de 21 %. La consommation a en pleine expansion et continue de croître à un rythme élevé. Mais la demande se porte essentiellement sur les biens importés. L'excédent précoce de la balance commerciale, qui aux onze premiers mois de 1991 s'est accru de 11 %, a été annulé par une augmentation des importations de 5,9 %, alors que les exportations restent quasiment stagnantes (+ 0,7 %).

En matière d'emploi, la courbe s'est inversée, avec une hausse de 1,6 % des chômeurs au dernier trimestre de 1991. Plus inquiétant : la situation s'aggrave dans les secteurs les plus vulnérables de l'économie : le textile (- 8,2 %), la construction (+ 4,2 %) et l'agriculture (+ 11 %).

Les salaires, parmi les plus bas d'Europe. En 1991, le salaire minimum dans l'industrie et l'agriculture a été fixé à 40 100 escudos (1 580 francs) et concerne 15,6 % des salariés, les autres 8 % ont une rémunération inférieure à ce seuil, notamment les personnels de maison, dont le minimum mensuel a été fixé à 33 500 escudos (1 300 francs). Le salaire moyen mensuel s'établit à 71 050 escudos (environ 2 800 francs), ce qui touche 51,3 % des salariés.

Si l'inflation a marqué un ralentissement en 1991, avec 11,4 % con-

tre 13,6 % en 1990, elle demeure encore largement supérieure à la moyenne communautaire (4,8 %). Le gouvernement a mis la lutte contre l'inflation au premier rang de ses priorités et a annoncé que, pour 1992, elle devra se situer aux alentours de 9 %. Il tente de faire accepter par les partenaires sociaux une discipline rigoureuse, notamment dans la fonction publique. Mais les grands succès, compte tenu de l'hostilité des syndicats, qui refusent l'amputation du pouvoir d'achat et de passer à l'action.

Une protection minimale

Pour la protection sociale, le Portugal est largement à la traîne derrière les partenaires. Le régime de retraite minimum, puisque en 1991 la pension minimale du régime général était fixée à 20 000 escudos (785 francs) pour les travailleurs agricoles. Les allocations familiales s'élevaient à 14 400 escudos (565 francs) par mois.

La durée hebdomadaire du travail est la plus élevée d'Europe (quarante-quatre heures) et le nombre d'accidents du travail se situe, largement au-dessus de la moyenne communautaire (environ 600 000 par an). Autre plaie : la société portugaise est objet d'une vive controverse entre syndicats et gouvernement : un travail des enfants, phénomène officiellement reconnu, puisque le ministère de l'emploi de la sécurité sociale a estimé à 15 000 le nombre d'enfants âgés de dix à quatorze ans au travail, fournissant à leurs employeurs une main-d'œuvre docile, fiable et corvéable à merci et sous-payée.

Selon d'autres estimations, notamment un rapport de l'Association internationale anti-esclavagiste qui devrait être soumis à l'ONU, il

aurait été réalisé 130 000 enfants de moins de quinze ans au travail, essentiellement dans le Nord, mais aussi dans l'Algarve, dans les petites entreprises du textile et de la confection, mais aussi dans l'hôtellerie, la restauration et dans la rue, avec les petits guides, quand ce n'est pas de la drogue. L'Organisation internationale du travail (OIT) a attiré l'attention sur les conséquences de ce phénomène (notamment l'absentéisme scolaire). Le Portugal a la pourcentage le plus élevé de suicides, 20,3 %, sur le triple environ de la moyenne communautaire (6,3 %).

Le gouvernement a affirmé le ministre de l'emploi et de la sécurité sociale, M. Silva Penada, « une volonté politique » de résoudre ce problème et, en novembre dernier, il s'est engagé à passer à seize ans l'âge minimum pour l'entrée sur le marché du travail, ce qui sera la présente législature. Mais le Portugal a toujours refusé la ratification du traité international du travail (BIT) fixant à quinze ans l'âge minimum d'accès au premier emploi, qui dans la législation portugaise est toujours fixé à quatorze ans.

Dans le domaine de la santé, l'habitat, les transports, les infrastructures, les hôpitaux, trop peu nombreux et mal équipés, des infrastructures vieillissantes, les ferroviaires, des de transport urbains, totalement saturés par rapport aux besoins croissants.

Le problème du logement est loin d'être résolu. 250 000 personnes, essentiellement des immigrés clandestins, des anciennes colonies portugaises d'Afrique, vivent dans des bidonvilles en plein Lisbonne. Un plan de réorption de cet habitat a été mis en œuvre, mais bien des expulsions, locataires ou font solution de logement.

adapté. Les logements sociaux ne répondent pas à la demande. Les salaires restent faibles, la propriété demeure exorbitante pour les moyens. Les prix au détail s'envolent et le coût du crédit (20 % en 1991). Résultat : la chute de 30 % en 1991 du nombre de logements neufs.

Le son projet de budget 1992, le gouvernement a fait de l'éducation, de la santé et des transports ses priorités : les dépenses augmentent respectivement de 11 %, 17,7 % et 22 %. Mais si les adversaires du gouvernement prennent le confort consenti, ils s'inquiètent de l'augmentation des impôts qui se profile à l'horizon. Les contributions, un accroissement de 25,3 % des recettes au général et de 27,4 % de la fiscalité indirecte, dans le cadre d'une haute surveillance.

Mobilisation syndicale

Le relèvement de 0,5 % du taux de TVA prévu dans le budget 1992 de 4 000 produits, à traduire, selon les experts, par une ponction de 2,5 points du pouvoir d'achat.

Les syndicats ont déjà appelé leurs troupes à se mobiliser. Des grèves, notamment dans la fonction publique, sont prévues en février. Les fonctionnaires des services manifestent en distribuant des tracts rédigés en langues devant le centre de Belém, siège de la nouvelle présidence de la CEE. Une manière de rappeler au gouvernement qu'il n'est pas à l'abri d'une révolte sociale. Un mouvement où il aura besoin de toutes ses énergies pour régler les dossiers chauds, internationaux ou européens.

ALICE ILICIE

Tribune européenne

Feu la doctrine nucléaire gaulliste

par Peter Jenkins

« INTERESSANT » : la réaction des milieux britanniques à la démarche du président Mitterrand à propos de la doctrine nucléaire française, si démarche il y eut. « Intéressant » : le choix de ce mot, une façon diplomatique et polie de décrire un développement qui suivra qui se demande toutefois d'action immédiate. Après tout, le président s'est contenté de poser une question rhétorique : quant que seulement deux des membres de la Communauté européenne possédaient des armes nucléaires, il a médité sur le fait qu'il n'est pas possible de concevoir une doctrine européenne et a prédit que cette question deviendrait très vite une des questions majeures de la construction d'une Europe européenne.

On y a vu à Londres le signe la plus tangible jamais donné d'un éloignement vis-à-vis de l'orthodoxie gaulliste en matière nucléaire ; on a vu ces propos mitterrandiens signaler que la France intellectuelle actuelle n'est plus la France de l'après-guerre froide avait reçu l'imprimatur de l'Élysée.

Aux yeux des Britanniques, il y a eu une rupture typique, la part de la France, ce qui soit le niveau de généralité, en matière de questions difficiles et spécifiques, les questions britanniques et le Parle-

ment ne manqueraient pas d'insister d'embellir. Pour toutes raisons, ces déclarations ont été accueillies positivement à Londres, un signe supplémentaire - après le virage à propos - traité de non-prolifération - que les conceptions françaises sur les armes nucléaires évoluaient dans la bonne direction.

La fin d'une contradiction

Au moins, si la France pensait la contradiction flagrante entre l'enthousiasme français pour une défense européenne, qui aurait dû se situer au sein de la Communauté, une doctrine stratégique à préstratégie qui se centrait entièrement sur la sécurité de la France et de ses voisins et alliés. Par contraste, la doctrine de la réponse française mise en avant par l'OTAN, qui elle-même est étroitement calculée la stratégie britannique, était faite pour rendre crédible la doctrine de dissuasion de l'Alliance aux yeux de ses membres non nucléaires.

En plus, si la France pensait sérieusement à une politique étrangère, si elle était prête à engager ses forces dans des structures européennes adéquates, comment les forces nucléaires auraient-elles pu simplement une affaire purement nationale conformément à la doctrine gaulliste classique ? Le rôle assigné aux systèmes préstratégiques - Pluton, Hades, charges des Mirage 2000 et des Super-Étendard - n'était compatible avec aucun modèle de défense européenne collective. Leur portée les empêchait de délivrer le « dernier avertissement » à l'adversaire russe, de même que le concept de coup préstratégique n'avait pas de sens pour une doctrine du genre de celle qui pouvait émaner de l'Afrique ou du Proche-Orient.

Plus généralement, la doctrine nucléaire de la France et l'organisation de ses forces au dehors de

l'OTAN ont toujours paru contradictoires aux Britanniques, qui les voyaient plus comme une réponse gaulliste au grand traumatisme de 1940 et comme une tentative d'unifier le peuple français autour d'un concept d'indépendance nationale que comme un moyen de donner des réponses rationnelles à des scénarios de guerre froide. Les craintes allemandes se sont accrues les victimes d'un coup préstratégique avaient déjà creusé une brèche dans la définition « d'intérêts vitaux » au-delà des frontières de service des alliés.

Aujourd'hui, avec la fin de la guerre froide et l'unité allemande, toute la doctrine française apparaît obsolète, tandis que la guerre du Golfe a montré l'insuffisance des structures militaires pour un déploiement rapide « hors zone », qui devrait être l'élément central d'une capacité militaire européenne.

Une coopération plus facile

La politique nucléaire française abandonne effectivement le concept de « unique préstratégie conduisant rapidement à la mise en œuvre complète de la force » et se transforme en force plus flexible. Elle pourrait rendre la coopération franco-britannique plus facile pour la fabrication d'un missile sous-marin d'une portée de 1 000 kilomètres (ASMP). Mais de toute évidence, une force nucléaire européenne - c'est cela que M. Mitterrand a en tête - attendra le jour encore lointain où l'Union européenne méritera un nom.

Entre-temps, les Britanniques souhaitent ne rien faire qui puisse entraîner le désengagement américain de l'Europe, tandis que la diplomatie française est soupçonnée, quelles que soient ses intentions proclamées, de viser justement cela. « Européenisme » : les intentions actuelles de l'OTAN qui ont leurs preuves, avec l'aide de l'UEO, semble plutôt à la prolifération de struc-

tures parallèles et largement symboliques comme le corps d'armée franco-allemand, voire le corps d'armée européen, créés par M. Mitterrand et M. Kohl.

L'insistance de la France à agir multilatéralement en dehors des structures existantes de la sécurité collective européenne, à la fois par la phobie gaulliste de l'hégémonie américaine survit encore à la guerre froide. Entraîner les Allemands dans cette direction ne paraît pas être le meilleur moyen pour contenir la puissance potentielle de la nouvelle Allemagne, qui soit l'objectif de la France ; soit démarche.

le risque de la République française sur l'hégémonie indésirable sur le continent qui serait le résultat de l'éparpillement de la volonté des efforts occidentaux.

Cependant, c'est à la France de comprendre la diminution de son rôle dans l'environnement international par la fin de la guerre froide et l'unification allemande. C'est pourquoi il est bienvenu que les axiomes fondamentaux de la politique française de sécurité soient enfin révisés.

Peter Jenkins est éditeur en chef du journal britannique *The Independent*.

Avec l'Europe qui exporte, il y a l'ESCE.

PALMARES DU MOCI

Monteur du Commerce International du 11 mars 1991

1^{er} (Classement des écoles 100% International)

SAIATRE

JEUNES DIPLOMÉS

L'Expansion du 21 mars 1991

ESCE : 1^{er} (Salaires annuels brut net)

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

SAIATRE

- École Supérieure du Commerce Extérieur
- Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État
- 1^{er} classement d'études dans 10 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)
- Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs)
- Concours nationaux les 9 et 10 avril 1991 : banque d'épreuves communes S.E.S.A.M.E.

esce
l'école-référence
des exportateurs

63, rue Ampère 75017 Paris

TEL : (1) 47 55 42 77 37 - 3617 0000 ECO1

L'ANGLAIS A OXFORD

OXFORD
ENGLISH
O.I.S.E.

182 rue Lécourbe

75015 Paris

tel (1) 42 50 00 70

Lignes 17518

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

- linguistiques en Angleterre et Allemagne pour lycéens - collégiens - adultes
- professeurs britanniques
- Un enseignement adapté aux besoins de l'élève
- stages à l'époque de l'année pour l'élève
- Hébergement en famille
- Voyages accompagnés

Nous serons
si nous pa

FOLIE

REPRISE DE LA
MICRO ORDINATEUR

ESPACE EUROPEEN

« Nous serons des Allemands à part entière si nous parvenons à assumer notre passé »

nous déclare le pasteur Gauck, chef de l'administration chargée des archives de la Stasi

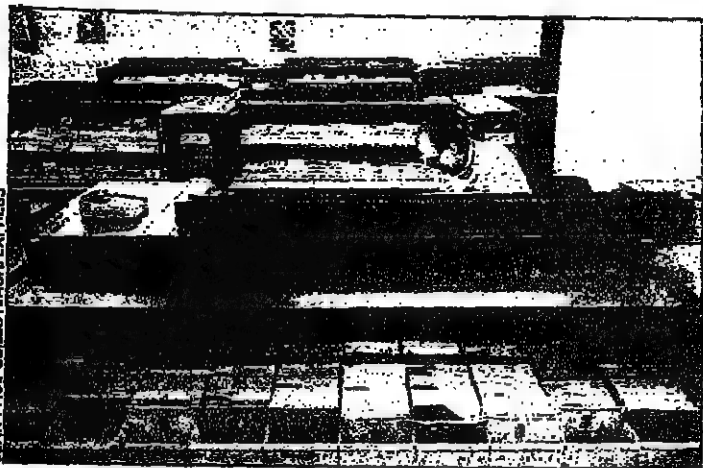
BERLIN

de notre correspondant

Il aurait pu retourner à ses outils dans sa ville de Rostock, avec la reconnaissance de ses concitoyens. Mais le pasteur Joachim Gauck, après avoir été la politique comme chef de l'administration chargée des archives de la Stasi, a abandonné la révolution allemande et n'importe quelles mains. Elu député, à quarante-neuf ans, dans le premier et dernier Parlement démocratiquement élu de la RDA, en mars 1990, il incarne l'allemande pragmatique et ancienne moult d'opposants au régime. Il est pour une réunification rapide. C'est le compromis qui pour s'occuper de la commission parlementaire chargée de surveiller la dissolution de la Stasi, puis - après l'unité - pour prendre la tête du nouveau parti de l'Est pour gérer les archives de l'ancien régime politique.

Les archives sont un terrain de poudre; il fallait, pour s'en saisir, un homme politique de l'Est qu'on ne puisse soupçonner de partialité. Les archives de la Stasi, en outre, la Stasi, Joachim Gauck la connaît. Après la guerre, son père a été kidnappé par les hommes du main du parti et envoyé en Sibérie. Et comme pasteur, chargé des jeunes, il lui a fallu plus d'une fois rompre des lances avec la police du régime.

Convaincu des bénéfices de la transparence pour la conversion de la société démocratique à la démocratie, il s'est battu avec succès pour une loi permettant l'ouverture la plus large possible des archives. Pour cela, il a sa tâche, celle de progressivement à 3 500 personnes. Ce pouvoir lui procure pas que des larmes. A gauche, comme à droite, il a tendance à défendre les



Une des salles d'archivage de la Stasi

connaissances. Accusé de jouer les Robespierres, « l'homme » se veut juge. S'il se investit d'une mission, c'est seulement celle de garantir la transparence publique, à la fois participant à la « libération » de la société.

« Qu'est-ce que change concrètement l'ouverture au public des dossiers de la Stasi ? »

« Jusqu'ici, le public se trouvait devant des portes fermées. On ne pouvait pas non plus entreprendre de recherches historiques sur les rapports entre la direction communiste et l'appareil de sécurité, sur la manière dont la Stasi exerçait son influence sur les médecins, les Églises, etc. »

« Quelles vont être les conséquences ? Une psychanalyse collective ? »

« Quelqu'un comme le psychiatre Hans Joachim Minz le décrirait ainsi : Je n'ai effectivement que la moitié du malade. Il me

important de finir au refoulement collectif.

« Un processus qui ne peut aller sans douleur »

« N'y a-t-il pas un risque pour la société d'être déstabilisée par l'ouverture trop d'elle-même pendant que l'Ouest est là en spectateur ? »

« C'est comme moi. Et, comme je viens de l'Est, je peux dire que je ne suis pas égal. Je ne voudrais pas que ma capacité à façonner le présent, le futur, soit diminuée parce que je refoule mon passé. Je me suis de la part d'un processus de déconstruction, qui l'avantage apparent de faire comme si l'on avait toujours été un bon démocrate occidental en oubliant tout le reste peut à tout moment se transformer en un piège, empêcher d'avoir la confiance en soi nécessaire pour aller de l'avant. C'est naturellement un processus qui ne peut aller sans douleur, sans crises. »

« Pouvez-vous préciser ce que vous attendez ? »

« Je m'attends, par exemple, qu'il y ait de la tristesse, de la honte, de la colère, de la fureur. »

« Est-ce que l'ouverture peut conduire à des procès judiciaires ? »

« Oui, et ce serait souhaitable. Il faut savoir pardonner. Mais il faut aussi que les crimes soient poursuivis par la justice. Quand un médecin a agi contre les intérêts de son patient parce que la Stasi le voulait, il doit être poursuivi; quand un juge a rendu un verdict décidé à l'avance, il doit être poursuivi. Il ne peut plus être juge, mais il doit être inculpé. La paix sociale a besoin du respect de la dignité. Comme elle a besoin du pardon quand il ne s'agit pas d'agissements criminels, elle a besoin d'être poursuivie. »

« Quelle est la limite à partir de laquelle quelqu'un peut être considéré comme coupable ? »

« La plupart des gens sont passibles de poursuites. Beaucoup de choses seront résolues par le dialogue, par des discussions, y compris des discussions très dures. Beaucoup disent qu'ils ont travaillé dans des institutions de la Stasi pour aider les gens. Nous espérons, maintenant qu'ils savent qu'ils peuvent être découverts, que les gens qui ont espionné pour trouver d'eux-mêmes leurs victimes. »

« Que se passe-t-il quand quelqu'un n'a rien fait ? »

« Chaque victime en fera elle-même une opinion. Celui qui n'est pas prêt à regarder en face de manière critique le passé prend le risque de devoir vivre méprisé, isolé. Et ce n'est pas facile. »

« Tous les responsables ne doivent-ils pas avoir un accès à la Stasi ? »

« Certains oui. Beaucoup non. Beaucoup se figurent qu'ils devaient avoir accès à la Stasi. Je ne crois pas que ceux qui le prétendent aujourd'hui le devaient réellement. Dans l'Eglise, il n'y a que peu de gens à avoir des responsabilités. Ils devaient s'arranger pour avoir cette sorte de relations. »

« Toute l'Allemagne porte sur les épaules le poids de la Stasi. Ne risque-t-on pas une déstabilisation ? »

« Il y a ici pour l'avenir un grand problème politique. Il n'est pas acceptable de sévir contre les responsables de la Stasi en les déplaçant des services publics, du Parlement, et de favoriser par comparaison d'anciens membres du comité central, voire du bureau politique de l'ex-Parti communiste. »

« La méfiance des dirigeants »

« On compare la Stasi avec le Gestapo. Est-ce juste ? Il y a un parallèle entre les systèmes de surveillance de la Stasi et ceux du régime nazi, mais il y a aussi des différences. Jürgen Fuchs, qui a travaillé dans la Stasi, a dit qu'il n'a jamais vu d'arrestations comme à Auschwitz. »

« Jürgen Fuchs n'a pas dit que c'était aussi grave qu'Auschwitz; il a dit qu'il y avait quelque chose de différent. Un « Auschwitz de l'âme », ce qui est autre chose. Il pense qu'il y a eu des crimes impunis et qu'il faut faire l'effort de l'oubli. On doit être capable de voir que la monstruosité de la Stasi n'est pas comparable à celle du régime nazi. C'était certes incroyablement plus grande, mais que les possibilités, le nombre de gens, les moyens financiers de la Stasi étaient beaucoup plus importants que ceux du régime nazi. »

COMPRENDRE

L'EUROPE ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA NOUVELLE ARCHITECTURE EUROPEENNE

L'Institut d'études européennes de l'Université de Bruxelles organise le 11 février un colloque sur les problèmes d'un nouvel ordre européen. Parmi les participants, Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, et Anatoli Sobchak, maire de Saint-Petersbourg.

de banque, de la Stasi, à Bruxelles. Renseignements : Institut d'études européennes, 11, rue Van Goyt, 1050 F. E. Tél. 39.8.1050 Bruxelles. Tél. : 39.8.1050

LIVRES

ET REVUES

BONN

OU BERLIN

La revue Documents, dirigée par Joseph Royan, publie un numéro spécial consacré au débat qui a eu lieu au Bundestag, le 20 juin 1991, sur le choix de Bonn ou de Berlin

Le siège du Parlement allemand, c'est-à-dire comme capitale effective de l'Allemagne unifiée. Le débat a occupé plus de cinq pages, mais, plutôt que de donner des extraits des interventions, la rédaction de Documents a judicieusement choisi de publier en extenso les discours les plus significatifs. Ces discours donnent une bonne idée d'une discussion où, à l'instar de Wolfgang Schäuble, ministre de l'Intérieur, il y a eu l'avenir de l'Allemagne.

« Berlin signifie que l'Allemagne d'après l'unité sera du moins en partie différente, plus protestante, plus orientale, plus nombreuse, plus importante (...). Le choix de Berlin est plus nécessaire que jamais pour l'Allemagne, qui implique l'euro-péanisation de la France, les États de l'Europe », écrit Joseph Royan dans la préface.

Documents, Bonn ou Berlin, le 20 juin 1991, n° 50, rue de Laborde, 75001 Paris. Tél. : (1) 43-87-25-80. 48 F.

THE STATE OF THE EUROPEAN COMMUNITY

en langue anglaise, ouvrage collectif qui est un point très complet sur les principaux piliers de la construction européenne. La contribution de spécialistes de plusieurs domaines (sept Européens du Communisme ainsi que des Américains et un Suisse) aux compétences les plus variées (économie, histoire, sciences politiques, sociologie, droit, etc.) en fait un ouvrage de référence. Quatre grands thèmes sont abordés : les aspects institutionnels, le marché intérieur, les principaux aspects de la politique communautaire et les relations extérieures de l'Europe communautaire.

The State of the European Community. Policies, Institutions and Debates in the Twentieth Years. By Leon Berman, Christian Lequeux, Leonard Boudier, Christian Lequeux, Riemer, 1991, 470 pages, 110 francs. Publié au Royaume-Uni : Longman House, 1991, 175 Harlow, Essex CM20 2JE Anglaterra.

Windows Draw.

Le logiciel

qui remplace tout.



Le dessin facile et rapide

MICROGRAFX

FOLIE DOUCE!

Avec KA le service KA plus, ce serait dur de ne pas en profiter

REPRISE DE VOTRE MICRO ORDINATEUR

de 2000 F à 14000 F jusqu'au 27 mars 92

Avec KA le service KA, profitez au maximum de l'opération de reprise la plus folle jamais imaginée dans l'univers de la micro informatique !

Qui ? Vous êtes une entreprise ou un particulier, vous avez un micro ordinateur acheté avant le 30 juin 91 : PC compatible MS-DOS, un terminal ou un micro ordinateur Apple qui correspond plus à vos besoins... A KA d'en profiter !

Combien ? De 2.000 F à 14.000 F jusqu'au 27 mars 1992 ! C'est le prix incroyable auquel nous reprenons votre ancien matériel pour l'achat du Macintosh de votre choix à l'exception des PowerBook 140 et 170.

Le montant de la reprise s'entend H.T. TTC selon que vous êtes, non, assujéti à la T.V.A.

Comment ? Vite ! Pour être sûr d'être servi parmi les premiers, pour savoir plus sur la valeur de reprise de votre ancien matériel, sur le service KA et sur les possibilités de transférer vos données sur votre prochain Macintosh... n'attendez pas : appelez dès maintenant au 47.23.72.00.

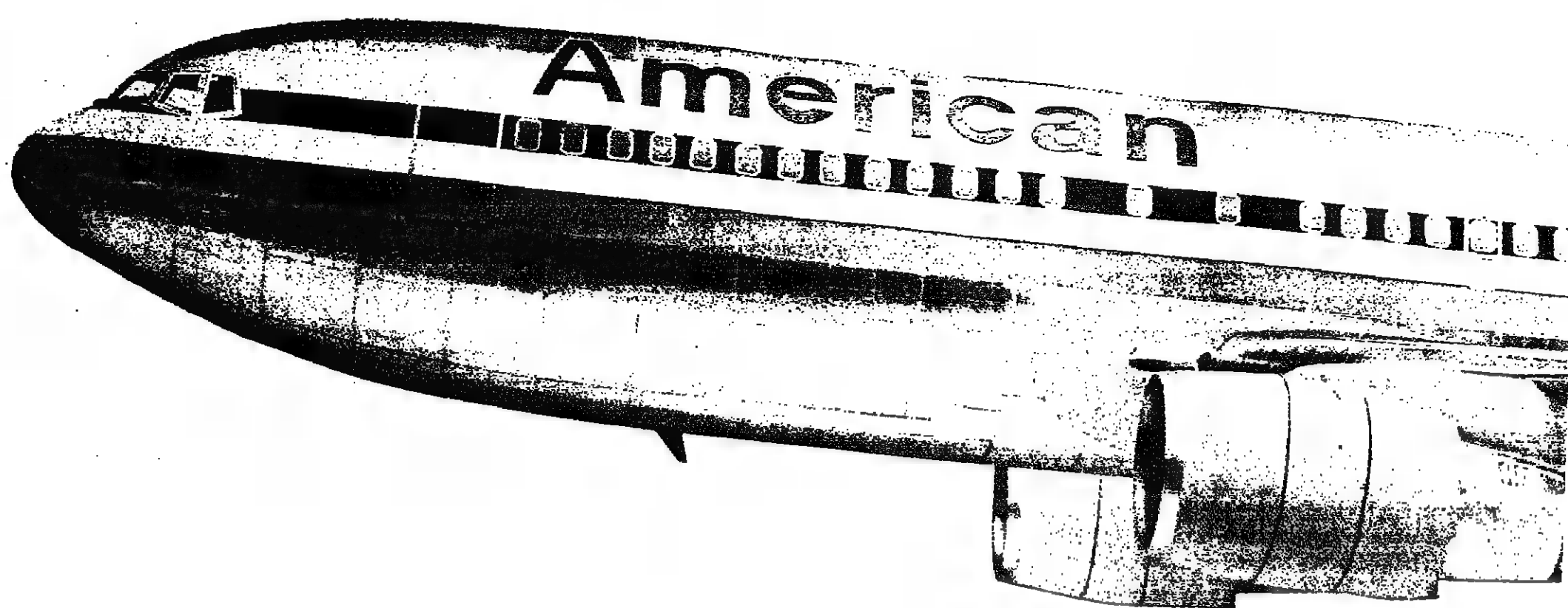


L'INFORMATIQUE DOUCE

KA l'informatique douce : Apple Center 14, rue Magellan 75008 PARIS

Tél : 47 23 72 Fax : 47 34 39

Apple, Macintosh sont des marques déposées d'Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corp.



Le 23 mars, Miami apparaît sur la carte.

Au départ de Paris-Orly, American Airlines ajoute une nouvelle destination pour l'Amérique.

Le 23 mars, American dessert Miami sans escale.

A partir du 23 mars, vous pourrez vous envoler 4 fois par semaine vers Miami et dès le 20 avril, ce vol deviendra quotidien.

Miami : le soleil et la fête mais aussi les portes d'un autre monde.

Envolez-vous vers Miami, son soleil, ses plages, son surf, ses bateaux à voiles, ses gratte-ciel et profitez des correspondances d'American pour aller au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

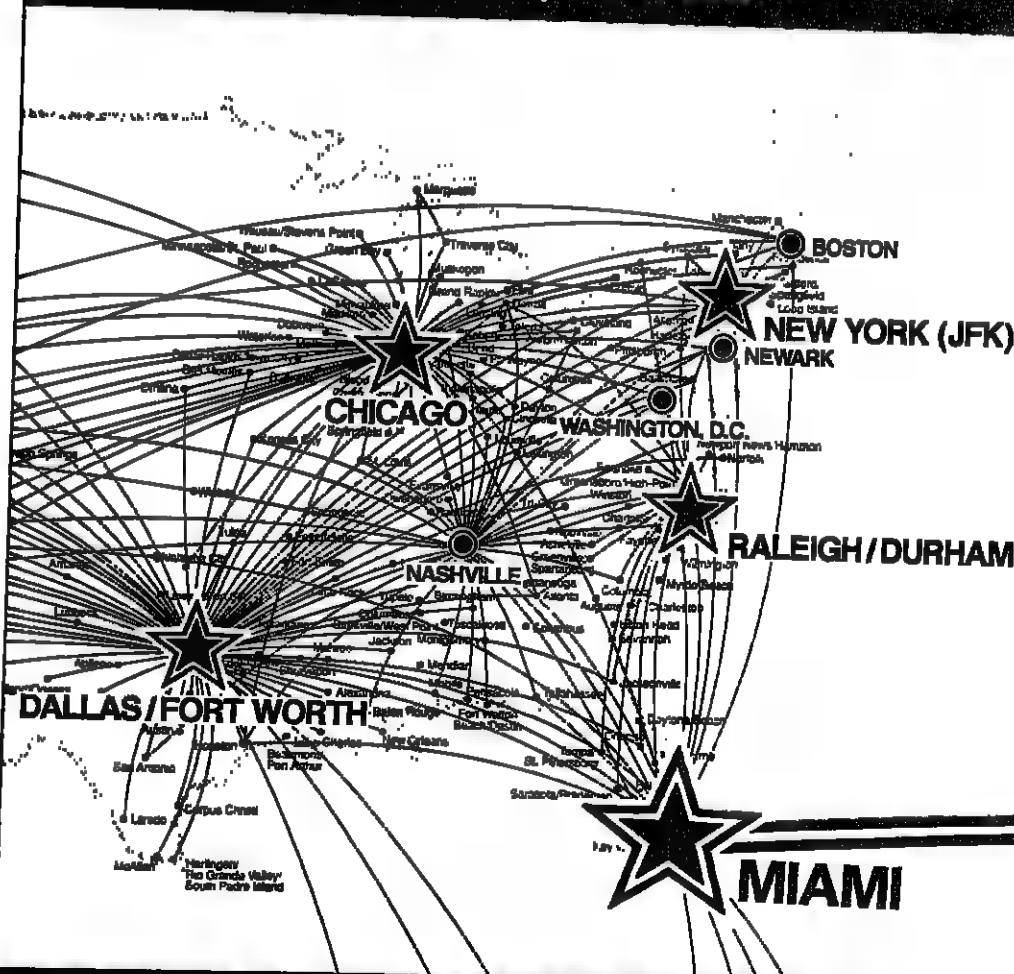
American est en effet la seule compagnie à vous offrir autant de vols quotidiens au départ de Miami.

Alors pourquoi changer de compagnie pour atteindre des destinations aussi excitantes que Montego Bay, Cancun, San Juan, Caracas, Lima, Quito, Bogota et Cali ?

American Airlines : le choix entre 5 plaques tournantes.

Non seulement American dessert New York (JFK), Chicago, Raleigh/Durham, Dallas/Fort Worth et Miami par un vol quotidien sans escale mais elle vous permet aussi de rejoindre 200 villes américaines et 70 destinations dans le monde entier sans jamais changer de compagnie.

American Airlines ouvre un vol sans escale : Paris/Orly - Miami.



Vols sans escale	Départ	Arrivée	Fréquence
DE : Paris-Orly	10 h 40	15 h 55	Lundi, mardi, jeudi, samedi
New York (JFK)	12 h 10	13 h 05	Quotidien
Raleigh-Durham	12 h 10	13 h 05	Quotidien
Chicago	12 h 10	13 h 05	Quotidien
Dallas-Fort Worth	10 h 40	15 h 55	Quotidien

International Flagship Service.

American réserve à tous ses clients un service chaleureux et attentionné, des sièges confortables luxueusement recouverts de cuir et de laine d'agneau en Première Classe et en Classe Affaires, une cuisine raffinée accompagnée de grands crus.

En Première Classe, votre vidéo personnelle vous permettra de visionner un large éventail de films.

Un programme de fidélisation gratuit.

Vous pouvez aussi bénéficier du programme de fidélisation AAdvantage® d'American : le premier et toujours le meilleur. Avec chaque vol, vous gagnez en effet des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassés en Classe Affaires ou en Première Classe ou encore d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Pour vous inscrire immédiatement, rien de plus simple, il suffit d'appeler American Airlines.

Envolez-vous vers l'Amérique avec American Airlines.

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Ile-de-France) ou au 05 23 00 35 (Province).

* Horaires susceptibles de modifications sans préavis.
** Vol quotidien à partir du 20 avril.

American Airlines

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

L'étude d'efficacité d'un médicament remise en question

Le Centoxin sur la sellette

Est-il légitime de vérifier l'efficacité d'un médicament officiellement autorisé dans le traitement d'infections graves ? Les instances éthiques et le ministère de la Santé le pensaient, la direction de l'Assistance publique de Paris s'y oppose. Sur la sellette, le Centoxin, un produit extrêmement innovant dans le traitement des septicémies, qui devrait coûter chaque année 100 millions de francs à l'Assistance publique de Paris.

Les infections à bacille Gram négatif (BGN) représentent une cause importante de mortalité de morbidité. On estime qu'en France 30 000 personnes sont atteintes chaque année de septicémie à BGN. Malgré les antibiotiques, la mortalité liée à cette affection reste élevée : 30 % - 40 % - lorsque s'accompagne d'un choc. Plusieurs arguments suggèrent que ce choc serait dû des endotoxines libérées par le BGN.

En 1985, des chercheurs américains réussirent à produire un anticorps monoclonal capable de s'opposer sélectivement à l'action de l'endotoxine. Grâce aux techniques de génie génétique, cet anticorps fut produit industriellement : le nom du Centoxin par la firme hollandaise Centocor. Après deux études expérimentales, il fut testé sur cinq cents quarante-trois patients atteints d'infection grave à BGN. En réalité, seuls deux cents malades étaient effectivement atteints. Dans ce groupe, la mortalité fut réduite de 49 à 30 %. Et pour ceux d'entre eux dont les cas les plus graves en raison d'un état de choc, la mortalité sous traitement diminua de 56 à 33 %.

Des critiques

Sur la base de ces résultats, le 14 février 1991, le *Journal of Medicine* sous la direction du professeur Ziegler, a une commission de mise sur le marché (AMM) européenne fut déposée. Le comité des spécialités pharmaceutiques de Bruxelles donna un avis favorable, tout en ajoutant que des études confirmant l'efficacité de l'anticorps devaient lui être présentées dans les deux années à venir. En France, la commission d'AMM - tout en reconnaissant qu'il existait seulement une « présomption d'efficacité » du Centoxin - en 2 juillet 1991. Appliqué au traitement des septicémies sévères, en particulier avec l'administration d'un placebo pour l'usage hospitalier (réanimations médicales et chirurgicales) soumis à un circuit de distribution et à un suivi de prescription par les pharmacies hospitalières (1).

A peine publiée dans le *New England Journal of Medicine*, l'étude du Centoxin légalement appelé HA-1A avait suscité de nombreuses critiques. Sans doute les données scientifiques (microbiologiques et expérimentales) du produit protecteur anticorps monoclonal anti-endotoxine, de nombreux médecins estimèrent - et estiment encore - qu'il n'y avait pas de réelle différence sur l'ensemble de la population 28 jours dans le groupe placebo (43 %) et dans le groupe traité (39 %). La démonstration d'efficacité ne portait que sur un sous-groupe : cela entraînait donc des difficultés d'analyse et d'interprétation statistiques complexes.

Le problème du placebo

Le problème du placebo est au cœur de la réanimation française appartenant à la plupart des grands services de l'Assistance publique de Paris et réclamant la possibilité de mener une étude complémentaire de confirmation. « En raison de l'autorisation de mise sur le marché récente, écrit-il, leur dossier, cette étude doit être effectuée de manière urgente, avant que le produit n'ait fait l'objet d'une large diffusion. La présomption d'efficacité jointe à l'habitude de prescription ne rend pas quasi impossible ».

« Cette étude, ajoutaient-ils, est largement justifiée au plan économique. En effet, le Centoxin (administré en dose unique par malade) sera commercialisé pour un coût de 21 500 francs le dose ». Le service d'Assistance publique de Paris doit ainsi y consacrer un budget annuel de l'ordre de 100 millions de francs. Le professeur Christian Brun-Buisson (l'hôpital Henri-Mondor (Créteil) fut chargé de mener cette étude complémentaire randomisée dans quinze services de réanimation médicale, deux cents de malades ayant un choc septique confirmé à BGN.

Comme toujours en pareil cas, deux organismes furent consultés. Le 24 octobre 1991, par la voix du professeur Jean-Pierre Etienne, le comité d'évaluation et de diffusion d'innovations technologiques (CEDIT) de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP) relevait, au chapitre « aspects éthiques et juridiques », que « l'administration d'un placebo pourrait être considérée comme une perte de chance » puisque le médicament avait déjà une autorisation de mise sur le marché. Toutefois, « compte tenu des réserves d'efficacité de l'essai économique majeur », le CEDIT recommandait donc que l'étude menée à l'AP-HP, sous réserve de l'avis du comité consultatif de protection des personnes dans la recherche biomédicale (CCPRB), notamment sur le problème de l'utilisation du placebo.

Le 23 janvier 1991, le CEDIT de Créteil-Henri-Mondor donnait, par la voix de son président, le professeur Guy Atlan, un avis « favorable » à la mise en œuvre de cet essai qu'il considérait « conforme aux règles de l'éthique médicale » et « dispositions législatives ayant trait à la recherche biomédicale lorsque celle-ci suppose la participation de personnes ».

Il connaît la position du ministère de la Santé. Elle fut communiquée le 11 janvier 1992 dans une lettre adressée à M. François-Xavier Sasse, directeur général de l'AP-HP, par le professeur Jacques Danguillaume, directeur de la pharmacie de ce ministère. Il s'agit d'un texte administratif alambiqué dont il est difficile de percevoir l'exacte signification. Après avoir indiqué que le ministre était « très intéressé » par le problème soulevé, le professeur Danguillaume ajoutait : « D'une manière générale, un essai clinique n'est possible qu'après avis d'un comité de protection des personnes. En l'occurrence, puisqu'il s'agit de confirmer (ou d'infirmer) l'indication couverte par l'AMM basée sur une présomption d'efficacité reposant sur un essai unique réalisé aux Etats-Unis, il est impératif que ce comité définisse les conditions éthiques et de protocole nécessaires et s'assure que le protocole envisagé les respecte. Cette condition, l'AMM clinique pourrait être organisée, s'il n'en était pas ainsi, l'administration serait amenée à interrompre l'essai ainsi que le prévoit la loi, qui que soit l'intérêt pour la santé publique à ce qu'un essai confirme ou infirme une innovation technologique ». « Cette condition », ajoutait-il, « est bien loin d'être une simple formalité ».

« Nous préférons pour l'instant donner le temps de la réflexion », a indiqué M. Muller, le directeur de la stratégie. Le problème éthique lié à la perte de chance encourue par les patients sous placebo - sachant que

ces patients courent un risque vital - a déterminé cette décision. Que se passerait-il si l'essai avait été mis sous placebo, décidait de porter plainte ?

Au ministère de la Santé, on regrette fortement cette décision. « Peut-on, prétexte du pronostic vital engagé, qu'une AMM a été accordée, décider de faire définitivement n'importe quoi ? », constatait-on dans l'entourage de M. Bruno Durieux. Dans cette affaire, l'AP-HP n'a pas osé assumer ses responsabilités. Un essai thérapeutique, comme celui-ci, ne rappelle le professeur Jean Bernard, est nécessairement immoral.

Déception également du professeur Brun-Buisson : « Ce produit a une chance d'être efficace qui de ne pas l'être. L'AMM ne parlait pas de présomption d'efficacité. Tous les organismes consultés avaient donné leur accord pour cet essai. Cette absence d'étude de confirmation risque d'avoir des conséquences négatives ». En effet, une fois qu'il est prouvé que le produit est efficace, on ne peut plus le tester. Les essais d'expérimentation, seront testés sur l'homme ? Il est alors plus éthique de le comparer à un placebo. La décision de ne pas tester le Centoxin. Ce dernier pourra-t-il être alors considéré comme un véritable produit de référence ? Ne risque-t-on pas alors de commettre des erreurs d'interprétation au cas casés ? Ces problèmes auraient pu être évités si l'autorisation de mise sur le marché avait été accordée par la commission après une étude de confirmation.

On se demandait, jeudi 30 janvier, au ministère de la Santé si le plus simple n'était pas de retirer l'AMM au produit. Une autre solution à l'étude consistait, soit à imposer à l'AP-HP de mettre son produit à disposition de la commission après une étude de confirmation.

Cette affaire - « un cas d'école », résume un spécialiste - illustre parfaitement les problèmes posés par l'application de ces nouvelles classes thérapeutiques. Seule une évaluation rigoureuse des rapports coût/bénéfice permettra d'en faire le meilleur usage possible, sachant que ces médicaments imposent des frais garantis par un accès optimal et équitable aux soins.

FRANCK NOUCHI

(1) Autorisé dans la plupart des pays européens, le Centoxin ne l'est pas aux Etats-Unis, la Food and Drug Administration ayant révoqué les informations complémentaires à Centocor.

ENVIRONNEMENT

Lancement officiel de la réhabilitation ■ site

Sauver la pointe du Raz du naufrage touristique

PLOGOFF

de ■ envoyé spécial

« Décidément, les côtes bretonnes vivent de grands moments. Porsall et pointe du Raz, même combat ! » En lançant cette formule du haut de la tribune de la salle des fêtes de Plogoff, la semaine dernière, M. Kofi Yamgnane, maire d'une petite commune de Finistère et secrétaire d'Etat à l'intégration, savait qu'il était la fierté de ses auditeurs.

Il associa ainsi la récente décision du tribunal de Chicago accordant quelques millions de dollars supplémentaires aux communes sinistrées par la marée noire de l'*Amoco Cadiz* à la cérémonie qu'il présidait : le lancement officiel de la réhabilitation de la pointe du Raz. Dans un discours dans l'autre, son merveilleux littoral, patrimoine naturel et touristique inestimable, que le département défend. Et les élus ne pouvaient pas reconnaître leurs erreurs passées, ni à donner les moyens de la réparer.

Qui n'a vu la pointe du Raz, cette langue de terre taillée par les tempêtes et recouverte par les algues ? Qui n'a vu le défilé de ses rochers ? Qui n'a vu le défilé de ses rochers ? Qui n'a vu le défilé de ses rochers ?

Chirurgie réparatrice

Un million de touristes passent chaque année, plénier la lande et repartent, déçus, en laissant derrière eux une zone de terrain vague qui s'étend sans cesse. En 1989, le ministère de l'environnement a inscrit le site au premier rang des grands sites nationaux à réhabiliter. Restait à convaincre les habitants de Plogoff, qui ont gardé de leur combat contre le projet de marée noire, la fin des années 70, une aversion pour tout ce qui venait de Paris. Après deux ans d'efforts et de négociations, on fait (le 28 février 1991). Le plan de restauration du site et de l'entourage, pointe du Raz et baie des Trépassés, est si novateur qu'il...

■ Séisme au Japon : trente-deux personnes blessées. - Un séisme de magnitude 5,7 s'est produit dans la baie de Tokyo à 11 h 04 le dimanche 2 février 20 h 04, le 1^{er} février, dans la région de la capitale japonaise. Trente-deux personnes ont été blessées, grièvement, la plupart par la chute d'objets divers. Une « réplique » de ce tremblement de terre, de magnitude 4,5, s'est produite le 23 h 47, le 2 février à 23 h 47, heures de Paris) sans faire d'autres dégâts ou d'autres blessés. (AFP, AP, Reuters).

première dans la politique de protection de l'environnement.

D'abord par ses ambitions : il s'agit de détruire les vergers défrayant la pointe, à restaurer les lignes électriques et à reconstruire la lande originelle sur une bonne dizaine d'hectares. Commerces, hôtels et parkings vont être reconstruits à 1 kilomètre en arrière, un repli de terrain efficace de l'horizon. Une chirurgie réparatrice comme on n'en avait jamais tentée en France.

Un traitement de même inspiration sera appliqué à la pointe du Raz et, hélas, à beaucoup d'autres sites. La région et le département sont pour des sommes importantes. Une souscription lancée par l'association *Le Point* a glané auprès de trois mille donateurs enthousiastes 1,2 million de francs. Enfin, la fondation Gaz de France, de création récente, apporte 5 millions de francs. Ce renfort instantané a fini de convaincre les hésitants.

C'est d'ailleurs pour la signature de la convention qui associe la grande entreprise nationale au sauvetage que le cérémonies de Plogoff ont été organisées. Autour de M. Kofi Yamgnane, le président du Gaz de France, M. Francis Guimard, le directeur de l'Agence de l'Environnement, les élus bretons étaient tous là pour marquer leur engagement. Comme disait le maire de Plogoff, M. Nicolas Perle, artisan numéro un de cette région, « on n'avait pas vu avant de personnes rassemblées ici depuis l'inauguration, au début du siècle, de la statue de Notre-Dame des naufrages ». Ce rappel teinté d'humour a fait mouche car, cette fois, il s'agit bien de sauver un site de réputation internationale du naufrage touristique.

MARC AMBROISE-RENDU

DÉFENSE

Lors d'un colloque sur la dissuasion

M. Mellick recense les différentes formules d'une doctrine nucléaire européenne

La France doit préserver ses capacités stratégiques, « une doctrine nucléaire européenne peut être envisagée à très long terme ». Pour autant, la doctrine doit être l'objet d'une réflexion approfondie qui peut s'envisager de plusieurs façons. C'est ce que le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Jacques Mellick, a expliqué, mercredi 29 janvier à Paris, lors d'un colloque de l'Institut des relations internationales et stratégiques ou *New Observer* sur la dissuasion.

« La première manière, a-t-il déclaré, consiste à considérer qu'il existe déjà, de fait, une capacité dissuasive de l'Europe, fondée sur l'existence de forces nucléaires britanniques et françaises, logiquement liées à l'implémentation des intérêts des Etats européens. Les puissances nucléaires européennes peuvent que prendre en compte les intérêts au niveau de leur stratégie de dissuasion. Il s'agit d'une dissuasion par constat. La deuxième approche pourrait être celle d'une dissuasion étendue, qui consiste à étendre à ses voisins le bénéfice de la sanctuarisation, mais fait-il que ceux-ci soient d'accord pour telle extension. Le troisième visage d'une dissuasion péenne pourrait être une dissuasion concertée. Elle consisterait pour les puissances nucléaires à garder son indé-

pendance de décision nucléaire, en consultant ses partenaires sur les dispositions à prendre pour l'application du feu nucléaire. Quant à la dissuasion partagée, elle apparaît très difficile de partager la décision nucléaire. Et, quand il n'existe pas d'union politique homogène et d'autorité politique commune ».

M. Mellick a conclu : « Dans l'hypothèse d'une union fédérale de l'Europe, une puissance nucléaire pourrait transférer sa capacité dissuasive à une nouvelle entité souveraine. Mais l'évolution suppose l'effacement politique des Etats en Europe. C'est bien loin, mais est-elle souhaitable ? »

« Nous préférons pour l'instant donner le temps de la réflexion », a indiqué M. Muller, le directeur de la stratégie. Le problème éthique lié à la perte de chance encourue par les patients sous placebo - sachant que

ces patients courent un risque vital - a déterminé cette décision. Que se passerait-il si l'essai avait été mis sous placebo, décidait de porter plainte ?

RELIGIONS

M. Yacoub Roty pourrait succéder à M. Tedjkini Haddam à la Mosquée de Paris

Le Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF) a proposé à M. Philippe Marchand, directeur de l'intérieur, le nom de M. Yacoub Roty pour succéder, à la tête de la Mosquée de Paris, à M. Tedjkini Haddam, récemment nommé parmi les cinq membres du Haut Comité d'Etat en Algérie. Celui-ci doit faire savoir son accord à M. Marchand dans les prochains jours.

Membre du CORIF, M. Yacoub Roty est né en 1937 à Montargis (Seine-et-Marne) de parents français musulmans. Il a été élu en 1985 la Fédération nationale des musulmans de France, qu'il a quitté l'année dernière. Depuis 1984, il est président du Mouvement islamique en Occident, une association qui vise à promouvoir l'islam en France depuis 1984.

La commission, au premier chef, de M. Yacoub Roty ou de M. Mohamed Oursah, ancien directeur de l'Etat, et de M. Abdelhak Guilbaud, universitaire, pour diriger l'Institut de la Mosquée de Paris, seraient bien accueillies au ministère de l'intérieur, résolu à encourager la nomination de Français musulmans. M. Marchand a même un avis favorable de la Tunisie et récemment celui du Maroc, qu'il a rencontré, mercredi 29 janvier à Paris.

REPÈRES

CATASTROPHE

D'énormes avalanches ont fait de nombreux morts dans le sud-est de la Turquie

Plusieurs villages du sud-est de la Turquie (non loin des frontières syrienne et irakienne) ont été détruits par d'énormes avalanches. D'après un bilan provisoire, le 2 février tôt le matin, les secours ont sauvé plus de 150 corps.

La plupart des victimes sont des militaires. Des hélicoptères américains basés à Diyarbakir (à quelque 200 kilomètres à l'ouest de la zone de la catastrophe) ont aidé à la force multinationale d'aide aux réfugiés kurdes ont apporté des secours aux blessés et aux morts dans la journée du 2 février. (AFP, AP.)

■ Catastrophe de l'Airbus : deux familles portent plainte pour homicide involontaire. - Deux familles de victimes de l'accident du *FAIRPLAY* d'Air Inter, qui s'est produit le 22 janvier, ont porté plainte pour homicide involontaire avec constitution de partie civile, a indiqué, vendredi 31 janvier, le juge d'instruction de Colmar chargé de l'enquête, M. François Guichard, sans révéler leur identité. Le rapport des deux experts judiciaires sur l'accident ne lui sera remis qu'en septembre, a-t-il précisé.

FAITS DIVERS

Un autobus pris d'assaut par des jeunes armés

Des jeunes armés ont fusillé et battu des base-ball assailli, dimanche 2 février, à Colombes (Hauts-de-Seine), un autobus reliant le quartier de la Défense à la cité Indes à Nanterre (Yvelines), selon des témoignages recueillis par la RATP. Ils ont pu être mis en fuite par quatre agents de surveillance de la région, précise-t-on. Le même jour, l'incident s'est produit à 6 h 15 sur la ligne d'autobus 272, dont le service a nuit (2 heures) l'heure du matin) venait d'être rétabli après interruption décidée en octobre 1991 à la suite de plusieurs agressions.

Dimanche matin, deux jeunes

armés montés à la suite de la Défense ont assailli l'autobus. Ils ont jeté des bombes lacrymogènes dans l'autobus. L'un d'eux a braqué une arme apparemment munie d'un silencieux sur le conducteur, qui avait entre-temps ouvert les portes pour permettre à la fois de laisser passer les passagers et de s'échapper. Une cinquantaine de jeunes également armés, qui attendaient l'arrivée de l'autobus, ont alors intervenus pour

Quatre agents de la RATP - qui sont armés et sont chargés de suivre l'autobus - ont alors intervenus pour

mettre fin aux incidents. Les policiers, qui sont arrivés cinq minutes plus tard sur les lieux, n'ont pu ni constater la présence des agresseurs, ni observer la trace de violence. Selon la RATP, cette agression, si elle n'est pas préméditée, est organisée, mais mystérieuse. La ligne 272 avait récemment été empruntée par M. Jean-Marie Le Pen lors de sa tournée de campagne (la dernière du 20 décembre 1991) qui avait fait ressentir une provocation par des jeunes de la cité de Colombes. M. Le Pen, en l'absence de l'enquête, ne permet pas un lien entre les deux événements.

Lendemain

Le Monde

Directeur de la publication : Jacques Lescaudré, gérant : Bruno Frappat, directeur de la rédaction : Jacques Guille, directeur de la gestion : Manuel Lucbert, secrétaire général.

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction : Jacques Guille, directeur de la gestion : Manuel Lucbert, secrétaire général.

Directeur de la publication : Jacques Lescaudré, gérant : Bruno Frappat, directeur de la rédaction : Jacques Guille, directeur de la gestion : Manuel Lucbert, secrétaire général.

Hubert Bourde-Méry (1944-1983), Jacques Fauvet (1983-1987), André Laurens (1987-1988), Jean Fontaine (1988-1991).

15, RUE FAUBOURG, 75001 PARIS, Tél. : 01 40 46 25 25, Télécopieur : 40 46 25 99, ADRESSE INTERNET : 1. PLACE HUBERT-BOURDE-MÉRY, 75001 PARIS, Tél. : 01 40 46 25 25.

CULTURE

Les Victoires de la musique :
légitimité et conservatisme

Patrick Bruel, Jane Birkin, William Sheller : le métier des variétés préfère les classiques

Dans leur édition la septième, les Victoires de la musique, décernées samedi 1^{er} février, abordent leur septième édition grandie par la victoire de Patrick Bruel l'an passé. Il leur fallait maintenant démontrer qu'elles n'étaient pas coupées que de la profession dont sont censées exprimer les choix. Et la Victoire du meilleur artiste-interprète masculin allée à Patrick Bruel. Mis à part le choix de MC Solaar, préféré à Frédéric, à Goldman et à Mylène Farmer, dans la catégorie « pop », les septièmes Victoires de la musique ont d'abord récompensé les succès de la longévité. Jane Birkin (meilleure artiste-interprète féminine), William Sheller (album de l'année), Eddy Mitchell (spectacle musical) ont été les plus confiants ou les plus récemment entrés dans la carrière. Dans la catégorie « révélation », qui s'élève les Tops (Nilda Fernandez, Nos jours, Jil Caplan, tout ce qui est séparé) qui ont remporté le prix.

Ce conservatisme du choix – un trait dominant des Victoires depuis leur création – a excité la fureur des gradins supérieurs (ouverts au public) du Palais omnisports de la Ville de Paris. Mais il a aussi permis de constater que les professionnels du show-business, pour tenir lieu de « fête fraternelle de toutes les musiques », mais aussi pour « faire publiquement le bilan d'une année de production », la victoire française des Grammys joue-t-elle, au bout de six ans d'existence, le même rôle que son homologue américain ?

« Le bilan d'une année de production »

Avec vingt-sept prix à distribuer pour l'année 1991, le palmarès des Victoires de la musique est le plus riche de la musique française. Sans parler de la double victoire de Patrick Bruel, qui a obtenu deux prix : celui de l'album de l'année et celui de l'artiste masculin de l'année. En témoignage de l'attraction exercée par la retransmission télévisée ne comptent (elles sont) très brièvement rapportées à l'antenne) des Victoires de la création de musique contemporaine (Henri Dutilleul l'a emporté), de l'ensemble instrumental (l'ensemble Intercontinental), de la maîtrise de chambre (le moment), de l'artiste lyrique, du concert de musique classique (l'album de jazz. Dernière venue, la Victoire récompensant l'album de musique traditionnelle en sa prime, jeune âge d'être attribué tout à la fin de la cérémonie).

Il faut aussi tenir compte de la double victoire, cérémonie professionnelle et émission de télévision qui devait cette année affronter la concurrence : Philippe Bouvard et Grosses Têtes sur TF1, le bon vieux jeu de l'humour, taillent la part du lion. On peut y présenter une « classique » la saucissonner honteusement, ou un musicien de jazz en lui offrant conditions techniques satisfaisantes comme Jean-Luc Ponty en fit l'expérience.

Enfin, les Victoires doivent affronter une série de problèmes techniques : donner des cheveux blancs à l'importance quel producteur. Pas de playback, musique oblige. Cette année, l'orchestre de Jean-Claude Petit a donc dû faire office de formation country and western (pour Eddy Mitchell), d'orchestre baroque (pour accompagner Nigel Kennedy puis Maurice André) s'adaptant au style plus ou moins rock de chacun des lauréats. Dans la mesure du possible, les producteurs des Victoires font répéter un titre à chacun des artistes nommés, le vainqueur sur scène le samedi.

ROBERTO ZUCCO
BERNARD-MARIO KOLTES
mise en scène Bruno Boëglin
création Paris
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e



MC Solaar : duo Melez

Comme toujours, le type de compétition, l'honnêteté du scrutin, parfois mise en doute. Réponse d'Eric Dufour, de la SACEM : « Que Bruel n'ait pas été sacré l'année passée prouve bien qu'il n'y a pas de triche. Car dans ce cas, l'intérêt aurait été d'aller dans le sens du public, et rien d'autre ».

À ces rumeurs diffuses, l'équipe des Victoires de la musique présente la démonstration d'une procédure sans faille. Le scrutin, en deux tours, est ouvert à trois mille personnes, tous les secteurs de la profession par la société d'organisation des Vic-

toires. Télescope audiovisuel (1), contrôle des organismes adhérents, qui représentent les professions de la musique, auxquels il faut ajouter le ministère de la Culture.

Exemples : pour la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), 100 plus gros « gagnants », plus 100 personnalités, plus pauvres mais non moins célèbres : 300 journalistes (moitié presse écrite, moitié audiovisuelle) ; 460 votes pour le Syndicat national de l'édition phonographique, 340 pour le SPFF (Société des producteurs de films phonographiques) ; 150 pour les producteurs de spectacle ; 300 disques ; 300 musiciens ; des techniciens du son et de la lumière, etc.

Eclairage

Au cours du mois de décembre précédant la cérémonie, les jurés reçoivent un « mémoire » d'une cinquantaine de pages, relativement exhaustif, mais non dépourvu d'erreurs (ainsi la sélection de la catégorie album de musique classique de Claude Casadesu, décédé en 1971). « Nous ne faisons que recueillir les informations collectées auprès des professionnels », fait-on remarquer chez Télescope audiovisuel.

C'est dans ce mémoire que les jurés peuvent rafraîchir la mémoire, après avoir vu (uniquement pour le premier tour) deux collègues : classique ou bien jazz, rock, variété, traditions. Les résultats sont collectés à la SACEM. Les trois noms les plus cités pour chaque prix restent en lice pour le second tour, à la mi-janvier.

Dévoilement devant huisser, caution des organismes adhérents : les Victoires de la musique, loin de manipulations supposées, mais elles souffrent d'un défaut de peu de professionnels, y compris les votants, connaissent le déroulement des opérations. Beaucoup se disent : « Je ne sais pas », et se contentent de renvoyer le bulletin rempli au hasard. En fonction des goûts mais aussi des intérêts commerciaux, les jurés ont des préférences. Les professionnels, y compris les votants, connaissent le déroulement des opérations. Beaucoup se disent : « Je ne sais pas », et se contentent de renvoyer le bulletin rempli au hasard. En fonction des goûts mais aussi des intérêts commerciaux, les jurés ont des préférences.

L'abstention oscille, selon la SACEM, entre 10 et 30 % au premier tour et 30 et 50 % au deuxième. Les « trous », avec d'incompétence franche, laissés en blanc de-ci de-là dans les bulletins, extrêmement nombreux. Quelle est dans ces conditions, la réalité du vote ?

Les discussions sont parfois vives au sein du conseil d'administration de l'association des Victoires de la musique. Certains partenaires ont obtenu gain de cause, tel le Fonds de soutien des variétés, qui a été chargé l'année dernière de répartir des voix supplémentaires attribuées aux organisateurs de spectacles, jusqu'alors représentés. D'autres ont tapé sur la table. L'ADAMI (qui représente les artistes interprètes) s'est retiré « jusqu'à nouvel ordre ». Motif : « mauvais traitement réservé au classique, au jazz (trayé) la carte en 1991, revenu à l'ordre ». Le meilleur album de l'année, un mode de scrutin à revoir (pourquoi pas un jury ?) la trop grande multiplication des prix ; et enfin, la morosité d'une soirée qui voulait briller.

C'est le show-biz ringard qui se donne rendez-vous un samedi soir d'hiver, résume un producteur mécontent. Tout cela ne reflète pas les tendances vives du monde musical français d'aujourd'hui. Les orange, de Jean-Claude Petit pour le

Les habits neufs
du Musée des beaux-arts de LyonLa première tranche de gigantesque chantier de rénovation
du Palais Saint-Pierre est achevée

Inaugurées le samedi 1^{er} février par M. Jack Lang, ministre de la Culture et de la Communication, et M. Michel Noir, maire de Lyon, les nouvelles salles du Musée des beaux-arts de Lyon concluent le premier d'une spectaculaire opération de rénovation, la plus importante jamais entreprise pour un musée de province. Dans quatre ans, à l'issue de travaux engagés en 1987 – pour un coût de 314 millions de francs, le peu près également réparti entre l'Etat et la Ville – le « petit Louvre » du Palais Saint-Pierre sera l'un des premiers musées d'Europe.

LYON

Le projet, conduit conjointement par la Ville de Lyon, le ministère de la Culture et le secrétariat aux grands travaux, n'implique pas seulement la réfection totale des surfaces occupées de 10 700 à 15 000 m² (1). Les collections mêmes, enrichies de chefs-d'œuvre retrouvés au fond des réserves, bénéficient d'un toilettage d'entretien : la restauration porte sur des centaines d'œuvres et les regroupements, les modes de présentation, ont été entièrement repensés.

Quand le directeur du chef du musée, M. Philippe Durey, a proposé à la ville de Lyon de former un musée permanent de rénovation, la cure de rajeunissement radicale, il ne s'agit pas de faire subir d'outrages au Palais Saint-Pierre. La belle façade de l'ancienne Abbaye des Minimes de Saint-Pierre, construite au XVII^e siècle, ne devait pas être touchée. Pas plus que l'escalier d'honneur baroque conçu par le peintre et architecte Thomas Blanchet : il surmonte le délicieux cloître, havre de paix champêtre des Lyonnais qui s'y donnent rendez-vous pour les broches patinées de Bourdelle et Rodin.

Eclairage

Les quinze nouvelles salles, dans l'aile orientale du bâtiment, montrent l'identité du Palais à bien respectée. Les architectes Jean-Michel Wilmette et Philippe Dubois, chargés de concevoir une muséographie contemporaine pour ce lieu historique, ont tantôt reproduit à l'identique les élé-

ments intéressants, comme la grande verrière et l'ancienne salle d'expositions temporaires : tantôt cherché une plus juste proportion entre les collections et la monumentalité des lieux.

Sans sacrifier au goût de la théâtralité, ils ont joué sur l'absence de lignes minimalistes et sur la richesse des couleurs et des matériaux : enduit clair « nuagé », les murs, une nouvelle peinture écologique qui laisse respirer son support : parquets en bois, carrelage en céramique, finitions givrées ou granitiques, socles, poirier, légèrement décolorés pour plus de douceur au regard. L'éclairage de la lumière est particulièrement subtile : un éclairage zénithal discret, les murs, supprimant tout reflet, et des sources fluorescentes à variateur électronique, dans certaines salles, permettent imperceptiblement, en fonction de la saison, les adaptations de la lumière au jour.

Une partie des collections de peinture et d'objets sont bénéficiant déjà de ce traitement. On redécouvre, en particulier, le chef-d'œuvre de la peinture italienne du retable du Pérugin, entouré de précieux tableaux du Quattrocento, et les œuvres de Vermeer, du Tintoret, de Veronese, superbement exposées.

Les artistes lyonnais
honorés

Pour la plupart des tableaux, de nouveaux cadres ont été réalisés. Celui de la *Beitshabab* ou *Le Vénus*, copie d'un cartouche orné de pampres et d'oiseaux, n'a été réalisé dans une intention purement esthétique : il permet de masquer des fissures abusivement ajoutées, dans le passé, sur trois côtés du tableau. *Beitshabab*, qui est entrée dans les collections du musée après diverses vicissitudes – prise à Fouquet par Louis XIV, puis soustraite par Napoléon à l'ancien trésor royal – retrouve ainsi ses dimensions d'origine.

A côté d'œuvres célèbres du Musée de Lyon, comme la *Luerce* de Cagnacci, les représentations du suicide les plus sensationnelles de l'art pictural, sont présentées des œuvres acquises par Philippe Durey, comme *Saint Jean l'Evangéliste*, de Furini, un tableau nombre de réserves : *Baptême du Christ*, d'Emilio Savonuzzi ; *Conversion de saint Paul*, de Valdes Leal, déjà requis par le Musée du Prado pour une exposition consacrée à l'artiste. Les surprises de la prochaine année.

La partie orientale du département des objets d'art favorise d'autres retrouvailles : avec la collection Raphaël Collin, notamment, un remarquable *Portrait de la chinoise*, cordons et japonais acquis en 1917 par l'historien d'art Louis Focillon, alors conservateur du musée. Elle précède une belle collection d'art nouveau et la chambre, reconstituée, d'Hector Guimard (né à Lyon), léguée par la veuve de l'architecte à longévité demeurée aux réserves. Plus loin, en ensemble d'art abstrait, un triptyque monumental d'Albert Gleizes, proche de vitrines réservées au grand dinanderie lyonnais Linozzer.

Philippe Durey n'a pas présenté à son tour les œuvres des artistes lyonnais. Lorsque les œuvres de peinture du XVIII^e au XIX^e siècle ont été aménagées, on a vu Flandrin confronté à Ingres, Guichard à Monticelli, Seignemartin à Delacroix. Les présenter ainsi, dans la continuité d'une tradition de mouvements français et européens, est une façon d'honorer, sans les « provincialiser », les maîtres de Lyon.

BERNADETTE BOST

(1) Cette œuvre est due à la récupération, par le Musée des beaux-arts, d'une aile du Palais Saint-Pierre occupée par la Trésorerie municipale de Lyon depuis quelques années. Le musée d'art contemporain, ce dernier sera rattaché à un bâtiment comprenant dans la future Cité internationale du quai Achille-Lignon. La séparation entre la collection d'art contemporain et les autres collections du musée, qui vont de l'Égyptologie aux peintures de Picasso, sera ainsi.

A. Lo.

OPÉRA

La panne

De mauvaises fées se sont penchées
sur la création d'un jeune compositeur françaisLE CHEVALIER IMAGINAIRE
à l'auditorium des Halles-Châtelet

Pour sa première mise en scène d'opéra, Stéphane Braunschweig a manqué de chance. Stéphane Lissner, patron du Châtelet, lui a confié le redoutable honneur de monter le *Chevalier imaginaire*, un opéra en un prologue et deux actes composé – et musique – par le jeune compositeur Philippe Fénelon (ancien élève de Jacques Castérède et d'Olivier Messiaen, d'après Cervantes) et Kafka.

Commande de l'Etat du Théâtre du Châtelet, exécutée le 27, 29 et 31 janvier, le *Chevalier imaginaire* est une « happy few » à l'InterCon, l'ensemble InterContemporain. La musique est post-sérielle, mille entendue, interchangeable. Ses effets naissent de l'action, l'à-propos des trompettes accompagnant les charges de cavalerie dans les pires musiques de film. Don Quichotte médite-t-il dans une lumière crépusculaire ? On entend un orgue à la sonorité saint-sulpicienne... Le mot « montagne » est-il prononcé ? Des cloches à vache se font-elles entendre ?

Le livret, qui fait évoluer un conteur-chanteur et cinq chanteurs, n'est pas foudroyant d'ingéniosité dramatique. Le mot « montagne » est-il prononcé ? Des cloches à vache se font-elles entendre ?

le fruit de l'imagination de Sancho Pança.

Si l'œuvre n'a pas porté chance à Stéphane Braunschweig, ses interprètes ont desservi la dernière coqueluche des directeurs de théâtre. La diction incompréhensible des chanteurs (Melanie Armistead, Menai Davies, Philip Dogban, Luis Masson), leur piètre talent d'acteurs ne pouvaient rendre justice à ce travail. Un triple ban cependant au baryton américain LeRoy Villanueva (Sancho, le Conte) : présence vraie, qualités de jeu, art du chant, diction impeccable. Lui seul ne parle un mot de français et a appris son rôle phonétiquement.

Stéphane Braunschweig n'a définitivement eu sa chance, car le décor de Frédéric Lissner évoquait une scène étiérée, dépeçages, les décors du théâtre de foire sans avoir hélas – ni la pauvreté ni la patine.

Les onze membres de l'Ensemble InterContemporain de Peter Eötvös, leur directeur musical, ont-ils bien interprété la création ? La discontinuité quasi généralisée de la musique rendait difficile l'appréciation d'une œuvre aussi simple que le phrasé, par exemple. Tout au plus pouvait-on dire que les musiciens étaient à la hauteur de leur chef, bien que l'équilibre défavorisait trop la plume.

A. Lo.

CULTURE

THÉÂTRE

Cauchemar sur la Volga

Gorki, à Gorki, embarque sur le « Gorki » et n'en meurt pas moins

VASSA GELEZNOVA
Théâtre Artistique-Athévain

Gorki va mourir dans six semaines lorsqu'il écrit, au printemps 1936, *Vassa Goleznova*. Pour ses proches, c'est une surprise : voilà longtemps qu'il n'a donné ni signe de vie, ni de théâtre ni de cinéma. Rentré en Russie en 1928, il s'est révélé comme un inconditionnel de Staline et du régime soviétique. Il rédige discours et articles jusqu'à publier un reportage enthousiaste sur la campagne de collectivisation du goulag, celui des *« Fias Solovki »*, dans l'extrême Nord. Rien ne freine, alors, l'optimisme (tout au moins déclaré) de Gorki :

« Vous allez raser les montagnes ? Mais sûr, si nous sommes riches, écrit-il. »

Lorsque, dans un camp de travail, il lui promet monte et merveilles, il a enfin quitté ses douces villégiatures de Capri et Sorrente, il a été net : « La vie en Occident est de plus en plus écœurante, le cynisme n'y connaît pas de bornes, seule la Russie se bat contre ce fléau. » Huit ans plus tard, sentant venir sa fin, il décide d'être plus complet : il va cloquer, sur le théâtre, l'économie et le « cynisme » de la Russie de l'ancien

régime : c'est *Vassa Goleznova*. Vassa est une femme volontaire, une forte tête, aux réparties géométriques, mais qui dirige d'une poigne d'acier les soutiers et les dockers de sa compagnie maritime. Elle est propriétaire d'une ligne de vapeurs sur la Volga. C'est le patron de choc. Gorki connaissait le décor. Il était né sur la Volga, à Nijni-Novgorod. Son grand-père était directeur du débarcadère d'Astrakhan. Lui-même, à Nijni, dans d'innombrables ports, et sur des vapeurs de la Volga, avait dans sa jeunesse été matelot, plongeur, etc.

Juste avant d'écrire la pièce, Gorki est retourné à Nijni-Novgorod, mais cette ville, Staline l'a baptisée « Gorki », comme il aime le village que Gorki habite normalement, près de Moscou. A Gorki, Gorki a pris un navire pour Astrakhan, un navire s'appelle le *Maxime-Gorki*. Il n'empêche pas Staline de rester alors à Gorki son personnage pour la Suisse, où l'ancien des *Fonds* se prolongeait peut-être les pommiers, depuis son mariage manqué, sont malades).

Vassa Goleznova, la pièce, est un cauchemar. Les parents et enfants Goleznov sont des monstres. L'ancien couche avec sa nièce, le patron viole la servante, Vassa oblige son mari à s'empoisonner pour éviter à la famille la honte de

l'emprisonnement (déroulement mineures)... Dès que Vassa tombe morte, les parents et employés se jettent sur le coffre et les tiroirs, les tiroirs. Le *« Cauchemar »* est une œuvre de Vassa, militante socialiste, émigrée en Suisse, dans la clandestinité, et dans l'attente d'être

La pièce est rapide, aigüe, sans arrière-pensée, sans arrière-pensée. Voir jouer *Vassa Goleznova* ne peut être que prenant. Anne-Marie Lazerini a écrit une mise en scène très animée : le spectateur a plus d'une fois l'impression d'être égaré chez des gens-là, d'en être gêné. — Il est vrai que Gorki a beaucoup copié son *« Cauchemar »* sur *« Les Misérables »* de Victor Hugo, un beau-père qui bourrait de coups sa femme, Vénus. Théophilides joue Vassa avec aisance, sans forcer. Anne-Marie Lazerini a une belle présence en révolutionnaire. Corinne Darmon, Eva Duvall, Simon Cordonnier, sont Natasia, Lisa, Larion, et ne sont plus ni moins.

M. C.

Théâtre Artistique-Athévain. Samedi 14 février à 20 h 30. Dimanche 15 février à 14 h 30. Samedi 14 février à 20 h 30. Dimanche 15 février à 14 h 30. Tél. : 48-06-36-02.

Un Don Juan sado-masochiste

Corneille fait confiance aux parents pour choisir gendres et belles-filles

LA PLACE ROYALE
du Théâtre de la Comédie d'Aubervilliers

« Sado-masochiste » : diagnostic inattendu, s'agissant d'une pièce de Cornélie. C'est le très sérieux professeur Pierre Couton qui l'avance, examinant *« Place Royale »*. Et il a raison. Pierre Cornélie a vingt-sept ans lorsqu'il écrit cette comédie. *« Place Royale »*, *« l'Amoureux extravagant »*. Il vient juste de déclarer qu'il « rejette le vieux théâtre par ses yeux inaccoutumés ».

Et donc sur cette place Royale, qui n'est pas des Vosges, mais alors toute nouvelle-née, flambant Cornélie donne libre cours à un garçon simple, Alidor, qui fait enlever, par un des hommes de main, la jeune fille qui l'aime. Non, la voir de plus près, mais pour la livrer à un ami, Alidor. Ses raisons : cette Angélique l'aimait trop. Ses démonstrations affectueuses étaient « fatales à son repos ». — Est-il permis de « toujours disposer de lui » ? Etre aimé, c'est une « servitude », il en souffrait, un martyr, il va enfin s'en venger. Violences, perversions, chantage, il ne refuse rien.

Cornélie pousse au noir. Dans le rythme de la comédie, il s'emploie à faire entendre un tigre froid dont les rugissements une fois vus. Alidor s'autorise d'un mot de passe : « l'indifférence ». Dans ces années-là, en France, l'indifférence au cœur des docteurs de l'Eglise, elle est « la faculté de se prononcer par soi seul, mépris des

événements et des sentiments d'autrui ». Pascal rapproche « indifférence » de « amour-propre », celui-ci n'étant au vrai qu'« amour de soi ». — « commencement de tout désordre ». Et Pascal, sans le savoir, définit l'amoureux extravagant Cornélie : « Il veut être heureux, et il se voit misérable ».

Face à Don Juan satanique, Cornélie dessine un caractère de femme tout aussi « inaccoutumé », mais lumineux, attachant. Phylis, jeune femme fine, souriante, calme, voluptueuse. Elle accueille le plus volontiers du monde, nous dit-elle, les hommages masculins. Elle est la courtoisie même, la distinction même, elle est sage : entre choses elle a confiance à la présence d'esprit et l'intuition des parents pour choisir gendres et belles-filles. Par la voix de sa Phylis, Cornélie nous fait ici entendre le bonheur des mariages est mieux garanti par le choix réfléchi des parents que par les embardées sentimentales ou épidermiques des enfants. — Sur ce point, l'opposé de Molière, c'est très curieux. Et le portrait « contradictoire » de la jeune femme n'est chose courante.

Cornélie attribue à son intervention décisive : « Le geste, la diction, viennent en aide ». La qualité évidente de sa mise en scène de Brigitte Jacques, d'avoir conduit les acteurs à une projection très nette, très claire, du trait de Cornélie dans tous les détails, les transparences, les allusions (ce qui est très jeune, très libre, vrai) Cornélie étonnera toujours.

Marie-Armelle Deguy donne un jeu de toute beauté, d'une gaieté précise, d'une rêverie délicate, qui exprime l'entière richesse de la conscience de Phylis. Philippe Demarle simplifie sensiblement l'extravagance d'Alidor. Il est un acteur de tout premier plan, il a beaucoup de lumière, d'abandon, d'esprit, sa présence forte — présence d'un tel charme que cet acteur doit aller beaucoup à l'encontre de soi-même pour transmettre les abîmes, les fantasmes noirs d'un Alidor. Il ne fait pas. Il est plus proche de l'Indifférent de Waiteau que de celui de Cornélie.

Marianne Basler, l'amoureuse d'Alidor qui, dans un moment pour ne plus songer à ce monstre, belle, attachante, et joue bien. Eric Genovese, l'ami d'Alidor, excellent acteur, est doté d'une remarquable énergie spirituelle.

Décor austère (un grand vide sombre) d'Olivier Peduzzi. Costumes sobres (bien choisis, simplement) deux superbes robes du soir de Christian Gasc. Musique très intéressante de Marc-Olivier Dupin : elle dit une imminence d'un désastre naturel qui recouperait une punition du ciel, elle se rapproche du flux des états de conscience : c'est peut-être le musicien qui, à la fin de la soirée, est plus proche des arrière-pensées de Cornélie.

MICHEL COURNOT

► Du mardi au samedi : 20 h 30. Dimanche : 14 heures. Tél. : 48-34-67-87.

CINÉMA

La Vidéotheque de Paris fait la classe

Elle a quatre ans, la VDP poursuit ses activités hors les murs et attire 88 millions de spectateurs

A l'occasion de son quatrième anniversaire, la Vidéotheque de Paris organise le 4 février une journée portes ouvertes. Devenue traditionnelle, elle permet chaque année de présenter dans toutes les salles de projection — les grandes salles de la saison d'un film — les films, clips, pubs, documentaires, notamment — sont présentés. D'un établissement intelligent, aussi, qui a su à la curiosité des Parisiens, et a été fréquenté en 1991 par 200 000 personnes.

Les cycles, tout d'abord, seront inaugurés en 1992 par « Volontés », (du 12 février au 7 avril), « Le ventre de Paris » (du 12 avril au 19 mai), « Portraits » (du 12 juin au 28 juillet), « Portraits » (du 29 juillet au 29 septembre), « La Guerre froide » (du 30 septembre au 1er décembre) et « Love Paris », ou la capitale vue par les réalisateurs américains (du 2 décembre au 1er janvier 1993). La Vidéotheque de Paris poursuit ses « Carte blanche », soirées programmées par des personnalités du cinéma, des médias, huit « Ecran jour », projections-débat, « Vidéo contemporaine », accueillera Milos Forman, qui se pencheront respectivement sur « La Guerre froide » (le 20 février) ou « Le droit de vote des femmes » (le 21 mai). Des cycles courts sont consacrés à Georges Perec (du 28 février au 1er mars) ou à Pierre Lescure (du 24 au 26 avril), à « Paris capitale de la mode » (les 16, 17 et 18 octobre).

En 1992, la VDP continue de sortir de son sous-sol du Forum des Halles. Elle expérimente une consultation sur Paris-Cable dans les 12e et 20e arrondissements. La première antenne devrait voir le jour dans le 18e arrondissement à la Halle Saint-Pierre. Elle permettrait de développer en particulier les activités propres aux milieux culturels et aux milieux associatifs. Véronique Cayla, directrice de la Vidéotheque, envisage qu'elle développe la consultation à distance, le lycée Turgot, la programmation, les ateliers, les après-midi à la carte pendant lesquelles les classes élaboreront leur propre programme ou encore les ateliers du regard pour les plus petits.

« 20 000 élèves ou étudiants ont fréquenté la Vidéotheque de Paris en 1991 », précise Véronique Cayla. Ce sont des publics jeunes qui déclarent, pour la plupart, ne pas fréquenter d'autres établissements culturels et confirment ainsi que la VDP est le prototype d'une nouvelle génération d'institutions culturelles à forte utilité sociale et éducative. Ce jeune public ne devrait pas boudier la retransmission intégrale, sur grand écran et en haute définition, des Jeux olympiques d'Albertville, du 8 au 21 février.

B. M.

SAMEDI 14 FÉVRIER À 19 H 30 DIMANCHE 15 FÉVRIER À 14 H 30
Angélique Jonatos
THÉÂTRE WPT 46.72.37.43

MC 93
BUBIGNY
Gaudeamus
D'après « Bataillon de construction » de Serge Gance
en scène Lev Dodine
THÉÂTRE MALY DE SAINT-PETERSBOURG

Ah dis donc Dodine c'est dingue : spectacle qui décoiffe (vous les voyez... la boule à zéro). Une version stupéfiante d'un théâtre aux armées... rouges

Liberation
Suffirent : combien elle est folle la jeunesse dans les bataillons de construction

Le Figaro
Ils sont russes, ils savent tout faire : jouer la comédie et le drame, danser, bouger, chanter, faire de la musique

Le Progrès
Voyez les sortez pulvérisés par la formidable énergie, le souffle de cette compagnie, par la force décapante du théâtre soviétique sur les maux de la Société

Le Guardian
Sublime ! le théâtre reste dans cet empire exalté force exaltante, un spectacle à ne pas manquer

La Tribune de Genève

Après LONDRES, HELSINKI, NICE, STRASBOURG, VILLEURBANNE, GENEVE, BARCELONE, MARSEILLE, les jeunes acteurs-soldats de Gaudeamus seront à Bobigny du 12 février au 8 mars.

12 H 30 - 3 MARS
Librairie
Restaurant
48 11 45

OPERA
DIRECTEUR GÉNÉRAL
BALLET DE STUTTGART
DU 15 FÉVRIER
ON GUINE
CHORÉGRAPHIE JOHN CRANKO
U 8 - 22 FÉVRIER
UN HOMME UN NOMME DESIR
JOHN NEUMEIER
47 42 11 71

Le Monde de la
MUSIQUE
Télérama

Février
en musique

- **CARLOS KLEIBER.** Le plus grand des chefs pour la première fois au Théâtre des Champs-Élysées. Un portrait laser.
- **CHERYL STUDER,** le retour en France de la soprano prodige. Une interview exclusive de la diva.
- **JANOS STARKER,** maître-violoncelliste. Un document : son cours d'interprétation.
- **BEETHOVEN.** Les 32 sonates pour piano passées au peigne fin. L'itinéraire d'un génie.
- **MYUNG-WHUN CHUNG** dirige l'opéra russe. Il nous parle de Moussorgski et Chostakovitch.
- **DANSE EN V.F.,** de Bruxelles à Montréal.
- **250 CONCERTS.** Les rendez-vous à Paris et en province.
- **HIGELIN.** Après son dernier album et le Grand Rex à Paris, son tour de France.
- **VIDÉO-DISQUE,** matériel et enregistrements sur laser disc : les bons choix.
- **LE BLUES.** Un supplément « Spécial Blues » de 16 pages.
- **200 DISQUES.** La sélection du Monde de la Musique.

...Le Monde de la Musique
chez votre marchand de journaux

BILLET

Les rendez-vous manqués de l'apprentissage

Réclamée de longue date, promise par M^{me} Edith Cresson, la loi sur l'apprentissage et les formes d'alternance, le 3 et 4 février à Paris, peut-être le grand événement attendu. Certes, malgré le nombre impressionnant de participants. Par prudence, on parle d'une « concertation » qui ne sera pas une instance de l'État et, de toute façon, les propositions ne sont prévues que pour la fin de l'année du 1^{er} février.

De rendez-vous manqué en déclaration intempestive, le dossier donne l'impression d'être en train de tourner à vide. Les divergences de la signature d'un texte sur l'apprentissage par le patronat et les syndicats, le 1^{er} janvier, n'apportent pas le résultat escompté. Ayant des compétences en ce domaine, les régions restent méfiantes, moins pour des raisons d'entre-deux que pour des raisons de principe (Bretagne, Ile-de-France, Poitou-Charentes, etc.), d'autres se recroquevillent à l'exemple de Languedoc-Roussillon, où le président, Jacques Blanc, a refusé le transfert total des compétences. Quant à l'Éducation nationale, elle voit son inquiétude, que résume M. Guy Le Néouennec, secrétaire général de la FEN, selon laquelle l'apprentissage est « la plus mauvaise des solutions ». Ambitieux, puisqu'il supposait que l'on passe de 330 000 apprentis, actuellement, à 400 000, l'objectif apparaît à court terme comme irréalisable. Et il est difficile, pour le patronat, ceux qui s'en faisaient une arme défensive, de se laisser aller à des prétentions, pour cause de ralentissement économique. C'est que, financièrement, la situation est inextricable. Selon M. Bernard Decompe, l'apprentissage coûte 22 milliards de francs à l'État, ce qui est cinq fois plus que ses ressources. À 6 milliards, dont 1,7 milliard, provenant de 5,15 milliards collectés par le système d'apprentissage, on compte avec la formation professionnelle, qui concerne 100 000 jeunes, et qui représente un coût pour les entreprises.

En attendant que les problèmes de financement soient résolus au niveau des régions, où l'on développe les contrats de professionnalisation, les partenaires sociaux, les pouvoirs publics ont, sur ce point, échoué.

ALAIN LEBEAUBE

Le gouvernement attend le rapport de M. Syrota pour la mi-février

Le délicat montage de Thomson-CEA-Industrie

Le rapprochement de l'électronique civile de Thomson SA et des activités industrielles du CEA révèle un montage complexe. L'État doit à la fois composer un actionnariat à la hauteur des ambitions du nouveau consortium et décider des modalités qui en découlent. M. Jean Syrota, qui sera porté à la tête de CEA-Industrie dans les prochains jours, avant de présider le futur pôle high-tech, en esquissera les contours dans un rapport remis au gouvernement le 1^{er} février.

« Tout pose problème », dit M. Syrota qui, en tant que ministre, a été chargé de la mise en œuvre de la loi sur l'apprentissage et les formes d'alternance. Il a donc une expérience de la gestion de la complexité et de la conduite de projets à grande échelle. C'est ce qu'il faut pour monter un consortium aussi complexe que celui-ci. Le montage financier est le suivant : Thomson SA vend à l'État sa participation de 60 % dans le capital de Thomson-CSF. Le produit de cette vente permet à Thomson SA de décaisser sa principale filiale, Thomson Consumer Electronics (TCE), de grand public pour ses téléviseurs, son matériel hi-fi et magnéto-grammes. Une fois assaini, Thomson SA vendra son lot à CEA-Industrie.

Cette jonglerie offre l'avantage d'être transparente pour

le budget de l'État, qui achète de la main gauche et vend de la main droite. Mais elle pose un problème : avec 1,8 milliard de francs de liquidités, le CEA-Industrie n'a pas la trésorerie nécessaire au montage. Le montage SA décaissement, explique M. Syrota. Sauf à vendre tout ou partie de certaines de ses filiales, Holding, CEA-Industrie contrôle notamment la Cogema, spécialisée dans le traitement de l'uranium, Oris, le diagnostic médical, et la société de services informatiques Cisi. Il détient aussi 36,2 % du fabricant de chaudrons nucléaires Framatome. Des participations aisément négociables.

« Le nucléaire ne sera pas sacrifié »

« Attention, souligne toutefois M. Syrota, avec moi comme responsable, le nucléaire ne sera pas sacrifié. Je ne pense pas que le gouvernement ait cette intention-là. » Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, s'est d'ailleurs défendu de vouloir affaiblir la filière qui « conditionne l'indépendance énergétique du pays ».

Des filiales grandes affectées par la création de Thomson-CEA-Industrie, la Cogema est la plus attrayante. Présidée justement par M. Syrota, elle réalise 22 milliards de francs de chiffre d'affaires et constitue d'énormes provisions financières pour le démantèlement futur de l'usine de retraitement de la Hague, la trésorerie des 7 milliards de francs. « Il n'est question », dit M. Syrota, « de céder quelques parts du capital de la Cogema et nullement de sacrifier l'entreprise. » Le groupe allemand Veba serait sur les rangs et s'apprête à abandonner son français le contrôle de la société Uranogel-mat mbH.

Framatome ensuite, l'autre fleuron de la filière française du

nucléaire, pèse plus 13 milliards de francs de chiffre d'affaires et dispose, aussi, de confortables liquidités. Mais modifier la géographie de son capital autrement que l'actuel résultant d'un compromis, passé après plusieurs mois de bataille, entre les pouvoirs publics et le puissant groupe privé Alcatel-Alsthom (ex-CGE). Aussi, les experts appellent à se pencher sur le dossier d'ici à un simple réajustement de la participation de CEA-Industrie en faveur d'EDF. La formule aurait l'avantage de pas affaiblir le poids de l'actionnariat public, tout en obtenant d'EDF un coup de main indirect au montage financier de Thomson-CEA-Industrie.

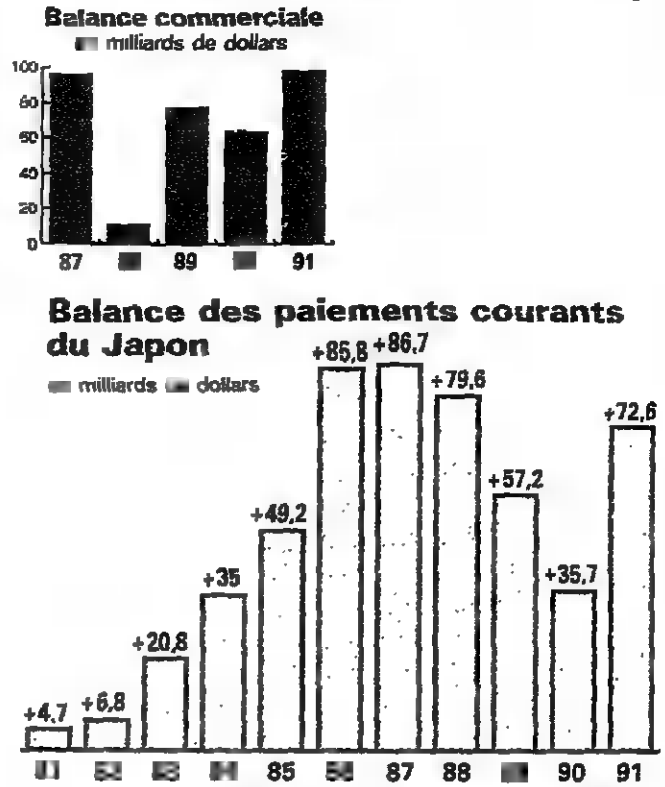
Définir le montage des filiales est tout aussi délicat. Conseiller spécial à Maignon, M. Abel Farnoux fait désormais du médical l'une des grandes priorités nationales. En visite au centre d'études de Saclay (Yvelines), le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a clairement fait part de ses souhaits : « Je compte beaucoup sur les futurs dirigeants de Thomson-CEA-Industrie pour développer intensément ces technologies de l'électronique médicale avec les mêmes convictions et l'énergie que celles qu'ils déploient dans le nucléaire civil et qu'ils déploieront aussi dans toute l'électronique civile. »

Une déclaration qui semblerait interdire par toute cession de la filiale Oris. En réalité, des formules plus subtiles peuvent être utilisées. La par CEA-Industrie d'une filiale à une autre permettrait de ne pas remettre en cause l'intégrité du groupe, tout en faisant passer l'argent frais à la maison mère sans ponctionner les trésoreries.

PIERRE-ANGELO GAY et CAMILLE MONNOT

Lire page 33 dans « Le Monde » l'édition du 1^{er} février sur l'avenir de Thomson-CEA-Industrie.

Excédent record des paiements courants du Japon en 1991



Après s'être réduit en 1990, l'excédent des paiements courants du Japon a recommencé à beaucoup augmenter en 1991, doublant d'une année l'autre. Ce qui s'explique surtout par la balance commerciale, qui est l'un des principaux postes de la balance des paiements courants. L'excédent des exportations sur les importations a considérablement progressé, passant d'une substantielle à une centaine de milliards de dollars, les ventes à l'étranger augmentant de 9,2 % et que les achats à l'étranger ont diminué de 6,2 %. Les excédents commerciaux japonais ont beaucoup progressé vis-à-vis de l'Europe, l'Asie et les États-Unis. Autre point important : le Japon a été importateur net de capitaux à long terme, ce qu'il était régulièrement exportateur (+36,6 milliards de dollars après 43,6 milliards en 1990), parce que les non-résidents - souvent des institutions japonaises - ont acheté beaucoup d'actions japonaises. En réduisant les investissements directs japonais à l'étranger, les capitaux.

Le Forum de l'économie mondiale de Davos

Le pacte sud-africain fissuré face aux investisseurs internationaux

DAVOS

Un envoyé spécial

Aider les pays longtemps en disgrâce à relancer la communauté économique internationale : la mission passionnée le bon docteur Klaus Schwab, professeur de l'université de Genève et grand organisateur du Forum de l'économie mondiale de Davos. L'Afrique du Sud, en pleine évolution, ne pouvait manquer d'attirer son attention.

En réunissant, dimanche 2 février, autour d'une table ronde et devant près d'un millier de dirigeants d'entreprises, les principaux acteurs de la révolution sud-africaine, notamment le président du Parti national, M. Frederik W. de Klerk, et le leader de l'ANC (le Congrès national africain), M. Nelson Mandela, M. Schwab a voulu un jour de réconciliation et de confiance sur la nouvelle Constitution et la formation d'un gouvernement intérimaire pétrine à Johannesburg. Le pacte sud-africain est né à Davos, il faut le dire.

M. d'hésitation pour M. De Klerk. « Joignez-vous à moi, faites confiance, investissez chez nous », a-t-il lancé aux industriels participant au Forum, ajoutant : « nous avons le crédit, d'investissement, de charité » la présentait son

voile royal » les autres du continent noir. Les autres sud-africains ont moins enthousiasmés.

« Au moment opportun »

Mais c'est M. Mandela qui a nuancé l'appel de M. De Klerk. Partisan du niveau mondial d'une offensive globale concertée en faveur du développement, le leader de l'ANC reconnaît la nécessité d'un transfert massif de sources du Nord vers le Sud. Il souhaite donc que les industriels étrangers viennent investir en Afrique du Sud, mais « au moment opportun ». Il celui-ci ne semble pas encore être atteint.

Recommandant à l'ANC aux investisseurs étrangers de lever leurs sanctions économiques, M. Mandela souhaite que la caractéristique irréversible du processus de démocratisation soit assuré. Ce n'est qu'une fois que le gouvernement intérimaire aura été installé - dans six mois, selon M. Mandela - que les sanctions devront être supprimées. Et que les investisseurs étrangers puissent investir.

« Nous sommes prêts à jeter les bases d'un climat économique et social qui permette d'assurer la confiance des investisseurs », a expliqué le leader noir. Pour

l'ANC, l'Afrique du Sud devra se doter d'une économie mixte où l'État aura le poids qu'il a en Allemagne, en France ou en Italie où le secteur public représente 9 %, 11 % et 15 % de l'économie. « Nous sommes conscients », les nationalisations provoquent de grandes inquiétudes », a précisé M. Mandela, pour qui le développement de son pays apparaît plus important que certains dogmes.

ÉRIK IZRALEWICZ

La perte courante de Charbonnages de France devrait atteindre 3 milliards de francs en 1991

« Il s'agit de mener la récession dans l'ordre », a déclaré M. Bernard Pache, président-directeur général de Charbonnages de France, en présentant les premiers résultats du groupe pour 1991. Comme l'année précédente, l'activité de CDF a été marquée par des réductions d'effectifs (-13 %), une amélioration des rendements et des prix de revient. De 4722 personnes en 1985, les effectifs ont été ramenés à 22494 en 1990 et 19600 en 1991.

Au total, le pôle de résultat courant devrait atteindre 3 milliards de francs en 1991. L'entreprise a en 1990 réalisé 2,8 milliards de francs à l'État, soit 320 millions de moins que l'année précédente. Il faut attendre plusieurs mois pour connaître le résultat comptable de l'exercice arrêté au 31 décembre, mais M. Pache a d'ores et déjà fait savoir que le résultat serait plus mauvais que celui de 1990 (le déficit consolidé s'élevait à 1,2 milliard de francs).

Gérant l'extinction progressive de l'activité charbonnière en France, CDF entend valoriser son savoir-faire dans le secteur de l'ingénierie en France et à l'étranger. Deux de ses filiales, CDF ingénierie et SISEC (460 millions de francs et 110 millions en 1990), poursuivent leurs activités, notamment dans les secteurs du génie minier et hospitalier.

INDICATEURS

FRANCE

Les chefs d'entreprise jugent l'économie générale défavorable. - Interrogés en janvier par l'INSEE, les chefs d'entreprise ont jugé moins défavorables les perspectives générales de production de l'industrie française. Après s'être améliorées, celles-ci s'étaient très nettement assombries en octobre. Les perspectives personnelles des industriels, qui reflètent davantage les productions réelles, restent à un niveau correspondant à une stagnation de la production. Réponses influencées par l'industrie automobile, l'on voit la diminution de la demande allemande, après un mois de très fortes exportations. Les stocks sont toujours jugés un peu trop importants. Les commandes insuffisamment garnies.

Réserve de change : - 31,6 milliards de francs en décembre. - À la fin du mois de décembre, les avoirs officiels de change s'élevaient à 326,6 milliards de francs au lieu de 358,2 milliards à la fin de novembre, soit une diminution de 31,6 milliards de francs.

PREPAREZ EFFICACEMENT LES CONCOURS PARALLÈLES AVEC L'ISP.

SAPO GELSA NEC

ISA/ENA ENM/CFPA

ISP - 75007 Paris (1) 42 40 60

EUROPE ECHECS

Au sommaire du numéro de février :

Viswanathan Anand superstar ! le jeune Indien vainqueur du fabuleux tournoi de Reggio Emilia devant Kasparov et Karpov

Toutes les parties avec les commentaires des grands maîtres

Chez votre marchand de journaux : 32 F

PRIX, CHOIX, DÉLAIS !

Venez comparer avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher !

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.68 • 179.55.91 ☎ 42.89.55.91

• 29, Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

FORMATION

La quatrième édition de l'Aventure des métiers

Jeunes et professionnels

Ces entreprises, souvent d'activité à administration simple représentée par l'Aventure dans l'attente par vingt-huit exposés du maître sur deux continents : l'Éthique et l'Artisanat. « Mais pourquoi que ça soit des auteurs de la science ? Mais ça paraît le savoir pas », dit M. Braun. Obsédés par cette notion de l'écrit, les jeunes de l'univers professionnel, les organisateurs ont importé leur attitude sur l'opération « Un homme, un métier », devant permettre à chaque jeune qui le souhaite de vivre la journée d'un professionnel de son métier.

La Sofres s'intéresse à la Sécodip

Le reste du capital de la Sécodis est entre les mains de L'Oréal - société

MARTINE LARONCHE

[illegible]

Ferruzzi

SOUSCRIV
FRAN

2 milli

Le Monde International

Management Information Services Professionals

As one of the world's leading marketing companies, Kimberly-Clark, with high profile brands such as Kleenex tissues, has an enviable position in European consumer and industrial markets.

Already well-established in Europe, the company operates out of a number of key locations in the U.K., France, Germany and Holland. We have ambitious expansion plans, aimed at being a multi-billion dollar business by the end of the decade.

Management Information Services are vital to the success of our expansion programme, and we've already devised an Information Strategy Plan and organisational concept for Europe. This includes European systems for Customer Service, Supply Chain Management and Management Information, and the development of our Business Communication Services.

As a result, we need experienced MIS professionals to further strengthen our teams. Working with SAP software, MVS mainframes and world-wide integrated PC and mainframe networks, we have the following opportunities:-

MANAGER, EUROPEAN DEVELOPMENT COMPETENCE CENTRE, MANUFACTURING
- Koblenz, Germany

MANAGER, APPLICATION TECHNOLOGY (MIS AND BUSINESS COMMUNICATION)
- Koblenz, Germany

REGIONAL MANAGER, MANAGEMENT INFORMATION SERVICES
- Paris, France

BUSINESS COMMUNICATIONS CO-ORDINATOR, EUROPE
(Personal Computer and Office Networks)
- Koblenz, Germany

DEVELOPMENT PROFESSIONALS FOR OUR DEVELOPMENT COMPETENCE CENTRE
CUSTOMER SERVICE, MANUFACTURING AND MANAGEMENT INFORMATION
- Koblenz, Germany, U.K.
- Veendam, Netherlands
- Koblenz, Germany

We work in project teams representing all the functional areas required for success.

Valid candidates are likely to have a degree in Computer Science, Economics, Finance, Administration, Engineering, and should have a minimum of 5 years' relevant job experience, ideally gained in an international business environment. You must have excellent communication skills, along with strong analytical and creative abilities. As a native speaker of one of our "core country" languages, you will have a good command of English. In addition, you should have a positive attitude toward frequent European travel.

If you are interested in a growing and demanding European business organisation, please write in English (indicating position you are interested in), with full curriculum vitae and remuneration history to:

François Robert, Kimberly-Clark
Sopalin, Bureaux la Colline, 92213
Saint-Cloud Cedex, Paris, France.

Registered Trademark of Kimberly-Clark Corporation.
Kimberly-Clark is an equal opportunity employer.

 **Kimberly-Clark**

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Importante société française de promotion immobilière recherche, dans le cadre du développement de ses activités en Espagne, le futur Directeur Général de sa filiale basée à MADRID.

Sous l'autorité du Président de l' "INTERNATIONAL", le Directeur Général menera à bien les missions suivantes :

- Développement général de l'activité immobilière en Espagne (prospection, montage des opérations au plan technique et financier, suivi des chantiers, commercialisation).
- Gestion de la filiale y compris l'agence de Barcelone.

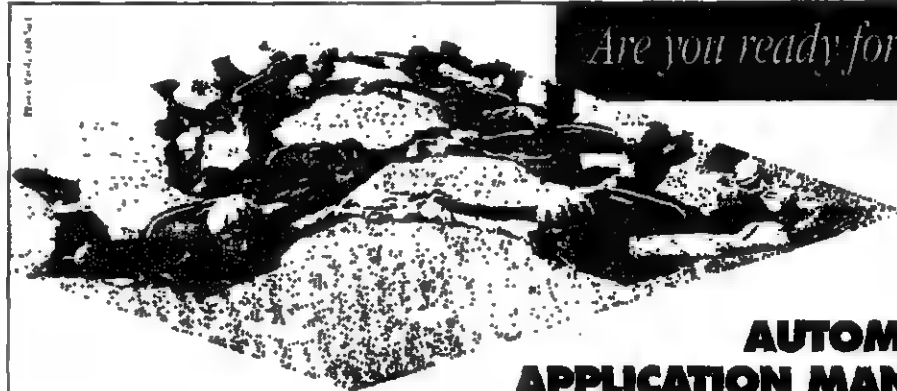
Le "Manager" que nous cherchons sera un "Homme de Terrain", de défis, de "Relations Publiques", et un excellent négociateur.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, ce "Professionnel" de l'immobilier, devra parfaitement maîtriser la langue et la culture espagnoles.

Si vous êtes intéressé par ce challenge, merci d'adresser votre dossier de candidature à :
ECG Consultants - 17, rue Galilée
75116 PARIS, sous référence : DG 92.

PARIS - MADRID - BARCELONE

**ECG
CONSULTANTS**



Are you ready for DOW?

AUTOMOTIVE APPLICATION MANAGER

In Switzerland, Dow Europe operates a Plastics Development Center where an international crew of dynamic specialists manage the challenges of the industry.

One of our objectives is to further penetrate the automotive market segment with our technology and wide range of products. To achieve this we are looking for an

Automotive Application Manager

- He/She is responsible for:
- the application development process.
- the promotion of Dow materials. Dow design proposals and manufacturing solutions for automotive polymer components and systems.

- maintaining value of projects within a specific project portfolio.

Ideal background:

- university degree
- fluency in English
- about 30 years old
- some years of experience in product design or advanced manufacturing engineering in component polymer part development.

We offer career opportunities in a multinational company, a stimulating working environment in a young team and attractive employment conditions.

Are you interested in joining a dynamic team?

For more information
please dial 2016 DOW FRANCE

Then please call or write to:
Dow Europe Ltd
1 rue de la Paix
75001 Paris
for an appointment

194 Boulevard Haussmann - BP 85
92002 Neuilly-sur-Seine
Tél. : 48-73-48-07
Fax : 48-73-48-07

Marques - The Dow Chemical Company

INGERSOLL-RAND AIR COMPRESSORS

Ingersoll-Rand, a Fortune 200 company has an exciting opportunity available for an individual who has the skills and experience to help us develop distribution in Japan.

Living in Japan, you will be responsible for expanding our distribution base as well as serving as a liaison between the US and our Japanese joint venture partners.

Success in this international assignment requires a thorough understanding of Japanese culture, extensive experience in Japan and/or with Japanese enterprises. We are searching for

Japanese executive

with international experience and has been associated with a school that is recognized for its exceptional standards in Japan. The individual must possess excellent social skills and extensive personal contacts within Japan.

For confidential consideration, please send resume and salary history to:

COMPAGNIE INGERSOLL-RAND
Monsieur J.J. TORRES - PDG
5/7 avenue Albert Einstein ZI
BP 113 - 78192 TRAPPES Cedex.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

Avec 14 % de sa diffusion

**1^{er} quotidien français
à l'étranger**

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements	locations demandées
<p>2^e arrdt</p> <p>Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e. Tél. : 48-73-48-07.</p> <p>10^e arrdt</p> <p>Republique, 100 m², 4^e ét. Cuis. 2^e s/vie. Ref. et. Parquet. Voté et payé. Faibles charges. 307 000 F. T. 42-38-28-31.</p> <p>11^e arrdt</p> <p>REPUBLIQUE, 100 m², 4^e ét. Cuis. 2^e s/vie. Ref. et. Parquet. Voté et payé. Faibles charges. 307 000 F. T. 42-38-28-31.</p> <p>16^e arrdt</p> <p>Republique, 100 m², 4^e ét. Cuis. 2^e s/vie. Ref. et. Parquet. Voté et payé. Faibles charges. 307 000 F. T. 42-38-28-31.</p> <p>18^e arrdt</p> <p>Republique, 100 m², 4^e ét. Cuis. 2^e s/vie. Ref. et. Parquet. Voté et payé. Faibles charges. 307 000 F. T. 42-38-28-31.</p>	<p>Paris</p> <p>RESIDENCE CITY</p> <p>URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons. LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLES DUREE 1 A 2 ANS. LOYERS GARANTIS.</p> <p>Tél. : (1) 45-27-12-19</p> <p>pavillons</p> <p>MAROLLES-EN-BRIE</p> <p>VAL-DE-MARNE</p> <p>Ville 7 km sur 900 m² terrain. Rez-de-ch. : séjour, double cuisine, chambre, 2 chbrs, s. de b. salle équipée, wc, buanderie. 1^{er} ét. : 2 chbrs, s. de b. dressing. Garage 2 voitures, terrasse 200 m², quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycée, équipements, golf, tennis, centre équestre.</p> <p>Prix : 1 800 000 F.</p> <p>Aché 18 h : 48-58-12-78</p> <p>bureaux</p> <p>LOCATIONS</p> <p>VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS</p> <p>RC - RM</p> <p>Démarches et Visites Permanentes téléphoniques</p> <p>43-55-17-50</p>

SPÉCIALISTES D

Retrouvez chaque

Le Monde

vos rubriques d'offr

Le Monde

Juristes

RETR

Dirigeants

HABITAT : ce sont des meubles et accessoires qui mettent la modernité et l'élégance portée de tous mais c'est aussi 1200 collaborateurs, 1,2 millions de francs de CA, 35 magasins : un groupe de dimension internationale.

DIRECTEUR FINANCIER

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION

Vous avez complété si possible votre formation grande école (ESSEC, Sup de Co...) par un DECS. Votre parcours professionnel vous a conduit depuis 5 ans à exercer des fonctions de haut niveau. Expert du contrôle de gestion du reporting anglo-saxon notamment, vous maîtrisez l'anglais "professionnel" et également l'espagnol. Collaborateur direct du Président, c'est à la tête d'une équipe de 30 personnes que vous assumez vos responsabilités : Le contrôle de gestion, le contrôle budgétaire, la comptabilité générale de la France et de

l'Espagne, la trésorerie (front office et analyse bilantielle), le reporting à la maison-mère... Vous organisez et supervisez l'ensemble de nos opérations : notre politique financière, Manager de tempérament, vous cultivez tout à la fois votre autorité naturelle et votre sens du dialogue, votre pragmatisme et votre capacité d'anticipation. Pour ce poste basé à Orgeval, merci d'adresser votre dossier complet de candidature à HABITAT - DRH - RN 13 78630 ORGEVAL qui le traitera confidentiellement.

habitat



Directeur Général

600 KF

METZ. Cette entreprise très performante, filiale d'un groupe de dimension internationale, fabrique et commercialise des biens d'équipement industriels. Elle réalise un chiffre d'affaires de près de 100 millions de F.

L'évolution de Directeur Général au sein du groupe amène à pourvoir à la succession.

Rendant compte Président, entouré d'une équipe performante (Directeur Industriel, Directeur Commercial, Directeur Administratif), et bénéficiant d'une large autonomie, il assurera tout particulièrement la définition de la stratégie commerciale et l'optimisation de la gestion de l'entreprise.

Cet homme d'organisation et de coordination, âgé de 40 minimum, de formation supérieure (HEC par exemple) pourra faire valoir son expérience réussie de Direction Générale autonome d'une entreprise industrielle d'au moins 100 personnes, où il aura démontré d'excellentes qualités de stratégie dans le domaine commercial et sa compétence affirmée en gestion. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Adresser CV à SPIELER SCHOEFFER PARTNERS, sous réf. M 259, 1 place de Bordeaux, 67000 Strasbourg. Tél. 88 52 11 00. Discretion assurée.

Deutsch-französische Personalberatung - Conseil franco-allemand.

CREEZ LES PRODUITS DE DEMAIN...

Nous sommes un groupe puissant en génie climatique, nous recherchons notre

DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Membre du Comité de Direction, vous occupez une fonction stratégique dans l'entreprise : la politique de développement et technique de la société ainsi que la mise en place et le management d'un service d'une centaine de personnes.

Vous aurez la responsabilité de la conception de nouveaux systèmes. Vos prises de décision s'appuieront sur des études de prix, de délais et seront suivies par la mise en place des procédures et des tests.

De Formation Supérieure, Ingénieur Grande Ecole, vous avez une dizaine d'années d'expérience du management d'équipe soit dans un bureau d'Etudes soit dans l'Industrie. Vous êtes familiarisé avec l'électronique et l'informatique et parlez couramment l'anglais.

Meneur d'hommes, doué d'une grande ouverture d'esprit, vous avez le sens des réalités de l'organisation. Vous agissez dans un souci permanent de performance et de rentabilité : En un mot, c'est votre personnalité qui fera la différence pour assurer cette fonction très évolutive.

Salaire attractif pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1147/6 à notre conseil SODERHU - 36, rue de Lisbonne - 75008 PARIS, qui traitera votre dossier confidentiellement.

SODERHU
MEMBRE DE SYNTAC

SECTEUR TERTIAIRE

DIRECTEUR FINANCIER

Société performante (CA 200 millions), en forte croissance, recherche dans le cadre de son expansion son Directeur Financier.

Manager et réalisateur, il assumera de larges responsabilités, tant dans la vie quotidienne de la Société que dans son développement : gestion de la trésorerie, négociation avec les banques, analyses de gestion et recommandations, assistance aux filiales à l'étranger, études prévisionnelles de rentabilité des nouvelles activités, études de création de nouvelles filiales ou d'acquisitions.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure HEC - ESCP Sciences Po..., âgé d'environ 35 ans, ayant acquis une expérience professionnelle soit au sein d'une direction financière d'entreprise, soit en tant que manager dans un cabinet d'audit.

Il sera dynamique, rigoureux, communicatif. Il aura un esprit d'équipe prononcé et sera très étroitement associé à la direction du développement de l'entreprise.

Poste à PARIS

Ecrire sous réf. 6A 2344 2M

Discretion absolue

Membre de Syntac

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

SPÉCIALISTES DU DROIT

Retrouvez chaque mardi dans

Le Monde
INITIATIVES

votre rubrique d'offres d'emploi

Le Monde
des
Juristes

BÂTISSEZ VOTRE AVENIR...

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

STRASBOURG

Entreprise spécialisée du Bâtiment, leader sur le marché Français, nous sommes renommés pour la qualité de nos services. Notre croissance se fonde sur une stratégie claire, nos performances industrielles et le dynamisme de nos équipes commerciales. Nous recherchons l'Adjoint au Directeur Général.

A 35-40 ans, vous avez une formation grande école d'ingénieur et au minimum 10 années d'expérience impliquant animation d'équipe, gestion, développement commercial, production. La réussite à ce poste nécessite une bonne connaissance de l'Industrie du Bâtiment : cette mission vous apporte l'occasion de donner la pleine mesure à vos compétences de chef d'entreprise, gestionnaire, communicateur et réalisateur. La pratique de l'anglais et de l'allemand est demandée.

Ecrivez en précisant la référence n° 4912/M à Managing 40, rue du Tivoli - 67000 Strasbourg, qui vous assure une totale discrétion.

METZ
MULHOUSE

MANAGING
STRASBOURG

La filiale française

(550 personnes,

650 MF de CA) d'un des

plus importants groupes

pharmaceutiques

français LA DEPE

Directeur Ressources Humaines

Vous définirez, animerez et harmoniserez la stratégie, les politiques et les pratiques de gestion des ressources humaines d'un groupe regroupant siège social, réseau, et d'exportation.

Spécialiste de la fonction, de formation supérieure, vous possédez, à l'environnement, une expérience de management d'équipes précises dans un environnement anglo-saxon.

La pratique de la méthode HAY et une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Envoyez d'urgence votre CV et prétentions, sous réf. 7003M, à Curriculum, 6 rue Lothaire, 10018 PARIS ou de téléphoner à Londres (samedi inclus) au 19 44 71 pour prendre rendez-vous avec notre Conseil.

كندا 100

VIE DES ENTREPRISES

Avant l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver

Sharp casse les prix de la télévision haute définition

La guerre des prix dans le domaine des téléviseurs à haute définition. La firme japonaise Sharp a annoncé, vendredi 31 janvier, la commercialisation d'un récepteur à un prix relativement bas, qui pourrait être à l'origine d'un produit de grande consommation. Ce nouveau récepteur, sorti de la chaîne de production japonaise, est prévu au Japon pour le 10 avril, coûtera 1 million de yens (environ 43 000 francs), soit environ le quart du prix des téléviseurs du même type proposés actuellement par la firme Sharp.

Sur le marché japonais, où les téléviseurs haute définition sont déjà disponibles, l'acquisition de téléviseurs haute définition demeure le privilège des seuls «happy few» et passionnés de nouveautés technologiques.

Selon un sondage commandé par la firme japonaise, seuls 0,7 % des japonais seraient prêts à investir dans l'achat d'un récepteur haute définition valant 4 millions de yens (près de 90 000 francs); cette proportion passerait à 15 % lorsque le prix serait divisé par deux.

Le japonais affirme qu'il vendra son appareil à perte. La modicité relative du prix s'explique, selon les dirigeants, par la mise au point d'un tout nouveau décodeur à signaux haute définition par la conception d'un tube cathodique à performances moindres d'un tube standard.

La date choisie pour l'annonce de Sharp, à 1 million de yens, l'effort est modeste, estiment-ils, alors que 500 000 yens représenteraient un levier psychologique beaucoup plus important. A ce prix, un appareil TVHD deviendrait compétitif avec les téléviseurs à écran panoramique traditionnels dont la diffusion progresse rapidement.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

SOCIAL

Philidar : fermeture d'une usine à Roubaix. Le groupe Philidar, numéro un mondial du fil à tricoter, a confirmé, lors d'une réunion du conseil d'administration, le 31 janvier, son intention de fermer l'usine de Roubaix (Le Monde du 19-20 janvier). Cette fermeture, qui devrait entraîner la suppression de 252 emplois, se justifie, selon la direction, par l'effondrement du marché du fil à tricoter (- 37 % en quatre ans) et la surcapacité de la production européenne.

RÉSULTATS

Du Pont de Nemours : premier déficit depuis 1932. Le premier chimiste des Etats-Unis et numéro cinq au classement mondial, le groupe Du Pont de Nemours annonce, pour le quatrième trimestre de 1991, un déficit de 140 millions de dollars. Jamais, depuis 1932, la firme, basée à Wilmington, dans le Delaware, n'avait vu ses comptes, en millions de dollars, plonger dans le rouge. Pour pallier les effets d'une mauvaise conjonction d'une baisse des prix dans la chimie, le groupe a dû renoncer à la vente d'actifs. Combien de malchance, qui intervient entre le coût imprévu du rappel d'un produit fongicide. Au total, le groupe a dû constituer une provision de 469,5 millions de dollars, entièrement imputable sur les résultats du quatrième trimestre. Conséquence : pour la première fois depuis dix ans, le chiffre d'affaires de l'exercice 1991 a baissé de 3,4 % pour retomber à 38,7 milliards de dollars. Surtout, le bénéfice net affaiblit de 1,4 milliard de dollars, plongeant ainsi de 39,3 % d'une année sur l'autre. A l'exception du charbon, toutes les activités du groupe ont vu fondre leurs résultats d'exploitation.

SAT : baisse de 1,5 % du chiffre d'affaires consolidé. Le groupe de

la Société anonyme de télécommunications a enregistré un chiffre d'affaires de 6,31 milliards de francs en 1991 contre 5,98 milliards en 1990, soit une hausse de 5,5 %.

Merlin Gerin : augmentation de 13,4 % du chiffre d'affaires. Le groupe, basé à Paris, a vu son chiffre d'affaires progresser de 13,4 % en 1991. Il a atteint 20,59 milliards de francs contre 18,15 milliards de francs en 1990.

ACCORDS

Total va fabriquer au Qatar des additifs pour essence. Qatar General Petroleum Corporation (QGPC), Total et International Octane Ltd (IOL) ont signé, le 29 janvier, un accord pour la construction d'une usine de fabrication de méthanol et de méthyl-tertio-butyl-éther, un additif pour essence. Total et IOL seront partenaires, avec 25 % chacun, QGPC, qui détient 50 % des parts de la nouvelle société appelée QAFAC. Le coût total devrait avoisiner les 600 millions de dollars (3,3 milliards de francs). Les installations devraient produire, à la fin 1994, environ 475 000 tonnes par an de méthanol et 1 000 000 tonnes de MTBE pour l'exportation.

CAPITAL

Devalay porte de 59,90 % à 80 % sa participation dans la société Coup de cœur. Le groupe textile Devalay a annoncé, mercredi 29 janvier, avoir porté sa participation dans le capital de la société Coup de cœur (sous-vêtements, habillement) de 59,90 % à 80 % en rachetant les titres détenus par l'un des cofondateurs de la société, M. Jacques Loyer. Coup de cœur était passé sous le contrôle majoritaire du groupe présidé par M. Léon Cligman en 1990, les 40 % restants du capital se partageant alors entre les deux cofondateurs de la société, M. de Riberal et

M. Loyer, propriétaires chacun de 20 % des actions. Devalay a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs, dont 88 % à l'exportation. En 1991, l'activité du groupe textile devrait connaître un recul d'environ 7 %, selon les estimations.

HOLDING

AGF : regroupement des participations industrielles dans Métropole SA. Les AGF vont regrouper les participations qu'elles détiennent dans plusieurs importantes sociétés industrielles dans leur filiale, Métropole SA, qui deviendra ainsi l'un des premiers holdings industriels français avec 6,7 milliards de francs d'actifs. La société Métropole SA, inscrite au hors-cote, va soumettre à ses actionnaires un traité d'apport par la Société centrale AGF et AGF Vie, des participations dans le groupe AGF. Les principales participations industrielles du groupe AGF avec notamment 8,6 % de Rhône-Poulenc, 8,7 % de Pechiney, 24 % d'Albarte, un holding de contrôle du groupe SNEP, 11 % de SPEP, le holding de contrôle du groupe Schneider.

CRISES

TEA-France : sursis de trois mois. La compagnie aérienne charter TEA-France, mise en liquidation judiciaire lundi 20 janvier, a obtenu, le 31 janvier, un sursis de trois mois du tribunal de commerce de Corbeil (Seine-et-Marne), pour permettre au personnel de la compagnie de se constituer en comité d'entreprise, a pris «cette décision» la communication de nouvelles pièces au dossier», ont indiqué les magistrats du personnel, qui précisent que l'exploitation de TEA-France reprendra à très court terme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Progrès de Valeo en 1991

Le chiffre d'affaires consolidé de Valeo s'est élevé à 19,9 milliards de francs pour l'ensemble de l'exercice 1991. L'écart par rapport au chiffre d'affaires de 20,2 milliards de francs en 1990 a été ramené de -6,2 % à la fin du premier trimestre 1991 à -1,6 % à la fin de l'année.

Selon les premières estimations, le résultat net du Groupe pour l'exercice 1991 serait de l'ordre de 590 millions de francs, soit 3 % du chiffre d'affaires. Ce chiffre traduit une nette progression du résultat courant et se compare favorablement aux 650 millions de résultat net du Groupe de l'exercice 1990, soit 3,2 % du chiffre d'affaires, qui prenait en compte 154 millions de plus-values exceptionnelles de cession d'activités. Valeo a donc atteint son objectif d'amélioration des marges d'exploitation par la réduction de ses coûts.

Valeo a aussi atteint son objectif de désendettement. L'endettement net consolidé a été réduit de 550 millions de francs, portant à la fin 1991 le ratio de dettes sur fonds propres à 0,4 contre 0,5 à fin 1990.

Les comptes définitifs de Valeo, après vérification des Commissaires aux Comptes, seront arrêtés par le Conseil d'Administration de la Société prévu à la mi-mars, avant d'être soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Dans un marché automobile et poids lourd mondial qui se maintient à un faible niveau, Valeo a repris sa croissance depuis septembre dernier et compte améliorer sa productivité pour renforcer sa compétitivité.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

23 janvier 1992

Total actif	592 430
dont	
Disponibilités à vue à l'étranger	91 111
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 773
Crédits au Fonds européen de coopération monétaire	58 557
Concours au Trésor public	40 280
Titres d'Etat (bons et obligations)	39 403
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	400
Effets privés	83 400
Effets en cours de recouvrement	22 393
Total passif	592 430
dont	
Billets en circulation	251 704
Comptes courants des établissements assés à la constitution de réserves	28 280
Compte courant du Trésor public	28 128
Reprises de liquidités	7 836
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contingente des allocations de droits de tirage spécial	9 001
Ecarts à l'actif au Fonds européen de coopération monétaire	52 070
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	185 432

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	8,80 %
Taux des pensions de 6 à 10 jours	10,50 %
Taux des avances sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de la Bourse de Paris

31 décembre 1991

Valeur pond. à rev. variable	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3
Valeur pond. à rev. fixe	104,1	104,3

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

Base 100 : 31 décembre 1989

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3800	3800	Loca invest	210	
Amalut Assoc.	285		Loca invest	82	
B.A.C.	66		Alcatel Cables	174	
Banque Paribas	370	370	Alcatel Cables	384	380
Banque Paribas	271		Alcatel Cables	400	
Banque Paribas	750	750	Alcatel Cables	325	
Banque Paribas	382		Alcatel Cables	159	
Banque Paribas	851	774	Alcatel Cables	67 80	
Banque Paribas	198		Alcatel Cables	290	
Banque Paribas	285		Alcatel Cables	130	
Banque Paribas	862	862	Alcatel Cables	278	
Banque Paribas	1090		Alcatel Cables	330	
Banque Paribas	178 50		Alcatel Cables	310	
Banque Paribas	370		Alcatel Cables	214	
Banque Paribas	1190		Alcatel Cables	67 80	
Banque Paribas	340		Alcatel Cables	800	
Banque Paribas	851	850			
Banque Paribas	209				
Banque Paribas	127				
Banque Paribas	198 80				
Banque Paribas	254	250			
Banque Paribas	120				
Banque Paribas	106 80				
Banque Paribas	342				
Banque Paribas	207				
Banque Paribas	800				
Banque Paribas	97 10				
Banque Paribas	874	878			
Banque Paribas	168				
Banque Paribas	83 80				

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Cotation en pourcentage du 31 janvier 1992

Nombre de contrats estimés : 116 000

COURS

ÉCHÉANCES

Options : notation

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

BOURSE DU 3 FEVRIER

Cours relevés à 10 h 15

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

31/1

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations																						
C.I.T.			C.I.T.	1298		Palin Nouvelles	1090		A.E.S.	875		Alcan	216 31		Financ	458 12	444 76	Provo. Extern	111 46		116 20	
C.I.T.A.M. B.			1910			Public Memos	...		Alcan Nv Sico	410		Alcan	216 31		Financ Paris	107 19	104 07	Pro Assocations	25857 22	25857 22	25857 22	
Dogel			358			Parifrance	...		Alcan Aluminium	110		Alcan	216 31		Financ-Regions	1227 38	1191 81	Proffus	894 87	870 70	870 70	
Cominco			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Indemnité			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan	216 31		Financ-Regions	34 28	34 28	Proffus	134 09	120 82	120 82	
Can Lys Alcan			6350			Paris France	234		Alcan Aluminium	243 10		Alcan										

Marché libre de l'or

MONNAIES ET PAGES	COURS	COU
----------------------	-------	-----

[illegible]

CARNET DU Monde

Naissances

— M. et Mme ROBERT ont la joie de faire part de la naissance de

Alexandre,
21 janvier 1992,
5, rue Cavendish,
75019 Paris.

Décès

— Paris, Lyon.
M. et Mme Paul Bayzelon,
Les familles Bayzelon, Bouvier, Duc
Dodon, Mignot et Crouzet,
la douleur de faire part du décès de

M. Etienne BAYZELON,
survenu le 31 janvier 1992,
18, rue de l'Odéon,
75004 Paris,
12, avenue de Saxe,
69003 Lyon.

— M. Jean-Noël Chartier,
enfants,
petit-fils Anthony,
la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Noël CHARTIER,
expert au BIT,
survenu à Cotonou, le 17 janvier 1992.

Selon son souhait, il a été inhumé le
29 janvier.

Les Coteaux-de-Moulin, apt 6,
5, rue du Limousin,
97490 Sainte-Clotilde.

(Publicité)
**LE NOUVEAU DOJO
ZEN DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS**
Vous invite, dans le cadre de
son cycle de conférences
« Zen XXI^e siècle », à celle
qui aura lieu le mardi 4
février sous le titre
« Zen et Joie de vivre »
par F. Benhaim, moine Zen
et président du dojo Zen
Saint-Germain Centre
culturel André-Malraux,
112, rue de Rennes 75006.
Rennes.
43-29-14-85.
participation 40 F

— M. Jean Coulon,
née Paule Laval,
enfants
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean COULON,
directeur PTT en retraite,
chevalier de l'Ordre national du Mérite.
Il s'est éteint à l'hôpital Foch de
Suresnes, le 24 janvier 1992, dans sa
soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu à Plessy, le 27 janvier.
Les Rosiers,
93000 Plessy.

— Séjours internationaux linguisti-
cultuels.
Le conseil d'administration,
le délégué général,
le personnel,
Les professeurs,
Adhérents et amis de SILC,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Pierre DESCHAMPS,
professeur,
président-fondateur de SILC,
commandeur de l'Ordre
des Palmes académiques,
officier jeunesse et sports,
survenu le 1^{er} février 1992, à Paris.

Les obsèques civiles auront lieu le
mercredi 4 février, à 14 h 30. Renda-
vous à l'entrée principale du cimetière
Bagneux (Hauts-de-Seine), avenue
Mare-Dormoy.

Des dons peuvent être adressés à la
SILC, pour la Ligue contre le
SILC, 32, rue de l'Est,
16022 Angoulême Cedex.

— M. Abel Verdier,
sa mère,
M. Patrick Verdier,
épouse,
Ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Patrick VERDIER,
Il rappelle le décès récent de son père
M. Abel VERDIER,
ambassadeur de France.

— Marseille.
M. Jeanne Masson,
sa mère,
M. Clothilde Conchon,
son épouse,
M. et Mme Philippe Masson,
Audrey et Guillaume,
M. Catherine Masson,
ses enfants et petits-enfants,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger MASSON,
officier de la Légion d'honneur,
croix de la valeur militaire,
officier de l'Ordre national du Mérite,
sous-préfet,
délégué à la protection
de la forêt méditerranéenne,
survenu à Marseille, le samedi
1^{er} février 1992.

Les obsèques auront lieu le mardi
4 février, à 14 h 30, en l'église
Sacré-Cœur, 11, rue du Prado, à Mar-
seille.

Cet avis tient lieu de faire-part.
A. rue Edmond-Rostand,
13006 Marseille.

— M. M. Monnet,
parents,
Annabelle, Aurélien, Julien, Pauline,
Yohan,
filles,
Toute la famille,
nombreux amis,
ont l'immense douleur de faire part de
la disparition tragique de

Rémy MONNET,
diplômé de l'Ecole nationale supérieure
de géologie,
ingénieur au CNRH d'EDF,
à Chambéry.

survenue le 30 janvier 1992, lors de la
catastrophe aérienne du mont Saint-
Odile.

Rémy avait trente-huit ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi
4 février, en l'église de Chézery-Forens
(Ain).

Plus de fleurs, mais seulement pour les
amis des peuples du tiers-monde.
01410 Chézery-Forens.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

— Le Père Guérin,
Le conseil pastoral de paroisse
Et le conseil économique de la cathé-
drale de Saint-Pierre de Montpellier,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mgr Joseph ROUCAIROL,
archiprêtre
de la cathédrale de Montpellier,
directeur-fondateur
de la paroisse Urbain-V,
organiste titulaire de la cathédrale
Saint-Pierre de Montpellier,
ancien professeur d'orgue
conservatoire de Montpellier,
membre de l'Académie de la ville de Montpellier,
et de la ville de Montpellier,
l'Ordre des académiques,
ancien président
de la Fédération française
de la Fédération internationale
des Pueri Cantores,
président d'honneur
de l'Association internationale
des chœurs de la Légion d'honneur,
prieur de Saint-Etienne.

Les obsèques auront lieu le mardi
4 février 1992, à 10 heures, en l'église
Saint-Pierre de Montpellier.

Messes anniversaires
— Une messe sera célébrée le
mardi 7 février 1992, à 10 heures, en
l'église Saint-Lambert de Vaugirard,
1, rue Gerbert, Paris-15^e, à l'intention
de son âme.

M. Marie-Noëlle DUVERNE,
Piliard,
rappelée le 28 décembre 1991.

— Pour le premier anniversaire de
rappel le Dieu de

Bernard LUTZ,
une messe sera célébrée le mardi
4 février 1992, à 10 heures, en
l'église Notre-Dame d'Au-
toul, Paris-16^e.

Anniversaires
— Toulouse (Haute-Garonne).
Angèle (Tarn).

Il y a un an nous quittait le
docteur Yves KERGUÉLEN.

La lumière de son souvenir brille
toujours dans le pèdre de son
père aimé.

« Nous dit souvent d'impor-
tantes choses. »

— Saint-Jean-du-Gard, Genève.
Strasbourg, Paris.

Il y a un an, le 4 février 1991, dispa-

Philippe LATHAM.
Tous ceux qui l'ont accompagné
souviennent.

Avis de messe
— L'Amicale des anciens de la
Fédération (ANACF), délégation Ile-de-
France, signale qu'une messe du
pour le 4 février 1992,
à 15 h 30, en la crypte de la chapelle
des étrangers, 128, rue du
Bac, Paris-7^e.

Elle sera suivie de l'assemblée gé-
nérale à 18 h 30, dans une salle de la
même adresse.

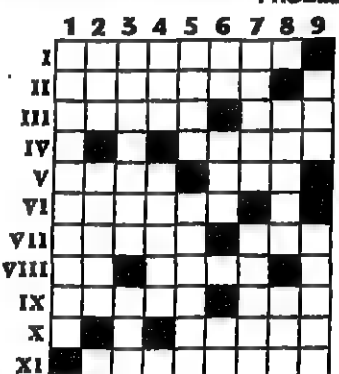
Soutenances de thèses

— Institut d'études politiques de
Paris, samedi 8 février 1992, à 10 h 30,
30, rue Saint-Guillaume, Paris-7^e, salle
André-Siegfried. M. Pécot :
« L'entrée en politique des
de l'Unité au
dans la province de
(1859-1912) ».

CARNET DU MONDE
Renseignements :
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 92 F
Abonnés et actionnaires : 88 F
Communistes divers : 95 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5708



se mord les lèvres. — 5. Commune
belge. D'un endroit du littoral.
— 6. Pronom.
Pour en arriver là, il faut
bien passer par là. Conjonction.
— 7. Une éventuelle
de sucre du beurre dans les épi-
nards. Cté nipponne. — 8. On a
dans la poche. — 9. Décident
aux regards ou bien s'y

Solution du problème n° 5707

I. Crotchet. Coupe. — II. Avoue.
Ténacité. — III. Tancé. Mina. Test.
— IV. Clé. Nu. Liseuse. — V. Ha.
Patric. Os. Ut. — VI. Elder. Dulle.
Ara. — VII. Uri. Roues. Ile. —
VIII. Remparts. Ans. Fi. —
IX. Eubée. Bresse. — X. A. A.
— XI. Pains. Al. Sep. — XII. Not.
Recrue. Era. — XIII. Ain. Méchan-
isme. — XIV. Neige. M. l'air. —
XV. Ore. M. l'air.

1. Crotchet. Piano. — 2. Ove-
r. P. l'air. — 3. Non. Dime. Ionie.
— 4. Fic. Pé. Puant. — 5. Inéna-
ble. Mer. — 6. Se. Ut. Orée. Ré. —
7. Router. Ecu. — 8. Utilité.
Taches. — 9. Reniées. M. l'air. —
10. Nés. Ans. Urie. — 11. Ce.
Existe. — 12. O. l'air. — 13. L'air. — 14.
P. l'air. — 15. M. l'air. — 16. M. l'air.

1. Crotchet. Piano. — 2. Ove-
r. P. l'air. — 3. Non. Dime. Ionie.
— 4. Fic. Pé. Puant. — 5. Inéna-
ble. Mer. — 6. Se. Ut. Orée. Ré. —
7. Router. Ecu. — 8. Utilité.
Taches. — 9. Reniées. M. l'air. —
10. Nés. Ans. Urie. — 11. Ce.
Existe. — 12. O. l'air. — 13. L'air. — 14.
P. l'air. — 15. M. l'air. — 16. M. l'air.

GUY BROUTY

Numéro de février 1992 — 30 F

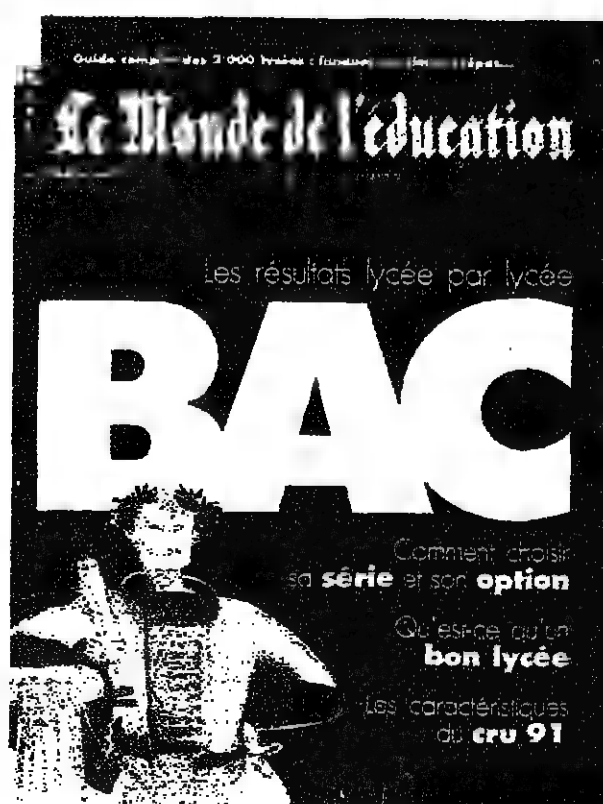
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Supplément spécial Résultat du Bac lycée par lycée

Public, privé, tous les résultats au bac section par section.
Avec un guide des 2 000 lycées de France : les langues, les options,
les classes préparatoires.



Dossier :
cantine,
que mangent
nos enfants
Les « trois-étoiles » du primaire.
fast-food du lycée.
La cantine d'autrefois fait
peau neuve, à condition
que les parents s'en mêlent.



Enquête :
les lycées
lecteurs

Un mois, livre en bois,
en plastique, coins ronds,
un premier contact avec l'univers
des histoires, la maison
ou même... en bibliothèque.

Reportage :
la crise financière
des universités
américaines

Suppression des postes
d'enseignants, moins
nombreux, horaires réduits
pour les bibliothèques.
Pourquoi les crédits
manquent sur les campus.

[illegible]

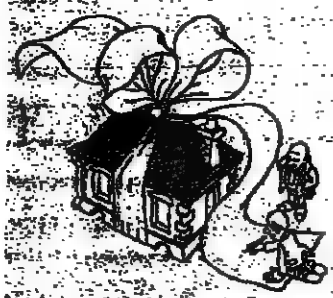
MODE D'EMPLOI

page 34

Le Monde

Logement : les maisons individuelles sous abri

Depuis deux mois les acheteurs de pavillons sont en principe protégés contre les mauvaises surprises : une nouvelle réglementation, entrée en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1991, leur garantit une livraison à prix et délais convenus. Mais les banques renâclent. La nouvelle loi sera-t-elle appliquée ?



ACTUALITÉ

Pourquoi la reprise n'a pas eu lieu

Tout est prêt pour une relance, mais elle ne vient toujours pas. Une exceptionnelle, conséquence de la déréglementation.

K-way résiste au feu

Les usines du célèbre fabricant de coupe-vent ont été détruites par un incendie. Mais l'entreprise survivra, assure le propriétaire italien.

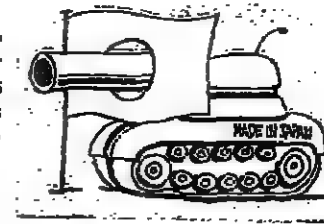
pages 35 et 37

PERSPECTIVES

pages 40 et 41

Le Japon souffre mais ne désarme pas

En dépit de sa Constitution pacifiste, l'Archipel n'a pas renoncé à son industrie de l'armement. Enquête dans les usines qui, malgré la faiblesse des débouchés et des marges, continuent de produire avions de chasse, missiles et hélicoptères.



Et aussi : L'arsenal... assiégé.

OPINIONS

pages 42 et 43

L'Occident face à la crise monétaire de l'ex-URSS
La chronique de Paul Fabra. Livres, Revues.

CONJONCTURE

page 44

Et aussi : Humeur, par Josée Doyère : Pauvres élus. La cote des mots : Gap. Lois et décrets. Bloc-notes : d'une semaine... à l'autre.

DOSSIER

La CNUCED.

L'ÉCONOMIE

Le cinéma de Bouygues

Le roi du béton explique pourquoi il se lance dans la production de films

DERNIER étage d'un immeuble des Champs-Élysées. Moquettes douces, bouquets de roses séchées au garde-à-vous sur des consoles de marbre. Au bout d'un labyrinthe de couloirs, un bureau lambrissé luxe mais de taille modeste. C'est celui de Francis Bouygues, producteur de cinéma. Il a l'élégance primmautière (chemise blanche et la jaquette bordeaux). À l'évidence, son nouvel engagement n'est ni un caprice ni un passe-temps. On sait que Francis Bouygues a de l'argent : la profession cinématographique, lui deux salons de l'Atlantique, est en train de découvrir, avec une surprise qu'elle ne cherche pas à dissimuler, qu'il a du goût.

Et qu'il signe à tour de bras des contrats avec les « indiscutables » du cinéma mondial, des créateurs fantasques parfois mais toujours exigeants, des auteurs dont les œuvres, jamais décevantes, ont souvent fait fortune. Des réalisateurs qui, malgré leur notoriété planétaire, ont par le caractère de leurs films — ou leur caractère tout court — des difficultés récurrentes à financer leurs projets : Lynch, Pialat, Bertolucci, Almodóvar. Et, tout récemment, Wim Wenders pour deux films, en France Jane Campion, dans le tournage de *Plano Lesson*, vient de retourner en Nouvelle-Zélande, sans oublier des discussions avancées avec *Barbet*.

Danièle Heymann

Lire la suite page 40

Faut-il vendre Thomson électroménager ?

La puce l'atome et la machine à laver

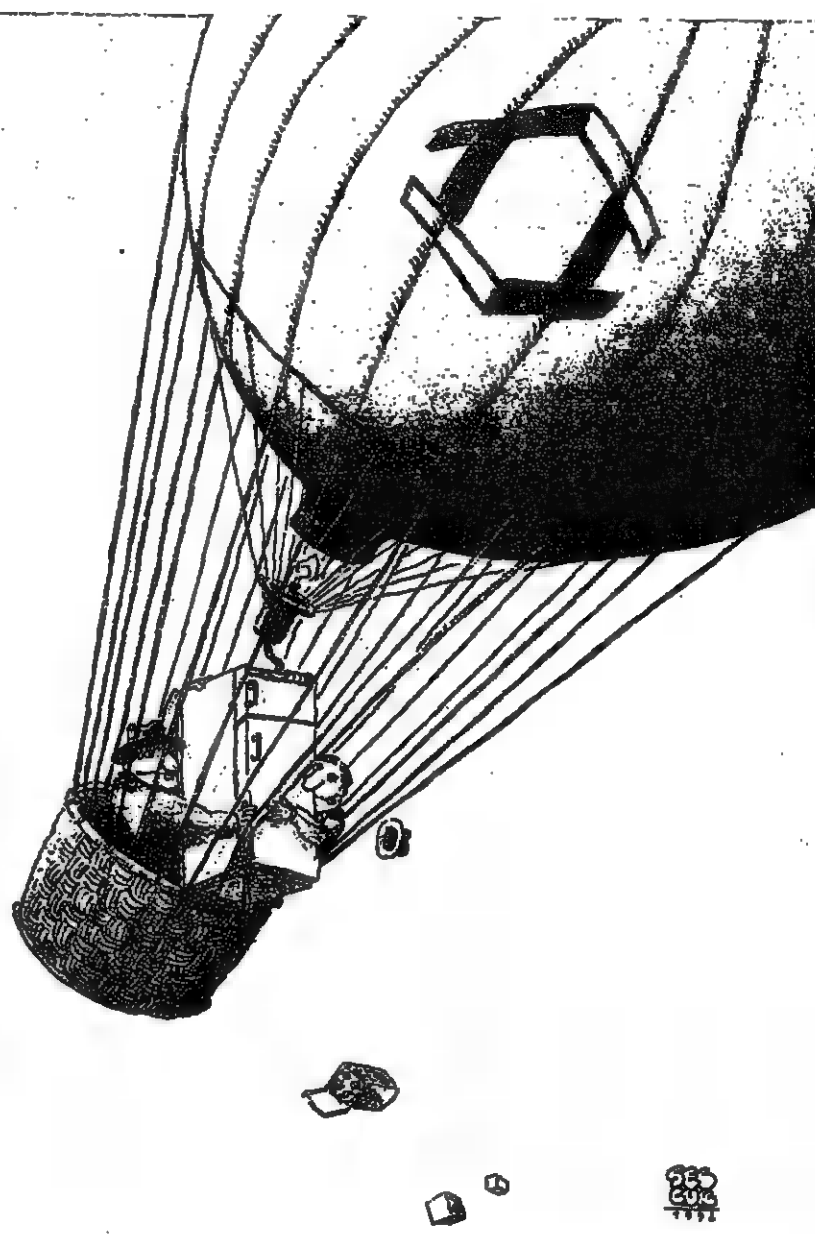
Le mariage de la « puce » de l'atome, imposé par Edith Cresson pour donner naissance à un mastodonte « high tech » pompeusement nommé Thomson-CEA Industrie, risque de faire un orphelin : la branche électroménager du groupe.

Brandt, Vedette, Thermor... autres marques de « produits blancs » — réfrigérateurs, fours, sèche-linge, etc. — détonnent dans le portrait de famille.

Faut-il pour autant les vendre ? Les prédateurs étrangers ne manquent pas. Le gouvernement, à court d'argent frais pour financer sa « grande aventure » industrielle, hésite, tenté. Pourtant Thomson électroménager (TEM) n'a pas démérité et les exportations totales de ce secteur méprisé pèsent, bon an mal an, autant que quarante Airbus...

L'Allemagne a bien renoncé à l'électronique, mais elle a conservé ses machines à laver.

Lire page 35 l'article de Pierre-Angel Gay



A l'avant-poste des exportateurs français

Vingt-quatre heures avec les professionnels qui, de Cologne, Francfort ou Berlin, pilotent les entreprises désireuses de se placer sur le grand marché allemand. Un mariage utile puisque, en 1991, les exportateurs français ont été les premiers bénéficiaires de la réunification

COLOGNE
notre envoyée spéciale

PATRONS français, petits et grands, si vous cherchez à pénétrer le marché allemand, ne vous trompez pas de porte ! La porte s'ouvre sur le Hohenstaufferring 62, Cologne. C'est celle du poste d'expansion économique (PEE) français qui centralise les informations commerciales sur tout le pays.

Il y a là plus d'une cinquantaine de personnes dévouées à la cause de l'exportation, pour documenter, guider, conseiller les entreprises qui souhaitent s'implanter en Allemagne. Mais ce dévouement est compensé par un souci d'efficacité. Les rêveurs, notamment parmi les aspirants exportateurs, sont courtoisement mais fermement priés de revenir sur terre.

« Je vends des articles de papeterie, pourriez-vous m'indiquer les importateurs allemands intéressés ? » : les demandes de ce genre, il en arrive tous les jours. « Vous n'imaginez pas le nombre d'entreprises qui pensent qu'il existe sur le marché allemand une demande insatiable pour leur produit », soupire Georges Lacombe, le chef du PEE.

de l'expansion économique en Allemagne qui supervise de Bonn l'activité des neuf bureaux répartis sur l'ensemble du territoire. Alors, inlassablement, il faut expliquer : ce n'est pas comme ça qu'on aborde le marché allemand. C'est un marché vaste, mais saturé : il ne s'y implante qu'en prenant la place de quelqu'un d'autre, parce qu'on est meilleur.

NATIFS, BRANCHÉS, ETC. • Philippe Gros, le directeur du poste PEE Cologne, passe chaque matin une heure et une heure et demie à lire le courrier : vingt mille lettres, les renseignements parvenus en 1991, année faste pour les entreprises outre-Rhin !

Il en voit de toutes les couleurs. Il y a les natifs, qui croient que l'Allemagne n'attend qu'eux ; il y a les légers, qui veulent organiser quinze jours un événement commercial ; il y a les branchés, qui écrivent en anglais, les appliqués qui écrivent en allemand ; il y a les petits malins, entrepreneurs espagnols ou anglais, qui essaient à tout hasard de se faire connaître par des informations services français ; il y a les pointus (« Pourriez-vous m'informer sur le marché

des implants dentaires et rachidiens ? ») ; il y a les étudiants qui cherchent un job et les entreprises allemandes qui cherchent un fournisseur local, comme cette Prouvenço GmbH qui souhaite importer des olives et des abricots secs... Provençe bien sûr ! Toute lettre reçoit normalement une réponse sous trois jours...

GUICHET UNIQUE • Les « débutants » adressés au service d'accueil et d'orientation (SAO), véritable guichet unique pour la première approche de l'Allemagne. On leur demande de présenter écrit leur entreprise et leurs produits (histoire de ne pas travailler pour la concurrence étrangère) et on leur adresse un dossier — gratuit et actualisé.

Il y est expliqué que « la mercatique en Allemagne doit être structurée et organisée afin de déboucher sur une stratégie ordonnée, organisation et ordre étant les deux grands principes présidant à la vie de la société allemande » (sic).

Optimisme Gherardi

Lire la suite page 39

QUE VIVE L'ENTREPRISE EUROPE 1993

LA MAÎTRISE D'UNE CROISSANCE
LA PRÉVISION ET LA SOLUTION DES DIFFICULTÉS
LES PARTENAIRES DE L'ENTREPRISE

Des thèmes vitaux, des participants de renom, un voyage prestigieux...

Manquerez-vous à l'appel ?

3ème Croisière-Séminaire du 8 au 16 mai 1992 à bord du luxueux paquebot : le ZENITH.

Floride, Mexique, Jamaïque, Caraïbes, Bahamas
Prix Paris/Paris à partir de 13 355 FF

* base double int., taxes et ass. obligatoires en sus.

INVITES D'HONNEUR

Michel ARMAND-PRÉVOST, Jean CHEVALER, Yves CHIFFARD, Pierre GAUTHIER, André JEANJEAN, Dominique SAINT-PIERRE.

COMITÉ D'ORGANISATION

Étienne BIRON, Philippe PEYRAMAURE, Alain PILLANT, Hervé POPILLIAT.

Retournez ce coupon-réponse à : CROISIÈRES CHANDRIS

1 rue Étienne Marcel - F-75001 PARIS-TX. Tél. 40.11.09.22 - Fax : 40.11.07.19.

Nom : Prénom :

Profession :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone :

MODE D'EMPLOI

LOGEMENT

Les maisons individuelles sous abri

Les acheteurs de maisons individuelles sont mieux protégés : la réforme du contrat de construction en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1991 garantit une livraison à prix et délais convenus. Comment sera-t-elle appliquée ?

« C'est la réforme du contrat de construction des maisons individuelles (CCMI) qui a été votée le 16 juillet 1991 par le Parlement. Elle a été promulguée le 27 novembre 1991 (publié au Journal officiel du 27 novembre) et apporte un « plus » au consommateur, mais la question est de savoir comment le faire appliquer. »

Clé de voûte de la nouvelle réglementation : la garantie obligatoire de livraison à prix et délais convenus. En cas de défaillance du constructeur, un garant désignera, sous sa responsabilité, l'entreprise qui terminera les travaux, et il prendra en charge le surcoût éventuel si celui-ci excède 3 % du prix prévu.

En outre, sans imposer le contrat-type, la loi du 19 décembre 1990 a énuméré une série de clauses (définition des travaux, coût de la construction et prix convenu, modalités de paiement, délai d'exécution des travaux, et garanties de livraison) obligatoirement contenues dans le contrat. Le prévoyant enfin une sécurité, les banques devront vérifier la conformité de ce contrat avant de libérer les prêts à l'acheteur. Le client recevra également une notice d'information descriptive, conforme à un modèle type agréé. Une limite, toutefois : la loi s'applique seulement à ces entreprises qui conçoivent et réalisent un logement d'après un plan qu'elles ont proposé.

PROGNOSE • Autre progrès : la nouvelle loi prévoit que l'acheteur paie les 5 % restant dus au constructeur huit jours après la réception de la maison. Il pourra alors juger sur pièces de la qualité de la construction. Une mesure qui déplaît à la profession.

Les banques grognent. Elles estiment que la réforme les charge de responsabilités qui ne sont pas leurs, notamment en ce qui concerne la vérification de la conformité du contrat de construction. Et elles s'interrogent sur l'éten-

due réelle de leur responsabilité en cas de non-conformité. Pour simplifier le travail, elles ont demandé aux syndicats professionnels de la construction d'établir des contrats-types.

A ce jour, il y a quatre : ceux de l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNNCMI) - assorti d'un numéro trouvé pour éviter les fraudes, - de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), de la Fédé-



ration nationale du bâtiment (FNB) et de l'Union nationale des artisans (UNA). Evidemment, le client qui se rendra dans son banquier pour un de ces contrats-types verra son dossier traité plus vite que s'il consultait le service juridique central de l'établissement. Un avantage pour le petit constructeur de maisons individuelles non syndiqué, qui ne peut apporter ce supplément. Quant au client, il verra la facture du service dans le coût de son crédit.

Autre source d'interrogation : la garantie de livraison. « Nous ne savons pas faire », ont dit unanimement les banques, il s'agit d'une technique d'assurance, qui relève d'ailleurs d'un métier à part dans le pays anglo-saxons. En fait, la loi ne les obligeait pas à être elles-mêmes les garantes, mais seulement à vérifier que la garantie existe, elles ont laissé cette

dernière aux assureurs. Plusieurs compagnies d'assurance planchent déjà sur la question. Mais les compagnies auront inévitablement tendance à limiter les risques en ne garantissant encore que les gros constructeurs, et ce service aura aussi un prix. Celui-ci serait compris, dans l'UNNCMI, entre 0,3 % et 1 % du prix de la maison comprise dans la maison, de l'ordre de 1 à 2 millions de francs pour le modèle « populaire » (500 000 francs en moyenne, terrain non compris).

Chez les constructeurs, c'est la satisfaction... du moins à l'UNNCMI. Car cette réglementation devrait permettre de redorer le blason de la profession. Trop de clients (4 000 par an) qui avaient investi dans une maison individuelle ont été ruinés par la défaillance de leur constructeur.

LITIGES • A cela s'ajoutent d'innombrables litiges aux motifs maladroits, retards, dépassements de prix et autres déconvenues. L'UNNCMI (qui compte représenter 55 % des maisons construites) pousse donc à la moralisation, rendue difficile par l'émission de la profession : 90 % des maisons sont réalisées par de petites entreprises qui en construisent chacune 8 à 10 par an ; le numéro un, l'immobilière Phenix (groupe Générale des eaux), a une capacité de 5 000 unités par an, seulement, le numéro deux, Bouygues, de 3 000.

De là à conclure que ces problèmes - ainsi que les autres problèmes liés à la construction d'une maison - sont responsables de la chute de la construction de maisons individuelles en France (de 280 000 unités en 1983, on est tombé à 140 000 en 1991), il y a un pas - que les constructeurs ne refusent à franchir.

Habiter en maison individuelle, synonyme de liberté, même le rêve du Français moyen, estime Christian Louis-Victor, président de l'UNNCMI : pour lui, la dégringolade du secteur est imputable surtout au manque de frein sur la politique d'accession à la propriété.

Françoise Vaysse

HUMEUR • par André Doyère

Pauvres élus

Ça choque, vous, que gagne par mois un élu du peuple ? Et la responsabilité d'une moyenne entre-prise ? Et vous patron, qu'ouï !

« Ouï, c'est vrai, vous ne savez pas ce que gagnent les grands chefs à plumes qui vous entourent. Ils le plangent soigneusement, mais modestie. Tout ce que gagne, c'est qu'il y a un bel appartement, une plus que coquette maison de campagne, une voiture de fonction, un chauffeur - qui parfois emmène son épouse faire des courses - et qu'il ne déjeune jamais à la cantine, mais pour une photo dans le journal, un papier glacé de l'entreprise... »

En province, ils sont encore plus discrets : la baguette de fonction leur assure pour convaincre l'entreprise se porte bien, et les grands enfants sont pris d'aller faire leurs frasses ailleurs. L'ostentation trop nouvelle riche n'est mal portée.

Mais le bon peuple a tort de focaliser son regard sur celui qui gagne juste un salaire de plus par jour. Tous les jours, le « mi-secrétaire » ou le double smi-

card croise des pèlerins qui gagnent dix fois ce qu'il gagne et ne s'aperçoit même pas qu'il respire la même air que ceux qui alignent un revenu cent à deux cents fois supérieur.

Selon la revue américaine *Business Week*, le revenu moyen - tous compris - du « patron » (chef d'entreprise) d'une des trente premières sociétés américaines de... 1,4 million de francs par mois aux Etats-Unis, de 200 000 francs en France, et seulement de 100 000 francs au Japon. Le Tout-Paris d'ailleurs connaît l'histoire de cet homme qui, devant un journaliste, a dit : « On m'a demandé combien je gagnais. J'ai répondu en francs anciens, par mois... ». Faites-vous-même le calcul. Il y a de bonnes chances pour que vous soyez en dessous de la réalité.

Alors Jacques Chirac avec ses 83 738 francs mensuels ou Pierre Mauroy avec ses 61 718 francs (selon le *Parisien*) et les autres élus, même cumulée, même avec tous avantages en nature, font vraiment figure de faiblesse.

LOIS ET DÉCRETS

Travail clandestin

Une circulaire du premier ministre aux préfets précise le dispositif de lutte contre le travail clandestin, notamment le rôle des procureurs de la République. Elle préconise la mise en œuvre d'un service permanent de d'un groupe de travail ad hoc dans chaque département, pour aboutir à un programme de lutte contre le travail clandestin et les effets de main-d'œuvre.

Circulaire du 24 janvier 1992, J.O. du 19 mai 1992, pp. 1415 et 1416.

bilité d'annuler le contrat de vente, si le retard de livraison excède sept jours. Jusqu'à présent, les associations agréées de consommateurs ne pouvaient se constituer partie civile qu'en cas d'infraction pénale, causant un préjudice à l'ensemble des consommateurs. Désormais ces associations peuvent exercer une action en représentation conjointe lorsque plusieurs consommateurs ont subi des préjudices individuels d'un même préjudice.

Loi n° 11-40 du 18 janvier 1992, J.O. du 21 janvier 1992, pp. 968 et 970.

Les comptes des partis politiques

Conformément aux dispositions établies par la loi du 11 mai 1988, (modifiée par celle du 15 janvier 1990) qui impose aux partis politiques de tenir une comptabilité de leurs dépenses, les comptes de l'année 1990 ont été présentés à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques à la fin de 1991. La commission a reclassé les données et vient de publier au *Journal officiel* les comptes de résultat et le bilan financier de chaque parti. Y figurent, au chapitre des dépenses, les cotisations des adhérents et des élus, le financement public et différents dons, en regard des dépenses de propagande. Toutefois, les partis politiques, comme le Parti communiste ou le Parti socialiste, n'ont pas communiqué leur bilan.

Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, 133, rue de Rome, 75017, Paris. J.O. du 23 janvier 1992, pp. 1120 et 1141.

Protection des consommateurs

En raison de la complexité des produits et des services mis sur le marché, de nombreux abus ont été commis par des professionnels. Cette nouvelle loi protège les consommateurs les plus vulnérables. Elle étend le champ d'application de la loi du 10 janvier 1977 sur le démarchage à domicile, à d'autres transactions commerciales : démarchages par téléphone, sollicitations personnelles, ventes conclues lors de manifestations commerciales. Elle impose au vendeur d'informer le consommateur sur les caractéristiques des produits et des services après vente.

La vente d'un bien est assortie d'une garantie qui couvre pendant une certaine période les frais de réparation entraînant l'immobilisation du bien. Si la réparation dépasse le délai de six jours, un délai s'ajoute à la date de garantie qui reste à couvrir, à la date de la demande d'intervention du consommateur.

Le consommateur a la possi-

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

RÉUNION DU 27 A NEW-YORK. Dans leur communiqué du 27 janvier, les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés n'ont pas pris d'engagement précis sur la relance de la croissance mondiale, l'aide à la CEE et la mise en œuvre de la CEE 26-27 du 28 janvier.

LE QUARANTE-QUATRIÈME CONGRÈS DE LA CGT s'est déroulé du 26 au 31 janvier à Montreuil. Louis Vianney succède à Henri Krasucki à la tête de la CGT.

LE CHOMAGE S'EST STABILISÉ EN DÉCEMBRE. Les statistiques publiées le 27 janvier comptabilisent 2 826 000 demandeurs d'emploi. Le nombre de chômeurs s'est accru de 295 000 en 1991 (le Monde du 28 janvier).

TOTAL a réalisé en 1991 un bénéfice net de 5,8 milliards de francs, progression de 41 % par rapport à 1990, selon les chiffres publiés le 27 janvier (le Monde du 29 janvier).

PARTENARIAT ENTRE BULL ET IBM. L'accord annoncé le 28 janvier permettra à IBM d'entrer dans le capital de Bull à hauteur d'environ 6 %.

OPÉ DE SAINT-LOUIS SUR ARJOMARI-PRIOUX. Le 28 janvier, le groupe agro-alimentaire présidé par Bernard Dumon a porté sa participation à 41,4 % à 97 % dans le holding Arjomari-Prioux (le Monde du 28 janvier).

FOUGEROLLE a lancé une OPA le 28 janvier sur la SAE (le Monde du 28 janvier).

LES COMPTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE seront presque équilibrés en 1992, selon le rapport de la commission des comptes, qui, le 28 janvier, a prévu un déficit de 2 milliards de francs en 1992 (le Monde du 28 janvier).

GEORGE BUSH, dans son discours sur l'état de l'Union, a annoncé, le 28 janvier, un plan de relance de l'économie fondé sur des allègements fiscaux destinés à relancer la consommation et l'investissement (le Monde du 30 et du 31 janvier).

LA COTE DES MOTS

Gap

Le chef-lieu du département des Hautes-Alpes n'a pas donné naissance à un mot commun, on pourrait le supposer à la lecture de l'apostrophe désolée suivante : « Ah ! Mon gap ». Le mot de plus en plus ! Heureusement pour les Gapençais, d'ailleurs : rapprochement pourrait révéler injustement désoignant leur regard, puisque le mot - anglais - gap (pluriel : gaps) a, dans les acceptions, celles de « trou » de « vide ».

« Comment, un trou ? s'offusquera Savinien de Cyrano à Bergerac. C'est un fossé, un ravin, un gouffre, un abîme, monsieur ! » Le poète-bretteur n'a pas tort : les termes bien français qu'il utilise sont des équivalents licites de cet anglicisme qui n'a pour lui que la brièveté monosyllabique.

En fait, gap est surtout employé - sans nécessité, il faut bien le dire - au sens de « déficit » (en économie), de « décalage technologique », de « retard économique ». Son intrusion hors du champ économique est demeurée modeste, et l'on s'en félicitera. Pour autant, il faut garder d'une xénophobie linguistique simpliste, et irréaliste : notre époque de circulation intense des individus, des choses, des idées, l'interpénétration des langues est inévitable.

L'emploi excessif d'anglicismes et d'américanismes inutilement risque d'altérer le français, la langue. Et notre gap peut fort bien laisser la place soit à « brèche », « fossé » ; soit à « écart », « retard » ; soit, enfin, à « déficit budgétaire, économique ». A plus forte raison, « combler un fossé » sera préféré à « to bridge » ; « gap » ; « boucher un vide », à « fill » ; « gap » ; et « rattraper un retard », à « close » gap...

Jean-Pierre Collignon

alternatives ÉCONOMIQUES

février 92

CONJONCTURE : la reprise introuvable

THOMSON-CEA : le mariage stratégique

ALTERNATIVE ÉCONOMIQUES 12 RUE D'HAIGNOT 21000 DIJON - TÉL. 80 30 97 76

La reconquête du micro-ov

Faut-il vendre Thomson électroménager ?

La puce, l'atome et la machine à laver

Depuis le regroupement de Thomson avec CEA-Industrie, le sort de la filiale électroménager de Thomson est en suspens. Le nouveau groupe doit-il conserver son métier ? Réponse peut-être le 15 février, lorsque le futur patron de l'ensemble remettra son rapport au gouvernement

MARIER l'électronique avec l'atome, passe encore. Mais fusionner l'industrie du lave-linge ou du congélateur avec celle des centrales nucléaires, ce serait franchir un pas même les plus fervents adeptes des restructurations orchestrées par Edith Cresson hésitent à accomplir. Depuis l'annonce de la création du pôle high-tech Thomson-CEA, l'industrie, la question du maintien de la petite filiale électroménager au sein du nouveau mastodonte public est posée. Le futur groupe doit-il conserver ce métier ? Ou bien doit-il être cette activité, mondialement dominée par deux géants étrangers, l'américain Whirlpool Corp. et le suédois Electrolux ?

Va pour la vente, semble-t-on lire dans les milieux gouvernementaux, où l'électroménager n'est pas considéré comme une industrie « stratégique », une industrie dont l'indépendance n'est pas une condition de celle de la France. « Je ne vois pas, avec cette activité, des sommes loins des préoccupations justifiant la création d'un nouveau pôle », a déclaré le président de Thomson SA, M. Jean-Louis Gaudin, « même si elle est un secteur important ». Fin 1990 déjà, ajoute un expert financier, le Trésor poussait à la vente de l'électroménager pour alléger d'autant les dotations prévues à la loi de haute définition. L'américain General Electric était sur les rangs. Les syndicats français ont protesté. L'affaire ne s'est pas faite.

BRUN DU BLANC. Appelé à prendre dans quelques mois les rênes de Thomson-CEA-Industrie, Jean Syrota dit n'avoir rien arrêté. L'ancien président de la Cogema, société spécialisée dans le retraitement de l'uranium, n'a ni rencontré les responsables de Thomson électroménager (TEM) ni étudié son activité. Il n'a même pas d'idée précise de sa valeur, mais il est des élus d'actifs auxquelles il doit procéder la Commission financière de l'Etat de l'industrie. Tout juste sait-il que « la vente de certaines filiales sera nécessaire au montage financier de l'opération ». Lesquelles ? « Tout est ouvert. » Il n'est pas sûr que le rapport qu'il doit remettre au gouvernement le 15 février lève toutes les incertitudes, tant le travail se fait de façon pragmatique et par approches successives.

Le groupe Thomson SA n'est aujourd'hui, entre autres, deux activités fort dissemblables : le « brun » (téléviseurs, magnétoscopes, hi-fi, etc.) et le « blanc » (réfrigérateurs, lave-linge, lave-vaisselle). Deux activités que l'histoire a rapprochées, mais que rien ne semble à faire coexister. La première appartient à l'industrie électronique grand

public, la seconde à l'univers de la mécanique. Les fabricants étrangers de « brun » et de « blanc » d'ailleurs ont fini par se spécialiser dans l'un ou l'autre métier, la cohabitation ne faisant trop vent au détriment du « blanc ». Une contradiction à laquelle Thomson SA n'a pas échappé. Sa branche électronique grand public, avec ses 22 milliards de francs de chiffre d'affaires, est l'un des salaires les plus élevés du secteur, souvent monopolisée l'attention des médias et des pouvoirs publics. L'exemple est unique. « On ne trouve pas ailleurs, en France, une telle situation », souligne Alain Grimaud, qui fut PDG de la branche électroménager du groupe Philips en France avant d'y devenir le patron de Whirlpool. Une mésaventure impossible aujourd'hui, puisque la filiale ne produit que du blanc.

C'est qu'entre le marché de l'électronique grand public et celui de l'électroménager, il n'y a rien de commun. Le premier, qui voit défiler l'Europe et l'Amérique, les produits japonais de Sony, d'Alcatel et autres Toshiba, est mondial. Les malheureux producteurs européens, lorsqu'ils subsistent, perdent au jeu de l'argent.

Le marché du réfrigérateur et du lave-linge, au contraire, demeure continental. L'Europe occidentale y tient le haut du pavé, avec une production annuelle de 15 millions de petits appareils ménagers (contre 4 millions au Japon et 4 aux Etats-Unis). La pression japonaise

qui voient contraints d'adopter, le plus souvent, à leur marque-phare des marques locales. Derrière Arthur-Martin, Faure et en France le suédois Electrolux. Derrière Bauknecht, Ignis, Radiola ou Leden s'avance l'américain Whirlpool. La tentative d'invasion nipponne (dans le micro-onde) a tourné court.

Sur ce marché segmenté et profitable, TEM, jusqu'ici, fort bien tiré son épingle du jeu. Raflant des parts de marché (hors micro-onde), l'entreprise « tient » le marché national des marques - Brandt, Vedette, Thermor - depuis longtemps familiales. Même les

réfrigérateurs près de Moscou ont conclu un joint-venture en Hongrie. Whirlpool International, filiale européenne du numéro un américain du secteur, s'allie avec le fabricant tchécoslovaque Tatra. SEB et Moulinex, enfin, prennent le même chemin, utilisant le savoir-faire de leurs filiales allemandes, Rowenta et Krups, pour explorer ces nouvelles terres.

Globalement, la France, qui avait fléchi dans les années 1984-1985, refait retard. « Savez-vous », s'enthousiasme M. Richard Oswald, président du Groupement interprofessionnel des fabricants d'appareils d'équipement ménager (GIFAM), que les

exportations ont augmenté de 16 % l'an dernier, pour atteindre 11,5 milliards de francs, l'équivalent de quarante Airbus. Mais ce record, la France le doit presque tout entier à son petit électroménager (90 % des fers à repasser, 80 % des friteuses et 78 % des robots, par exemple, sont exportés).

PRÉDATEURS. Car le spécialiste du gros électroménager, TEM, replié sur un marché qu'il a intelligemment protégé (en imposant par exemple les lave-linge à chargeant « par le dessus », singularité à laquelle les Français tiennent depuis avec acharnement), a raté, lui, à y a quelques années, le virage de l'internationalisation. Ses performances à l'exportation sont modestes : 930 millions de francs seulement, 18 % de son chiffre d'affaires.

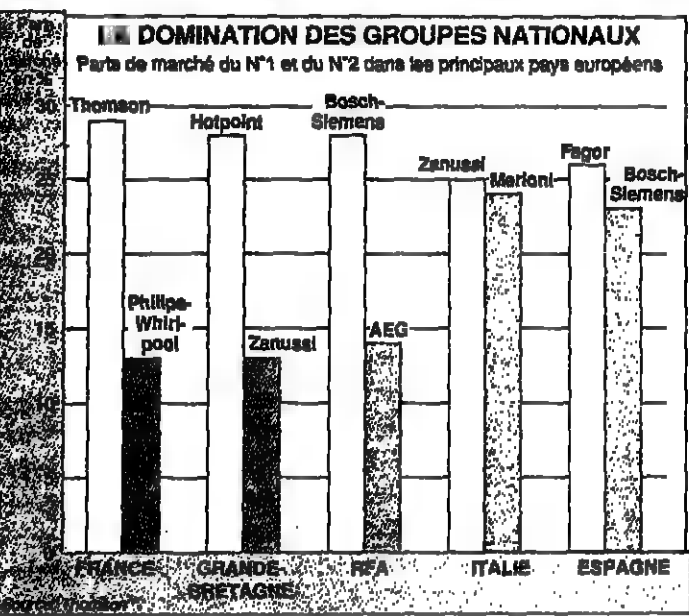
Alors, Thomson électroménager les bouchées doubles : il investit énormément (7 % environ de son chiffre d'affaires) : réalise une jolie percée technologique en mettant sur le marché les premières tables de cuisson à induction ; s'allie avec De Dietrich, dont il prend 49 % de la branche électroménager ; crée un groupement européen d'intérêt économique avec Fagor, coopérative ouvrière espagnole leader sur son marché. Une stratégie originale d'alliance plutôt que d'absorption, qui pèse déjà 11,2 % du marché européen (TEM + De Dietrich + Fagor) et qui, dit-on, pourrait bientôt s'étendre au britannique Ikon Point. A Singapour, explique-t-on chez TEM, deux tiers des médecins ont équipé de lave-linge

Thomson ! Et à Hongkong, le groupe français, ses 12 % de part de marché, talonne le fait jeu égal Whirlpool. Anecdote mais prometteuse.

TEM peut-il échapper aux grands prédateurs étrangers ? Non, semble-t-il penser Jan Karel, vice-président de Whirlpool International au Forum de l'électroménager. Oui, semblait croire, au même moment, M. Hans Peter Haase, directeur général Europe de Bosch-Siemens, pour qui « la taille constitue pas à elle seule un atout ». Oui, répond avec le management intéressé, qui avait monté, un temps, un projet franco-européen de rachat de la société salarés. Oui, avait finalement tranché son actionnaire, l'Etat, faute d'avoir quelque chose à reprocher à une société qui lui a jamais rien demandé.

La création de Thomson-CEA-Industrie n'est pas des interrogations que l'on croyait oubliées. L'Etat, après l'avoir nationalisé, sacrifiera-t-il TEM pour financer le sauvetage de la filière électronique grand public ? Ou refusera-t-il d'abandonner une société qui, jusqu'ici, défend seule ? Il serait quand même paradoxal que l'on abandonne une entreprise qui marche sur un marché porteur pour une entreprise qui marche sur un marché en déclin. L'Allemagne, après tout, n'a plus d'électronique. Mais « conservé son électroménager... »

Pierre-Angel Gay



Il serait paradoxal d'abandonner une entreprise qui marche pour une entreprise qui ne marche pas.

est contenue, pour ne pas dire marginalisée : faute de pouvoir maîtriser le prix du transport sur des appareils au coût unitaire peu élevé ; faute, surtout, d'un tissu de tissu commun.

MARQUES LOCALES. « Quoi de comparable avec l'équipement traditionnel d'une cuisine américaine, d'une cuisine européenne standard ou d'une mini-cuisine japonaise ? », interroge Henri Lagarde, PDG de Thomson électroménager. M. la technologie, ni l'esthétique, ni même parfois l'usage des appareils ne se font pas, on ne construit pas de la même manière, à la même température, à Chicago, à Paris ou à Tokyo. Sur chaque marché, les marques nationales ont toujours dominé (voir graphique). Les groupes multinationaux, si savent,

concurrents disent « privé », c'est une boîte bien gérée. Malgré la modestie de sa taille : moins de 7 000 salariés, mais juste neuf usines industrielles (dont sept en France), 2 000 000 d'appareils vendus l'an dernier pour 5,35 milliards de francs de chiffre d'affaires, un chiffre d'affaires et non comptable. Le savoir-faire est

Indéniable, oui... Mais sera-t-il suffisant pour affronter les multinationales qui s'annoncent ? « Pour l'an dernier décisive qui a marqué le début de la déclin de notre industrie », a déclaré Jan Karel, vice-président de Whirlpool International au Forum européen de l'électroménager le 11 janvier dernier. « A première vue, ajoutait-il, les appareils produits en Europe, aux Etats-Unis ou en Asie ont des différences de caractéristiques : des structures, mais, si l'on va au-delà de l'apparence, on rend compte qu'il existe de nombreux aspects communs. Sur le plan des composants de base, tels les compresseurs, ou sur des fonctions identiques : des technologies similaires. »

Les plus grands groupes ont déjà amorcé le mouvement. Electrolux et Whirlpool ont traversé l'Atlantique en sens inverse. Le suédois a repris White Consolidated, l'américain la branche électroménager de Philips. Bien qu'encore européen, le géant allemand Bosch-Siemens (24 000 salariés, 7 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit 23,8 milliards de francs) n'en dispose pas moins de cinq usines en Espagne et d'une en Grèce.

Depuis la chute du mur de Berlin, la mutation s'accélère, repousse les frontières. « On peut ainsi délimiter un espace d'environ 800 millions de personnes, au niveau moyen d'instruction élevé aspirant à un mode de vie occidental, répétait, émerveillé, Vittorio Merloni, président du groupe italien Merloni Elettrodomestici, au forum. Aucune autre partie du monde ne peut offrir un marché d'une potentialité analogue. » C'est la ruse. Merloni lance la production de petits appareils - le broyeur au lave-vaisselle - à Azerbaïdjan, les réfrigérateurs à Russie, envisage de prendre une participation dans le groupe polonais, prospecte la Tchécoslovaquie. Son compatriote, le groupe Zanussi (contrôlé par Electrolux), investit une usine à

La reconquête du micro-onde

Japonais et Coréens en ont fait leur industrie de conquête. La micro-onde est le premier appareil électroménager mondial. Le premier à ouvrir une brèche dans la traditionnelle Europe des produits... « blancs ». La Grande-Bretagne, une fois encore, a servi de cheval de Troie. En 1987 et 1989, sept fabricants asiatiques s'installèrent outre-Manche. L'enjeu était alléchant : aucun marché d'appareils ménagers ne s'est développé aussi vite depuis la dernière guerre mondiale. Les ventes en France n'ont-elles pas été multipliées par 40 en dix ans ?

En 1990 l'Europe a consommé plus de 6 millions de micro-ondes, mais n'en a produit que 3,2 millions (160 000 ont été exportés).

Les importations ont aussi été multipliées de quatre, principalement de Corée, du Japon et de l'Asie du Sud-Est. Le déséquilibre était impressionnant. Irréversible ?

Sans doute pas, puisque la France, aux couleurs principales défendues par Moulinex et la CEFEMO (un GIE regroupant Thomson, AEG et Toshiba), devenait au même moment le premier producteur (avec 1,18 million d'appareils fabriqués) et le premier exportateur (850 000 fours) européen. L'an dernier, production et exportation françaises sont respectivement passées à 1,9 et 1,43 millions d'appareils. L'Hexagone a donc exporté 75 % de sa production. Une percée à la japonaise !

P.-A. G.

ORLY SUD - MADRID
2 vols bi-quotidiens*

7h15
premier vol du matin

Orly Sud	Madrid
7h15	9h05
12h00	16h10
17h15	19h05
22h00	20h10

Ces horaires sont valables à compter du 1er février 1992. Pour les horaires des vols aller et retour, voir le prospectus de la compagnie. Les horaires sont valables à compter du 1er février 1992.

A partir du 3 février, Euralair propose des hommes d'affaires une ligne régulière quotidienne Orly Sud - Madrid.

Les horaires ont été étudiés pour vous permettre de bénéficier d'une journée entière de travail à Madrid.

Venez profiter de l'espace, vous détendre dans un confortable fauteuil cuir, découvrir les nouvelles télévisions, du jour, déguster quelle que soit l'heure un repas raffiné... Bref, vivre pleinement l'instant présent.

Depuis plus d'un quart de siècle, nous portons nos jets privés les personnalités les plus exigeantes. Ce qui nous a permis d'appriser ce qu'un homme d'affaires attend d'une compagnie aérienne.

Renseignez-vous maintenant auprès de notre Agent de voyages ou téléphonez à Euralair : (1) 49 60 91 00.

euralair
UN CIEL A PART

L'ÉCONOMIE
ACTUALITÉ

A l'avant-poste des exportateurs français

Heureusement, le **Poste** est écrit plus simplement : renferme une mine de bons conseils : un produit « haut » gamme, français n'est pas forcément considéré comme tel par les Allemands ; la documentation commerciale - allemande obligatoire - doit être centrée sur le produit, informative et exhaustive ; les tarifs doivent être en deutschemarks, franco de port (en Allemagne, différence de 10 %), transfert de propriété n'intervient qu'après réception de la marchandise.

CHEMIN INITIATIQUE • Outre les conseils techniques, le Poste donne quelques indications sociologiques précieuses : prendre son temps mais être en tout (la conception allemande du temps n'est pas la nôtre), montrer distant (formel (les déjeuners d'affaires sont à bannir), comprendre la hiérarchie (sein des entreprises et ne jamais essayer la « court-circuiter »), passer par le « haut » : faire représenter par un interlocuteur parlant allemand et compétent techniquement (les étudiants ou stagiaires éphémères font un mauvais effet).

Beaucoup d'entreprises, à la lecture de ce dossier, renouent provisoirement, celles qui restent, plus motivées - quelques centaines par an tout au plus - invitées à parcourir un chemin initiatique. D'abord, elles sont

orientées vers les spécialistes de leur secteur, le **Poste** (si elles s'intéressent au Lander de l'Est, Berlin et, si elles opèrent dans le service, celui de Francfort).

Depuis la mise en vigueur de la « charte pour l'exportation » en mars 1991, ces spécialistes sont forcément des fonctionnaires des services de l'exportation : certains dépendent de la chambre de commerce française en Allemagne, d'autres représentent les branches professionnelles, d'autres (ceux de la mission agricole) relèvent du CFCE (Centre français du commerce extérieur). Quelle soit sa casquette, le spécialiste s'adresse à l'entreprise un menu de l'avenir.

TRÉSOR DE GUERRE • Le premier stade, c'est la mission de deux jours, individuelle ou collective, qui s'apparente à un séminaire d'information très ciblé. Le deuxième stade, c'est la mission de prospection commerciale : un agent de l'entreprise a pris rendez-vous avec des interlocuteurs allemands et accompagne physiquement l'entreprise française. Pour servir d'interprète, bien sûr, mais surtout pour éviter les bavures. Nos agents ici sont difficiles à obtenir. Sur dix coups de fil, nous obtenons rendez-vous. Si l'interlocuteur allemand a le sentiment de perdre son temps, il porte la main à son front. L'avenir.

Philippe Gros, « La moindre faille dans la présentation commerciale peut à nourrir le préjugé sur le manque de sérieux des Français », qui risquent alors d'être éconduits de façon humiliante. C'est pourquoi le **Poste** de Cologne défend son « trésor de guerre », les listes de privilèges - les moins « pointues » sont vendues 300 francs sur simple demande.

Le dernier stade, ce sont les missions d'investigation approfondies, facturées sur devis 3 000 francs par jour (comparé au tarif des consultants privés, c'est un juste ticket modérateur), qui comportent un suivi de longue durée. Au point que certaines entreprises prennent goût au « maternage » : le **Poste** doit leur rappeler au bout d'un moment que ses prestations sont limitées.

GOÛT ALLEMAND • Laurence Roussel, spécialiste des biens de consommation, manque d'exemples récents d'entreprises françaises qui ont parfaitement compris le cheminement pour faire place au marché allemand. C'est le cas des laboratoires Vendôme qui proposaient aux grands magasins Karstadt des gels de douche de couleur pastel. En Allemagne, ils ont été jugés malcommodes : les couleurs, synonymes de colorant, peu reluisants. En un mois, l'entreprise a

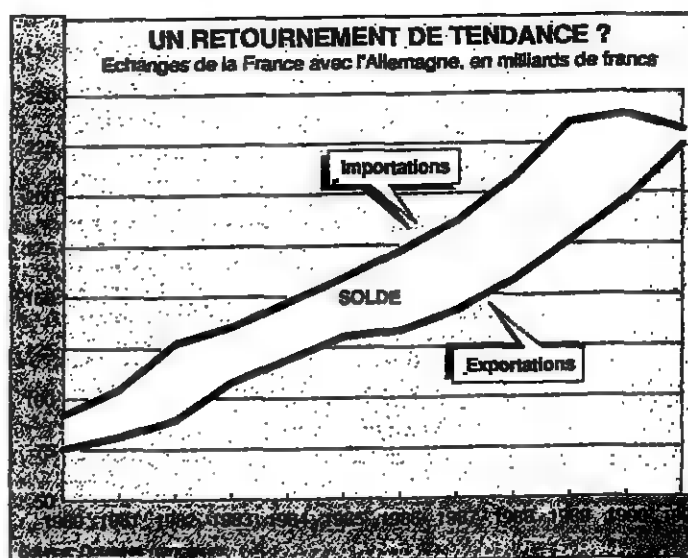
présenté une gamme d'emballage rectangulaire recyclable, dans les couleurs (bleu, miel, lavande) acceptables par le consommateur allemand... et a réussi à vendre.

CONSERVATISME • Autre exemple, le fabricant de vêtements Christian Robert a fait la tournée des détaillants avec un camion. Les détaillants étaient présentés en ambiance. Le design, le bon équilibre technique et l'originalité de la démarche ont été très appréciés.

Les exportateurs français commencent à bénéficier d'une bonne image, Laurence Roussel. Bien sûr, on continue à privilégier le fournisseur allemand à prix égal, même si les sommes en jeu sont moins élevées. À partir de 15 % ou 20 % moins cher, le Français peut enlever le marché.

Le conservatisme légendaire du consommateur allemand n'est plus ce qu'il était. Ainsi, depuis des siècles, les voisins du nord ont enterré dans des cercueils « carolingiens » (boîte rectangulaire, couvercle en relief à l'effigie du défunt), alors que nous préférons le cercueil « franc » (boîte trapézoïdale, couvercle plat). Depuis quelques mois, les importateurs allemands montrent, paraît-il, un grand intérêt pour le mode « français ». Où se niche l'amélioration du commerce extérieur français !

Sophie Gherard



Des échanges presque équilibrés

L'Allemagne est le premier partenaire commercial de la France, et réciproquement. L'an dernier, leurs échanges ont été marqués par un déficit au détriment de la France de 7,38 milliards de francs. Il est néanmoins convenu de féliciter ce résultat - le moins mauvais depuis près de vingt ans - qui compare avantageusement le déficit de 1990 (41,8 milliards) à celui de 1989 (58,7 milliards).

Le déficit avec l'Allemagne est habituellement considéré comme le « responsable » majeur du déséquilibre du commerce extérieur français. Faux. En réalité, depuis deux ans, le déficit de la France vis-à-vis de l'Allemagne a masqué une dégradation des échanges avec les autres pays. « Hors Allemagne », la France est nettement excédentaire entre 1986 et 1989, mais, en 1990, elle devient déficitaire de 6,8 milliards, et, en 1991, de 22,8 milliards.

L'amélioration du solde franco-allemand est un effet direct de la réduction des importations allemandes vers le marché intérieur. La France a bénéficié de deux avantages : une diminution des importations de 3,3 % en 1991, ce qui n'était jamais vu ; l'inverse, les exportations ont augmenté de 13,4 %. Portant sur des échanges de plus de 200 milliards de francs dans chaque sens, ces variations pèsent lourd. Elles ont permis à la France de couvrir la quasi-totalité (97 %) de ses importations par des exportations, alors que le taux de couverture n'était que de 70 % en 1990.

Mieux encore : la France a profité plus qu'aucun autre pays de circonstances exceptionnelles. Les ventes françaises ont progressé de 3,8 milliards de francs (près de 30 milliards de francs) au cours des dix premiers mois de 1991. C'est la plus forte augmentation de ventes par un partenaire de la RFA. La part du marché de la France en Allemagne s'est ainsi accrue de 12,2 % alors qu'elle stagnait depuis plusieurs années à environ 11,8 %.

Foin des complexes nationaux ! Les produits industriels ont représenté l'essentiel de l'amélioration du commerce : grâce, entre autres, à l'automobile, qui a contribué pour 40 % à la performance. Chez Renault, parti à la conquête de l'Est, la R 19 et la Clio ont pris respectivement la première et la deuxième place des voitures importées ; la 205 et la 309 Peugeot ont suivi de belle percée. Le commerce équilibré est un fait.

l'automobile 1991 ne fait toutefois illusion : en termes de parts de marché, on constate que les Français ont retrouvé, que les Allemands ont retrouvé, leur place de 1985. Mais, en observant les chiffres trimestriels, on s'aperçoit qu'ils ont passé de 18,4 % au premier trimestre à 15,4 % au troisième, alors que les Japonais passaient de 18 % à 23,5 %.

La bilatérale est un outil très imparfait, explique Georges Lacombe, chef des services de l'expansion économique à l'Institut de France à Bonn : il faut vraiment savoir de quoi l'on parle. Ainsi, chaque fois que la France vend un produit à un autre pays, le solde « matériel aéronautique » franco-allemand se dégrade, puisque l'Allemagne produit plus d'un tiers de l'avion.

Autre exemple : on pourrait ne pas s'inquiéter du solde du textile-habillement, positif pour la France (2,4 milliards en 1991). Mais cela correspond à une part de 3 % du marché, alors que la France a une part de 25 % : c'est une mauvaise performance.

Les nomenclatures agrégées créent d'autres distorsions. Les détergents ménagers sont mis en concurrence avec les produits de la France. Les médicaments sont vendus avec les colles et pesticides : avantage à l'Allemagne. Pour trouver les produits précis d'un point de vue ou d'un point fort français, il faut aller très loin dans le détail, car les jouets sont classés dans la même catégorie que les instruments de musique, les bateaux de plaisance, la bijouterie, les perruques, etc. Et le vin, les bulles se retrouvent avec les produits agricoles, tandis que le pétillant figure dans les produits de l'industrie agroalimentaire !

Reste l'angoissante question : « Est-ce que ça va durer ? » La plupart des observateurs s'attendent à un nouveau creusement du déficit français. D'abord parce que l'économie allemande ne cesse pratiquement plus depuis six mois. La France s'est d'ailleurs nettement dégradée en décembre (- 2,2 milliards).

Les importations de la RFA ne devraient augmenter que de 4 % en 1991. L'appel d'air de la consommation de l'Est se tarissant, « nous ne jouerons plus le rôle de locomotive », a prévenu récemment l'économiste de la Deutsche Bank, Rainer Veit, en soulignant que ce ralentissement « affecterait en particulier l'économie française ». Pour voir qui aura le dessus, il faudra regarder en 1992...

S. Gh.

CHEZ CITROËN DU 29 JANVIER AU 15 FÉVRIER 1992

REPRISE MINIMUM OU CONDITIONS ARGUS +



POUR TOUT ACHAT D'UNE CITROËN AX NEUVE
OU D'UNE CITROËN ZX NEUVE.

CITROËN reprend votre véhicule **6000** FTTC minimum quel que soit son état aux conditions Argus* + **6000** F. Cette offre est valable dans tous les points de vente CITROËN France participant à l'opération pour tout achat d'une CITROËN AX neuve ou CITROËN ZX neuve. Offre réservée aux

particuliers et aux véhicules livrés et immatriculés avant le 31 **1992**, dans la limite des stocks disponibles.

*Valeur de reprise au cours moyen de l'Argus du jour fonction du kilométrage, diminuée des frais éventuels de remise à l'état standard et de 15 % de frais et charges professionnels.



CITROËN présente TOTAL

Pourquoi la reprise n'a pas eu lieu

Toutes les conditions semblent réunies pour relancer la machine économique. Pourtant l'expansion n'est toujours pas au rendez-vous. Un raté exceptionnel depuis 1945, conséquence des excès spéculatifs passés

C'est qui particulièrement déprimant aujourd'hui la conjoncture internationale, c'est que l'on ne sait plus à quel point la reprise. Promis pour l'été, puis pour l'hiver 1991, le retour de la croissance a maintenant reporté au deuxième trimestre 1992. Mais il s'agit davantage d'une prévision argumentée. En dernier recours, pour expliquer les retards qui paraissent inexplicables du point de vue de la science économique, on fait appel à la psychologie.

Comme le dit le communiqué de la réunion des sept ministres des finances du G7, « les conditions d'une amélioration de la conjoncture existent désormais ». Pourtant on se débat encore en plein marasme. Le communisme mortel, qu'il soit consommateur, entrepreneur, banquier ou financier, semble ne pas avoir la même vision des choses économiques que les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et leurs théories d'experts qui cessent de s'étonner de la subjectivité de tout le monde.

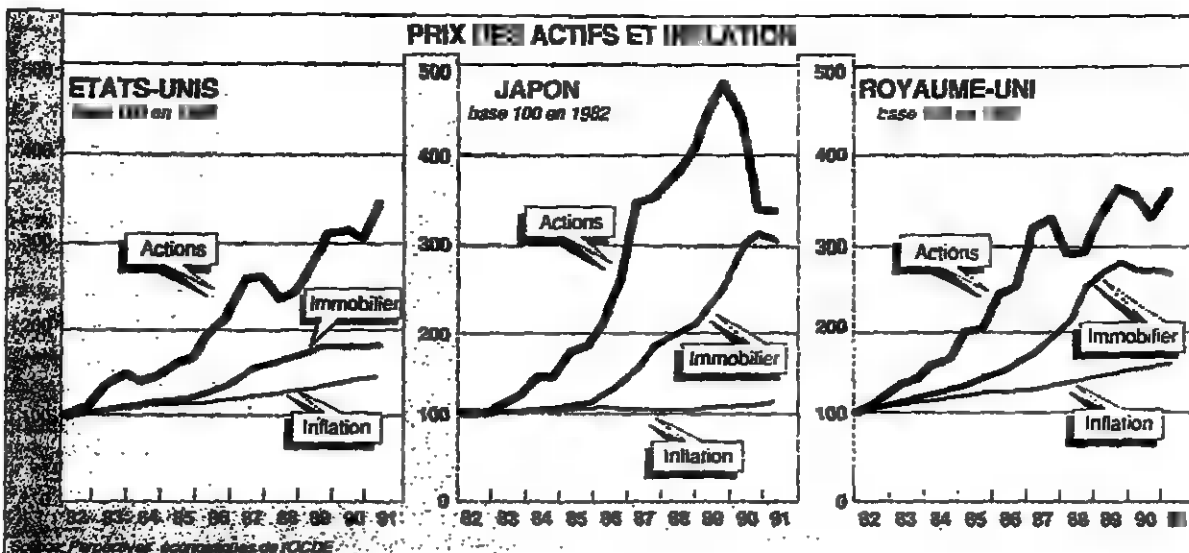
TAUTOLOGIE • On ne s'ennuie pas de la conjoncture internationale, la direction française de la prévision écrit dans son rapport. « Il faut déconstruire la conjoncture actuelle et sans doute le décalage apparent entre les conjonctures conjuguées qui ont été plutôt favorables depuis l'été dernier et une perception généralement pessimiste de l'environnement économique ». Assurément la croissance ne peut repartir sans la confiance, mais la réciproque est aussi vraie. Tautologie, ce serpent-là se mord la queue.

Le pire, c'est que les Sept ont raison. Le continent européen est bloqué par la conjoncture éco-

nomique de l'Allemagne réunifiée, c'est d'Angleterre, du Japon et surtout des États-Unis que devait venir la reprise. Or outre-Atlantique, la situation est quasiment idéale pour le départ d'une nouvelle croissance : baisse « historique » des taux d'intérêt, forte réduction de l'inflation, prix du pétrole, réajustement de la balance des paiements attendu depuis presque dix ans, parité du dollar réputée à peu près équilibrée. — Le dépit d'un trimestre de plus au cinq points en dessous des records allemands, sans parler de Wall Street, qui lui a fait les records de hausse... Qui dit mieux ? Pourtant l'expansion n'est pas au rendez-vous.

Comparé à la bonne demi-douzaine de reprises qui ont jalonné la route de la prospérité depuis la fin de la dernière guerre mondiale, ce retardement n'est à quelques choses d'exceptionnel. Il faut donc lui trouver une cause exceptionnelle.

DÉRÈGLEMENT • Qu'y a-t-il donc de si anormal dans la conjoncture actuelle par rapport aux précédents cycles ? Réponse : c'est la déréglementation financière qui fut mise en œuvre au début des années 80. — Mais les effets de cette déréglementation ne se font sentir que très long de la précédente déconjoncture. Les banques et autres établissements financiers se livrent à une frénésie de talentueuse



pour proposer aux particuliers, aux entreprises, aux administrations, aux collectivités locales, mille et une manières de placer leurs actifs pour emprunter toujours davantage. D'où ce surendettement généralisé dont s'accorde — depuis peu — reconnaître qu'il joue un rôle non négligeable dans le blocage actuel, car pour acheter, il faut emprunter, et la déréglementation financière, par cela même, a encouragé la question du crédit économique.

De même coup, on ne voit pas — ou on ne voit pas voir — que le surendettement n'est que l'une des conséquences, la plus évidente sans doute, de l'absence de règles

vieilles pour certaines de plus d'un siècle, si vieilles en vérité qu'on avait oublié pourquoi on les avait instaurées (tout simplement à cause de krachs financiers ou bancaires).

DIVORCE • Une autre de ces conséquences encore plus dangereuses, c'est le divorce grandissant qui s'instaure mécaniquement entre la valeur de certains actifs particulièrement choyés par la spéculation (immobiliers des beaux quartiers, œuvres d'art...) et les revenus que l'on peut en tirer. Cette manifestation particulière de l'inflation spéculative n'apparaît pas dans les

indices habituels (voir le graphique). Ceux-ci mesurent la hausse des prix à la consommation mais pas les seuls indicateurs de l'inflation. La flambée des prix de ces actifs n'en est que plus sournoise. Fatalement, il arrive un moment où le divorce entre valeurs et rendement n'est plus tenable : le rendement d'un actif devient ridicule par rapport au capital investi.

Ce divorce a été clairement dépassé pour l'immobilier et les œuvres d'art. Mais qu'en est-il pour les autres actifs ? Poser ce genre de question revient à remettre en cause les records de Wall Street et d'ailleurs. Le plus grave est que l'on ne dispose

d'aucun point de repère dans les expériences du dernier demi-siècle, ni d'aucune série statistique précise et fiable pour mesurer le temps qu'il faut pour que valeurs et rendement retrouvent un rapport qui permette à la machine économique de redémarrer pour de bon. De fait, la baisse des taux, historique qu'elle soit, n'a fait repartir ni le marché de l'art ni celui de l'immobilier de luxe. Par exemple à Londres, 6 millions de mètres carrés de bureaux sont à l'heure actuelle inoccupés, ce qui correspond à un taux de vacance de 10 %. Au moins ne s'est-on point hasardé à prévoir la reprise des marchés des six prochains mois. Cette prudence n'a malheureusement été la règle pour l'économie dans son ensemble, les démentis opposés par les faits à l'optimisme officiel sont douteux et étrangers à la « morosité » qu'il est censé combattre.

Il s'agit de s'agiter que d'endettement. En dépit des tabous monétaristes, on pourrait concevoir de programmer délibérément la ruine des rentiers et des créanciers par l'inflation, afin de soulager les débiteurs. Mais l'envolée des prix garantirait le retour à un rendement convenable par rapport à la valeur du capital. Pris au piège de leur propre politique, comment sept plus puissants argentiers du monde pourraient-ils regarder la réalité en face ?

Philippe Simonnot

K-way résiste au feu

Après les vents contraires du marché l'imperméable léger a dû affronter un incendie. Mais l'entreprise survira

N'OUBLIEZ pas ton K-way. Quel bonheur de France n'a pas entendu cette recommandation ? Le K-way — une marque devenue la définition d'un produit — n'a pourtant que vingt-cinq ans. Il fut inventé en 1966 par des confectionneurs de Nord, Léon Duhamel et son frère Léon-Claude, et tout de suite, fabriqué en série dans les ateliers installés à Harnes, dans le Pas-de-Calais, qui ont été complètement ravagés par un incendie le 20 janvier dernier. Souvent, les K-way les plus simples sont les plus féconds. C'est le cas de Duhamel, qui au point un petit vêtement léger, mais doublé, en nylon imperméabilisé qui — admirable astuce — pouvait se ranger entièrement dans sa propre poche et s'attacher à la ceinture. Bref, on ne décrit pas ce qui fut à l'origine de l'en-cas et qui devint quelque chose plus tard, par la grâce du marketing, un petit air américain, le K (de en-cas) auquel on ajouta « Way ».

Et le produit part au grand galop : 250 000 en 1966, 1 000 000 en 1970, 2,5 millions en 1980. Les établissements Duhamel sont devenus, entre-temps, K-way international, essayant en France et même à l'étranger, notamment au Maroc et au Portugal, qui fournissent 80 % de la production. Harnes restait le centre de création et de décision, on y diversifiait les produits et présentait même des collections saisonnières. Le quart de la production était d'ailleurs exporté.

HIVERS DOUX • C'est en 1990 que soufflèrent les vents contraires, après trois hivers trop doux. Il y eut, dans le Pas-de-Calais, 100 licenciements — sur 200 salariés —. En 1991 le groupe italien Pirelli achetait K-way International et l'intégrait

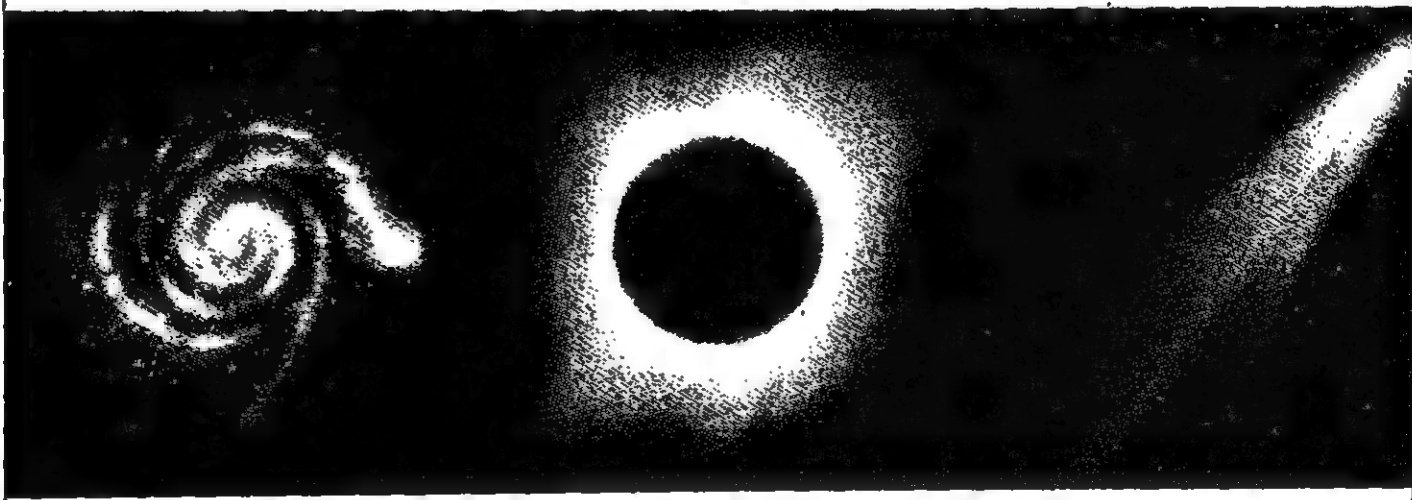
à la firme Superga, une filiale spécialisée dans la chaussure de sport, qui voyait là une occasion d'étendre son marché international. Après la reprise le premier bilan, au dire de Mario Benatti, président-directeur général, faisait apparaître une situation équilibrée, mais le précédent exercice accusait un déficit de 20 millions de francs.

Début janvier, les nouvelles collections circulaient pourtant sur la route de K-way, quand un incendie, dont on ignore les causes, détruisit toutes les installations de Harnes, soit la totalité de la gestion administrative, commerciale et industrielle — ayant, par chance, échappé à sinistre.

ABSURDITÉ • On ne se souvient pas aujourd'hui ? Mario Benatti a assuré aussitôt après l'incendie que, premièrement, l'unité d'Harnes sera reconstruite à l'identique le siège de décision et de création ; deuxièmement, qu'un établissement provisoire était en cours d'installation à proximité, dans la commune de Lumbres (Pas-de-Calais) pour assurer le redémarrage du travail ; troisièmement, qu'une centaine de personnes seulement, sur 250, connaissent un momentané préjudice pécuniaire. Il faudra environ dix-huit mois pour reconstruire entièrement l'unité d'Harnes sur le même site. Quant à la firme redoutée, Mario Benatti l'a qualifiée d'absurde. La direction du groupe Pirelli, lui, a bien annoncé qu'elle était disposée à vendre certains d'actifs. Mais c'est l'état des choses, la filiale Superga. Au contraire, a-t-il dit, Pirelli s'engage à soutenir l'effort nécessaire au rétablissement de K-way International.

Georges Sueur

Pendant des siècles, l'homme en quête d'extraordinaire s'est tourné vers les cieux. Aujourd'hui il peut recommencer.

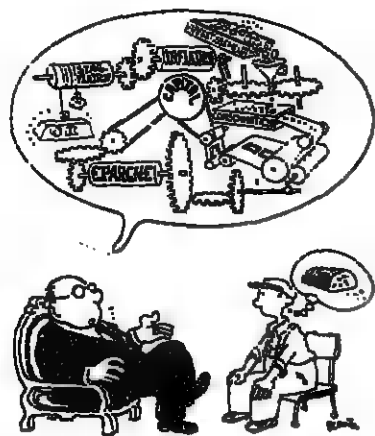


Bienvenue à bord de la Connaissieur Class, un espace exclusivement proposé par United Airlines. Un espace où l'attention portée à chaque détail bouleverse les normes de la Classe Affaires Internationale et de la Connaissieur Class la référence de qualité matière de service. La Connaissieur Class est accessible depuis le 1^{er} novembre 1991 sur tous nos vols transatlantiques, ainsi que sur la plupart de nos vols à destination du Pacifique. Prenez votre envol avec la compagnie qui unit le monde. Come fly the friendly skies*.

Contactez votre agence de voyages ou United Airlines.
Téléphone Paris : 48.97.82.82. Province : N° vert 05.01.91.38.

UNITED AIRLINES

* Voyagez en bonne compagnie.



Tribune universelle chargée de favoriser l'expansion du commerce dans une perspective de développement, la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) est depuis sa création, en 1964, un organe permanent des Nations unies. Elle fut l'origine un lieu de dialogue mais surtout d'affrontement entre le Nord et le Sud. C'est dans cette enceinte que les pays pauvres ont formulé leur aspiration à un nouvel ordre économique international fondé sur un partage des richesses, du développement des technologies, sur un libre accès aux marchés occidentaux pour leurs produits, sur l'abolition de l'échange inégal. La montée en puissance de l'anti-tiers-mondisme (avec le groupe des 77) a scindé les trois premières réunions, à Genève (1964), New-Delhi (1968) et Santiago du Chili (1972). Mais les chocs pétroliers, la crise de la dette ont éclaté dans le sein du tiers-monde ont ensuite amoindri le rôle et la crédibilité de la CNUCED, qui campait sur des positions manichéennes où le discours militant primait sur la juste perception des contraintes économiques. L'idée du développement s'en trouva affaiblie. Les pays riches boudèrent la CNUCED, estimant qu'ils obtenaient davantage du tiers-monde dans le sein d'autres institutions comme la Banque mondiale ou le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). La CNUCED connut une crise de confiance qui se solda par l'échec des conférences de Manille (1979) et de Belgrade (1983). L'esprit de Nairobi (1976), fondé sur la recherche d'une justice dans l'échange, disparut dans la routine de négociation. En 1987, à Genève, la septième réunion de la CNUCED fut qualifiée - dans l'indifférence - de non-échéec. La traditionnelle antagonisme Nord-Sud s'estompant, l'économie l'emporta sur la politique. La huitième session, qui se déroulera du 8 au 25 février à Carthagène (Colombie), se situe dans un contexte résolument non conflictuel : pour son secrétaire général adjoint Yves Berthelot, « l'objectif politique est de faire admettre un nouveau partenariat pour le développement ».

Dossier établi par Eric Fottorino

La CNUCED

Pourquoi a-t-on créé cet organisme ?

■ En 1948, la charte de La Havane élaborée à la demande des Nations unies prévoyait la création d'une organisation internationale du commerce. Cette institution aurait été le troisième pilier du système économique mondial, avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Son mandat théorique comprenait tous les aspects du commerce, de l'emploi et du développement. Signée par cinquante-trois Etats-membres de l'ONU, la charte de La Havane fut ratifiée par le Congrès américain. Et, du même coup, l'organisation ne vit jamais le jour.

“Le mandat de la CNUCED est de promouvoir l'intégration des économies nationales dans l'économie mondiale.”

Point du vue de l'Australie

Il fallut attendre 1955 pour que l'idée soit relancée par l'URSS, appuyée en 1962 par les pays en développement lors de la conférence du Caire. En 1963, l'URSS présenta un memorandum préparé à une future « conférence des Nations unies sur le commerce et le développement », mentionnant l'octroi d'un régime spécial aux pays pauvres, l'examen de questions-clés comme l'interdépendance entre le commerce et le développement, les produits de base, les fluctuations des prix, le désarmement et les transactions financières.

Entre-temps, le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) avait pris en charge les trois derniers aspects des échanges mondiaux. Lorsque se réunit la première session de la CNUCED, en 1964, une étude d'impact sur l'instrument suffisant dynamisme pour aider les pays en développement. La CNUCED devint alors un organe permanent des Nations unies, créé pour combler le vide laissé par le GATT et la charte de La Havane pour corriger les rapports de forces nés dans l'après-guerre. Son mandat visait trois objectifs :

- faire avancer la réflexion, l'analyse et le dialogue sur les relations commerciales et le développement ;
- apporter une assistance technique aux pays du tiers-monde ;
- conclure des accords favorables au développement par la négociation.

Après vingt-huit ans d'activité, on peut porter le crédit de la CNUCED à la fixation de l'objectif d'aide de 0,7 % du PNB des donateurs en faveur du tiers-monde. La CNUCED a aussi adopté en 1978 une résolution prévoyant l'ajustement rétroactif de la dette publique des pays à faible revenu. Cette disposition a valu à plus de cinquante pays un allègement de 6,5 milliards de dollars. La CNUCED a aussi édicté un ensemble de règles pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives et des transports maritimes.

BIBLIOGRAPHIE

- Pour une accélération du développement, rapport du secrétaire général de la CNUCED à la huitième session de la Conférence, publié par les Nations unies, disponible au siège de l'organisation, Genève. Ce document austère présente un bilan des années 80 et des enjeux de la coopération Nord-Sud pendant la dernière décennie du siècle.
- Nord-Sud, la grenade dégonflée, par Louis Emmerij, éditions First. Écrit par le président du Centre de développement l'OCDE, cet ouvrage traite des questions « éternelles » de la CNUCED, sans être impertinent.
- Nord-Sud : de l'aide au contrat, par Claude Marchant, éd. Syros, collection « Alternatives ». Par un expert du développement sous pseudonyme, ce livre tente, à travers une série d'exemples concrets, de proposer une nouvelle approche de l'aide.
- A la recherche de la « poche » du tiers-mondisme, les Dames de la terre, de Frantz Fanon.

Comment encourage-t-il les échanges ?

■ La CNUCED a élaboré en 1971 le « système généralisé des préférences » (SGP) repris à part entière par le GATT. Il s'agit d'un ensemble de concessions tarifaires accordées par les pays développés aux pays en développement. Il porte sur un volume d'échanges de 60 milliards de dollars en 1990 (dont le tiers avec la Communauté économique européenne). En vertu de ce régime, l'Occident développé réduit, voire supprime, ses droits de douane sur les importations de produits manufacturés en provenance du tiers-monde. Vingt-deux pays industriels et cinq pays d'Europe centrale orientale accordent ainsi des « préférences », selon des modalités propres à chacun d'entre eux.

Le principe général est celui de la non-réciprocité : les avantages accordés aux pays pauvres ne sont pas la contrepartie d'avantages équivalents qu'ils consentiraient eux-mêmes aux pays du Nord. Le SGP connaît cependant quelques limites :

- En premier lieu, les Etats bénéficiaires ne sont pas toujours en mesure d'utiliser pleinement les possibilités offertes par le régime, soit par manque d'informations, soit par l'insuffisance de leurs services douaniers ou commerciaux à faire valoir leurs droits dans les conditions requises. Au total, le volume d'échanges favorisés par le SGP ne représente que la moitié des importations qui pourraient bénéficier d'exonérations de droits de douane.

- Les pays du Nord appliquent en outre certaines mesures restrictives comme les contingents tarifaires et les barrières non tarifaires (montants maximum d'importation, ou encore quotas de sauvegarde destinés à protéger leurs productions).

Depuis 1977, enfin, plusieurs pays ont exclu du SGP, dont ils tirent de nombreux avantages jugés exagérés, compte tenu du niveau de compétitivité qu'ils avaient atteint. D'autres pays ont en revanche été exclus à titre exceptionnel et provisoire comme l'Algérie, le SGP. C'est le cas des pays andins, gravement affectés par la chute de la drogue. C'est aussi le cas, en raison de difficultés économiques, de plusieurs pays d'Europe centrale : Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie.

“Il faut cesser de bricoler avec des bouts de ficelle et poser le problème général des prix des matières premières à tous les niveaux, entre pays consommateurs et producteurs, et faire la CNUCED.”

Michel Rocard

Comment régule-t-il le prix des produits de base ?

■ Devant l'extrême dépendance des économies du tiers-monde à l'égard des matières premières, la CNUCED a conçu en 1964 un « programme intégré des produits de base ». Comme le rappelle Abdelmagari, spécialiste de ces questions à la CNUCED, les arrangements internationaux existaient avant la Seconde Guerre mondiale sur le café, le blé, le thé, le caoutchouc et l'étain. La conférence n'a pas pu généraliser les accords de produits de base à d'autres matières premières, mais elle a permis d'établir des prix-plancher à un niveau rémunérateur pour les producteurs et équitables pour les consommateurs.

Par manque de volonté politique des membres, la CNUCED n'a pu parvenir à négocier qu'un seul nouvel accord, en 1975, sur le sucre. L'accord de Nairobi a permis l'idée de constituer des stocks internationaux des dix-huit principaux produits de base représentant les trois quarts des exportations non pétrolières du tiers-monde, financés par un fonds commun.

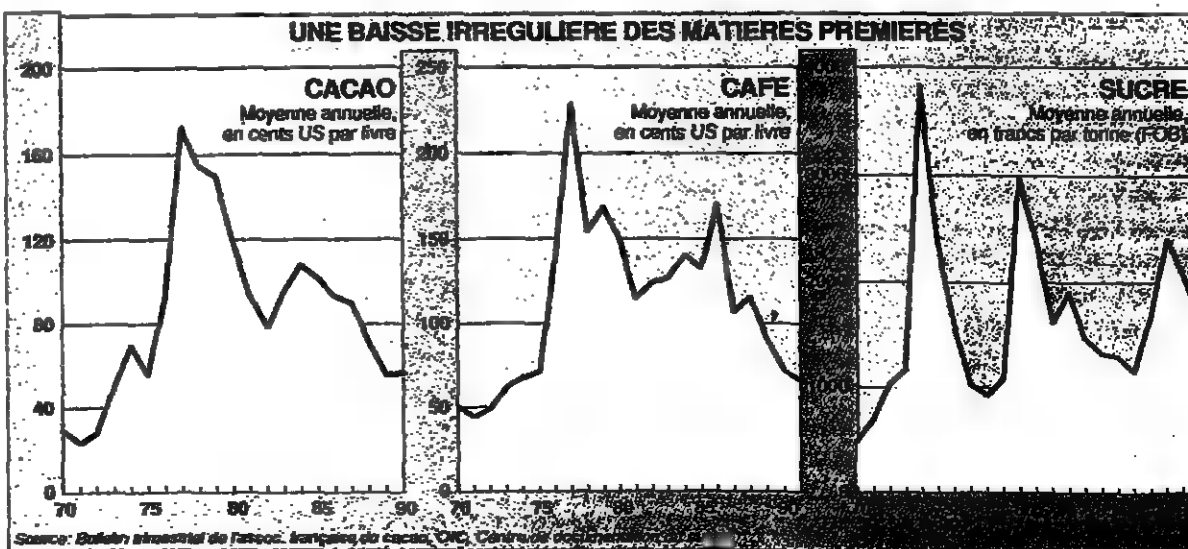
Mais il a fallu attendre 1989 pour que soient remplies les conditions d'entrée en vigueur de cette institution comprenant deux guichets distincts pour les opérations envisagées : il fallait que quatre-vingt-dix Etats au moins, représentant les deux tiers des souscriptions au capital (fixé à 470 millions de dollars), aient ratifié l'accord. C'est seulement avec l'adhésion de l'URSS, en 1990, et en 1987, mais effective deux ans plus tard, que le fonds commun a pu entrer en vigueur.

Mais, entre-temps, les marchés internationaux sur les produits de base (café, cacao, sucre, étain) avaient tous subi sous le poids de la surproduction mondiale, à l'exception du caoutchouc, rendant précaire l'objectif du « premier compte » du fonds, à savoir le financement de stocks régulateurs. Seul est censé fonctionner aujourd'hui le « second compte », le fonds, destiné à financer les dépenses de recherche-développement et d'amélioration de la compétitivité des produits naturels face aux synthétiques.

■ L'action de la CNUCED

“Il faudrait renoncer à l'habitude de conclure l'examen de la plupart des questions par l'adoption de résolutions, négociées laborieusement par un système de groupe rigide.”

Proposition des pays nordiques.



LA RECONNAISSANCE DES PAUVRES

Il revient à la CNUCED d'avoir attiré l'attention de la communauté internationale sur les « plus pauvres des pauvres » en créant, dès 1964, le groupe des pays les moins avancés, les PMA.

En 1981, à Paris, sous l'égide de la CNUCED, ces Etats ont tenu deux conférences, qui ont abouti à l'élaboration puis à la mise en œuvre d'un « nouveau programme substantiel d'action » (NPSA), admettant une aide modeste. La CNUCED souhaite que l'aide accordée

aux pays riches aux pays les moins avancés représente 0,15 % de leur PIB, mais cet objectif est loin d'être atteint et même symbolique.

En 1971, la CNUCED a établi des critères précis pour l'entrée d'un pays dans le groupe des pays les moins avancés : Un revenu annuel par habitant de l'ordre de 100 dollars ; une part de l'industrie dans le PIB inférieure à 10 % ; un taux d'alphabétisation qui n'atteint pas 10 % de la population. On comptait

PMA en 1971, 31 en 1981, 47 aujourd'hui, Madagascar, la Zaire, la Zambie et le Mozambique figurant parmi les derniers intégrés en décembre 1991.

Lors de la prochaine session de la CNUCED, qui doit se tenir à Carthagène, d'autres critères de développement humain devraient être examinés, comme l'espérance de vie, la ration calorifique par tête et le taux d'alphabétisation des adultes. Ces experts entendent mieux définir les indicateurs de pauvreté.

“La CNUCED doit mesurer les contraintes qu'imposent au développement le lent de la croissance, le protectionnisme, la dépression historique des prix des produits de base, la stagnation des transferts financiers et l'accumulation des dettes.”

Karim Dadzie (secrétaire général)

Comment fonctionne l'institution ?

■ Composée de soixante-six membres, la CNUCED a établi ses quatre ans au niveau ministériel pour définir ses grandes orientations et définir son programme de travail. A son siège de Genève, 100 Etats membres, plus de quatre cents fonctionnaires travaillent sous la houlette du secrétaire général, dirigé depuis 1989 par le Ghanéen Kenneth Ofori.

Le budget annuel de fonctionnement s'élève à environ 10 millions de dollars, provenant du budget ordinaire de l'ONU. Les activités de coopération technique, financées par des contributions extra-budgétaires, ont représenté, en 1990, 22 millions de dollars.

L'organe délibérant de la CNUCED est le Conseil de commerce et du développement, qui se réunit chaque année en deux fois : la première réunion (septembre-octobre) définit les orientations et l'interdépendance économique et la dette des pays pauvres, la seconde (mars-avril) se consacre au commerce international, le protectionnisme, les transferts de technologies.

Le conseil reçoit les recommandations de plusieurs grandes commissions sur les produits de base, les produits manufacturés, le financement du développement, les assurances, les transports maritimes. Un comité spécial sur le fonctionnement du « système généralisé des préférences ». Un groupe intergouvernemental s'occupe des quarante-sept pays les moins avancés. Un autre s'occupe de l'incidence des pratiques commerciales restrictives sur les échanges des pays en développement.

La huitième session de la CNUCED, cette année, placée sous le signe de la revitalisation, se penchera sur une nouvelle institutionnelle. De nombreux pays-membres et le secrétaire général lui-même prônent une réduction du nombre de commissions et comités, un fonctionnement plus souple, favorisant la réflexion de fond et la discussion plutôt que la schématisation systématique (et interminable...) d'articles négociés. De sa capacité à se réinventer de l'intérieur dépendra l'audience future de la CNUCED.

ON EPARGNAIT POUR ETRE PLUS RICHE. VOUS EPARGNEZ POUR ETRE PLUS LIBRE.

Les Français n'épargnent plus de la même façon. Si l'épargne est depuis toujours un moteur de l'économie, elle garantit aujourd'hui une plus grande liberté à des millions d'individus. Pourtant les produits d'épargne sont d'abord créés en fonction des besoins de l'économie.

Pour que vos attentes d'épargnant soient mieux prises en compte, les banques devraient être libres de concevoir les produits d'épargne.

Vous connaissant mieux que quiconque, le Crédit Mutuel s'efforce depuis toujours de créer une grande diversité de produits. Avec la volonté de dialoguer avec vous et d'être proche de vos besoins.

Au Crédit Mutuel,
à cause d'un mot, nous construisons votre épargne.
A cause d'un mot,
vous pouvez nous en demander plus.

Crédit Mutuel

la banque à qui parler

PERSPECTIVES

ENQUÊTE

Le Japon souffre mais ne désarme pas

Le Japon pacifiste n'a jamais renoncé à son industrie de la défense. Discrètement, mais obstinément, une poignée de grands groupes continuent à travailler sous la tutelle étroite de l'Agence nationale de défense. Par tradition et nationalisme plus que par amour des profits

NAGOYA
de notre envoyé spécial

DANS le petit musée d'une des usines aéronautiques Mitsubishi de Nagoya, grande ville industrielle située entre Tokyo et Osaka, le visiteur peut contempler une reconstitution du fameux chasseur Zéro... et un bandeau de kamikaze. Rappel discret d'un passé révolu. Le Japon pacifiste d'aujourd'hui n'a pas renoncé à son industrie de la défense, mais il ne le crie pas sur les toits. Ce secteur d'activités confidentiel - il ne représente pas plus de 0,54 % de la production industrielle totale du pays, soit 300 milliards de yens - subit, comme partout dans le monde, le contrecoup de la détente.

FABRIQUER SUR PLACE • L'inquiétude est grande chez les industriels de l'armement, qui s'attendent à une réduction du budget de la défense du Japon, déjà l'un des plus faibles des pays industrialisés (0,997 % du produit intérieur brut). Mitsubishi Heavy Industries (MHI), premier fournisseur de l'Agence nationale de défense (JDA) avec 28 % des contrats passés pour l'année budgétaire 1990, réaliserait dans ce domaine 19,9 % de ses ventes, Kawasaki Heavy Industries 16,4 %, Ishikawajima-Harima Heavy Industries (IHI) 10,7 %, Japan Steel 26,1 %.

« La nouvelle situation internationale nous préoccupe beaucoup. Nous ne voyons aucune justi-

fication à une réduction du budget de défense », nous déclarait au siège de MHI, à Tokyo, le directeur général de la branche espace et véhicules spéciaux, Ichiro Hattori. D'autant plus que, à entendre les entreprises, les marges sont minimes - « Avec nos maigres bénéfices, nous causons une migraine à la haute direction du groupe », se plaint Ichiro Hattori.

« Ces armes n'ont jamais été utilisées sur le terrain. On ne sait pas très bien comment elles fonctionnent. »

et, à en croire les experts étrangers, la productivité est faible et le coût de production peut atteindre deux fois celui d'un même matériel aux États-Unis.

Il faut dire que les fabricants d'armement japonais n'ont guère de débouchés. Le marché national est exigu et, depuis la guerre, le Japon ne peut exporter de matériel militaire, sauf vers les États-Unis ou pour certains produits à usage dual (civil et militaire). C'est sans doute ce qui a poussé des sociétés comme Toshiba à tenter de contourner les règles du COCOM en vendant du matériel interdit à l'URSS.

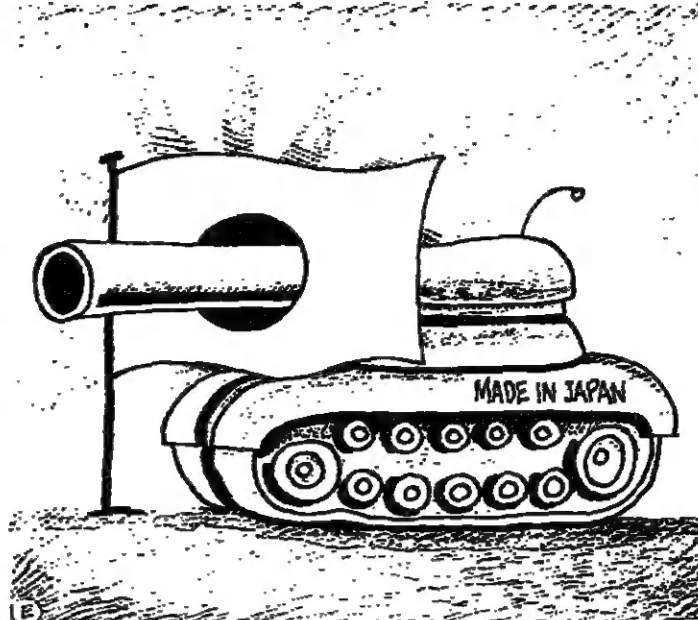
Pourquoi donc poursuivre dans un secteur aussi peu porteur, pour un pays doté d'une Constitu-

tion pacifiste et qui a érigé le profit en devise nationale ? « C'est une histoire toute simple. Parce que nous sommes des fournisseurs traditionnels depuis avant la guerre », explique Ichiro Hattori.

« Presque tous les pays produisent des armes, ajoute Michio Sasaki, vice-président du Keidanren (l'organisation patronale) et responsable des industries militaires. C'est mieux pour notre industrie de la fabrication. Le gouvernement nous le demande. Nous serions capables d'augmenter notre production à la moindre requête du JDA. » Il demeure cependant prudent sur la qualité d'un matériel qui, comme le T-90, est diversement apprécié : « Ces armes n'ont jamais été utilisées sur le terrain. On ne sait donc pas très bien comment elles fonctionnent. »

PATRIOT • Fondamentalement, précise-t-il, nous n'importons que les pièces que nous ne pouvons produire. Il existe toutefois une importante coopération technologique et industrielle avec les États-Unis. Ainsi MHI, dans ses usines de Nagoya, ou Mitsubishi Electric, à l'ombre du grand bouddha de Kamakura - les Kamakura Works - assemblent des avions de combat et de patrouille, des hélicoptères ou des missiles - dont une version ancienne du Patriot.

A Nagoya, les ingénieurs de MHI planchent aussi sur le FSX, un appareil basé sur le F-16 de General Dynamics, doté de perfectionnements made in Japan. Une coopération symbolique qui



permet en même temps aux Américains de récupérer des dollars en échange de technologies. Ce projet aura connu bien des difficultés, dues en particulier aux hésitations de Washington. Mais aujourd'hui on prévoit le premier vol expérimental pour 1995.

A l'autre bout de Nagoya, Masaharu Arino, directeur de l'usine Oye West, qui dépend aussi de MHI, s'il contribue à la production des appareils assemblés à Komaki, est surtout fier de fabriquer des pièces de fuselage arrière de Boeing-767, et surtout

de monter les fusées H1-A et H2, joyaux du programme spatial nippon, le modèle nouveau devant faire son premier vol en 1995.

A Oye West, indique Masaharu Arino, on travaille également sur un projet de module spatial expérimental, en coopération avec les États-Unis, le Canada et la CEE ; il s'agit du JEM, qui devrait être lancé en 1998. C'est chez Mitsubishi Electric, à Kamakura, que sont fabriqués les satellites nippons : quinze d'entre eux ont été mis sur orbite depuis 1976.

Les missiles - surtout militaires - sont un point fort de la technologie militaire nipponne. Un point fort surprenant compte tenu de la faible part qu'ils occupent dans le budget officiel de la recherche et de développement du JDA : 2,35 % en 1989, part qui devrait monter à 5 % en 1995. C'est toutefois faire abstraction de la recherche engagée directement par les entreprises, même si celles-ci affirment ne pas y consacrer énormément d'argent.

TUTELLE • Ce qui frappe, c'est la pesante tutelle du JDA sur les entreprises d'armement. C'est lui qui répartit les commandes selon une procédure complexe. Par exemple, les cinq chantiers navals travaillant pour la défense se partagent, pas toujours à égalité, des commandes de plus en plus rares : le chantier de IHI de Tokyo, en attend la première depuis 1987. Et

pourtant cette entreprise fondée en 1853, qui lança de nombreux bateaux pendant la guerre du Pacifique, est dotée d'une forte capacité, qu'elle utilise essentiellement pour la marine marchande.

Le JDA fournit les spécifications au chantier, qui ne peut proposer aucune modification. C'est aussi lui qui décide du prix, toujours inférieur à la cotation proposée. « Parfois même, nous perdons de l'argent, en particulier sur le premier exemplaire, explique Akio Kojima, directeur du chantier naval. En général, nous espérons faire un bénéfice à partir du deuxième. » Ce bénéfice est calculé en pourcentage : « Le JDA contrôle journalièrement la situation sur place, vérifie les achats de matériel, les heures de travail. » Si les coûts sont inférieurs aux prévisions, la marge est réduite en conséquence.

EN RÉSERVE • L'industrie japonaise de défense est donc bien contrôlée par la bureaucratie de l'Agence nationale de défense. Celle-ci a la volonté de maintenir une industrie militaire dans le cadre de sa politique de souveraineté et de conserver des capacités en réserve malgré des retards technologiques dans bien des secteurs, et une avance spectaculaire dans d'autres comme les semi-conducteurs.

Marginal par rapport à l'économie nationale, faible, voire infime fraction du chiffre d'affaires des grands groupes, l'appareil industriel de défense est nettement moins vulnérable que les industries françaises d'armement, par exemple, aux fluctuations des commandes. Il peut enfin se permettre de perdre de l'argent, cela ne se voit guère dans les bilans de fin d'année des Sogo shosha.

La politique d'armement bénéficie enfin d'un consensus syndical à la japonaise. Sukesada Ito, le président du Syndicat de la construction navale et de l'ingénierie, et vice-président de la confédération nationale Rengo, le reconnaît : « Il faut s'adapter à la réduction des commandes qui s'annonce. Le marxisme va continuer, et un grand nombre de travailleurs devront changer d'emploi. » D'ailleurs, ajoute-t-il, l'industrie d'armement a vu ses effectifs baisser de 230 000 en 1975 à 130 000 aujourd'hui.

Patrice de Beer

L'arsenal de Roanne assiégé

Longtemps inexpugnable, la fabrique de blindés, première industrie locale, voit aujourd'hui se tarir ses débouchés et ses crédits. Elle doit se réorganiser pour survivre

ROANNE
de notre envoyé spécial

SUR ces deux cents hectares, au bord de la Loire, s'étend un merveilleux spécimen d'architecture militaire, aux murs d'enceinte blanchis à la chaux, surmontés de barbelés. L'on assemble ici, depuis 1950, les blindés et tourelles des armées de France, de Navarre et d'autres lieux dans des bâtiments géants de brique rouge nommés Somme, Marne, et Verdun. Construire « une ville dans la ville », telle a été l'ambition affichée, durant la Grande Guerre, lors de la création de l'arsenal de Roanne où l'on tournait d'abord des obus.

Au fil du temps, le voisinage a appris que le grondement des essais de puissants moteurs, comme les coups de canon faisant trembler les vitres, le jeudi matin, étaient plutôt bon signe. Quand on fait donner cette artillerie-là, c'est qu'on a du travail. Ainsi s'active le principal établissement de l'arrondissement, avec 2 400 emplois, c'est-à-dire 10 % des effectifs industriels, dans une région très éprouvée par une litane de défaillances d'entreprises du textile, puis de la métallurgie.

CURE DE JOUVENCE • Pendant soixante-dix ans, l'arsenal a paru inexpugnable. Les premières difficultés sont venues en 1986-1987, lorsque les rois du pétrole firent un peu moins fortunés. Les exportations tombèrent de 40 à 10 % de la production. Cet hiver, l'établissement est victime d'angoisses simplement nationales. Dans la cour, une trentaine de chars AMX 30 attendent un démontage et une adaptation coûteuse. Cette monstrueuse immobilisation est due à l'apaisement des tensions internationales et à la dureté des temps : en 1991, on en a transformé près de 90, mais cette année les crédits manquent pour cette cure de jeunesse.

Ils manquent aussi pour la construction de matériels neufs. 46 chars seulement sont en commande cette année, alors que 120 sont sortis des chaînes en 1991. En 1978, au moment où il employait 3 500 personnes, l'établissement en

avait construit jusqu'à 458. L'argent fait défaut notamment pour le nouveau char Leclerc, dont le premier exemplaire a été livré, à la mi-janvier, au ministère de la défense : un « bijou » de 55 tonnes, dont le canon reste horizontal pendant les déplacements courants, effectifs à la vitesse surprenante de 75 kilomètres à l'heure. On n'en construira que 3 en 1992, et 13 l'an prochain : la suite dépend d'une loi de programmation militaire.

Aussi, avec les seules commandes françaises, le sous-emploi des capacités de l'établissement devient manifeste, loin des ratios de chiffre d'affaires de l'industrie, même à 30 millions de francs l'exemplaire du Leclerc, un montant qui variera selon l'importance de la série. Et le modèle destiné à l'exportation, climatisé, plus étanche au sable, ne sera disponible, semble-t-il, que dans le courant 1993.

INQUIÉTUDE • Le nouveau président de la Chambre de commerce et d'industrie, Pierre Brissot, polytechnicien et responsable d'un établissement régional de développement de la production automatisée, connaît bien l'arsenal : il a fait partie de son état-major de 1970 à 1981, au moment des grands programmes (AMX 10 et 30) et de la grande exportation. Il est aujourd'hui « très préoccupé » par la réintégration de la sous-traitance et la centralisation des achats à Satory, dans la région parisienne, sans parler du manque à gagner pour le commerce roannais.

Un emploi à l'arsenal apporte en effet un emploi hors les murs, dans la mécanique, l'électronique et l'électricité. L'arsenal a déjà perdu 600 emplois depuis 1987 : l'agglomération de Roanne frôle un taux de chômage de 10 %, proche de la moyenne française, mais supérieur à celle de la région Rhône-Alpes, en dépit du succès de nouvelles entreprises, comme Devernois ou Marcelle Griffon dans l'habillement, et ICBT, pour la construction de machines textiles.

L'inquiétude montante a déjà valu au maire, Jean Auroux,

député socialiste, ministre du travail de juin 1981 à mars 1983, quelques visites inopinées, et pas toujours amicales, de métallos CGT. C'est un militant de la même - remuante - CGT, Roger Vial, qui vient d'être élu, en décembre, secrétaire du comité d'établissement créé par suite de la transformation de GIAT-Industries en société nationale. Roger Vial voit dans cette élection une résistance des salariés aux décisions du gouvernement.

En fait, il est l'élu d'une alliance CGT-FO qui ne devance que d'un siège une autre alliance CGC-CFDT, qui, elle, a approuvé la nouvelle donne de GIAT-Industries, préconisée par une succession de rapports officiels. Ceux-ci suggèrent de reconstruire certaines technologies, de remédier à des carences commerciales, de conclure des accords avec d'autres constructeurs pour réduire les coûts. On parle aussi, depuis quelques semaines, d'une diversification vers des productions civiles, qui devraient représenter 10 % du chiffre d'affaires en 1995. On compte, pour cela, sur des compétences indiscutées dans la fabrication de pignons, d'engrenages, comme dans la soudure d'alliages légers et de blindages. Mais il a bien fallu négocier une « déflation » des effectifs.

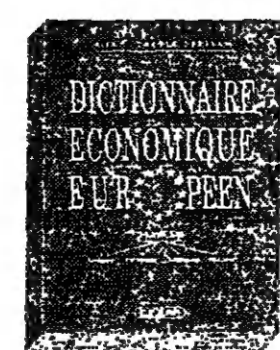
CONVERSION • La conversion ne sera pas facile, mais « c'est mon boulot », déclare Jacques Villon, un autre polytechnicien. « Patron » de l'établissement depuis deux mois et directeur industriel de la division blindés-tourelles de GIAT-Industries, il a la haute main sur l'usine de Saint-Etienne et sur celle de Tarbes. Avec la direction administrative et l'informatique de cette division, Roanne verra arriver, assure-t-il, un quateron de cadres supérieurs et de techniciens. « Nous construirons ici, en cinq ans, affirme-t-il, ce qui a été construit en dix ans à Toulouse, pour l'aéronautique. »

Pour l'heure, il recherche des accords avec des entreprises extérieures afin d'améliorer la charge de travail de services « périphériques » à la production, comme le

transport. Sur le millier d'emplois « indirects » d'aujourd'hui (c'est-à-dire ne concourant pas directement à la production) 25 à 30 %, reconnaît-il, sont superflus. Fort c'est sans doute le trait. Roger Vial affirme : « On ne nous dit plus : « Tu travailles à l'arsenal ? Tu as de la chance. » La survie de la « ville dans la ville » est peut-être au prix de cet ajustement.

Gérard Buéas

ARMEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR AFFRONTER LA CONCURRENCE EUROPÉENNE



Dictionnaire économique multilingue
158 pages - 450 F TTC

Le 1^{er} janvier 1993, la concurrence commerciale entre les entreprises des pays membres de la communauté européenne sera plus vive. Les frontières intérieures auront fait place à un vaste marché unique dans lequel vous devez vous préparer sans tarder à évoluer à votre aise. Compétition oblige !

Pour faire face à l'ouverture des frontières, il vous faut connaître des centaines de termes économiques et commerciaux, être en mesure de maîtriser parfaitement leur traduction, pouvoir rechercher instantanément leur équivalent dans l'une des langues utilisées dans l'Europe des douze.

Pour vous y aider, nous vous proposons le dernier né des dictionnaires économiques multilingues. Que vous soyez dirigeant d'entreprise, juriste, banquier ou étudiant, vous y trouverez 5 500 mots et 1 000 locutions ou expressions propres aux principaux domaines de l'économie et des affaires. Chacun de ces mots ou locutions est traduit du Français en Anglais, Allemand, Espagnol et Italien.

Un seul outil pratique et précis de 458 pages qui vous permettra de maîtriser aisément bien des difficultés.

BON DE COMMANDE

Nom _____
Prénom _____
Fonction _____
Raison sociale _____
Adresse _____

Cachet

- ☐ Je commande... exemplaires du Dictionnaire économique européen.
☐ Je vous adresse ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de la CEEPP... exemplaires - 450 F, soit Francs (Frais d'envoi inclus).
☐ Je souhaite recevoir une facture justificative

Date et signature

A retourner, accompagné de votre règlement à : CEEPP - 120, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

La pseudo-société de services

AUCUNE question — cela est heureusement reconnu — n'appelle plus d'attention que celle de l'emploi. On s'accorde aussi pour penser que c'est dans un développement des services que les solutions devraient être trouvées. Ici commencent les malentendus. Non pas que l'idée soit fautive. Mais la représentation est des plus arbitraires. Tout se passe comme si l'on plaquait sur la réalité économique une grille de statistiques hâtivement lues; et qu'on ne voyait plus celle-ci qu'à travers celle-ci. L'image qui en résulte est dangereusement déformée. A s'y fier, on tourne le dos à toute politique efficace de résorption du chômage.

De ce phénomène, les meilleurs spécialistes de l'économie des services sont conscients. Tenu à moins de prudence qu'eux, on essaiera de porter la critique là où ils ne peuvent le faire. Philippe Trogan (1), dont les travaux à l'INSEE ont fait école en France et à l'étranger, dit : « La place donnée aux services dans les statistiques reflète moins l'évolution de la réalité que l'évolution des économistes. » En témoigne la notion même d'activités « tertiaires ». Elle découle directement de la conception du progrès économique élaborée au début des années 50 par Colin Clark (connu aussi pour ses prévisions erronées sur la gravité de la crise de 1930) et Allan Fisher. Ces deux économistes passent pour les pères de la théorie (si tant est qu'il s'agisse vraiment d'une théorie) « des trois phases ».

A une première phase, durant laquelle la production agricole et minière (secteur dit « primaire ») jouerait le rôle prépondérant dans l'économie, en succéderait une deuxième, dominée par les industries manufacturières. Ces dernières, à leur tour, tendraient à être supplantées par l'économie des services.

Trop belle et trop ordonnée pour être vraie, cette construction est aujourd'hui battue en brèche de toutes parts, ne serait-ce que parce qu'on a fini par voir que, dans les pays les moins développés, les innombrables petits métiers de la rue formaient une économie de services. Tant à l'INSEE qu'à l'OCDE, pour ne citer que ces deux institutions, le scepticisme sur la thèse des trois phases gagne du terrain. Il n'empêche qu'elle continue à exercer une grande influence. L'explication de son durable ascendant ? Comme pour mieux protéger les préjugés modernes, elle n'a jamais remis en question les plus anciens.

Les physiocrates du dix-huitième siècle voyaient-ils dans la culture du sol la seule source des richesses ? Va pour l'agriculture, promue au rang de « moteur » privilégié de la croissance à l'aube du développement économique ! A quelle période historique s'applique cette première phase ? Personne ne le saura jamais : serait-ce au temps où Venise régnait, par son commerce et la supériorité technique de ses vaisseaux, sur la Méditerranée ?

Certains esprits, plus pamphlétaires qu'économistes, ont-ils été tentés, dès le premier quart du dix-neuvième siècle — le comte de Saint-Simon est mort en 1825 — de conférer à l'industrie la fonction exclusive, ou peu s'en faut, naguère dévolue à l'exploitation de la terre ? Va pour une deuxième et nouvelle phase du développement économique ! Sur une aussi belle lancée, on ne s'arrête pas, fût-on économiste, pour une triviale affaire de définition.

Qu'à cela ne tienne si, en opposant les « services » aux deux forces motrices précédentes, on ne définit pas véritablement une troisième catégorie d'activités face aux deux précédentes ! On feint de se tirer de la difficulté, en faisant de « tertiaire » un substantif dans lequel on englobe toutes les activités autres qu'agricoles et industrielles.

Coexistent aujourd'hui, en France peut-être plus qu'ailleurs, les fanatiques du « tertiaire » et les tenants du préjugé manufacturier. Les premiers ne jurent que par le logiciel et autres services hautement « sophistiqués ». Les seconds ne voient d'activité qu'il vaillait que dans l'industrie. D'un côté, c'est Laurent Fabius, qui croyait que, en pourvoyant chaque classe d'école d'un ordinateur, on ferait un pas décisif pour préparer les jeunes générations françaises à l'avenir (Margaret Thatcher avait introduit la même « innovation » trois ans plus tôt que lui, avec des résultats psychologiques désastreux pour environ 10 % des élèves). D'un autre côté, c'est Jean-

Pierre Chevènement, pour qui les « services rendus à l'industrie » — un des termes-clés de la nomenclature de la comptabilité nationale — ont surtout pour effet de « gonfler les frais généraux de l'entreprise ».

Les uns et les autres veulent ignorer ce qui fut et demeure la grande découverte de la théorie économique moderne, plus ou moins clairement formulée dans le livre d'Adam Smith, la *Richesse des nations*, publié en 1776 : c'est grâce à la dynamique de l'échange que les hommes sont conduits à créer, par leur travail, de plus en plus de richesses. Ces richesses (traduisez « produits ») peuvent aussi bien prendre la forme d'un quintal de blé, d'une automobile, que celle d'un programme informatique. Il est dommage qu'en français moderne le mot « industrie » ait pris un sens restrictif.

Bien des confusions seraient évitées si l'on parlait couramment d'industrie agricole, d'industrie manufacturière et d'industrie des services, toutes capables de produire des produits échangeables. Par comparaison, les classifications de la comptabilité nationale sont d'une haute imprécision. C'est au secteur des « services rendus aux entreprises » qu'est imputable, depuis une vingtaine d'années, l'essentiel de l'augmentation du nombre d'emplois. Dans ce secteur est inclus le travail temporaire : c'est même lui qui en constitue la principale composante et celle dont les effectifs ont le plus progressé. Or les deux tiers des salariés « temporaires » sont engagés dans le bâtiment et l'industrie.

Une autre remarque d'ordre sémantique pourra nous aider à porter au grand jour une insupportable contradiction, à laquelle, seule peut-être, échappe la société japonaise (d'où la terrible jalousie qu'elle inspire) : jamais il n'aura été autant question de la place éminente occupée par les services ; jamais l'idée du servir autrui, avec tout ce que cela comporte d'honneur et de... servitudes, n'aura été autant rejetée dans l'ombre. Non par discrétion, mais par refus implicite.

Un lecteur me paraît très concrètement illustrer ce point. Jean-François Kesler, directeur adjoint à l'ENEA et membre du Conseil économique et social, m'écrit : « ... Un phénomène majeur est l'accroissement du

taux d'activité des femmes. Sans cet accroissement, le chômage serait très inférieur à ce qu'il est actuellement. Faut-il pour autant prêter le « retour au foyer » ? Non. Mais il faut constater que la plupart des femmes ont une double vie, non pas au sens des comédies du début du siècle, mais en ce sens qu'elles cumulent une journée de travail professionnel et une journée de travail familial. La solution est donc de multiplier les services. Avant-guerre, avec un taux d'activité féminine qui était moindre, on livrait à domicile le pain, le lait, les produits d'épicerie, etc. Tout cela est fini. »

Et mon correspondant de conclure : « En réalité, les femmes travaillaient également lorsqu'elles demeuraient chez elles... Le développement du travail à l'extérieur du foyer, sans compensation, est donc générateur à la fois de sous-emploi et de suractivité. » L'économie japonaise est doublement performante en ce sens qu'elle est hautement compétitive et qu'elle assure le plein emploi. La raison n'en serait-elle pas qu'elle est à la fois industrielle et authentiquement une économie de services ? Au Japon, les petits boulots, spontanément suscités par l'économie « marchande », continuent bel et bien d'exister. D'une façon plus générale, les « services rendus aux particuliers » — autre classification de la comptabilité nationale — y méritent en général beaucoup mieux que chez nous l'appellation de « services ». Qu'on ne dise pas que le terme, au sens où on l'entend ici, est insupportablement bourgeois : le client d'un petit coiffeur japonais est traité en seigneur.

Ces remarques, dira-t-on, procèdent d'observations isolées. Certes. Mais que disent les statistiques ? Il se pourrait bien qu'elles corroborent ces notations subjectives. « Si l'on retire les dépenses de santé du secteur « services rendus aux particuliers », on constate que ces derniers y consacrent, depuis vingt ans, la même proportion de leur budget. Aux Etats-Unis, cités comme le pays où l'économie de services a fait le plus de progrès, il en est de même », dit Philippe Trogan. Qui pourrait dire mieux ?

(1) Rapporteur général de la Commission des comptes des services.



NICOLAS GUILBERT

LIVRES

Eloge de la complexité

Pour Henri Bartoli, la pensée économique dominante, trop réductrice, doit, pour progresser, intégrer la complexité et s'ouvrir à de nouvelles disciplines. Un ambitieux pari humaniste

L'ECONOMIE UNIDIMENSIONNELLE d'Henri Bartoli. Economica, 323 p., 195 F.

L'économie unidimensionnelle est d'abord une réflexion sur la science économique, une fresque impressionnante tant par sa finesse que par l'érudition dont elle témoigne. Mais c'est aussi un livre de débat, voire de combat. Car tous les éléments de cette fresque s'ordonnent en fonction d'un seul et même souci : dénoncer le caractère délibérément réducteur de la pensée économique dominante.

« Il faut laisser de côté les satisfaisants. Non qu'ils ne méritent pas d'être pris en considération, non qu'ils ne contribuent pas à leur façon à l'avenir de la science économique, mais qui ne procède pas à une mise en question, qui ne doute pas, qui n'écoute pas, ne peut être un artisan plénier de l'avènement d'un nouveau paradigme et du renouvellement aujourd'hui nécessaire... » écrit l'auteur. La science économique ne saurait se satisfaire de schématisations analogiques, incapables de rendre compte de l'action et de l'intentionnalité humaines et de rapports sociaux qu'elle se manifeste. Pour l'ouvrir à l'avenir, mais aussi pour répondre aux ruptures en travail dans ce temps, il faut réduire considérablement l'emploi de la classe « toutes choses égales par ailleurs », élaborer une théorie du « milieu » ou de l'« ambiance », recourir à une méthode interdisciplinaire, c'est-à-dire, finalement, ouvrir l'économie à la multidimensionalité. Le projet est immense. La sincérité de son auteur force le respect. Mais le livre ne convainc pas.

Non, bien sûr, que l'on puisse douter des lacunes de l'approche néoclassique : elles ont été maintes fois dénoncées. Encore faut-il veiller à ne pas déformer à l'excès la perspective. A trop vouloir démontrer les insuffisances de la théorie de l'équilibre général, cible centrale de la critique, à trop vouloir souligner la suffisance de ceux pour qui la science économi-

que ne progresse qu'à coups de théorèmes, on finit par gommer les reliefs qui jalonnent les avancées de la connaissance. En son temps, l'invention du concept de « main invisible » par Adam Smith relevait du génie, comme d'ailleurs la formulation mathématique donnée par Walras.

Ces découvertes ont bel et bien marqué un moment décisif du progrès de la pensée économique. L'oublier, parce que des zélés, moins inspirés, ont figé en dogmes ces visions novatrices, serait aussi malheureux que de négliger les apports de Marx à notre compréhension de la réalité économique, sous prétexte qu'il a été le point de départ d'une construction intellectuelle totalitaire édifiée, au fil des décennies, par des apparatus du verbe dénués de toute imagination !

RÉDUCTIONNISTE • Mais laissons de côté ce problème de perspectives écartées. Si Henri Bartoli critique aussi massivement les approches « réductionnistes », c'est avec un objectif précis : proposer d'autres voies, orienter la réflexion vers des « itinéraires capables de conduire à l'intégration de la multidimensionalité et de la complexité à la science économique ».

Malgré tout l'enthousiasme qu'éveille un tel projet, la stratégie de recherche ainsi esquissée peut inquiéter. Certes, la science économique ne prend aujourd'hui pas assez en compte la complexité, elle ampute nombre de phénomènes économiques de leurs dimensions politiques, sociales, écologiques... Qui le nierait ? Mais est-ce là son principal défaut ? Avant de lui suggérer d'aller vers le plus complexe, ne faudrait-il pas lui demander de rendre correctement compte des fonctionnements économiques les plus simples ? Or elle est loin d'y être parvenue. Peut-on imaginer un objet économique plus élémentaire qu'un marchand ? Depuis des millénaires, dans toutes les parties du monde, les commerçants sont présents et actifs, visibles et nombreux. Qu'ont dit, pendant des

décennies, nos puissants théoriciens, de ceux qui, à bien y réfléchir, sont le fondement indispensable de toute économie de marché ? Rien. Il aura fallu attendre le début des années 70 pour que certains, plus perspicaces, en viennent à imaginer des modèles dans lesquels des commerçants pourraient avoir un rôle, sous certaines hypothèses en tout cas !

Et le moins que l'on puisse dire est qu'il reste beaucoup à faire pour que la théorie intégrée convenablement le rôle joué, dans la seule sphère de l'économie, par la monnaie, la Bourse ou les banques... Là, plus que dans l'absence de prise en compte des interactions avec les autres dimensions de la vie sociale, semble être le signe le plus patent de l'échec de l'approche que combat Henri Bartoli. Force est de constater en effet qu'un siècle après Walras, la théorie des mécanismes élémentaires du marché reste à faire.

Considérer, dès lors, la complexité et la multidimensionalité comme étant la nouvelle frontière vers laquelle doivent se diriger les pionniers de la science économique est sans doute prématuré. Partant d'une base aussi peu assurée, l'approche « complexe » risque de mener à des résultats hasardeux. Elle a déjà montré qu'elle pouvait, dans ce domaine au moins, devenir un dangereux fourre-tout et servir de prétexte à des discours parfois fascinants, rarement pénétrants. Sur ce choix d'un programme pour les recherches à venir, le livre d'Henri Bartoli oblige donc à ouvrir un débat essentiel.

Mais peut-être la préoccupation d'Henri Bartoli n'est-elle pas d'esquisser un programme, d'indiquer des directions prioritaires pour l'avancée de la connaissance économique : ce livre d'économie est d'abord, au plus profond, l'œuvre d'un humaniste qui souhaite voir poser « au fondement de l'économie politique l'affirmation de la valeur et du respect de la vie ». N'est-ce pas là trop attendre de la science économique ?

Anton Brender

NOTES DE LECTURE

MBSA 2 HUMOUR ET MANAGEMENT POUR L'AN 2000 de Jean Brousse et François Eyssette. Le Cherche-Midi, 125 pages, 89 F.

Parmi les managers des « ressources humaines », les tics de langage et les modes sont souvent plus répandus que le bon sens. Les salariés, en particulier les cadres, sont de la sorte soumis avec régularité à des régimes bizarres, aussi « imprévisibles et essentiels » que romanesques.

Il faut un jour, et de toute urgence, « remettre en question » les procédures, pour le lendemain « relancer la créativité ». Le surlendemain s'interroger sur « la mission de l'entreprise », assurer son « cohésion de l'équipe », etc. Le tout à grand renfort de séminaires ou de sauts à l'élastique. Jean Brousse et François Eyssette, qui tous deux ont qualité de directeurs, connaissent la question, s'en amusent. Ils nous régaleront à nouveau avec la suite de leur MBSA (Management by Smiling Around) dont le premier volume avait paru en 1988.

Le succès de leur premier ouvrage, diffusé à plus de vingt mille exemplaires, a poussé les auteurs à ne pas changer la formule : les principes de la gestion moderne sont illustrés par des dessins d'humour piqués dans la presse mondiale. De fortes maximes — comme : « Je vis dans la terreur de ne pas être incompris », d'Oscar Wilde — scandent des chapitres dont l'un des titres reflète assez bien le style du livre : « Le cercle des managers disparus ».

A lire absolument lorsque les « défis », les « challenges » et autres « targets » sont sur le point de vous faire perdre l'humour.

E. L. B.

OUVRIERS, OUVRIÈRES, UN CONTINENT MORCELÉ ET SILENCIEUX. Autrement. Série « Mutations », n° 126, 110 F.

Que restera-t-il bientôt de Billancourt ? Une carcasse et le désespoir. Or, il y a aujourd'hui sept millions d'actifs sur vingt-deux qui sont des ouvriers. En masse, la classe ouvrière demeure, silencieuse. Ce monde de l'absence est ici décrit de façon poignante, dans un ouvrage de sociologie littéraire où voisinent écrivains (Michel Ragon, François Bon, Didier Daeninckx), sociologues, syndicalistes et journalistes. Peut-être ne parle-t-on aussi bien que de ce qui n'effraie plus.

« Désastre de la classe ouvrière », dit Michel Verret. « Aux morts », écrit François Bon. Souffrances, regrets, mais la chaîne ? Morte ? Et la « formation », à laquelle tant se raccrochent aujourd'hui, n'est-elle que le nouveau masque du lendemain qui chante ?

La condition ouvrière, c'est aussi celle des femmes et des immigrés, qui façonneront la classe ouvrière française. Ce livre parle des trajectoires de la vie quotidienne, des grands moments (Lip) et de la défaite éternelle : la probabilité pour un fils d'ouvrier de le rester est plus forte qu'il y a vingt ans.

Un ouvrage informé, passionnant, nostalgique.

B. M.

LES TAUX DE CHANGE de Dominique Pihon. Editions La Découverte, collection « Repères », 1991. 128 pages, 42 F.

Le petit livre que Dominique Pihon, professeur à l'université Paris-XIII-Villetaneuse, consacre aux taux de change n'est pas un manuel. D'accès facile, clair et précis, illustré d'exemples et d'anecdotes, c'est cependant un livre à objectif pédagogique, qui vise un public plus large que les seuls étudiants.

La description du marché des changes, vivante et concrète, satisfait la curiosité de tous ceux qu'intrigue cet univers mystérieux. Le tour des théories du change est très complet. Néanmoins les familiers des marchés trouveront que Dominique Pihon écarte un peu vite celles qui se fondent sur l'hypothèse d'efficience des marchés.

La partie consacrée aux politiques de change débouche sur les débats les plus actuels : la coopération monétaire internationale et l'union économique et monétaire de l'Europe. Faut-il considérer comme une lacune sérieuse l'absence de toute présentation des approches chartistes et techniques, qui sont à l'analyse économique des taux de change ce que l'acupuncture est à la médecine ? Quoi qu'il en soit, le champ couvert est déjà considérable et propre à répondre aux interrogations des lecteurs.

J. M. Ch.

OPINIONS

L'Occident face à la crise monétaire dans l'ex-URSS

Un choix stratégique

par MICHEL AGUETTA (*)

L'Occident peut-il faire quelque chose d'utile contre la désorganisation des échanges dans l'ex-URSS ? Pour répondre à cette question, il faut évaluer les conséquences de la destruction des structures fédérales.

La crise générale du système soviétique combine la perte d'autorité de l'Etat dans les Républiques et la contraction drastique des échanges commerciaux entre les Républiques. Les nouvelles autorités républicaines ont été jusqu'ici incapables de collecter les impôts et de définir des règles pour privatiser l'économie. La hausse des prix s'ajoute à la monétisation des déficits publics et à l'explosion du crédit bancaire à court terme qui finance la privatisation spontanée, hors de toute contrainte de concurrence.

L'hyperinflation achève de détruire la confiance dans le rouble ; ce qui provoque la fragmentation de l'économie et le renforcement des autarcies locales. Quelconque a un pouvoir de disposition sur des biens réels est prêt à vendre la vente de ces biens contre roubles. Le troc s'installe entre régions autonomes, et la production s'effondre.

A partir de cette situation, la fondation de l'Etat dans les Républiques est un préalable à toute avancée vers une économie de marché qui fonctionne. Pour mener à bien les réformes économiques, il faut auparavant avoir réalisé la séparation des pouvoirs, caractéristique de l'Etat de droit. Il faut avoir mis en place des administrations nouvelles, habitées par des corps de fonctionnaires intégrés et compétents. Ces transformations prendront beaucoup de temps et ne réussiront pas partout. La seule force sociale qui peut les promouvoir est le nationalisme. Mais c'est aussi une source de conflits entre les différentes Républiques.

Car les nations nouvelles se constituent dans leurs rivalités réciproques. La menace extérieure, subie ou provoquée, est un ciment grâce auquel l'Etat parvient à s'imposer aux forces centrifuges qui se combattent à l'intérieur. Dans l'économie, l'affirmation de la souveraineté nationale passe par la monnaie. Aussi le développement de la crise conduit-il à instaurer plusieurs monnaies nationales, et sûrement à séparer la Russie et l'Ukraine.

Cette tendance est souhaitable. Car le maintien d'une monnaie unique dégenérée dans toute la nouvelle Communauté des Etats indépendants (CEI) serait la pire configuration possible. Puisque les nouvelles nations cherchent à affirmer leur souveraineté, elles ne sauraient abandonner à la Russie le contrôle de leur propre stabilisation macroéconomique. Mais, si toutes les Républiques se font concurrence pour émettre la même monnaie, chacune a intérêt à capter le maximum de seigneurage, en supposant que son émission n'a pas grande influence sur la valeur des billets dans l'ensemble de la zone. La stabilisation monétaire se révélerait impossible, et les Républiques les plus soucieuses de lutter contre l'hyperinflation auraient intérêt à faire défaut. Le rouble ancien perdant sa légitimité, il devient irrationnel d'exporter des biens réels en pénurie contre des roubles sans valeur. C'est pourquoi la tentative de maintenir la monnaie unique conduit à l'implosion des échanges commerciaux.

Union de paiements...

Lorsque des monnaies nationales inconvertibles auront remplacé l'ancien rouble, le troc sera toujours la tendance spontanée dans les échanges interrépublicains. La contraction des échanges viendra du refus d'importer à cause de la pénurie de moyens de paiement acceptables. C'est un changement de nature des conflits qui permettra à l'Occident d'intervenir utilement, car il deviendra possible de concevoir et de soutenir financièrement des mécanismes de paiement acceptables par les gouvernements concernés pour sortir du troc.

Des paiements efficaces sont indispensables pour réanimer et libéraliser les échanges dans la CEI. Comment les réaliser lorsque les monnaies républicaines ne sont pas naturellement acceptées et que les réserves en devises fortes sont trop rares pour y être consacrées ? Deux démarches sont possibles : la première est l'établissement d'une union de paiements, la seconde est la formation d'une nouvelle zone rouble. Toutes deux ont des références historiques : l'Union européenne des paiements en Europe occidentale dans les années 50, d'une part, la zone sterling dans l'ancien Commonwealth britannique, d'autre part. Toutes deux sont

des transitions qui visent à créer les conditions de la convertibilité future des monnaies « républicaines ». Toutes deux appellent une aide financière occidentale, mais elles n'ont pas les mêmes implications politiques. L'union de paiements fournit une garantie de change et des conditions équitables de crédit pour toutes les Républiques qui veulent y participer. La zone rouble encourage délibérément l'hégémonie économique de la Russie sur la CEI. En analysant les principales caractéristiques de chaque démarche, on peut estimer l'intérêt des Républiques à s'y engager et la nature de la participation de l'Occident.

Une union de paiements est un système monétaire régional qui permet de financer les échanges mutuels en économisant les devises fortes. Ce système est efficace entre des pays dont les échanges réciproques sont plus importants que les échanges avec le reste du monde, et qui ne peuvent encore faire fonctionner des marchés de change. Les paiements sont acheminés dans le réseau des relations entre les banques centrales. L'union de paiements rend ce réseau multilatéral et renforce la cohérence macroéconomique de la zone grâce à un triple dispositif : une compensation centrale des flux commerciaux au terme d'une période comptable déterminée ; des principes définissant le partage des soldes nets issus de la compensation entre crédit de l'union et règlement en devises fortes ; un conseil de l'union chargé de la coordination et de la surveillance multilatérale des ajustements entrepris par les pays membres.

Pour rendre cette union viable, l'Occident devrait y participer à plusieurs titres. En premier lieu, il faut choisir une unité de compte commune, en laquelle les pays membres doivent déclarer leur taux de change. Il serait souhaitable que ce soit l'écu, dans la perspective d'une ouverture ultérieure vers l'Europe centrale et l'union économique et monétaire. En deuxième lieu, le BRI peut fournir son expertise et ses moyens techniques en tant qu'agent central de compensation. En troisième lieu, la mise en œuvre des règles de financement des déficits des pays membres à l'égard de l'union est l'affaire d'un fonds monétaire, conjointement possédé par les pays de la CEI et les gouvernements occidentaux qui auraient fait un apport en devises pour constituer le capital. De l'importance

de la participation occidentale dépend le dosage optimal entre le crédit accordé et le règlement exigé, garantissant un compromis entre les intérêts des créanciers et des débiteurs. En quatrième lieu, enfin, la présence des représentants de l'Occident au conseil de l'union légitimerait la méfiance des nouvelles nations à l'égard d'une domination russe dans cette instance supranationale.

... ou nouvelle zone rouble ?

L'appui à la formation d'une zone rouble est une voie très différente. Le rouble russe, issu d'une stabilisation monétaire en Russie, deviendrait la monnaie de règlement et de réserve dans la CEI. Les échanges pourraient être multilatéralisés grâce à la circulation de cette devise, même si les autres monnaies demeurent inconvertibles pendant quelque temps. Le rouble russe deviendrait l'ancrage pour un futur régime de changes ajustables entre des monnaies à convertibilité limitée dans la CEI. L'Occident devrait se porter garant de la convertibilité du rouble russe en apportant des réserves en devises substantielles dans un fonds de stabilisation créé à cet effet.

Plus conforme à l'orthodoxie monétaire, cette démarche a cependant des risques élevés et des inconvénients majeurs pour les partenaires de la Russie. Ceux-ci doivent faire le pari que la convertibilité du rouble russe va réussir sans avoir aucun moyen de l'influencer. Ils doivent aussi postuler que la Russie ne va pas utiliser sa prépondérance monétaire pour arracher des avantages commerciaux et pour imposer des exigences politiques contraires à leurs intérêts nationaux. Enfin, ils seront probablement prisonniers de la zone rouble comme les pays dépendants de l'Angleterre l'ont été de la zone sterling. Car la Russie ne pourra certainement pas supporter la convertibilité des balances rouble préalablement accumulées dans les autres pays de la CEI. Elles devront être gelées. Mais la négociation d'un gel des balances est une source d'instabilité pour la monnaie concernée et une restriction sévère aux avantages de la convertibilité pour les autres pays.

(*) Professeur de sciences économiques à l'université de Paris-X Nanterre.

A TRAVERS LES REVUES

Entre deux rationalités

HERBERT SIMON, à qui l'on demandait il y a cinq ans s'il rejetait les fondements de la micro-économie telle qu'elle est enseignée aujourd'hui, déclarait : « Oui, je les rejette. Je pense que les manuels sont un scandale. Je pense que soumettre des esprits jeunes et impressionnables à cet exercice scolastique est un scandale (...) ». Je ne connais aucune science qui ait la prétention de parler de phénomènes du monde réel, et se livre à des exposés en aussi flagrante contradiction avec les faits » (cité par Henri Bartoli, *L'économie multidimensionnelle*, Economica 1991).

Au cours de sa carrière, Herbert Simon a été professeur de science politique, d'administration, de gestion, de science informatique et de psychologie ; comme informaticien et spécialiste d'intelligence artificielle, il a reçu la médaille Turing ; comme psychologue, il a été lauréat de l'Association américaine de psychologie ; et, comme économiste, il est pleinement reconnu par la profession, surtout depuis qu'il a, en 1978, reçu le prix de sciences économiques à la mémoire d'Alfred Nobel.

CONSERVATION • Comme disait le dessinateur Reiser, « on vit une époque formidable » : on peut à la fois atteindre à la conservation suprême propre à une discipline et dire pis que pendre du cœur de cette discipline, sans que

ceux qui y travaillent en soient le moins du monde émus.

De fait, les idées de Herbert Simon cheminent. Traditionnellement, la science économique se réfère à la « rationalité substantielle » : rationalité à la fois réductrice (c'est celle d'un agent réduit à une dimension : il se borne à maximiser des avantages et à minimiser des coûts) et générale (applicable à toute situation, à n'importe quelle décision). Herbert Simon lui oppose la « rationalité procédurale » ou « limitée » : celle d'un acteur qui exerce sa capacité de choix, en situation, en tenant compte d'une pluralité de contraintes, de critères, d'avantages et d'inconvénients. Deux articles récents soulignent l'importance de l'analyse en terme de rationalité procédurale.

Jean-Louis Le Moigne (université Aix-Marseille-III) le rappelle : selon Herbert Simon, « décider, pour une entreprise, une municipalité ou un gouvernement, ce n'est pas d'abord calculer la solution optimale d'un problème, quoi qu'en disent les théories économiques ; décider, prendre des décisions (...), c'est délibérer et donc exercer l'intelligence du système de décision » ; la rationalité à prendre en considération n'est donc pas la « rationalité substantielle », fondatrice de l'optimum de la science économique, mais c'est la « rationalité procédurale », indissociable du processus même au cours duquel s'élabore la décision ; et la conviction de Jean-Louis Le Moigne est claire : l'intelligence artificielle, parce qu'elle va être mieux en mesure de traiter cette rationalité procédurale, va être capable de modifier « les conditions du raisonnement économique » et donc de contribuer au « renouvellement de l'économie » (1).

CONSTRUCTIVISTE • Cependant, selon Yvonne Giordano (université de Nice), on assiste à une tentative pour étendre l'application de la rationalité substantielle à l'étude des organisations : en effet, la nouvelle « économie des contrats » tend à réduire « tout ce qui est institutionnel ou organisationnel » à des contrats entre individus, s'apparentant aux relations entre acheteurs et vendeurs sur les marchés de la théorie néoclassique ; « l'organisation, simple collection de

contrats, perd alors toute identité ; elle disparaît en tant qu'entité collective, réduite à de l'inter-individuel » et peut, dès lors, être interprétée en terme de rationalité substantielle.

Yvonne Giordano plaide pour ce qu'elle nomme « un programme constructiviste de l'organisation » : une démarche qui parte de l'organisation comme catégorie constitutive et qui, rejetant la rationalité substantielle, développe des analyses prenant en compte la rationalité procédurale.

Elle prévoit qu'il faudra, dès lors, « penser le marché à partir de l'organisation plutôt que l'organisation à partir du marché » (2). Cette analyse rejoint d'ailleurs celle de Jean-Louis Le Moigne : pour lui, avec l'intelligence artificielle, « le comportement du marché devient intelligible par son analogie avec une organisation complexe, en permanente équilibration. Production et traitement d'informations (...) sont à la fois organisés dans ce marché et l'organisent ».

Herbert Simon a ouvert une brèche. Des chercheurs de divers horizons — gestionnaires (3), économistes, notamment conventionnalistes (4), spécialistes des organisations, pionniers de l'intelligence artificielle — travaillent à l'élargir.

Michel Beaud

(1) Jean-Louis Le Moigne, « Intelligence artificielle et raisonnement économique », *Mondes en développement*, 1990 n° 72 (avenue des Naïades 11, B-1070 Bruxelles, Belgique).

(2) Yvonne Giordano, « Décision et organisations : quelles rationalités ? », *Economies et sociétés*, 1991 n° 4, série SG n° 17 (11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris).

(3) Voir, sur la rationalité et l'irrationalité des décisions, Claude Riveline, « Un point de vue d'ingénieur sur la gestion des organisations », *Annales des mines - Gérer et comprendre*, décembre 1991 (22, rue Monge, 75003 Paris).

(4) Voir notre chronique « Un nouvel isme ? », *Le Monde*, 30 mai 1989.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Simco

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 29 janvier 1992, sous la présidence de Monsieur Georges MAZAUD.

GESTION ET EVOLUTION DU PATRIMOINE

Au 31 décembre 1991, le montant total des produits courants de l'exercice s'élevait à F. 504.367.000 contre F. 481.776.000 à la fin de 1990, et l'ensemble du patrimoine était, à cette date, occupé à hauteur de 98 %.

Comme au cours des années précédentes, SIMCO a poursuivi en 1991 sa politique d'arbitrage et d'amélioration de son patrimoine :

127 appartements ont été vendus dont 92 situés en province, ainsi que 4.000 m2 de locaux commerciaux dont la moitié située hors Paris et de la région parisienne.

Globalement, ces cessions ont représenté F. 73.105.000 dégageant une plus-value nette après impôts de F. 46.000.000.

PROJET DE RAPPROCHEMENT ENTRE SIMCO ET COGIFI

Au cours de ce même Conseil, il a été décidé le principe d'une fusion entre COGIFI et SIMCO.

Ces deux Sociétés Immobilières d'Investissement sont en effet très semblables tant dans la structure de leur actionariat que dans la composition et la localisation de leur patrimoine.

Le nombre d'actions SIMCO, société absorbante, remis aux actionnaires de COGIFI sera arrêté au vu du rapport des Commissaires à la fusion dont la nomination va être demandée à Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris.

Dans l'état actuel des éléments en la possession du Conseil, cette parité pourrait être de l'ordre de 4 actions SIMCO pour 5 actions COGIFI.

Si les Autorités de tutelle et les Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés, qui se réuniront vraisemblablement en juin 1992, approuvent cette opération de fusion, celle-ci prendra effet au 1er janvier 1992.

34, rue de la Fédération 75015 Paris. Tél. 40 61 66 20

Cogifi

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 29 janvier 1992, sous la présidence de Monsieur Claude RIVÉ.

GESTION ET EVOLUTION DU PATRIMOINE

Au 31 décembre 1991, le montant total des produits courants de l'exercice s'élevait à F. 146.902.145 contre F. 135.718.341 à la fin de 1990, soit une progression de plus de 8 %, et l'ensemble du patrimoine était, à cette date, occupé à hauteur de 98 %.

Comme au cours des années précédentes, COGIFI a poursuivi en 1991 sa politique d'arbitrage de son patrimoine :

83 appartements ont été vendus, représentant 4 547 m2 d'habitation.

Globalement, ces cessions ont représenté F. 33 841 500 dégageant une plus-value nette après impôts de F. 20.648.672

PROJET DE RAPPROCHEMENT ENTRE SIMCO ET COGIFI

Au cours de ce même Conseil, il a été décidé le principe d'une fusion entre COGIFI et SIMCO.

Ces deux Sociétés Immobilières d'Investissement sont en effet très semblables tant dans la structure de leur actionariat que dans la composition et la localisation de leur patrimoine.

Le nombre d'actions SIMCO, société absorbante, remis aux actionnaires de COGIFI sera arrêté au vu du rapport des Commissaires à la fusion dont la nomination va être demandée à Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris.

Dans l'état actuel des éléments en la possession du Conseil, cette parité pourrait être de l'ordre de 4 actions SIMCO pour 5 actions COGIFI.

Si les Autorités de tutelle et les Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés, qui se réuniront vraisemblablement en juin 1992, approuvent cette opération de fusion, celle-ci prendra effet au 1er janvier 1992.

37, boulevard des Capucines 75002 Paris. Tél. 42 60 35 55

Annuaire des Services Télématiques

11 rue du Marché St-Honoré 75001 Paris - Tél (1) 42 96 67 22

CONJONCTURE

L'INCERTITUDE domine, les productions stagnent. Les pertes enregistrées à la veille de la guerre du Golfe ont partout été récupérées dès janvier-février 1991, mais n'ont nulle part laissé place à un redressement durable.

Dans les pays anglo-saxons, où les points bas de l'activité ont été atteints au printemps dernier, la reprise à peine perceptible en juin et juillet ne s'est pas poursuivie. Aux Etats-Unis la production baisse en novembre et décembre et n'a toujours pas renoué avec ses niveaux de l'année passée. Au Royaume-Uni les aléas pétroliers chabotent l'indice d'ensemble; hors secteur énergétique, l'activité a cessé de se contracter depuis l'automne mais ne progresse pas, restant inférieure de 3 % à celle

INDICATEUR • La production industrielle

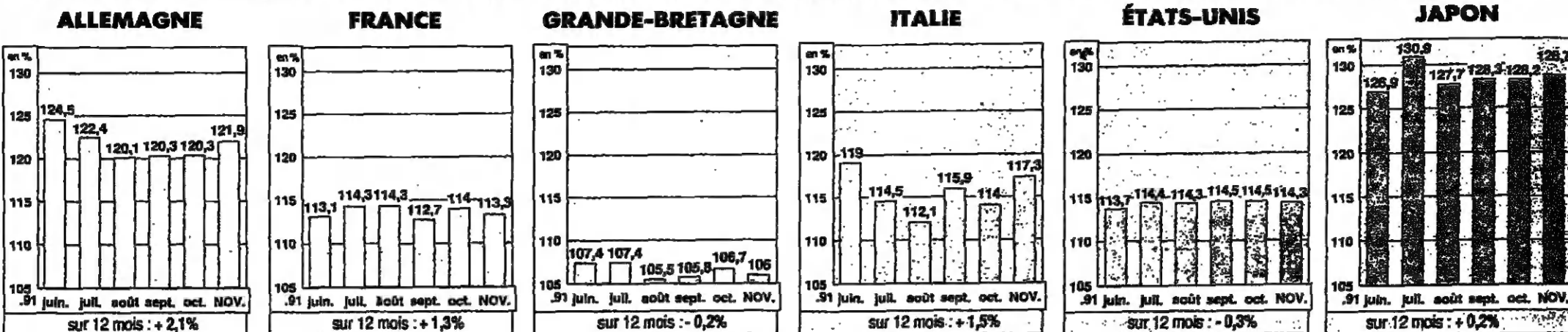
Triste uniformité

de novembre 1990. Ailleurs les productions sont encore légèrement supérieures à celles d'un an auparavant, mais plusieurs mois de quasi-stagnation finissent par imprégner les résultats annuels. En Allemagne les modifications fiscales ont dopé l'activité en juin-juillet. La production est retombée ensuite à son niveau antérieur; en novembre, l'amé-

lioration de 1,3 % demandée à être confirmée pour donner un sens aux évolutions récentes.

En France, contrairement aux autres pays, ni rebond ni contraction n'ont été observés durant l'été; en revanche la production, restée rigoureusement plate depuis avril, se démarque de l'évolution moyenne en novembre, baissant de 0,6 %.

Le Japon s'aligne : alors que sa conjoncture paraissait encore récemment meilleure que celle de ses partenaires occidentaux, son activité industrielle stagne depuis la fin de l'été. L'évolution italienne rompt avec la monotonie internationale : après une forte dégradation, l'amélioration de la production se confirme au cours des mois récents.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Europe occidentale

La reprise possible

DEUX saisons de décalage... c'est le délai moyen de transmission des retournements conjoncturels d'un côté à l'autre de l'Atlantique, tel qu'il ressort de l'analyse du passé. Un rebond intervenant avant le printemps aux Etats-Unis n'atteindrait l'Europe qu'à l'automne 1992.

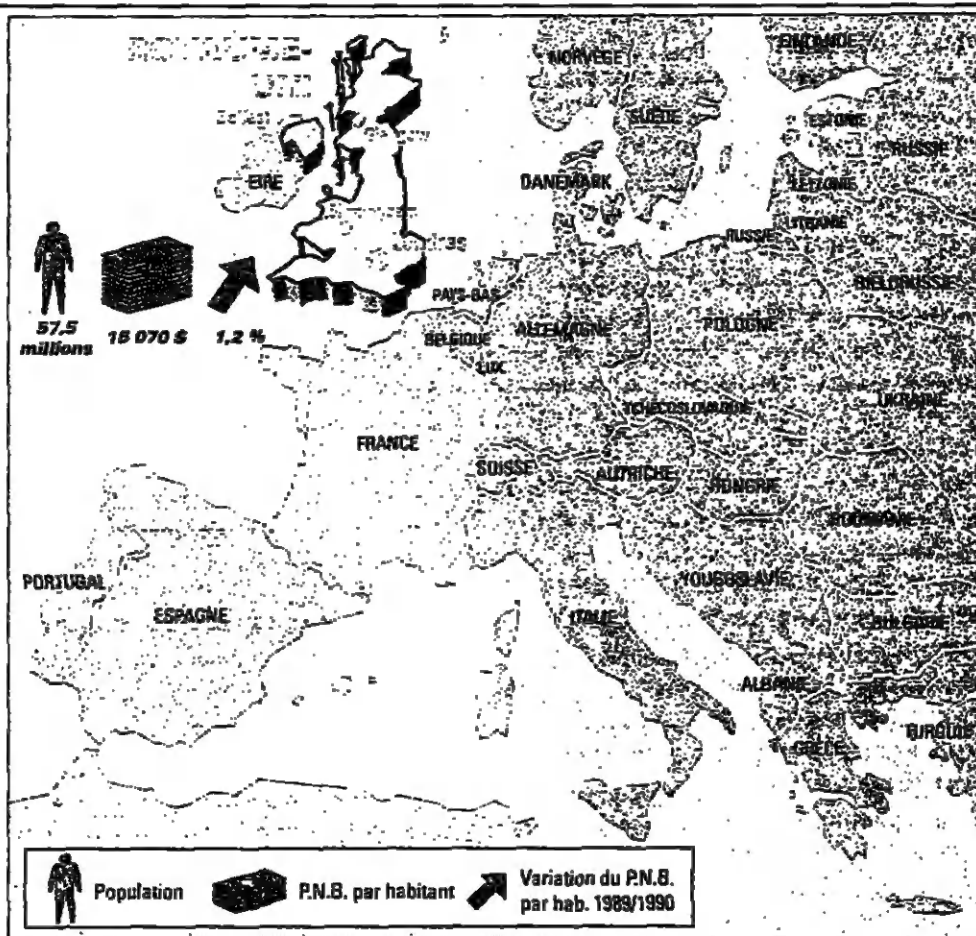
Perspective peu réjouissante : selon les dernières prévisions de l'OCDE, la croissance communautaire n'excéderait pas 2 % cette année, après 1 % à 1,5 % en 1991. L'Europe manque-t-elle à ce point de carburant pour sa croissance? Aucune raison ne justifie qu'elle s'engage une cure d'assainissement aussi sévère que celle que traversent les Etats-Unis. Les effets d'engorgement à l'origine du retournement conjoncturel sont pour partie résorbés. La demande européenne peut donc se ressaisir. Un seul ingrédient semble manquer aujourd'hui à ce rebond : le coup de pouce des politiques monétaires ou, au moins, l'assurance qu'un nouveau tour de vis n'aura pas lieu.

En Europe, l'endettement privé n'a pas été mieux maîtrisé qu'aux Etats-Unis dans les années 80, mais une reprise plus tardive et un meilleur contrôle des déficits publics ont permis d'éviter l'indigestion. A l'exception du Royaume-Uni, où ce processus a pris plus de temps, une contraction modérée des dépenses d'investissement et de consommation a donc suffi à alléger les contraintes d'endettement. Malgré le tassement des revenus disponibles des ménages, les taux d'épargne se sont stabilisés, voire redressés, pour la deuxième année consécutive; dans un contexte de rigueur budgétaire, la capacité de financement des pays européens s'est le plus souvent améliorée, comme le retrace la réduction significative des déficits extérieurs courants.

En Allemagne, toutefois, l'unification a eu les effets inverses : le taux d'épargne des ménages s'est contracté de plus d'un point, les investissements productifs et immobiliers se sont envolés et les déficits publics se sont sensiblement accrus. L'excédent courant a disparu, mais l'endettement privé reste faible. De fait, les ajustements financiers, hier inévitables, sont en partie réalisés aujourd'hui, ce qui élimine un obstacle essentiel à une reprise de la consommation européenne.

D'autre part, les effets de saturation apparus à partir de 1988 étant maintenant résorbés, une reconstruction du parc de biens ménagers durables pourrait s'amorcer. La contraction des dépenses n'a sans doute pas été suffisante pour permettre dans tous les pays européens une reprise exceptionnelle : le redémarrage serait donc général, mais inégal. En Espagne et en Italie, où l'année 1991 a été traversée sans ralentissement drastique de la consommation, le rebond serait atténué, ce qui est du reste préférable en raison de la persistance des tensions inflationnistes dans ces pays. La France, le Benelux, les pays scandinaves et la Grèce participeraient davantage à l'accroissement de la demande, car la retenue des dépenses y a été plus précoce et plus marquée.

C'est au Royaume-Uni et en Allemagne que le regain potentiel de la consommation est le plus



fort. La reprise des achats des ménages britanniques suscitera une vive remontée des dépenses lorsque la récession actuelle, particulièrement sévère, prendra fin. En Allemagne, les politiques de rigueur ont, momentanément, ralenti le réajustement des niveaux de vie entre les deux parties du pays, mais l'unification n'est pas achevée et les besoins futurs en seront d'autant plus conséquents.

La reprise de la demande des ménages européens et, partant, des entreprises est à portée de main et ne demande qu'à s'exprimer. Elle se révélera dès la levée des contraintes imposées par les politiques monétaires, mais à cette seule condition, l'environnement extérieur n'offrant aujourd'hui aucune alternative. Versant ouest, les débouchés commerciaux seront faibles du fait de la lenteur de la reprise américaine et de parités de change défavorables aux exportateurs européens. Versant est, l'incertitude prévaut. La demande potentielle y est particulièrement forte et constituera une formidable dynamique pour la croissance... lorsqu'elle sera solvable.

C'est donc plus que jamais à l'intérieur de ses frontières que la Communauté trouvera les moyens de rompre avec la morosité actuelle. La politique monétaire allemande l'autorisera-t-elle? A lutter sans relâche contre les craintes de dérapage de la demande, l'activité a cessé de croître depuis l'automne en Allemagne. La stagnation de la produc-

tion n'ayant pas d'effet immédiat sur les hausses de salaires, le risque inflationniste se situe aujourd'hui du côté des coûts et non plus de la demande. La baisse des prix des matières premières et une contraction des marges des entreprises ont permis d'éviter la répercussion des hausses de coûts salariaux sur les prix de vente, mais les pressions persisteront si l'activité ne reprend pas.

Dans ces conditions, enclencher une baisse des taux d'intérêt, afin de stimuler la production, serait sans doute le meilleur remède aux tensions latentes. La Bundesbank en est consciente. Après avoir tenté de réfréner les exigences salariales en portant ses taux d'intérêt à leur plus haut niveau depuis la réforme monétaire de 1948, c'est maintenant en réfléchissant sa politique qu'elle jouera le plus efficacement son rôle de gardien de l'inflation. De la rapidité avec laquelle ce changement de cap interviendra dépendent les bénéfices qu'en retireront ses partenaires.

Alors que l'imbrication des conjonctures des pays industrialisés s'est manifestée avec virulence ces derniers trimestres, les chances pour l'Europe de se démarquer de la situation américaine seraient accrues dans l'hypothèse d'une détente, à brève échéance, des taux d'intérêt.

Véronique Riches
Economiste, CEPME.

PAYS • Le Royaume-Uni

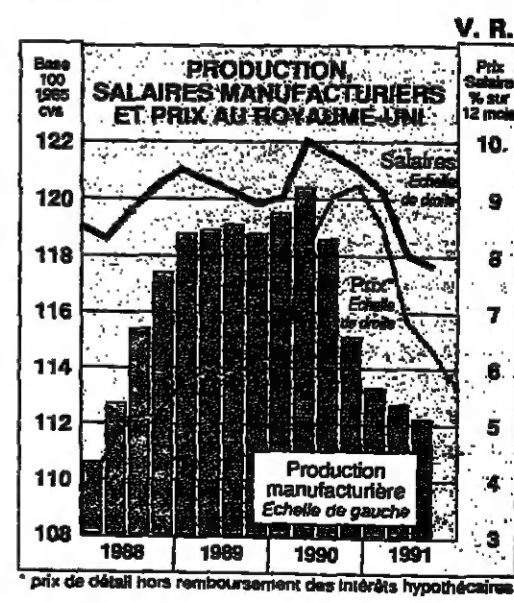
Déséquilibres

LE Royaume-Uni a été l'un des premiers à entrer en récession, il sera probablement le dernier à en sortir. Le traitement de choc infligé par quatre trimestres de baisse de l'activité a-t-il au moins porté ses fruits? Rien n'est moins sûr. Le tissu industriel s'est un peu plus désagrégié et l'inflation est encore vive. La reprise à venir pourrait donc faire resurgir des déséquilibres insoutenables.

A la mi-1991 la récession se chiffrait par des pertes considérables. Le produit intérieur brut avait chuté de 3,6 % en un an, les dépenses réelles de consommation de 3,2 % et les investissements productifs de 16 %. La récession a permis une réduction de plus de moitié du déficit commercial, qui reste lourd : 10 milliards de livres par an (100 milliards de francs). Le nombre de chômeurs s'est accru d'un million en dix-huit mois, sans grand effet sur les salaires, qui progressent encore de 7,7 % par an. L'inflation était de 7,8 % en décembre, trois points de plus que la moyenne européenne.

Bien que ces résultats ne constituent pas une entrave à la reprise, ils compromettent les perspectives à moyen terme. Les dégraissages d'effectifs ont permis une amélioration de la productivité amoindrie du redémarrage de l'activité. La production manufacturière est quasiment revenue à ses niveaux de 1979, mais, dans un contexte de reprise, l'insuffisance patente des capacités productives et les hausses de salaires amplifieraient les risques de dérapage des prix et d'augmentation du déficit commercial.

La surchauffe, l'inflation et les déficits extérieurs, dus à des déficiences structurelles majeures, n'ont pas empêché le Royaume-Uni de connaître, au cours de la décennie 80, une croissance plus forte que ses partenaires. Mais le prochain cycle d'expansion pourrait cette fois s'en trouver écourté.



SECTEUR • Les sports d'hiver

Un retour inachevé

à lui seul 40 % du chiffre d'affaires de la saison.

Le même phénomène paraît se reproduire ailleurs, dans les grandes stations de Haute-Savoie, du Dauphiné ou des Alpes du Sud, comme si les touristes ne faisaient pas de distinction entre les sites. Seuls les grands organismes, comme Maeva (dont les résidences sont utilisées pour les Jeux olympiques), ont pu redistribuer leur clientèle. En revanche, les stations de ski pyrénéennes, qui ont connu, elles aussi, une période de Noël excellente, profiteront peut-

être en partie de ces désertions : des familles des Alpes sont venues cette année s'informer sur la région.

Le Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM) confirme le sentiment des professionnels. Observant le retour des Français dans les villages d'altitude, il constate cependant que « la fréquentation n'a pas encore atteint les sommets de 1984-1985 ». A cette époque, un Français sur dix effectuait un séjour de plus de quatre jours aux sports d'hiver. Le

taux des départs a, depuis lors, fortement chuté. Il a atteint son plancher au cours de l'hiver 1989-1990 avec 7,1 %, puis il s'est relevé à 8,4 % avec le retour de la neige la saison dernière.

Compte tenu de l'effet Jeux olympiques, le SEATM table sur un taux légèrement supérieur en 1991. « Le marché des sports d'hiver n'est pas en chute libre, comme on l'a trop souvent entendu dire ces dernières années. Mais les taux de croissance que nous avons connus il y a dix ans sont finis. Nous sommes en présence désormais d'un marché stable », estime le directeur du SEATM, Jean-Pierre Vezinet.

Principal indicateur de cette situation, le marché de l'immobilier en montagne, naguère pros-

père, traverse l'une des plus graves crises de son histoire. Ainsi la station des Arcs (Savoie), longtemps championne de la construction en altitude, n'a réalisé cette année aucun studio ou appartement, alors qu'elle en avait commercialisé 450 en 1987. Seuls se négocient actuellement, notamment à Courchevel, Megève ou Méribel (Savoie) quelques programmes « haut de gamme » (entre 30 000 et 50 000 francs le mètre carré). Mais ce « micro-marché » n'est pas représentatif de l'état actuel de l'immobilier en montagne. Pour Jean-Pierre Vezinet, « celui-ci ne repartira que d'une façon très sélective dans les meilleurs sites. L'ère de la croissance est finie ».

Claude Franchillon

LES Européens retournent cet hiver sur les pistes de ski. Les stations autrichiennes, françaises et suisses, moins fréquentées au cours des trois dernières saisons de la décennie 1980 - la neige n'ayant pas été au rendez-vous, - ont enregistré, à Noël, des taux records de fréquentation.

Les sociétés de remontées mécaniques ont constaté une envolée de leur chiffre d'affaires. Ainsi, dans les Alpes françaises, où le recul de la vogue du ski avait fait des ravages, la station de l'Alpe d'Huez (Isère) a connu une progression de ses recettes de 15 %.

Les hôteliers et les loueurs de meubles affichent cependant une certaine prudence. La hausse de la fréquentation au début de la sai-

son ne traduit pas forcément un retour en masse des skieurs à la montagne. « Les Français ont peut-être anticipé leurs vacances aux sports d'hiver par crainte d'éventuels embouteillages et d'une forte affluence pendant les deux semaines olympiques », avance Jacques Jond, président de la Fédération de l'industrie hôtelière touristique.

Il redoute que les 350 000 lits de la Savoie « olympique » ne soient que partiellement occupés pendant la durée des Jeux et même au-delà : fin janvier encore, des places étaient disponibles pour le mois de février dans les hôtels des stations de la Maurienne et de la Tarentaise. Une partie des Parisiens, notamment, semble manquer à l'appel. Or ce mois apporte

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.